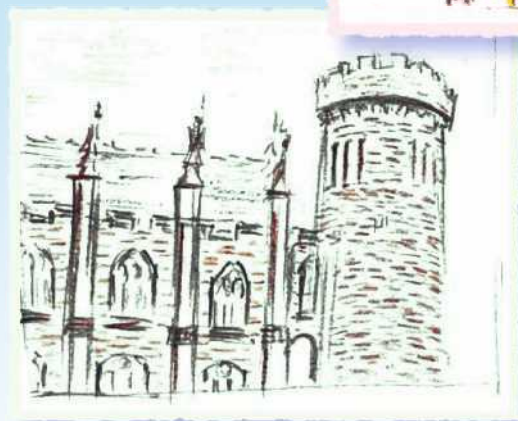
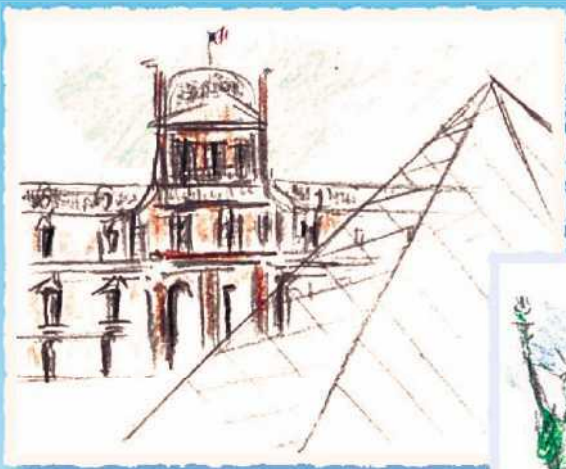


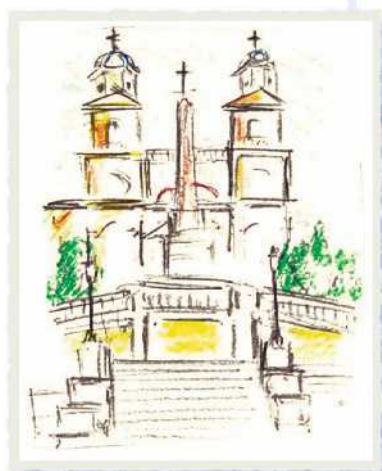
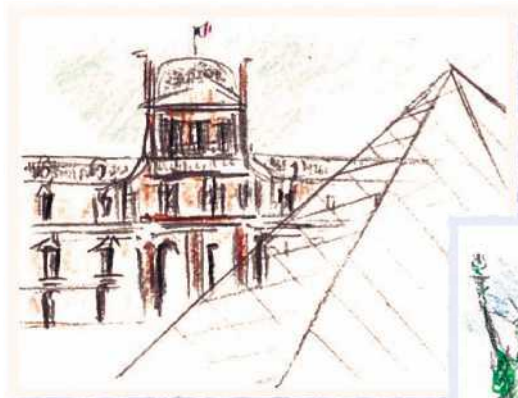
# 2020

R A P P O R T   A N N U E L



**DEXIA**

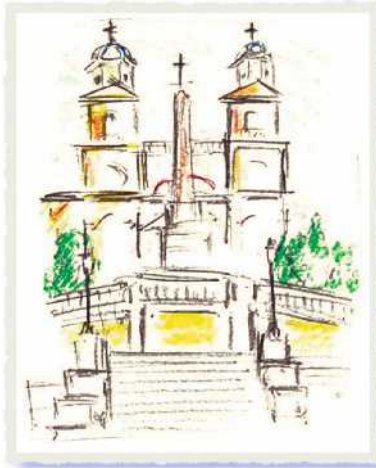
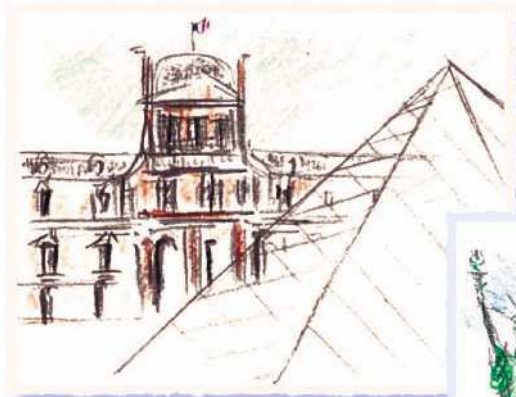




## Rapport annuel 2020

3	Rapport de gestion
66	Comptes consolidés
166	Comptes sociaux
195	Informations complémentaires

4	Message des présidents
6	Profil du groupe
9	Faits marquants
12	Résultats financiers
17	Gestion des risques
29	Informations sur le capital et la liquidité
34	Déclaration non financière - Responsabilité sociale, environnementale et sociétale des entreprises
46	Gouvernance



## Rapport de gestion

# Message des présidents



L'année 2020 aura été le théâtre d'une pandémie mondiale aux conséquences économiques, sociales et sanitaires sans précédent. Elles ne pourront être pleinement appréhendées avant de nombreux mois, mais sont à l'origine d'une crise inédite de par son intensité et sa durée.

Dans l'adversité, les collaborateurs du groupe se sont une fois de plus révélés à la hauteur des enjeux. Leur mobilisation exceptionnelle et leur travail considérable

ont permis au groupe, non seulement d'assurer la continuité de ses activités, mais aussi de poursuivre la mise en œuvre de sa résolution ordonnée, avec le plein soutien de son conseil d'administration et l'appui des deux États actionnaires.

C'est donc en situation de télétravail à 100 %, une organisation mise en œuvre en l'espace de quelques jours, alors que de nombreux collaborateurs n'étaient initialement pas équipés pour travailler de chez eux, que le groupe Dexia a pu continuer à dérouler sa feuille de route stratégique.

La crise a eu des répercussions défavorables sur les résultats du groupe, en particulier au 1<sup>er</sup> semestre. Le groupe a ainsi été amené à enregistrer une charge additionnelle en coût du risque, demeurant toutefois modérée compte tenu de la bonne qualité de ses portefeuilles d'actifs et de sa relativement faible exposition aux secteurs de crédit les plus exposés à la crise sanitaire. Dexia a également comptabilisé des corrections de valeur supplémentaires dans les fonds propres réglementaires, dont l'impact a néanmoins été en grande partie compensé par les mesures d'assouplissement rapidement prises par les superviseurs. Au 31 décembre 2020, Dexia affiche un ratio de Total Capital solide, de 28,5 %, à comparer à une exigence ramenée à 11,25 %.

Historiquement talon d'Achille du groupe, la liquidité a fait montre d'une grande résilience. Le modèle de Dexia, basé sur une diversification des sources de financement, aussi bien en termes d'instruments que de devises, et sur le maintien d'une importante réserve de liquidité, s'est révélé solide durant cette année de crise.

La gestion proactive du bilan s'est poursuivie dans un contexte compliqué par la pandémie de Covid-19. Les cessions d'actifs, ralenties en début d'année par les conséquences de la crise, ont pu reprendre dès la normalisation des conditions de marché à partir de septembre. Le groupe a ainsi déjà réalisé environ 70 % du programme de cessions d'actifs lancé en juillet 2019.

Enfin, la simplification du réseau international s'est poursuivie avec, d'une part, la finalisation du projet d'évolution de la succursale américaine de Dexia Crédit Local, transformée en bureau de représentation, et de l'autre, la réflexion engagée sur l'avenir de la filiale italienne, Dexia Crediop, rendue possible par le rachat des parts de ses actionnaires minoritaires et le renforcement de ses fonds propres.

Autre fait saillant de cette année résolument atypique, l'organisation de la supervision de Dexia, dans le cadre du mécanisme de surveillance unique, a été adaptée pour prendre en compte la situation très spécifique de l'entreprise, désormais placée sous la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), au titre d'autorité compétente sur une base consolidée, et de la Banque nationale de Belgique (BNB).

Cette crise aura durablement modifié nos façons de travailler et mis en exergue la possibilité de généraliser le télétravail partiel, une pratique traditionnellement peu ancrée dans le secteur bancaire. Une fois la situation sanitaire stabilisée, le groupe Dexia offrira aux collaborateurs qui le souhaitent la possibilité de travailler à distance un à trois jours par semaine.

L'année en cours verra également le groupe Dexia franchir de nouvelles étapes sur le chemin de sa résolution, avec notamment la concrétisation de la réflexion entamée en 2020 sur l'avenir de Dexia Crediop au sein du groupe.

Nos meilleurs atouts pour poursuivre nos efforts dans la voie de la résolution ordonnée du groupe résident dans les valeurs que nous partageons tous, au sein de Dexia, et qui forment le socle du modèle de leadership de l'entreprise : l'agilité, la confiance, la cohésion et l'engagement en faveur de l'intérêt général. Nous savons que nous pouvons compter sur l'ensemble des collaborateurs du groupe pour continuer à les décliner au quotidien. Nous les en remercions chaleureusement.

**Pierre Crevits**  
*Administrateur délégué*

**Gilles Denoyel**  
*Président du conseil d'administration*

# Profil du groupe

## Un groupe en résolution ordonnée

Dexia<sup>(1)</sup> est un groupe bancaire européen, géré en résolution ordonnée depuis la fin 2011. Le groupe est détenu à 99,6 % par les États belge et français<sup>(2)</sup>.

Validé en décembre 2012 par la Commission européenne, le plan de résolution ordonnée de Dexia vise à éviter la faillite et la mise en liquidation du groupe qui, compte tenu de sa taille résiduelle, aurait été de nature à déstabiliser l'ensemble du secteur bancaire européen.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020, Dexia est placé, en tant qu'établissement 'moins important' (*Less Significant Institution - LSI*) dans le cadre du mécanisme de surveillance unique, sous la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution (ACPR), au titre d'autorité compétente sur une base consolidée (*Consolidating supervisor*), et de la Banque nationale de Belgique (BNB).

Dexia, la société mère du groupe, est une société anonyme et compagnie financière de droit belge. Sa principale filiale, Dexia Crédit Local est implantée en France et est l'entité

bénéficiaire de la garantie de financement, d'un montant maximal de EUR 85 milliards, accordée par les États belge, français et luxembourgeois pour permettre de mener à bien la résolution ordonnée. Dexia Crédit Local dispose d'une licence bancaire et a une présence internationale à travers sa filiale italienne, Dexia Crediop, également titulaire d'une licence bancaire, sa succursale en Irlande et son bureau de représentation aux États-Unis. Au 31 décembre 2020, le groupe compte 546 collaborateurs.

Depuis son entrée en résolution, Dexia n'a plus d'activité commerciale. Le groupe se consacre pleinement à la gestion en extinction de son bilan et de son portefeuille, composé majoritairement d'actifs liés au secteur public local et de souverains. L'ensemble des collaborateurs est mobilisé pour éviter tout risque systémique et préserver les intérêts des États actionnaires et garants du groupe. Afin de mener à bien cette mission complexe, Dexia s'est assigné trois objectifs stratégiques :

- Maintenir la capacité de refinancement du bilan tout au long de la résolution ;
- Préserver la base de capital pour assurer le respect des ratios réglementaires ;
- Assurer la continuité opérationnelle.

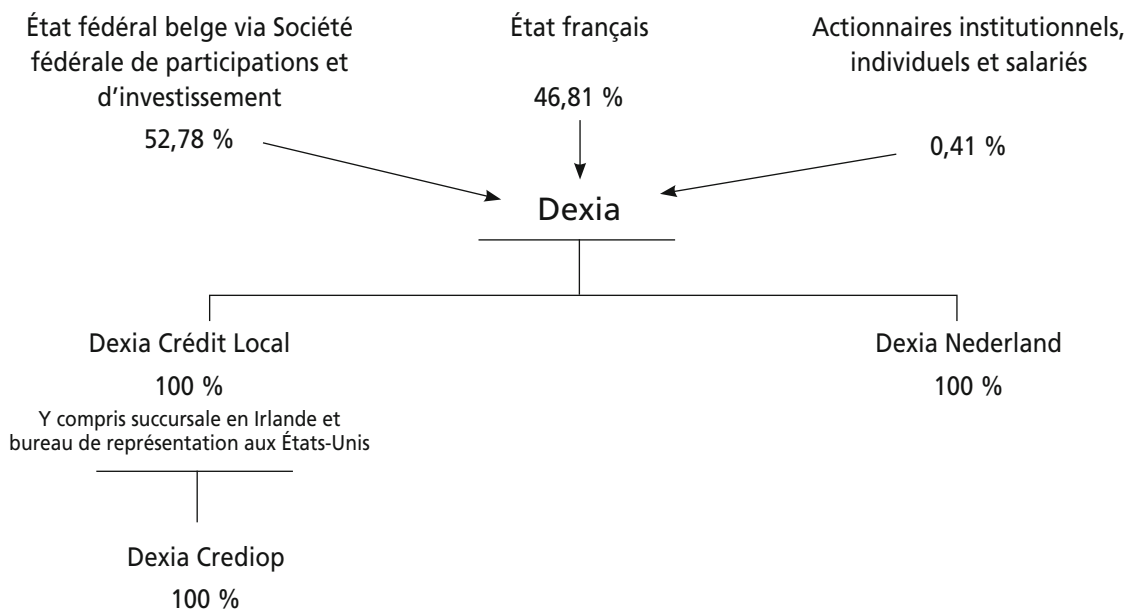
Pour relever ce défi, le groupe peut s'appuyer sur l'engagement et l'expertise de ses collaborateurs. Attirer et conserver ces talents est donc un enjeu prioritaire pour le groupe.

(1) Dans ce rapport annuel, Dexia fait référence à Dexia SA/INV et Dexia Crédit Local à Dexia Crédit Local S.A.

(2) En 2012, les États belge et français ont procédé à une augmentation de capital de Dexia, pour un montant de EUR 5,5 milliards.



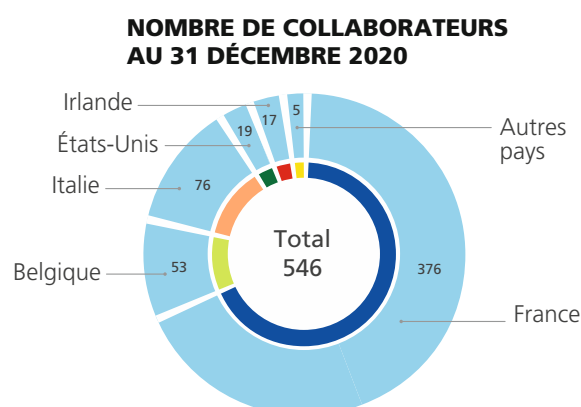
## Structure simplifiée du groupe



## Comité de direction



## Chiffres clés



<b>RÉSULTATS</b> (en millions d'EUR)	2019 <sup>(1)</sup>	2020
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(746)</b>	<b>(216)</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(379)	(334)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(1 125)</b>	<b>(550)</b>
Coût du risque de crédit	265	(169)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	101
<b>Résultat net avant impôts</b>	<b>(860)</b>	<b>(618)</b>
Impôts sur les bénéfices	33	(1)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	(111)	0
<b>Résultat net</b>	<b>(938)</b>	<b>(619)</b>
Intérêts minoritaires	(40)	(1)
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>(898)</b>	<b>(618)</b>

(1) Chiffres retraités.

<b>BILAN</b> (en milliards d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
<b>Total de l'actif</b>	<b>120,3</b>	<b>114,4</b>
Total du portefeuille d'actifs	49,6	40,9

<b>SOLVABILITÉ</b> (en millions d'EUR sauf mention contraire)	31/12/2019	31/12/2020
Common Equity Tier 1	7 308	6 795
Total Capital	7 404	6 891
Actifs pondérés des risques	27 263	24 196
Ratio Common Equity Tier 1	26,8 %	28,1 %
Ratio Total Capital	27,2 %	28,5 %

<b>NOTATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2020</b>	Long terme	Perspective	Court terme
<b>Dexia Crédit Local</b>			
Fitch	BBB+	Stable	F1
Moody's	Baa3	Stable	P-3
Moody's - Counterparty Risk (CR) Assessment	Baa3(cr)		P-3(cr)
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
<b>Dexia Crédit Local (dette garantie)</b>			
Fitch	AA-	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+

# Faits marquants

L'année 2020 a été fortement marquée par la pandémie de Covid-19 qui s'est traduite par un choc sanitaire et économique d'une ampleur sans précédent. Les mesures de confinement prises par de nombreux gouvernements pour enrayer la propagation du virus ont entraîné un effondrement de l'activité mondiale et les marchés financiers ont subi une extrême volatilité.

La crise a eu des répercussions sur le résultat et la solvabilité du groupe, en particulier au 1<sup>er</sup> semestre. Le groupe a ainsi été amené à enregistrer une charge additionnelle en coût du risque, demeurant toutefois limitée compte tenu de la bonne qualité de ses portefeuilles d'actifs et de sa relativement faible exposition aux secteurs de crédit identifiés comme « sensibles ». Dexia a également comptabilisé des corrections de valeur supplémentaires dans les fonds propres réglementaires au titre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment* – PVA). L'impact de ces éléments sur le capital réglementaire a néanmoins été en grande partie compensé par les mesures d'assouplissement rapidement prises par les superviseurs.

Au 2<sup>e</sup> semestre 2020, l'amélioration des conditions de marché a permis au groupe de poursuivre la gestion active de son bilan, après un ralentissement au plus fort de la crise. Par ailleurs, le financement du groupe a été opéré sans heurt et sans appel au refinancement des banques centrales, en ligne avec la stratégie déployée depuis 2017.

## Implications relatives au Covid-19

Dès les prémices de la crise, Dexia a suivi attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19 à travers le monde et particulièrement en Europe. Le comité de direction du groupe a rapidement activé une cellule opérationnelle et une cellule stratégique de crise afin de protéger ses collaborateurs. Le déploiement efficace des moyens nécessaires et la mobilisation exceptionnelle des équipes ont rapidement permis la mise en œuvre généralisée du travail à distance. Le département en charge du suivi des risques opérationnels a été pleinement impliqué dans la coordination de ce dispositif, permettant ainsi d'assurer la continuité de toutes les activités dans un cadre renforcé de sécurité.

Outre les aspects opérationnels, cette crise sans précédent a de multiples répercussions sur l'organisation, l'activité et les résultats du groupe. En particulier, comme développé au chapitre « Informations sur le capital et la liquidité » de ce rapport annuel, le modèle de refinancement du groupe a fait preuve d'une forte résilience au plus fort de la crise.

*Les implications relatives au Covid-19 sont détaillées à la note 1.4.1 aux comptes consolidés de ce rapport annuel.*

## Gestion proactive du bilan, du hors bilan et des risques

### Poursuite des ventes d'actifs mais dans des volumes plus réduits

Alors que 2019 avait connu une forte accélération des ventes d'actifs dans des conditions de marché très favorables, en 2020, l'exécution du plan de cession d'actifs a été impactée par la crise provoquée par la pandémie de Covid-19. Celle-ci s'est traduite à partir de mars 2020, par un écartement des marges de crédit touchant toutes les classes d'actifs ainsi que par une forte contraction de la liquidité. Au cours du second semestre les différents programmes de rachat très ambitieux mis en œuvre par les banques centrales ont permis un rétablissement de la liquidité sur de nombreux segments de marché et une amélioration des conditions générales de crédit. À partir de septembre 2020, le retour à la normale quasi généralisé des conditions de marché a permis au groupe de pleinement reprendre ses activités de cession d'actifs.

Ainsi, fin décembre 2020, les portefeuilles d'actifs s'inscrivent en baisse de EUR 9 milliards par rapport à fin décembre 2019<sup>(1)</sup>, grâce à EUR 4,7 milliards de cessions et de remboursements anticipés.

Sur l'année, la part d'actifs cédés libellés en devises non euro demeure significative, mais s'inscrit en réduction par rapport à 2019 qui avait vu une forte activité de vente d'actifs libellés en dollar US dans le cadre de la réduction et de la simplification des activités de Dexia Crédit Local aux États-Unis. La durée de vie moyenne des actifs cédés demeure longue (9 ans).

Les cessions se sont principalement concentrées sur des financements de projets et de grandes entreprises (EUR 2,2 milliards) et des actifs du secteur public (EUR 2,1 milliards). Malgré un contexte de marché difficile, Dexia a lancé avec succès les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> tranches de son programme de cession de prêts aux collectivités locales françaises et a ainsi cédé 371 prêts pour un encours de EUR 1 milliard<sup>(2)</sup>.

Plus de 30 opérations « complexes » ont fait l'objet de simplification en 2020. Il s'agit par exemple du remboursement anticipé de crédits revolving ou de la restructuration de crédits indexés sur des indices structurés. Ceci contribue à la poursuite de la simplification du portefeuille d'actifs.

Depuis la mise en œuvre du nouveau programme de cessions d'actifs en juillet 2019 (cf. « Reclassement d'un portefeuille d'actifs en juste valeur »), le groupe Dexia a ainsi négocié des cessions et remboursements anticipés correspondant à environ 70 % de l'objectif fixé en termes de réduction du nominal.

(1) À taux de change courant.

(2) A noter que 21 prêts, pour un encours total de EUR 190 millions, ont été vendus en 2020 avec une date de règlement en 2021.

### Gestion proactive du hors bilan

En 2020, le groupe a lancé un programme de réduction de son portefeuille de dérivés, procédant notamment à de multiples exercices de compression sur son portefeuille afin d'en simplifier la gestion opérationnelle.

Par ailleurs, une quarantaine de contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) exécutés avec des clients, principalement dans le cadre d'opérations de financement de projets, ont été débouclés par anticipation, ce qui contribue à la réduction et à la simplification de l'encours d'opérations de dérivés avec la clientèle.

### Reclassement d'un portefeuille d'actifs en juste valeur

Le 19 juillet 2019, le conseil d'administration a validé la mise en œuvre d'un nouveau programme de cessions d'actifs visant à réduire le risque de liquidité et l'exposition du groupe à certaines contreparties ciblées tout en lui permettant de préserver sa solvabilité. Conformément à la norme IFRS 9, ce changement d'intention de gestion s'est traduit par un changement de modèle économique et donc par le reclassement des actifs concernés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Les actifs concernés, qui avaient été classés au coût amorti lors de la première application de la norme IFRS 9, ont fait l'objet d'un reclassement en juste valeur par résultat ou par capitaux propres, entraînant un impact de EUR -196 millions sur les capitaux propres via respectivement EUR -104 millions sur le compte de résultat et EUR -92 millions sur la réserve OCI. Ce reclassement a par ailleurs augmenté la sensibilité du groupe aux variations de juste valeur des actifs concernés tant qu'ils ne sont pas cédés.

Sur l'année 2020, en sus de l'impact du reclassement mentionné ci-dessus, la variation de juste valeur liée à la forte volatilité sur les marchés s'est traduite, pour les actifs reclassés et non vendus en 2020, par un impact de EUR -64 millions sur le compte de résultat, enregistré dans les éléments de volatilité comptable.

### Réduction de la sensibilité du bilan et du résultat aux paramètres de marché

Depuis plusieurs années, Dexia poursuit une politique active de gestion des risques ALM<sup>(1)</sup>, visant en particulier à réduire la sensibilité de son bilan et de sa trajectoire de profitabilité à certains paramètres de marché. Bien que plus complexe à exécuter compte tenu des circonstances de marché, ce programme de couverture des risques s'est poursuivi dans une bonne dynamique en 2020, sous le pilotage du comité de gestion Actif-Passif (ALCO).

Ainsi, au cours de l'année, des actions ont été mises en œuvre permettant de réduire de façon matérielle la sensibilité de la marge nette d'intérêt aux paramètres de marché les plus sensibles.

Toutes ces actions contribuent également à réduire l'amplitude d'un stress potentiel sur la solvabilité du groupe.

## Poursuite de la simplification du réseau international

### États-Unis

Le projet de transformation de la succursale new yorkaise de Dexia Crédit Local s'est achevé en 2020. Après avoir transféré avec succès, en 2019, les portefeuilles d'actifs ainsi que le financement et les dérivés associés, Dexia a procédé, le 30 avril 2020, au transfert de la totalité du bilan résiduel vers le siège de Dexia Crédit Local à Paris. Celui-ci présentait notamment des charges de personnel, des comptes de taxes ainsi que les fonds propres résiduels de l'entité. La transformation de la succursale en bureau de représentation et le retrait de l'agrément bancaire ont eu lieu le 30 novembre 2020.

Après la transformation réussie de la succursale de Dexia Crédit Local à New York, l'empreinte du groupe aux États-Unis est constituée d'un bureau de représentation et de Dexia Holdings Inc. qui détient Dexia Financial Products Holdings Inc. et FSA Global Funding Ltd. Au 31 décembre 2020, le bilan de ces entités s'élève à EUR 2 milliards. Il est principalement constitué de titres à l'actif, de contrats d'investissement garantis (*Guaranteed investments contracts* – GICs) et de refinancements intragroupe au passif.

Le groupe a entrepris la restructuration de ces entités. À cette fin, un premier portefeuille d'actifs de EUR 253 millions a été transféré de Dexia Financial Products Holdings Inc. vers le siège de Dexia Crédit Local à Paris en novembre 2020. Dexia poursuivra cet axe de simplification en 2021.

### Italie

Au cours de l'année Dexia a poursuivi l'examen de différentes options stratégiques concernant l'avenir de Dexia Crediop.

Le 8 septembre 2020, Dexia a finalisé l'acquisition des parts résiduelles de Banco BPM SpA et BPER Banca SpA dans Dexia Crediop. Au terme de cette opération, Dexia Crédit Local détient 100 % de sa filiale italienne.

Le groupe a ensuite entrepris des actions de restructuration de sa filiale dont la revue de son mix de financement.

Par ailleurs, le 11 décembre 2020, Dexia Crédit Local a renforcé les fonds propres de Dexia Crediop via une augmentation de capital d'un montant de EUR 75 millions et l'octroi d'un prêt subordonné (Tier 2) de EUR 25 millions d'une durée de 5 ans. Enfin, le 17 février 2021, Dexia a annoncé, via un communiqué de presse émis par Dexia Crediop, la cession d'un portefeuille d'actifs d'un montant d'environ EUR 3,2 milliards de valeur nominale<sup>(2)</sup>, composé de prêts, d'obligations et de dérivés, qui seront repris par Dexia Crédit Local à valeur comptable dans le courant de 2021.

## Modification des modalités de supervision du groupe Dexia et évolution de la gouvernance

### Adaptation des modalités de supervision prudentielle au contexte de résolution du groupe

Le cadre de supervision des établissements importants (*Significant Institution – SI*), adapté à de grands établissements bancaires en activité, ne convenant plus réellement à une

(1) *Asset and Liability Management* ou *Gestion Actif-Passif*.

(2) *Correspondant à EUR 4,2 milliards de valeur comptable*.

entité en résolution comme Dexia, la Banque centrale européenne (BCE) a proposé une modification des modalités de surveillance prudentielle du groupe.

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020, Dexia a quitté le groupe des établissements significatifs directement supervisés par la BCE via l'équipe de surveillance commune (*Joint Supervisory Team – JST*) et est désormais placé, en tant qu'établissement 'moins important' (*Less Significant Institution – LSI*) dans le cadre du mécanisme de surveillance unique, sous la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), au titre d'autorité compétente sur une base consolidée (*Consolidating supervisor*) et de la Banque nationale de Belgique (BNB).

Au niveau des entités, Dexia Crédit Local est supervisé par l'ACPR et Dexia Crediop par la Banque nationale d'Italie.

Le groupe entretient des relations régulières et transparentes avec les autorités de supervision, en particulier depuis l'accélération de la crise du Covid-19.

### Évolution de la gouvernance du groupe

Le 20 mai 2020, l'assemblée générale annuelle de Dexia a approuvé la nomination de Pierre Crevits comme administrateur. Le conseil d'administration de Dexia l'a ensuite nommé comme administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia<sup>(1)</sup>.

Bart Bronselaer, qui a assuré la fonction d'administrateur délégué ad interim jusqu'au 20 mai 2020, a été coopté par le conseil d'administration en qualité d'administrateur non-exécutif le 9 septembre 2020. Le 9 septembre 2020, le conseil d'administration de Dexia a également coopté Claire Vernet-Garnier en qualité d'administrateur non exécutif de Dexia, en remplacement de Claire Cheremetinski. Bertrand Dumont a démissionné du conseil d'administration le 29 octobre 2020. La gouvernance de Dexia et Dexia Crédit Local étant intégrée, Pierre Crevits est également directeur général et président du comité de direction de Dexia Crédit Local, Bart Bronselaer est administrateur non-exécutif de Dexia Crédit Local, depuis le 9 septembre 2020 et Claire Vernet-Garnier est représentante de l'État français, administrateur de Dexia Crédit Local, depuis le 29 septembre 2020.

## Autres événements significatifs

### Confirmation des notations de Dexia Crédit Local et de la dette garantie par les États

En juin 2020, les trois agences de notation (Fitch, Moody's et S&P) ont confirmé, avec une perspective stable, les notations de Dexia Crédit Local. La notation de la dette garantie émise par Dexia Crédit Local a également été affirmée à AA- (Fitch), Aa3 (Moody's) et AA (S&P).

Des contacts réguliers sont organisés avec les agences de notation, dans le cadre de la revue annuelle de la notation mais également en fonction de l'actualité du groupe ou des événements extérieurs pouvant l'impacter.

Le tableau complet des notations est repris au chapitre « Profil du groupe » de ce rapport annuel.

### Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit)

Dexia continue de porter une attention particulière à l'évolution de la situation au Royaume-Uni, après la sortie du pays de l'Union européenne le 31 décembre 2020.

À cette date, les expositions de Dexia sur le Royaume-Uni s'élevaient à EUR 20,6 milliards. Ces actifs présentent une très bonne qualité de crédit, étant notés dans la catégorie *Investment Grade* à 98 %. Le portefeuille comprend notamment EUR 10,2 milliards d'expositions sur le secteur public local et EUR 6,6 milliards d'expositions sur le secteur des financements de projets et des grandes entreprises, principalement liées au secteur public, dont des *Utilities*, a priori peu sensibles aux conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'exposition au souverain est négligeable.

Au 31 décembre 2020, Dexia a réduit son besoin de liquidité en livre sterling et allongé la durée de ses financements dans l'éventualité d'un accroissement de la volatilité sur les marchés et d'un durcissement de l'accès au marché du refinancement dans cette devise, post Brexit. Dexia a également transféré environ EUR 17 milliards de notionnel de dérivés bilatéraux avec des contreparties britanniques vers des contreparties européennes et a finalisé son adhésion à Eurex OTC Clear, la chambre de compensation européenne.

### Réforme des indices de référence (IBOR)

Afin de renforcer la fiabilité et la transparence des taux de référence à court terme (IBOR), une réforme a été engagée au niveau mondial visant à remplacer ces indices par de nouvelles références de taux sans risque (*nearly risk-free rates*) tels que ESTR (EUR), SOFR (USD) et SONIA (GBP).

Dexia est exposé aux indices IBOR, principalement en euro, en dollar US et en livre sterling, par le biais d'instruments financiers amenés à être remplacés ou modifiés dans le cadre de cette réforme via le remplacement du taux d'intérêt de référence. Le cas échéant, la solidité des contrats concernés se trouve renforcée via l'insertion de clauses de remplacement (clauses de *fall-back*), établissant les modalités de remplacement dans le cas d'une cessation d'un taux d'intérêt de référence.

Le groupe a chargé un comité de pilotage de la veille de marché et du suivi des différents développements relatifs à cette réforme. L'objectif est d'anticiper au mieux les conséquences de la transition vers les nouveaux taux de référence en gérant le stock de contrats existants. Dexia a également procédé aux analyses juridiques des contrats concernés par la réforme, aux analyses d'impacts financiers des remplacements et aux modifications nécessaires d'un point de vue opérationnel (services d'information).

Concernant les contrats dérivés de Dexia traités avec les chambres de compensation, le passage de l'EONIA à l'ESTR (EUR) pour la rémunération du *cash collateral* a eu lieu le 27 juillet 2020. Le passage du taux *Federal Funds* au SOFR (USD) a eu lieu le 19 octobre 2020 et a impacté la valorisation de ces dérivés. La modification de la juste valeur des dérivés étant compensée par le paiement ou la réception d'une compensation en cash, ce passage n'a pas eu d'impact sur le compte de résultat de Dexia.

Au 31 décembre 2020, les modifications des contrats financiers concernés par la réforme des indices de référence n'ont pas eu de conséquences matérielles sur les états financiers de Dexia.

(1) Cf. communiqué de presse Dexia du 20 mai 2020, disponible sur [www.dexia.com](http://www.dexia.com).

# Résultats financiers

## Précisions relatives à la présentation des états financiers consolidés annuels 2020 du groupe Dexia

### Continuité d'exploitation (*going concern*)

Les états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2020 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*) conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe ayant fait l'objet d'une décision par la Commission européenne en décembre 2012 et réévaluées sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Les principales hypothèses retenues par le management pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2020 et les zones d'incertitude, renforcées en particulier par la situation liée à la pandémie de Covid-19, sont résumées ci-dessous :

- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire de Dexia Crédit Local ainsi que le maintien de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang *Investment grade*.

- La poursuite de la résolution suppose que Dexia conserve une bonne capacité de financement qui repose notamment sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés. La confirmation par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de liquidité accordée par les États belge et français au-delà du 31 décembre 2021, pour un montant maximal de EUR 75 milliards, constitue un élément de soutien essentiel à la poursuite de la résolution ordonnée du groupe. Une loi validant cette prolongation a été votée en France le 29 décembre 2020 et un projet de loi, approuvé en décembre 2020 par le Conseil des Ministres, sera soumis à l'approbation du Parlement fédéral belge dans les prochaines semaines.

- Bien que gérant ses risques de façon très proactive, le groupe Dexia demeure très sensible à l'évolution de l'environnement macro-économique et aux paramètres de marché tels que les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres et sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.

- En particulier, compte tenu des décisions prises par le conseil d'administration en 2019, relatives à la mise en œuvre d'un plan de cession d'actifs pour un total d'environ

EUR 13 milliards<sup>(1)</sup>, Dexia est exposé à l'évolution de juste valeur de ces actifs jusqu'à leur cession effective.

- Le groupe est par ailleurs exposé à certains risques opérationnels, propres à l'environnement de résolution dans lequel il opère et qui ont été renforcés par le contexte de travail à distance imposé par la pandémie de Covid-19.

- Enfin, des incertitudes résiduelles liées, par exemple, à de nouvelles évolutions des règles comptables et prudentielles sur la durée de la résolution du groupe pourraient provoquer une modification significative de la trajectoire de résolution initialement anticipée.

Lors de son appréciation de la pertinence de la continuité d'exploitation, la direction a examiné chacune de ces hypothèses et zones d'incertitudes :

- Depuis l'entrée du groupe en résolution ordonnée, Dexia a continuellement réduit son besoin de financement et rallongé la maturité des financements levés, dans une optique de gestion prudente de sa liquidité. L'accélération des ventes d'actifs décidée au cours de l'été 2019 a notamment permis une baisse de EUR 4,6 milliards des besoins de financement du groupe par rapport à fin décembre 2019, confortée par la réduction rapide du besoin de financement en dollar US.

En 2020, malgré le contexte de crise particulièrement sévère lié à la pandémie de Covid-19, Dexia a exécuté l'intégralité de son programme de refinancement à long terme à des conditions proches de son objectif budgétaire. Le groupe a également démontré sa capacité à mobiliser d'importantes réserves de liquidité sur le marché de la dette sécurisée, resté actif, sans faire appel aux facilités de la Banque centrale européenne (BCE). Ainsi, Dexia a pu maintenir une réserve de liquidité jugée adéquate avec la restriction de l'accès au financement de la BCE annoncé le 21 juillet 2017<sup>(2)</sup> et qui, au 31 décembre 2020, s'élève à EUR 18,5 milliards, dont EUR 11 milliards sous forme de cash.

Par ailleurs, en 2021, Dexia a exécuté deux transactions publiques à long terme en euro et en livre sterling, pour des montants respectifs de EUR 1,5 milliard et GBP 750 millions, représentant près de la moitié du programme de refinancement à long terme prévu pour l'année.

- Dans le cadre des revues semestrielles de la trajectoire financière du groupe, et dans le contexte spécifique lié à la pandémie de Covid-19, une mise à jour des projections financières a été présentée au conseil d'administration de Dexia le 14 décembre 2020. Elle intègre notamment un scénario macro-économique « central », basé sur le scénario de référence de la BCE, globalement comparable aux prévisions publiées par la Commission européenne en novembre 2020. Ce scénario prévoit une reprise économique graduelle à partir de 2021, sans retour à la situation d'avant-

(1) Impact sur la réduction de la dette en 2022 du plan validé par le conseil d'administration le 19 juillet 2019.

(2) La BCE a annoncé le 21 juillet 2017 la fin de l'accès à l'Eurosystème pour les structures de liquidation à partir du 31 décembre 2021.

crise avant 2023 et une période prolongée de taux d'intérêt très bas, ce qui se traduit par une augmentation du coût du risque et du besoin de financement du groupe par rapport au scénario pré-crise, et par une érosion continue de son résultat de transformation.

Afin de refléter l'incertitude macro-économique autour du scénario central, Dexia a également construit un scénario amélioré et un scénario dégradé. Ceux-ci prennent en compte une déviation de deux écarts type sur les indicateurs macro-économiques pour un horizon de projection de 3 ans. Cette déviation est calibrée en comparant les projections macro-économiques des années passées avec les évolutions macro-économiques réellement constatées. Les pertes de crédit attendues résultantes sont ainsi obtenues en pondérant le scénario central avec le scénario amélioré et le scénario dégradé, dans cette plage d'incertitude. Pour le portefeuille de crédit de Dexia, les pertes attendues étant globalement plus sensibles au scénario dégradé qu'au scénario amélioré, la prise en compte des incertitudes autour du scénario central se traduit par une augmentation nette des provisions, comparativement au scénario central seul.

À la date d'arrêté des états financiers consolidés annuels du groupe, l'impact sur le coût du risque du groupe Dexia demeure contenu, à EUR -169 millions. L'augmentation des provisions collectives attribuable au Covid-19 se concentre essentiellement et par ordre décroissant sur les souverains les moins bien notés, les secteurs « financement de projets » et « grandes entreprises » fragilisés par la crise sanitaire et les établissements financiers les moins bien notés. À ce stade, Dexia ne prévoit pas de hausse significative de provisions sur les souverains de la zone euro.

- La Direction a également tenu compte des contraintes et incertitudes de son modèle opérationnel ainsi que des risques liés à la continuité d'exploitation, inhérents au caractère de banque en résolution de Dexia. Dans le contexte spécifique lié à la pandémie de Covid-19, la Direction a notamment pris des mesures appropriées pour atténuer ce risque, en particulier via la mise en place d'une cellule de crise et le déploiement du télétravail afin de protéger ses équipes. L'ensemble des travaux menés sur les systèmes d'information depuis 2017, en particulier le projet ambitieux de rénovation de l'infrastructure informatique, ont permis d'assurer le déploiement rapide et généralisé du télétravail à l'ensemble des collaborateurs et d'assurer ainsi pleinement la continuité opérationnelle du groupe.

- Bien que ralenti par le contexte de la crise du Covid-19, l'exécution du plan de cession d'actifs s'est poursuivie en 2020. La sensibilité au risque de crédit liée aux actifs classés à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par capitaux propres a été réduite au cours de l'année, passant de EUR -6,4 millions en janvier 2020 à EUR -4,3 millions par point de base au 31 décembre 2020, pour l'ensemble des actifs évalués à la juste valeur.

En conséquence, après avoir tenu compte de l'ensemble de ces éléments et incertitudes développés en partie à l'annexe 1.4.1 aux comptes consolidés du présent rapport annuel, la direction de Dexia confirme qu'au 31 décembre 2020, ils ne remettent pas en cause les fondamentaux de la résolution ordonnée du groupe ni l'appréciation de l'application de la convention de continuité d'exploitation. Par conséquent, les

états financiers consolidés peuvent être préparés selon les règles applicables à la continuité d'exploitation conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26.

### Segmentation analytique

Ayant finalisé la cession de l'ensemble des franchises commerciales prévues dans le cadre de son plan de résolution, Dexia se consacre désormais pleinement à la gestion de ses actifs résiduels, tout en veillant à préserver les intérêts des États actionnaires et garants du groupe et à éviter tout risque systémique, en ligne avec la mission de l'entreprise.

En ligne avec le profil du groupe, la performance de Dexia est désormais appréhendée au niveau consolidé sur la base d'une seule division appelée « Gestion des activités en extinction », sans allocation spécifique de financement et de charges opérationnelles par segment d'activité.

### Modalités de présentation du résultat

Afin d'assurer une meilleure lisibilité de ses résultats, Dexia a adopté une segmentation analytique différenciant trois catégories d'éléments :

- Éléments récurrents liés au portage des actifs tels que les revenus des portefeuilles, les coûts de financement, les charges opérationnelles, le coût du risque de crédit et les impôts.
- Éléments de volatilité comptable liés aux ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs incluant notamment les impacts de la norme IFRS 13 (CVA, DVA, FVA), la valorisation des dérivés OTC, les différents impacts relatifs aux instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (notamment les actifs non-SPPI) et la variation de valeur des dérivés couvrant le portefeuille WISE (titrisation synthétique sur un portefeuille d'obligations rehaussées).
- Éléments non récurrents incluant notamment les plus ou moins-values sur cession de participations et d'instruments comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, les frais et gains liés à des litiges, les coûts et indemnités résultant de l'arrêt de projets ou de la résiliation de contrats, les frais de restructuration ainsi que les coûts associés aux projets stratégiques de restructuration du groupe ou les taxes opérationnelles exceptionnelles.

### Modification de la présentation de la marge nette d'intérêt

Par souci de simplification et de cohérence, Dexia a modifié, au 31 décembre 2020, la présentation de la marge nette d'intérêt. Les intérêts des instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat (hors dérivés de couverture économique qui sont détenus à des fins de gestion de risques mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée) sont désormais comptabilisés sur la ligne « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat » et non plus en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Les chiffres au 31 décembre 2019 ont été retraités.

Par ailleurs, la segmentation analytique a également été revue et ces intérêts, jusqu'à présent comptabilisés en résultat récurrent, sont désormais repris dans les éléments de volatilité comptable. Les données au 31 décembre 2019 ont été retraitées, pour en permettre la comparaison.

## Analyse du compte de résultat consolidé

**COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - FORMAT ANC**

(en millions d'EUR)	2019 <sup>(1)</sup>	2020
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(746)</b>	<b>(216)</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(379)	(334)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(1 125)</b>	<b>(550)</b>
Coût du risque de crédit	265	(169)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	101
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(860)</b>	<b>(618)</b>
Impôts sur les bénéfices	33	(1)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	(111)	0
<b>Résultat net</b>	<b>(938)</b>	<b>(619)</b>
Intérêts minoritaires	(40)	(1)
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>(898)</b>	<b>(618)</b>

(1) Chiffres retraités.

**Présentation analytique des résultats**

Le résultat net part du groupe de EUR -618 millions au 31 décembre 2020 se compose des éléments suivants :

- EUR -475 millions sont attribuables aux éléments récurrents ;

- EUR -31 millions sont liés à des éléments de volatilité comptable ;

- EUR -112 millions ont été générés par des éléments non-récurrents.

**PRÉSENTATION ANALYTIQUE DES RÉSULTATS DU GROUPE DEXIA**

(en millions d'EUR)	2019 <sup>(1)</sup>	2020			
	Total	Total	Éléments récurrents	Éléments de volatilité comptable	Éléments non récurrents
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(745)</b>	<b>(216)</b>	<b>1</b>	<b>(31)</b>	<b>(186)</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(380)	(334)	(307)	0	(27)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(1 125)</b>	<b>(550)</b>	<b>(306)</b>	<b>(31)</b>	<b>(213)</b>
Coût du risque de crédit	265	(169)	(169)	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	101	0	0	101
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(860)</b>	<b>(618)</b>	<b>(475)</b>	<b>(31)</b>	<b>(112)</b>
Impôts sur les bénéfices	33	(1)	(1)	0	0
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	(111)	0	0	0	0
<b>Résultat net</b>	<b>(938)</b>	<b>(619)</b>	<b>(476)</b>	<b>(31)</b>	<b>(112)</b>
Intérêts minoritaires	(40)	(1)	(1)	0	0
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>(898)</b>	<b>(618)</b>	<b>(475)</b>	<b>(31)</b>	<b>(112)</b>

(1) Chiffres 2019 retraités.

**Éléments récurrents****ÉLÉMENTS RÉCURRENTS**

(en millions d'EUR)	2019 <sup>(1)</sup>	2020
<b>Produit net bancaire</b>	<b>24</b>	<b>1</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(347)	(307)
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	(285)	(243)
dont Taxes opérationnelles	(62)	(64)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(323)</b>	<b>(306)</b>
Coût du risque de crédit	265	(169)
<b>Résultat net avant impôts</b>	<b>(58)</b>	<b>(475)</b>
Impôts sur les bénéfices	33	(1)
<b>Résultat net</b>	<b>(25)</b>	<b>(476)</b>
Intérêts minoritaires	(40)	(1)
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>15</b>	<b>(475)</b>

(1) Chiffres 2019 retraités.



Le résultat net part du groupe dégagé par les éléments récurrents est de EUR -475 millions au 31 décembre 2020, contre EUR +15 millions fin décembre 2019.

Le produit net bancaire reflète essentiellement la marge nette d'intérêt, qui correspond au coût de portage des actifs ainsi qu'au résultat de transformation du groupe. Sur l'année, la marge nette d'intérêt s'inscrit en diminution de EUR 19 millions par rapport au 31 décembre 2019, pour s'établir à EUR +12 millions fin 2020, du fait notamment de la persistance de taux d'intérêt historiquement bas.

Les coûts atteignent EUR -307 millions en baisse de EUR 40 millions par rapport au 31 décembre 2019. Ceci reflète essentiellement les efforts de maîtrise des charges générales d'exploitation, liés notamment à la simplification du réseau international. En 2019, les charges avaient été particulièrement impactées par des coûts de transformation, liés au renouvellement de l'infrastructure informatique. Les taxes et contributions réglementaires sont stables d'une année sur l'autre, à EUR -64 millions.

En 2019, le coût du risque positif (EUR +265 millions), traduisait la dynamique de cessions des actifs commerciaux, dont une partie a fait l'objet de reprises de provisions. En 2020, il s'établit à EUR -169 millions et se compose principalement :

- d'une charge de EUR -96 millions directement liée à la crise du Covid-19. Enregistrée au 1<sup>er</sup> semestre 2020, cette charge intègre EUR -78 millions de provisions collectives résultant de la mise à jour des scénarios macro-économiques utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9 (cf. note 1.4.1. aux comptes consolidés de ce rapport annuel) et EUR -14 millions de provisions collectives consécutives à la revue des secteurs sensibles effectuée par le groupe. À la suite de cette revue, Dexia a classé systématiquement en phase 2 toutes les contreparties susceptibles d'être fragilisées par la crise : aéroports, immobilier d'entreprise, collectivités françaises d'outre-mer et de montagne, pétrole et gaz, tourisme-divertissement et financement des logements étudiants au Royaume-Uni. Par ailleurs, les contreparties notées *Non-investment grade* du secteur privé de la santé en France ont également été classées en phase 2. Enfin, les expositions appartenant à d'autres

secteurs, déjà identifiés comme sensibles avant la crise, ont aussi été intégrées en phase 2 en dépit d'une qualité de notation supérieure : parkings et infrastructures portuaires, autoroutes à péage, transports publics et immobilier.

- de provisions collectives sur la Tunisie, enregistrées au 2<sup>e</sup> semestre 2020 pour un montant net de EUR -51 millions, faisant suite à la mise en place de nouveaux scénarios macro-économiques pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9 et à la dégradation de la notation du souverain tunisien de B+ à B.

Globalement, l'augmentation des provisions collectives attribuable à la pandémie se concentre essentiellement et par ordre décroissant sur les souverains les moins bien notés, les secteurs « financement de projets » et « grandes entreprises » fragilisés par la crise sanitaire et les établissements financiers les moins bien notés. Conformément aux observations historiques, le niveau de risque sur les entités publiques en Europe de l'Ouest reste limité. Aux États-Unis, le niveau de risque présente une dispersion plus importante. À ce stade, Dexia ne prévoit pas de hausse significative des provisions sur les souverains de la zone euro.

Les impôts s'élèvent à EUR -1 million.

#### Éléments de volatilité comptable

Les éléments de volatilité comptable génèrent un impact de EUR -31 millions à fin décembre 2020, contre EUR -58 millions fin décembre 2019. Le choc lié à la crise du Covid-19 enregistré à fin mars 2020 a été fortement atténué par l'amélioration des marchés aux trimestres suivants.

Le résultat négatif de l'année s'explique principalement par :

- La variation de valeur des actifs classés en juste valeur par résultat pour un montant de EUR -69 millions. La crise s'est traduite dès la mi-mars par une hausse importante des marges de crédit. Cette dynamique s'est en partie inversée au 2<sup>e</sup> semestre 2020, conduisant à un resserrement progressif des marges de crédit sur de nombreux segments de marché.
- Une évolution favorable de la *Funding Value Adjustment* (FVA), de la *Credit Value Adjustment* (CVA) et de la *Debt Valuation Adjustment* (DVA), pour un montant total de EUR +35 millions.

#### Éléments non récurrents

##### ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

(en millions d'EUR)	2019 <sup>(1)</sup>	2020
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(711)</b>	<b>(186)</b>
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(33)	(27)
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	(31)	(26)
dont Taxes opérationnelles	(2)	(1)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(744)</b>	<b>(213)</b>
Coût du risque de crédit	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	101
<b>Résultat net avant impôts</b>	<b>(744)</b>	<b>(112)</b>
Impôts sur les bénéfices	0	0
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	(111)	0
<b>Résultat net</b>	<b>(855)</b>	<b>(112)</b>
Intérêts minoritaires	0	0
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>(855)</b>	<b>(112)</b>

(1) Chiffres 2019 retraités.

Les éléments non récurrents s'élèvent à EUR -112 millions au 31 décembre 2020 contre EUR -855 millions en 2019, qui avait été caractérisée par une accélération des cessions d'actifs et la vente de Dexia Kommunalbank Deutschland.

En 2020, ces éléments comprennent notamment :

- Un impact de EUR -104 millions lié au reclassement des actifs ciblés dans le cadre du programme de cession d'actifs de la catégorie « coût amorti » vers la catégorie « juste valeur par résultat ». Ce reclassement, opéré le 1<sup>er</sup> janvier 2020, est consécutif à la modification de l'intention de gestion des actifs en question qui entraîne un changement du modèle économique IFRS (cf. section « Reclassement d'un portefeuille d'actifs en juste valeur » du chapitre « Faits marquants » de ce rapport annuel).
- Des pertes liées à des cessions d'actifs et, dans une moindre mesure, des rachats de passifs pour un montant de EUR -72 millions.
- Un gain net sur autres actifs, lié au recyclage via le compte de résultat d'un écart de conversion de EUR 101 millions porté par les fonds propres de Dexia Crédit Local New York, à la suite du transfert du bilan résiduel de l'entité vers Dexia Crédit Local le 30 avril 2020. Cet écart de conversion reflète l'évolution du dollar US entre le 31 décembre 2020 et les différentes périodes historiques au cours desquelles la dotation en fonds propres de l'entité s'est constituée.

### Évolution du bilan consolidé

Au 31 décembre 2020, le total de bilan consolidé du groupe s'élève à EUR 114,4 milliards, contre EUR 120,3 milliards au 31 décembre 2019, soit une baisse de EUR 6 milliards, principalement imputable à la réduction du portefeuille d'actifs. Celui-ci s'établit désormais à EUR 41 milliards, composé de EUR 22 milliards d'obligations et de EUR 19 milliards de prêts, principalement libellés en euros. Il comprend principalement des expositions sur le souverain italien et le secteur public européen (France, Italie, Espagne, Portugal) ainsi que des portefeuilles résiduels d'actifs britanniques, US et japonais.

À l'actif et à taux de change constant, la diminution du bilan s'explique par la réduction du portefeuille d'actifs (EUR -7,7 milliards). Sur l'année, l'impact des éléments de juste valeur et du cash collatéral posté est limité (EUR +1,2 milliard), malgré une très forte volatilité en cours d'année.

Au passif et à taux de change constant, l'évolution du bilan se traduit principalement par la réduction du stock des financements de marché (EUR -3 milliards), l'impact des éléments de juste valeur et du cash collatéral reçu étant négligeable.

Sur l'année, l'impact des variations de change sur l'évolution du bilan est significatif et s'élève à EUR -2,5 milliards compte tenu de l'appréciation de l'euro, notamment face au dollar US et à la livre sterling.

# Gestion des risques

## Introduction

En 2020, la filière Risques a poursuivi la gestion active du risque porté par Dexia, en cohérence avec le dispositif d'encadrement de l'appétit au risque (*Risk Appetite Framework* – RAF). Ce dispositif, qui inclut des indicateurs de risques de solvabilité, de liquidité, de profitabilité, de risque opérationnel et de continuité d'activité, a vocation à définir des principes d'évaluation de tout écart du profil de risque par rapport au plan stratégique approuvé par les instances dirigeantes du groupe.

Dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19, le groupe a rapidement déployé les moyens nécessaires afin de protéger ses équipes et d'assurer la continuité opérationnelle. Le département en charge du suivi des risques opérationnels a été pleinement impliqué dans la coordination du dispositif de télétravail généralisé, permettant ainsi d'assurer la poursuite de toutes les activités dans un cadre renforcé de sécurité.

La crise a également eu des répercussions sur le résultat du groupe, notamment via un impact de EUR -169 millions sur le coût du risque au 31 décembre 2020, principalement lié à l'ajustement des hypothèses macro-économiques utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9 et à la revue des secteurs sensibles effectuée par le groupe.

Au cours de l'année, Dexia a poursuivi son programme de cessions d'actifs, malgré un ralentissement au 1<sup>er</sup> semestre au plus fort de la crise. Les cessions se sont principalement concentrées sur des financements de projets et de grandes entreprises et des actifs du secteur public.

Par ailleurs, le 31 mars 2020, Dexia est passé de la méthode avancée à la méthode standard pour l'évaluation des actifs pondérés des risques de crédit. Ce changement de méthodologie, validé par la Banque centrale européenne, permet une simplification des processus opérationnels de la banque dans un contexte de gestion extinctive. Il a eu pour conséquence une hausse du total des actifs pondérés des risques de crédit.

Les contrats d'externalisation, en particulier les accords entre Dexia et Cognizant concernant les services informatiques et de back-office ainsi que l'infrastructure informatique, sont suivis de façon étroite, notamment par des indicateurs du *Risk Appetite Framework*.

Enfin, comme en 2019, Dexia a participé à l'exercice de transparence organisé par l'Autorité bancaire européenne (ABE), dont les éléments et les conclusions ont été publiés fin novembre 2020. Cet exercice visait à apporter une information détaillée et harmonisée sur les bilans et les portefeuilles des principales banques européennes.

## Gouvernance

La politique du groupe Dexia en matière de risques est définie et supervisée par le conseil d'administration.

La mission de la filière Risques consiste à mettre en œuvre la stratégie du groupe en matière de suivi et de gestion des risques, ainsi qu'à mettre en place des mesures de risque indépendantes et intégrées. La filière Risques identifie et assure le suivi des risques auxquels le groupe est exposé. Le cas échéant, elle alerte les comités compétents de façon proactive et propose des mesures correctrices. En particulier, la filière Risques décide du montant de provisions jugé nécessaire afin de couvrir les risques auxquels le groupe est exposé.

### Rôle du comité des risques, du comité de direction, du comité des transactions et du comité ALCO

Le comité des risques, créé au sein du conseil d'administration de Dexia, est en charge de la stratégie et de la validation du niveau de tolérance en matière de risques, tant actuels que futurs, tels que définis par le conseil d'administration. Il assiste le conseil d'administration dans sa supervision de la mise en œuvre de cette stratégie.

Le comité de direction est quant à lui responsable de la mise en œuvre des différentes politiques et directives encadrant la stratégie du groupe en matière de risques. Afin de faciliter la conduite opérationnelle du groupe, un système de délégation des pouvoirs du comité de direction a été mis en place.

Ainsi, le comité de direction délègue ses pouvoirs de décision relatifs :

- Aux opérations comportant des risques de crédit à un comité des transactions ;
- Aux opérations de gestion de bilan à un comité ALCO ;
- Aux opérations de marché à un comité des risques de marché.

La filière Risques élabore les politiques de risques et soumet ses recommandations au comité de direction et aux sous-comités. Elle assure le suivi et la gestion opérationnelle des risques du groupe sous la supervision de ces comités.

*De plus amples informations sur le comité des risques, le comité de direction, le comité des transactions et le comité ALCO sont fournies au chapitre « Gouvernance » de ce rapport annuel.*

## Organisation de la filière Risques

### Comité exécutif de la filière Risques

Au 31 décembre 2020, le comité exécutif de la filière Risques est dirigé par le directeur des Risques et chaque direction est représentée au sein de ce comité :

- La direction des Centres d'analyse crédit,
- La direction du Risque de marché,
- La direction du Contrôle permanent, Risque opérationnel et Sécurité des systèmes d'information,
- La direction des Modèles de risques, Quantification et Suivi des défauts,
- La direction Transversal Risk Management
- La direction Risk Metrics & Reporting
- La direction de Validation Interne

Il se réunit sur une base hebdomadaire afin de revoir les stratégies et les politiques de gestion des risques ainsi que les principaux rapports internes avant leur diffusion à l'extérieur de la filière. Il est en outre responsable du suivi des problématiques réglementaires, de la validation des méthodologies de provisionnement collectif ainsi que de l'organisation générale de la filière.

En particulier, le comité exécutif de la filière Risques est en charge du suivi des modèles (évolutions, revues, back testing, stress testing) sur proposition des équipes chargées de la gestion des modèles risques, de la quantification et du suivi des défauts et de l'équipe risque de marché. Il informe régulièrement le comité de direction et le comité des risques sur l'utilisation des modèles et leurs évolutions et/ou les difficultés rencontrées le cas échéant.

L'organisation et le fonctionnement opérationnel de la filière reposent également sur d'autres comités, dont les prérogatives sont régies par un système de délégation de pouvoir, décliné en fonction de la nature des risques auxquels le groupe est exposé.

## Typologie des risques encadrés par la direction des Risques

### Risk Appetite Framework

Le *Risk Appetite Framework* (RAF) est une exigence réglementaire qui définit la tolérance au risque de Dexia telle qu'approuvée par le conseil d'administration et s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie de Dexia. Il définit le profil de risque du groupe, décline les types de risque que Dexia est disposé à détenir, minimiser, atténuer ou transférer pour atteindre ses objectifs stratégiques. Le RAF considère les risques les plus importants et s'appuie sur la stratégie et les projections du capital de Dexia.

Le RAF a été mis en place au sein de Dexia en 2016. Il inclut une déclaration d'appétit au risque (*Risk Appetite Statement*, RAS), des limites de risque qualitatives et quantitatives et un aperçu des rôles et responsabilités des instances et fonctions qui en supervisent la mise en œuvre et le suivi. Il fait l'objet d'un suivi régulier et d'une révision annuelle afin d'intégrer tout nouveau développement réglementaire, stratégique ou opérationnel. Ainsi, le RAS et les indicateurs RAF ont été mis à jour fin 2019 et début 2020, dans le contexte de la crise du Covid-19. Un tableau de bord trimestriel consolidé est présenté par la direction des Risques au comité des risques et au conseil d'administration, dans le but de suivre étroitement et de manière approfondie les principaux indicateurs de risque et d'informer les organes de décision du groupe.

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la perte potentielle, matérialisée par la diminution de la valeur d'un actif ou par le défaut de paiement, que Dexia peut subir du fait de la détérioration de la solvabilité d'une contrepartie.

La direction des Centres d'analyse crédit est en charge de la définition de la politique du groupe en matière de risque de crédit, ce qui englobe la supervision des processus de notation des contreparties, l'analyse des dossiers de crédit ainsi que le suivi des expositions existantes au sein du groupe. Elle assure également la détermination des provisions spécifiques qui sont présentées sur une base trimestrielle lors de l'arrêt des comptes.

Parallèlement au comité des risques, au comité de direction et au comité des transactions, les trois comités suivants se réunissent sur une base trimestrielle :

- Le **comité Watchlist** supervise les actifs considérés comme « sensibles » et mis sous surveillance et fixe le montant des provisions affectées ;
- Le **comité des défauts** qualifie et suit les contreparties en défaut, en appliquant les règles internes au groupe et conformément au cadre réglementaire ;
- Le **comité de notation** veille à l'adéquation des processus de notation interne par rapport aux principes établis ainsi qu'à l'homogénéité de ces processus au sein des différentes entités.

### Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition du groupe aux variations des paramètres de marché, tels que les taux d'intérêt ou les taux de change. Le risque de taux d'intérêt se compose d'un risque de taux d'intérêt général et d'un risque de taux d'intérêt spécifique lié à la contrepartie de crédit. Ce dernier découle des variations de marge de crédit (*credit spread*) d'une signature spécifique au sein d'une classe de notation. Le risque de change représente la baisse potentielle de valeur des actifs due à la fluctuation du taux de change des devises contre l'euro, devise de référence pour l'établissement des comptes du groupe Dexia. Les risques de taux d'intérêt et de change des expositions du portefeuille bancaire sont intégrés dans le risque de transformation.

La politique et la gestion du risque de marché sont assurées par le comité de direction. Afin de faciliter la gestion opérationnelle du groupe, un système de délégation a été mis en œuvre vers :

- Le **comité des risques de marché** qui est en charge de la gouvernance et des normes en matière de risques de marché. Il décline les limites de risque sur la base du cadre général de la politique du groupe, analyse les résultats et les positions de risque, approuve les méthodes de mesure des risques. Il se réunit sur une base mensuelle.
- Le **comité de suivi des valorisations et du collatéral** qui se réunit chaque mois pour analyser les indicateurs relatifs à la gestion du collatéral, décider du plan d'action sur les écarts de valorisation significatifs et assurer un suivi de la valorisation des produits structurés.

Sous l'égide du comité de direction et des comités de risque spécialisés, la direction du risque de marché s'assure de l'identification, de l'analyse et de la surveillance des risques et des résultats (y compris la valorisation des instruments financiers) liés aux activités de marché.

## Risque de transformation et de liquidité

Le suivi du risque de transformation regroupe le suivi du risque de perte liée à l'activité de transformation du portefeuille bancaire, ainsi que le risque de liquidité.

Le risque de transformation apparaît dès lors que les actifs sont refinancés par des ressources présentant une maturité, une indexation ou une devise différente. Il inclut également les risques structurels liés au financement de participations ayant des fonds propres en devises étrangères.

Le risque de liquidité mesure la capacité de Dexia à faire face à ses besoins de trésorerie actuels et futurs, à la fois attendus et en cas de dégradation de la situation, sur la base de différents scénarios dégradés.

La gestion du risque de transformation est réalisée par l'équipe « Financial Strategy » située au sein de la filière Finance. Les actions de gestion sont revues et validées par le comité ALCO, sur délégation du comité de direction. Au sein de la filière Risques, une équipe dédiée « Risques ALM » est en charge de définir le cadre de risque dans lequel la gestion peut être menée, de valider les modèles utilisés pour la gestion effective de ce risque, de suivre les expositions et de vérifier leur conformité par rapport aux principes établis par le groupe. Par ailleurs, cette équipe « Risques ALM » définit les hypothèses de stress à appliquer aux différents facteurs de risque, propose les niveaux d'acceptation en risque et s'assure de la conformité avec le cadre réglementaire en vigueur.

## Risque opérationnel et sécurité des systèmes d'information

Le risque opérationnel représente le risque d'impact financier ou non financier découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus internes, du personnel ou des systèmes d'information, ou encore de facteurs exogènes. Cette définition comprend les risques informatiques, juridiques et de conformité.

Le comité de direction assure un suivi régulier de l'évolution du profil de risque des différentes activités du groupe et délègue la gestion opérationnelle du suivi du risque aux comités spécialisés traitant des risques opérationnels animés par la fonction Risque opérationnel. Lors de ces comités, les principaux risques identifiés sont examinés et des actions correctrices ainsi que, le cas échéant, des mesures de prévention ou d'amélioration sont décidées. Un comité dédié à la continuité d'activité et à la sécurité des systèmes d'information examine et décide des actions à entreprendre pour assurer la continuité d'activité et la mise en place de la politique de sécurité des systèmes d'information.

La gestion du risque opérationnel, de la continuité d'activité et de la sécurité des systèmes d'information est pilotée par une équipe centrale au sein de la filière Risques, s'appuyant sur un réseau de correspondants dans les entités, ainsi que dans les différentes directions du groupe. Dans chaque domaine d'activité, les correspondants coordonnent la collecte de données et évaluent les risques, proposent et assurent le suivi des plans d'action de remédiation. Avec l'appui de la fonction de gestion du risque opérationnel et via les canaux de communication mis en place spécifiquement pour animer la « communauté » des correspondants, ils veillent à la bonne gestion de la continuité opérationnelle.

## Risque réglementaire

Afin d'assurer une réponse proactive aux différentes exigences réglementaires, le comité de veille réglementaire est en charge de définir l'approche générale de Dexia sur les problématiques prudentielles et d'assurer une couverture exhaustive des différents sujets réglementaires. Il informe les différentes directions sur les principales évolutions réglementaires, demande et organise les différentes analyses d'impact et assure la liaison avec les différentes entités internationales quant à la mise en œuvre de nouvelles réformes.

### ICAAP/ILAAP

Le comité « Stress tests et Pilier 2 », sous la responsabilité commune des responsables des filières Finance et Risques, pilote les processus internes ICAAP et ILAAP. Ce comité approuve l'ensemble des sujets concernant la gouvernance, les mesures des risques et les résultats avant leur soumission au comité de direction, au comité des risques et au conseil d'administration. En plus des stress tests réglementaires et économiques réguliers, une attention particulière a été portée aux impacts potentiels de la crise sanitaire. Les résultats de l'ICAAP et de l'ILAAP font l'objet d'analyses indépendantes par le département Validation interne. En continuité avec les années précédentes, des analyses des risques de déviations du plan stratégique ont été réalisées pour le dossier ICAAP/ILAAP (objet d'échanges avec la Banque centrale européenne dans le cadre du SREP) ainsi que des analyses ad hoc pour supporter les choix stratégiques.

## Suivi du risque

### Risque de crédit

#### Exposition au risque de crédit

L'exposition au risque de crédit de Dexia est exprimée en *Exposure at default* (EAD). Elle correspond à la meilleure estimation de l'exposition au risque de crédit en cas de défaut. La définition de l'EAD utilisée par Dexia est reprise à la note 7 aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2020, l'exposition au risque de crédit de Dexia s'élève à EUR 82,9 milliards comparée à EUR 87,9 milliards fin décembre 2019, soit une baisse de 6 %, liée à l'amortissement naturel du portefeuille, aux cessions d'actifs et remboursements anticipés.

Les expositions se répartissent pour EUR 39 milliards en prêts et EUR 39 milliards en obligations. Elles sont majoritairement concentrées dans l'Union européenne (80 %) et aux États-Unis (16 %). L'accroissement de l'exposition sur la France résulte de l'augmentation des dépôts auprès de la Banque de France, dans le cadre de la gestion de la réserve de liquidité. Ces dépôts s'élèvent à EUR 9,9 milliards au 31 décembre 2020.

**RÉPARTITION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE**

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
France	17 730	20 962
Royaume-Uni	21 404	20 648
Italie	19 478	18 643
Espagne	5 418	4 646
États-Unis	8 881	4 628
Portugal	4 050	3 673
Japon	3 804	3 083
Autres pays européens	1 628	2 551
Europe centrale et de l'Est	905	858
Allemagne	1 058	657
Canada	1 182	601
Suisse	146	95
Scandinavie	81	92
Amérique centrale et du Sud	164	37
Asie du Sud-Est	121	6
Autres <sup>(1)</sup>	1 857	1 680
<b>TOTAL</b>	<b>87 907</b>	<b>82 858</b>

(1) Inclut les entités supranationales, l'Australie.

Au 31 décembre 2020, les expositions demeurent majoritairement concentrées sur le secteur public local et les souverains (75 %) compte tenu de l'activité historique de Dexia. L'accroissement de l'exposition sur les souverains résulte de l'augmentation des dépôts auprès de la Banque de France, dans le cadre de la gestion de la réserve de liquidité. Ces dépôts s'élèvent à EUR 9,9 milliards au 31 décembre 2020.

**RÉPARTITION PAR TYPE DE CONTREPARTIE**

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Secteur public local	37 809	33 251
Souverains	25 871	28 595
Financements de projets	9 329	6 581
Etablissements financiers	6 852	6 218
Entreprises	5 286	5 584
Rehausseurs de crédit	1 349	1 317
ABS/MBS	1 410	1 311
Particuliers, PME, indépendants	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>87 907</b>	<b>82 858</b>

La qualité du portefeuille de crédit de Dexia reste élevée, avec 92 % des expositions notées *Investment grade* au 31 décembre 2020.

**RÉPARTITION PAR NOTATION (SYSTÈME DE NOTATION INTERNE)**

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
AAA	16,9 %	20,0 %
AA	7,7 %	6,0 %
A	30,0 %	24,0 %
BBB	36,9 %	42,0 %
<i>Non-investment grade</i>	7,5 %	7,0 %
D	0,8 %	1,0 %
Pas de notation	0,2 %	0 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Une attention particulière est portée aux secteurs et pays repris dans le tableau ci-dessous en raison des montants d'exposition importants ou de leur niveau de sensibilité. Les principales évolutions et faits marquants pour ces secteurs et pays en 2020 sont commentés dans les paragraphes ci-après.

### EXPOSITION SECTORIELLE DU GROUPE SUR CERTAINS PAYS

(en millions d'EUR)	Total	dont secteur public local	dont financements de projets et entreprises	dont établissements financiers	dont ABS/MBS	dont expositions souveraines	dont réhausseurs de crédit
France	20 962	5 786	1 718	1 563	0	11 592	303
Royaume-Uni	20 648	10 228	6 591	1 712	1 274	12	830
Italie	18 643	8 275	110	158	2	10 098	0
Espagne	4 646	3 059	869	287	32	398	0
Etats-Unis	4 628	1 934	1 093	975	2	440	184
Portugal	3 673	553	47	0	0	3 073	0
Japon	3.083	2 823	0	260	0	0	0
Belgique	2.450	0	13	424	0	2 013	0
Allemagne	657	0	82	572	0	3	0

### EXPOSITION SECTORIELLE DU GROUPE PAR NOTATION

(en millions d'EUR)	Total	AAA	AA	A	BBB	NIG <sup>(1)</sup>	D	Pas de notation
Secteur public local	33 251	2 335	3 778	10 205	12 042	4 653	215	22
Souverains	28 595	14 086	0	1 193	13 188	128	0	0
Financements de projets	6 581	0	18	1 294	3 862	1 112	295	0
Etablissements financiers	6 218	0	110	4 807	1 286	7	0	9
Entreprises	5 584	0	0	1 406	4 135	26	4	13
Rehausseurs de crédit	1 317	0	0	1 133	184	0	0	0
ABS/MBS	1 311	2	1 210	3	0	96	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>82 858</b>	<b>16 423</b>	<b>5 117</b>	<b>20 041</b>	<b>34 696</b>	<b>6 022</b>	<b>514</b>	<b>44</b>

(1) Non-investment grade.

Les incertitudes liées à la pandémie de Covid-19, son ampleur et sa durée sont susceptibles d'engendrer des détériorations significatives de la qualité de crédit des contreparties auxquelles Dexia est exposé. Dexia a mis en œuvre un suivi précis des contreparties les plus fragiles de son portefeuille, en ciblant les contreparties les plus exposées par zone géographique et/ou par secteur d'activité. Les impacts liés à la pandémie sont détaillés ci-après par secteur ainsi que dans la note 1 aux comptes consolidés de ce rapport annuel.

#### Engagements du groupe Dexia sur les souverains

Les engagements de Dexia sur les souverains se concentrent essentiellement sur l'Italie, la France et, dans une moindre mesure, le Portugal.

La pandémie de Covid-19 a eu des répercussions mondiales sans précédent. En Europe, elle a particulièrement frappé l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. À la suite des mesures de confinement, l'activité économique s'est effondrée, avec des PIB attendus en baisse d'environ 10 % pour ces trois pays et un rebond attendu de l'ordre de 4 à 5 % en 2021.

Les États, l'Union européenne et les superviseurs ont déployé des mesures monétaires et fiscales de grande ampleur afin de faire face à cette crise économique d'une ampleur exceptionnelle. La chute des revenus fiscaux et les mesures mises en place ont pour conséquence une hausse importante des niveaux d'endettement public. Toutefois, les mesures de soutien des banques centrales permettent actuellement aux souverains européens de se financer à taux bas, rendant ces niveaux d'endettement plus supportables.

L'exposition sur le souverain italien s'élève à EUR 10 milliards au 31 décembre 2020. À la suite de la forte augmentation du niveau d'endettement public de l'Italie, Dexia Crédit Local a abaissé sa notation interne de BBB à BBB-, en ligne avec les notations attribuées par les principales agences de notation. Les négociations concernant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ont finalement abouti à la conclusion d'un accord juste avant la fin de la période de transition. Cet accord est essentiellement limité aux biens, avec peu d'éléments sur les services et l'absence de décision sur l'équivalence pour les services financiers.

Dexia n'a pas d'exposition significative sur le souverain britannique. Son exposition totale au Royaume-Uni est néanmoins importante, à EUR 20 milliards au 31 décembre 2020, et porte pour l'essentiel sur des collectivités locales, des *Utilities* actives dans le domaine de l'eau, la transmission et la distribution de gaz et d'électricité, des financements de projets et du logement social, a priori peu sensibles aux conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

La Tunisie a été frappée de plein fouet par la pandémie de Covid-19, notamment à travers la baisse du tourisme, un secteur clé pour le pays. L'endettement public et externe, déjà élevé, a fortement augmenté. Même si un accord avec le Fonds monétaire international semble toujours possible, les turbulences politiques et sociales actuelles pèsent considérablement sur la situation du pays. Par conséquent, Dexia a abaissé la notation de la Tunisie de B+ à B, conservant la perspective négative. Au 31 décembre 2020, l'encours de Dexia sur la Tunisie s'élève à EUR 128,5 millions, entièrement concentré sur le souverain.

## Engagements du groupe Dexia sur le secteur public local

Compte tenu de l'activité historique de prêteur aux collectivités locales de Dexia, le secteur public local représente une part significative des encours du groupe, qui sont principalement concentrés dans les pays d'Europe occidentale (Royaume-Uni, Italie, France, Espagne) et en Amérique du Nord.

### France

L'exposition de Dexia au secteur public français s'élève à EUR 5,8 milliards au 31 décembre 2020.

À la veille de la crise, les collectivités territoriales étaient en très bonne santé financière, avec des capacités d'autofinancement en progression grâce à une bonne gestion et une fiscalité locale dynamique.

L'impact de la crise sur les finances des collectivités locales est néanmoins matériel et va s'étaler dans le temps, en fonction de la nature de la collectivité. L'impact le plus important est enregistré en 2020 puisqu'une baisse de EUR 55,2 milliards de recettes fiscales est attendue, affectant en premier lieu les communes et départements, ainsi qu'une diminution de EUR 2,3 milliards des recettes tarifaires (stationnement, prestations aux familles...) liées aux épisodes de confinement. Un surcoût de EUR 3,6 milliards pourrait également se matérialiser afin d'adapter les services publics et d'aider la population. Cet impact global est cependant à relativiser puisqu'il est partiellement compensé par la croissance des recettes fiscales des ménages (EUR +2,4 milliards) et des économies de fonctionnement (EUR +1,4 milliard).

L'impact subi par chaque niveau de collectivités est cependant hétérogène. Les communes touristiques et les villes ultramarines sont particulièrement touchées et nécessitent une veille particulière. Les départements sont également confrontés à un effet ciseaux significatif compte tenu de l'augmentation probablement durable de leurs dépenses sociales qui pourrait sensiblement varier d'un territoire à l'autre. Ils pourraient également être pénalisés par la baisse immédiate des recettes issues du marché immobilier. Les régions sont moins impactées en 2020 mais devraient voir leur capacité d'investissement réduite en 2021.

Néanmoins, l'accès à l'emprunt est par ailleurs facilité pour le secteur public local, qui bénéficie de conditions proches de celles de l'État et bien meilleures que celles des entreprises. Enfin, l'État apporte un soutien rapide et important aux collectivités qui seraient en difficultés via des avances de trésorerie, une garantie de maintien des recettes fiscales, des garanties de ressources pour les collectivités d'Outre-Mer ou une avance remboursable compensant la baisse des recettes issues du marché immobilier pour les départements.

### Italie

L'exposition de Dexia au secteur public Italien s'élève à EUR 8,3 milliards au 31 décembre 2020 dont l'essentiel porte sur des Régions (55,4 %) et sur des Municipalités (32,2 %). Dexia bénéficie sur ces expositions de garanties prévues par la loi (*delegazione di pagamento ou iscrizione in bilancio*).

Selon les prévisions gouvernementales, les communes sont les collectivités locales les plus impactées par la pandémie, avec une baisse globale des recettes de 11 %. La baisse se limite à 1 % pour les régions et les provinces, qui bénéficient d'une augmentation des transferts courants et enregistrent même une hausse de leurs recettes de 2 %. Différents fonds de soutien ont été mis en place par le gouvernement afin d'aider le secteur public à compenser tout ou partie de ces baisses de recettes.

Les principaux sont :

- Le fonds pour l'exercice des fonctions fondamentales des autorités locales, avec une dotation de EUR 3,5 milliards pour l'année 2020, destinée aux municipalités, aux provinces et aux villes métropolitaines ;
- Le fonds pour l'exercice des fonctions en matière de santé, d'assistance et d'éducation des régions s'élevant à EUR 4,3 milliards pour 2020 ;
- Le fonds pour les transports publics locaux avec une dotation de EUR 0,9 milliard pour 2020 ;
- Le fonds pour le paiement des anciennes factures aux fournisseurs, doté de EUR 12 milliards pour 2020.

À ce jour, aucun défaut de paiement n'a été constaté sur les collectivités locales italiennes, y compris sur les communes.

### Espagne

Le soutien de l'État espagnol aux régions et communes continue de s'exercer à travers la reconstitution de plusieurs fonds de soutien financier. Ainsi, en 2020, EUR 35,9 milliards ont été versés aux régions, notamment via le Fonds de Liquidité pour les Régions (FLA) et EUR 4,2 milliards au titre de l'extra FLA, permettant de couvrir l'écart de déficit par rapport à l'objectif. En contrepartie de ces aides, le contrôle de l'État sur les finances régionales ou locales est renforcé.

À la suite du décret d'Alarma, l'État a pris le contrôle des services de santé dans toute l'Espagne, en coordination avec les Régions autonomes.

La liquidité des régions reste assurée par l'État (FLA, FF). Par ailleurs, l'État a octroyé des fonds à ses régions, dont EUR 16 milliards via le fonds Covid-19 fin 2020, EUR 325 millions via le fonds extraordinaire pour les prestations de services sociaux de base et EUR 300 millions par l'intermédiaire du programme de prestations de santé et de pharmacie. Enfin, le déploiement des ressources du plan national pour le logement a été avancé, ce qui représente EUR 447 millions.

Dexia a un encours élevé de EUR 1,4 milliard sur la Catalogne et ses entités liées. La Catalogne est l'une des principales régions espagnoles et un centre d'attractivité économique important pour l'Espagne mais sa situation financière reste tendue. Elle bénéficie par conséquent d'un soutien affirmé de la part de l'État. Aucun incident de paiement sur la Catalogne ou les autres régions espagnoles auxquelles le groupe est exposé n'a été enregistré en 2020.

La plupart des clients de Dexia au sein du segment des municipalités et des provinces sont en bonne santé financière, avec une situation de cash excédentaire à l'exception de quelques clients dont les échéances sont couvertes par le *Fondo de Ordenacion*. Par ailleurs, les municipalités et provinces sont autorisées à affecter leurs excédents pour répondre aux besoins sociaux en raison du Covid-19 (article 3 du décret sur les mesures d'alerte de l'État). En cas de manque de liquidité, les municipalités bénéficient de lignes de trésorerie provenant des Provinces (*Diputaciones*), sous forme d'avances pour la collecte des impôts. Enfin, les villes et provinces en difficulté face à la crise, bénéficient du fonds extraordinaire pour les prestations de services sociaux, ainsi que des transferts courants de leurs régions respectives.

### États-Unis

La majorité des expositions du secteur public local aux États-Unis porte sur des États (55 %) et sur des collectivités locales (4,8 %). À l'instar du marché public local américain, le portefeuille de Dexia est de bonne qualité et est généralement assuré par des rehausseurs de crédit.



Les principaux risques touchant le secteur sont les risques à moyen et long terme relatifs à l'augmentation des dettes de pension, avec une capacité de réforme plus ou moins importante en fonction du cadre législatif de chaque État et à la possible subordination des prêteurs obligataires vis-à-vis des bénéficiaires des régimes de pension.

Au 31 décembre 2020, Dexia a une exposition de EUR 1,1 milliard sur l'État de l'Illinois. Celui-ci est fortement impacté par la crise liée au Covid-19 et les mesures de confinement, les recettes issues de la TVA et l'impôt sur le revenu représentant 72 % des revenus de l'État. En outre, l'État dispose d'une faible flexibilité financière, en raison de ses engagements élevés en matière de pensions non financés et de l'augmentation des factures impayées. L'État va toutefois bénéficier du plan de soutien fédéral de USD 1 900 milliards. USD 350 milliards de ce plan sera réservé aux États, qui auront une plus grande latitude dans l'utilisation de ces fonds.

### Engagements du groupe Dexia sur le financement de projets et les entreprises

Le portefeuille de financements de projets et prêts aux entreprises s'élève à EUR 12,2 milliards au 31 décembre 2020, en diminution de 17 % par rapport à fin 2019. Ce portefeuille s'est contracté, d'une part, du fait de l'amortissement naturel et de certains remboursements anticipés et, d'autre part, à la suite du programme de cessions d'actifs de Dexia.

Ce portefeuille est composé pour 54,1 % de financements de projets<sup>(1)</sup>, le solde étant constitué de financements aux grandes entreprises, tels que des financements d'acquisition, des transactions commerciales ou des obligations d'entreprises.

Le portefeuille est de bonne qualité : 79 % des financements de projets et 99 % des financements aux grandes entreprises sont notés *Investment grade*.

En termes de répartition géographique, le Royaume-Uni représente environ 54 % du portefeuille de financements de projets (PPP) et grandes entreprises (*Utilities*). 97 % de cette exposition est notée *Investment grade*. À ce stade, Dexia n'a pas constaté d'impact négatif significatif à la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et n'en anticipe pas à court terme. Le secteur des financements de projets et des financements aux grandes entreprises fait partie des secteurs dont l'activité a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19. Compte tenu des sécurités et réserves de liquidité incluses dans les financements de projets, les impacts de la pandémie sont supportables à court terme. L'impact final dépendra de la durée de la crise et des conditions de reprise. Après analyse du portefeuille du groupe, les principaux secteurs impactés sur lesquels Dexia a une présence notable sont :

- Le secteur Aéroportuaire (exposition de EUR 184,6 millions). Le secteur est très fortement impacté mais les contreparties semblent être en mesure de faire face à la réduction temporaire de leur activité. Une partie de ces expositions bénéficie par ailleurs de la garantie d'un rehausseur de crédit.
- Le secteur des infrastructures de transports supportant un risque de trafic (hors aéroports) sur lequel Dexia a une exposition de EUR 785,5 millions, principalement en Europe. Ces contreparties bénéficient généralement de comptes de réserve permettant de couvrir une échéance semestrielle ce qui leur permet d'assumer la très forte baisse de trafic constatée durant les mois de confinement. Les premiers éléments dispo-

nibles concernant le trafic font état d'une reprise satisfaisante à l'issue du premier confinement et d'un impact moindre lors du second confinement.

- Le secteur du gaz et du pétrole auquel Dexia Crédit Local est faiblement exposé, à hauteur de EUR 11,9 millions. Les difficultés rencontrées en 2020 (baisse des cours de l'énergie), ne sont qu'en partie dues à la crise sanitaire. À ce jour, la qualité des expositions de Dexia sur ce secteur reste globalement satisfaisante, à l'exception d'un dossier entièrement provisionné.

### Engagements du groupe Dexia sur les ABS

Au 31 décembre 2020, le portefeuille d'ABS du groupe s'élève à EUR 1,3 milliard. 92,7 % du portefeuille est noté *Investment grade*, contre 92,6 % à fin décembre 2019.

### Engagements du groupe Dexia sur les établissements financiers

Les engagements de Dexia sur les établissements financiers s'élèvent à EUR 6,6 milliards au 31 décembre 2020.

L'arrêt brutal de l'activité dans un grand nombre d'économies mondiales sur le premier semestre de l'année 2020 a engendré une décroissance des volumes d'octroi de crédits et une baisse des revenus d'intérêt. Certains établissements financiers, notamment les banques systémiques, ont néanmoins vu leurs revenus de trading profiter de la volatilité des marchés financiers.

Les superviseurs ont accordé des mesures de soutien sans précédent afin d'atténuer les pressions réglementaires sur les établissements financiers, ce qui a atténué le risque le crédit sur ces contreparties. Les acteurs financiers ont cependant augmenté significativement les provisions sur leurs encours de crédit, en raison notamment des dégradations significatives des hypothèses de PIB, couplées pour certaines contreparties financières aux évolutions négatives sur le marché des matières premières, notamment du pétrole.

En ce qui concerne les encours octroyés dans le cadre de la pandémie, un reporting spécifique est désormais publié à partir des données du premier semestre 2020, permettant de dresser un impact plus précis de la crise, par secteur ou par zone géographique. Si le volume de prêts octroyés par les banques et classifiés en secteurs sensibles a été revu à la hausse au cours de l'année, des incertitudes persistent en ce qui concerne l'évolution à moyen terme du stock d'expositions non performantes, limitées à ce stade.

Pour les banques concentrées sur le marché britannique, on constate une dégradation potentielle accrue de leur qualité de crédit en raison du Brexit et du ralentissement économique domestique. Globalement, l'impact de la crise du Covid-19 et les perspectives de notation restent négatives, en particulier pour les banques dont la concentration sur leur marché domestique retail est importante.

### Engagements du groupe Dexia sur les rehausseurs de crédit

Dexia est indirectement exposé aux rehausseurs de crédit sous forme de garanties financières assurant le paiement ponctuel du principal et des intérêts dus sur certaines obligations et emprunts. Les réclamations effectives à l'égard des rehausseurs de crédit ne deviennent exigibles que si des défauts réels des actifs sous-jacents se produisent. Les obligations assurées de Dexia bénéficient de valeurs de négociation renforcées et, dans certains cas, d'un allègement de capital en raison des rehaussements de crédit fournis.

(1) Transactions sans recours sur leurs sponsors dont le remboursement se fait uniquement sur la base de leurs cash-flows propres et fortement sécurisées au profit de la banque, par exemple via des sûretés sur les actifs et les contrats ou une limitation des dividendes.

Au 31 décembre 2020, le montant des expositions assurées par des rehausseurs de crédit s'élevé à EUR 8 milliards et 74 % des expositions sont assurées par des rehausseurs de crédit notés *Investment grade* par au moins une agence de notation externe. À l'exception d'une contrepartie, tous les rehausseurs de crédit continuent à honorer leurs engagements initiaux.

#### Dépréciation sur risque de contrepartie - Qualité des actifs

QUALITÉ DES ACTIFS		
(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Actifs dépréciés <sup>(1)</sup>	615	556
Provisions spécifiques <sup>(2)</sup>	143	134
Dont phase 3	136	125
Dont POCI	7	9
Ratio de couverture <sup>(3)</sup>	23,3 %	24,1 %
Provisions collectives	166	320
Dont phase 1	5	21
Dont phase 2	161	299

(1) Encours : calculé sur le périmètre provisionnable IFRS 9 (juste valeur par capitaux propres + coût amorti + hors bilan)

(2) Provisions : en cohérence avec la partie du portefeuille prise en compte dans le calcul de l'encours, incluant les montants de provisions sur les encours POCI (Purchased or Originated Credit Impaired).

(3) Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés

L'année 2020 a été marquée par :

- L'impact de la crise sanitaire sur l'estimation des provisions collectives avec notamment la mise à jour des scénarios-macro-économiques utilisés pour déterminer les probabilités de défaut (*Probability of Default* – PD) et les pertes en cas de défaut (*Loss Given Default* – LGD) prises en compte pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9 et une revue des secteurs sensibles intégrés systématiquement en phase 2,
- La revue des modèles de PD et LGD sur le secteur municipal américain.
- La revue des modèles de provisions spécifiques, à la suite de la mise en place d'un nouveau guide méthodologique définissant, pour chaque type de contreparties, les différents modèles de provisionnement applicables.
- La poursuite de la transformation du groupe et du programme de cessions d'actifs.

Au 31 décembre 2020, les provisions collectives s'élevaient à EUR 320 millions, dont EUR 21 millions de provisions phase 1 et EUR 299 millions de provisions phase 2. L'augmentation de EUR 138 millions sur l'année des provisions phase 2 est répartie sur l'ensemble du portefeuille avec toutefois une concentration sur le souverain tunisien (EUR +51 millions) et l'état de l'Illinois (EUR +25 millions).

Le stock des prêts et créances dépréciés de Dexia s'élevé à EUR 556 millions au 31 décembre 2020, en baisse de EUR 59 millions par rapport à fin 2019. Les provisions spécifiques affectées s'établissent à EUR 134 millions, en baisse de EUR 9 millions par rapport au 31 décembre 2019.

La baisse des actifs dépréciés et des provisions spécifiques s'explique essentiellement par la vente d'une concession autoroutière en France, la résolution d'un litige sur une collectivité italienne ayant pour conséquence une reprise des provisions enregistrées sur des appels de marge non payés et la sortie du statut de douteux pour une centrale photovoltaïque en Espagne.

Les variations complémentaires de provisions spécifiques sont liées à la mise en place de nouvelles directives standardisant les modèles de provisionnement spécifique applicables aux

portefeuilles de Dexia ainsi qu'à des revues de scénarios liées soit aux impacts de la crise sanitaire soit aux dernières évolutions financières sur certaines contreparties.

En conséquence, le ratio de couverture s'établit à 24,1 % au 31 décembre 2020.

#### Expositions non performantes et pratiques de *Forbearance*

Afin de faciliter le suivi et la comparaison entre les différentes banques européennes, l'Autorité bancaire européenne a harmonisé la définition des expositions non performantes (*Non-Performing Exposure* – NPE) et des pratiques de *Forbearance*. Ce nouveau cadre a été mis en place chez Dexia au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.

- Les expositions non performantes regroupent les encours présentant un impayé de plus de 90 jours ou pour lesquels le groupe estime que la contrepartie est dans l'incapacité de rembourser sans mise en œuvre de garanties. Au 31 décembre 2020, l'encours des expositions non performantes représente EUR 1 milliard, correspondant à 57 contreparties. La diminution de EUR 0,65 milliard est notamment liée aux sorties de NPE de contreparties liées au secteur du logement social en France.

- La définition de *Forbearance* regroupe les facilités accordées par les banques aux contreparties connaissant ou susceptible de connaître des difficultés financières pour faire face à leurs engagements (facilités que les banques n'auraient pas accordées autrement). Au 31 décembre 2020, 39 contreparties ont fait l'objet de *Forbearance*, pour un montant d'encours s'élevant à EUR 0,45 milliard.

#### Risque de marché

##### Mesure du risque

L'évaluation des risques de marché au sein du groupe Dexia repose principalement sur la combinaison de deux indicateurs de mesure, donnant lieu à un encadrement par des limites.

- La *Value at Risk* (valeur en risque – VaR) mesure la perte potentielle attendue pour un intervalle de confiance de 99 % et pour une période de détention de 10 jours. Dexia s'appuie sur une VaR paramétrique pour mesurer le risque de marché inhérent aux différents portefeuilles et activités. La méthode de cette VaR est basée sur une distribution normale des rendements des facteurs de risque.

- Des limites en termes de positions, de maturité, de marché et de produits autorisés sont mises en place par type d'activité. Elles assurent une cohérence entre les limites globales en risque et les seuils opérationnels utilisés par le front office. Le dispositif de gestion des risques est complété par des exercices de stress tests, qui intègrent des événements sortant du cadre probabiliste des techniques de mesure de la VaR. Les différentes hypothèses de ces scénarios dégradés sont régulièrement révisées et mises à jour. Les résultats de stress tests consolidés et l'analyse correspondante sont présentés au comité des risques sur une base trimestrielle.

##### Exposition au risque de marché

Le portefeuille de trading de Dexia est composé de deux groupes d'activités :

- Les opérations initiées par les activités de négoce d'instruments financiers jusqu'à la date de mise en résolution ordonnée du groupe, majoritairement couverts en back-to-back ;
- Les opérations destinées à couvrir des risques issus de désinvestissements ou de ventes d'actifs réalisés dans le cadre du plan de résolution ordonnée.

Les facteurs de risques principaux du portefeuille de trading sont :

- Le risque de taux d'intérêt, en particulier sur la zone euro et la zone dollar.
- Le risque de base des swaps de devises (*cross currency basis swap*).
- Le risque de base BOR-OIS dans une même devise.

Les ajustements de valeur (CVA, DVA, FVA) et leur variation ne sont pas intégrés dans le modèle de la VaR mais sont intégrés dans les scénarios de stress.

### Value at Risk (VaR)

Le détail de la VaR des portefeuilles de trading est présenté dans le tableau ci-dessous. Fin décembre 2020, la consommation totale en VaR s'élève à EUR 1,1 million contre EUR 1 million fin 2019.

(en millions d'EUR)	2019	2020
<b>VaR (10 jours, 99 %)</b>		
Moyenne	1,4	1,5
Fin de période	1,0	1,1
Maximum	2,9	20,3
Minimum	0,8	1,0

### Sensibilité à l'évolution des marges de crédit des portefeuilles bancaires évalués à la juste valeur

Le 19 juillet 2019, le conseil d'administration a validé la mise en œuvre d'un nouveau programme de cessions d'actifs. Conformément à la norme IFRS 9, ce changement d'intention de gestion s'est traduit par un changement de modèle économique et donc par le reclassement des actifs concernés en date du 1er janvier 2020. Les actifs concernés, qui avaient été classés au coût amorti lors de la première application de la norme IFRS 9, ont fait l'objet d'un reclassement en juste valeur par résultat ou par capitaux propres, ce qui a augmenté la sensibilité du groupe aux variations de juste valeur des actifs concernés tant qu'ils ne sont pas cédés. La sensibilité au risque de crédit des actifs classés à juste valeur a néanmoins baissé au cours de l'année 2020, à la suite des ventes d'actifs et de l'amortissement naturel.

Ainsi, le portefeuille classé en juste valeur par capitaux propres présente une sensibilité à une augmentation des marges de crédit de EUR -2,2 millions au 31 décembre 2020 contre EUR -2,9 millions en janvier 2020. Le portefeuille classé en juste valeur par résultat présente une sensibilité à une augmentation des marges de crédit de EUR -2,1 millions au 31 décembre 2020 contre EUR -3,4 millions en janvier 2020. Parmi ces actifs à la juste valeur par résultat, ceux ne répondant pas au critère SPPI présentent une sensibilité stable sur 2020 à EUR -1 million par point de base.

## Risque de transformation

La politique de gestion de Dexia en matière de risque actif-passif (ALM) vise à réduire au maximum le risque de liquidité et à limiter l'exposition au risque de taux et de change.

*Les actions entreprises par Dexia en 2020 pour réduire la sensibilité de son bilan et de son résultat aux paramètres de taux et de change sont détaillées au chapitre « Faits marquants » de ce rapport annuel.*

### Encadrement du risque de taux et de change

#### Mesure du risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est mesuré au travers de sensibilités. Les mesures de sensibilité du risque reflètent l'exposition du bilan à un mouvement parallèle de 1 % sur la courbe des taux. La sensibilité de la valeur actuelle nette des expositions mesurées en intérêts courus à un mouvement des taux d'intérêt constitue l'indicateur principal de mesure du risque et de fixation des limites et de suivi des risques.

Les sensibilités globales et partielles par intervalle de temps sont les principaux indicateurs de risque sur lesquels le comité des risques actif-passif, organisé au sein de l'ALCO, s'appuie pour gérer les risques. Le risque de taux structurel du groupe Dexia se concentre principalement sur les taux d'intérêt européens à long terme et résulte du déséquilibre entre les actifs et les passifs de Dexia après couverture du risque de taux.

La sensibilité de l'ALM long terme s'élève à EUR -14,3 millions au 31 décembre 2020, contre EUR -27,7 millions au 31 décembre 2019. Elle est conforme à la stratégie ALM, qui vise à minimiser la volatilité de la marge nette d'intérêt.

(en millions d'EUR)	2019	2020
<b>Sensibilité</b>	(27,7)	(14,3)
<b>Limite</b>	+/-80	+/-130

#### Mesure du risque de change

En matière de change, l'ALCO décide de la politique de couverture du risque de change généré par l'existence d'actifs, de passifs, de revenus et de coûts en devises. Font également l'objet d'un suivi régulier :

- Les risques structurels liés au financement de participations en devises étrangères ;
- Les éléments susceptibles d'accroître la volatilité des ratios de solvabilité du groupe ou de ses entités.

Les positions de change structurelles font l'objet d'un encadrement en limites étroit en-deçà desquelles une politique de couverture systématique est appliquée.

### Encadrement du risque de liquidité

#### Politique de Dexia en matière de gestion du risque de liquidité

Le principal objectif de Dexia est de gérer le risque de liquidité en euro et en devises du groupe, ainsi que de piloter le coût des financements levés afin d'optimiser le résultat du groupe et d'en minimiser la volatilité.

Le processus de gestion de la liquidité vise à optimiser la couverture des besoins de financement du groupe, compte tenu des contraintes auxquelles il est exposé. Ces besoins sont évalués en prenant en considération les transactions existantes, ainsi que les projections du bilan et du hors bilan.

Dexia maintient un coussin de liquidité, constitué de dépôts auprès des banques centrales et d'actifs liquides sur le marché des opérations de pension, lui permettant de faire face à une situation stressée pendant au moins un mois sans recours à des mesures de contingence. Afin de gérer la situation de

liquidité du groupe, le comité de direction suit régulièrement les conditions des opérations de financement sur les segments de marché sur lesquels Dexia opère. Il s'assure également de la bonne exécution des programmes de financement mis en place. Pour ce faire, un mode d'information spécifique et régulier a été mis en place :

- Un rapport hebdomadaire et, si besoin, journalier, à destination des membres du comité de direction, des États actionnaires et garants et des superviseurs. Ces informations sont partagées par l'ensemble des intervenants dans la gestion de la liquidité du groupe Dexia, notamment les équipes des filières Finance et Risques en charge de ces problématiques, ainsi que la filière Financement et marchés ;
- La diffusion mensuelle aux États actionnaires et garants, banques centrales et superviseurs d'un plan de financement à 12 mois ;
- Une réunion téléphonique bimensuelle avec les superviseurs et banques centrales.

### Mesure du risque de liquidité

Le groupe Dexia affiche un ratio LCR consolidé de 222 % au 31 décembre 2020 contre 238 % au 31 décembre 2019, en ligne avec les exigences réglementaires. Ce ratio est également respecté au niveau des filiales, chacune dépassant le minimum requis de 100 %.

Le ratio de financement net stable (NFSR) est également largement supérieur au seuil de 100 % et est passé de 130,4 % à la fin de décembre 2019 à 136,2 % à la fin de décembre 2020.

## Risque opérationnel et sécurité des systèmes d'information

### Politique de Dexia en matière de gestion du risque opérationnel et sécurité des systèmes d'information

En matière de gestion du risque opérationnel, la politique de Dexia consiste à identifier, mesurer et apprécier régulièrement les différents risques et à mettre en œuvre des actions correctrices ou des améliorations pour réduire le niveau des risques opérationnels les plus significatifs. Ce dispositif est complété par une politique de prévention, notamment en matière de sécurité de l'information, de garantie de la continuité des activités et, lorsque cela est nécessaire, par le transfert de certains risques par le biais de l'assurance.

### Mesure et gestion du risque

La gestion du risque opérationnel est identifiée comme l'un des piliers de la stratégie de Dexia, dans le contexte de sa résolution ordonnée.

Le suivi de ce risque est réalisé dans le cadre de l'approche standard prévue par le cadre réglementaire bâlois. Ce cadre prévoit la remontée des informations relatives au risque opérationnel vers les responsables en charge du suivi de ce risque et le suivi des tâches identifiées comme critiques.

Le dispositif de gestion du risque opérationnel repose sur les éléments suivants :

- Base de données des événements de risque opérationnel : la collecte et la surveillance systématiques des incidents opérationnels figurent parmi les principales exigences du comité de Bâle. Conformément à ses obligations réglementaires, Dexia a mis en place un système de recensement des incidents opérationnels et de collecte de données spécifiques. Les informations collectées lui permettent d'améliorer la qualité de son système de contrôle interne. Sur les trois dernières années,

99 % des pertes selon la définition de Bâle proviennent d'incidents référencés dans la catégorie « Exécution, livraisons et gestion des processus ». Sur l'ensemble de l'année 2020, aucun impact financier direct n'a été constaté, les impacts étant principalement liés aux jours / hommes perdus à la suite d'incidents d'ordre informatique et reportés dans la catégorie « Défaillance des systèmes ou de l'infrastructure ». En général, les incidents opérationnels sont déclarés lors de la défaillance d'un processus métier telle que la connectivité au système d'information, incident dont la cause directe est souvent une défaillance dans le bon fonctionnement des systèmes d'information.

- Auto-évaluation des risques et du contrôle / *Risk & Control Self-Assessment – RCSA* : outre l'établissement d'un historique des pertes, une cartographie de l'exposition de Dexia aux principaux risques est réalisée régulièrement. Toutes les entités du groupe Dexia se prêtent à des exercices d'auto-évaluation des risques tenant compte des contrôles existants et permettent ainsi de construire une vue d'ensemble des risques opérationnels dans les différentes entités et activités du groupe, en France comme à l'international. La cartographie globale est présentée au comité de direction. Des actions de limitation des risques peuvent être définies le cas échéant. Enfin, un RCSA couvrant spécifiquement les activités informatiques et de Back-Office prestées par Cognizant est conduit annuellement par ce dernier, puis challengé par les fonctions Risque opérationnel et Contrôle permanent de Dexia. À noter qu'un *Risk & Control Assessment (RCA)* couvrant les prestations critiques ou importantes a également été déployé.

- Définition et suivi des plans d'action : des actions de remédiation sont définies afin d'éviter que des incidents opérationnels ne se reproduisent, de corriger des contrôles déficients ou de réduire les risques majeurs identifiés. Un suivi régulier est réalisé par la fonction Risque opérationnel. Ce processus permet d'améliorer constamment le système de contrôle interne et de réduire les risques de manière appropriée au fil du temps.

- *Key Risk Indicators (KRI)* : des indicateurs de type KRI ont été développés et permettent de suivre en comité des risques l'évolution des principaux risques identifiés dans le *Risk Appetite Framework*.

- Gestion de la sécurité de l'information : la politique de sécurité de l'information et les consignes, normes et pratiques qui y sont liées visent à sécuriser les actifs informationnels de Dexia.

- Gestion de la continuité d'activité : toutes les activités s'inscrivent dans un cadre sécurisé. Les métiers veillent à établir des analyses d'impact pour les activités vitales en cas de sinistre ou d'interruption. Ils s'assurent de la définition puis de l'actualisation régulière des plans de continuité des activités. En particulier en 2020, dès les prémices de la crise, Dexia a suivi attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19 à travers le monde et particulièrement en Europe. Le comité de direction a rapidement activé une cellule opérationnelle et une cellule stratégique de crise afin de protéger ses équipes et d'assurer la continuité opérationnelle. Le déploiement efficace des moyens nécessaires et la mobilisation exceptionnelle des équipes ont rapidement permis à l'ensemble des collaborateurs de travailler à distance. La gestion de crise a été facilitée par la finalisation, avec Cognizant, du projet de rénovation de l'infrastructure informatique fin 2019. Le département en charge du suivi des risques opérationnels a été pleinement impliqué dans la coordination de ce dispositif, permettant ainsi d'assurer la continuité de toutes les activités dans un cadre renforcé de sécurité.

Dexia applique l'approche standard prévue dans le cadre réglementaire bâlois pour calculer le minimum de fonds propres réglementaires dans le cadre de la gestion du risque opérationnel.

### Gestion du risque opérationnel pendant la période de résolution

En 2020, le groupe Dexia a poursuivi l'adaptation de sa structure et de ses processus opérationnels à son mandat de résolution ordonnée. Cette phase de résolution est, par nature, propice au développement de risques opérationnels, notamment du fait d'éléments tels que le départ de personnes-clés, une éventuelle démotivation des collaborateurs ou la modification des processus de traitement. En particulier, les projets d'externalisation de certaines activités peuvent représenter une source de risque opérationnel pendant les phases de mise en œuvre mais doivent permettre à moyen terme d'assurer la continuité opérationnelle de la banque et de limiter les risques opérationnels associés aux systèmes, aux processus et aux personnes.

Un suivi des risques opérationnels d'exécution des grands projets est en outre réalisé sur une base trimestrielle et permet d'assurer que des actions de correction sont mises en œuvre pour réduire les risques les plus importants.

Enfin, les risques psychosociaux font l'objet chez Dexia d'un suivi attentif, accompagné d'actions de prévention et d'accompagnement.

*De plus amples informations sur les actions entreprises par les Ressources humaines pour mitiger le risque opérationnel sont fournies au chapitre « Déclaration non financière. Responsabilité sociale, environnementale et sociétale des entreprises » de ce rapport annuel.*

### Risque climatique

Dexia a mis en place une segmentation et un suivi de l'ensemble de ses expositions en fonction du risque climatique (risque très faible/ faible / moyen / fort / très fort). Le risque climatique peut impacter le risque de crédit même si l'importance, le timing et la probabilité d'occurrence des événements reste difficile à prédire. Un tel impact peut se traduire par une dégradation du risque au fil du temps, avec pour conséquence des revenus moindres et des coûts ou des investissements additionnels, impactant les fonds propres de la banque à travers une augmentation des actifs pondérés des risques ou des provisions de crédit. Dans les cas extrêmes, cela pourrait donner lieu à des défauts, conséquence de la disparition d'un secteur économique ou de la survenance d'un événement impactant le seul ou l'actif physique principal de la contrepartie.

Le risque climatique se décompose en :

- Risque de transition<sup>(1)</sup> : changement de comportement des clients ou des investisseurs/financeurs, évolution technologique, changements réglementaires...;
- Risque physique<sup>(2)</sup> : qu'il soit chronique (élévation du niveau de la mer, augmentation des températures, réduction des stocks d'eau...) ou extrême (ouragan, sécheresse, inondation...).

(1) Définition reprise du Guide on climate-related and environmental risks de l'ECB : "An institution's financial loss that can result, directly or indirectly, from the process of adjustment towards a lower-carbon and more environmentally sustainable economy."

(2) Définition reprise du Guide on climate-related and environmental risks de l'ECB : "Financial impact of a changing climate, including more frequent extreme weather events and gradual changes in climate, as well as of environmental degradation, such as air, water and land pollution, water stress, biodiversity loss and deforestation."

Compte tenu de la nature de ses expositions et des programmes de cessions, Dexia est relativement peu exposé au risque de transition. Selon les estimations réalisées, 0,4 % des expositions présente un risque de transition moyen à très fort. Il s'agit essentiellement d'une exposition sur une centrale au charbon en Europe de l'Est, qui sera remboursée d'ici à 3 ans et sur une centrale à gaz en Australie, ainsi que d'expositions sur le secteur du gaz naturel liquéfié au Qatar et sur des sociétés d'électricité aux États-Unis.

Compte tenu de la durée élevée du portefeuille, Dexia est plus sensible au risque physique, avec 13,5 % du portefeuille exposé à un risque brut moyen à fort après 2025. Le risque physique jusqu'à 2025 n'est pas considéré compte tenu de la répartition géographique de l'exposition de Dexia. Le risque physique est principalement dû à des expositions sur le secteur public au Japon, en Australie, aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en Italie et en Espagne, dont les maturités résiduelles dépassent 20 ans. Aucune exposition n'a toutefois été identifiée comme représentant un risque physique très élevé. Le processus d'évaluation du risque climatique de Dexia sera mis à jour régulièrement et étoffé progressivement au regard de la nature des risques et des spécificités du portefeuille d'actifs du groupe.

*De plus amples informations sur l'impact environnemental des encours financés par le groupe Dexia sont fournies au chapitre « Déclaration non financière. Responsabilité sociale, environnementale et sociétale des entreprises » de ce rapport annuel.*

## Stress tests

### Stress tests et analyses de scénarios

Dexia réalise de multiples exercices d'analyse de scénario et de stress tests dans une approche transversale et intégrée au processus de gestion des risques du groupe. Ils ont pour objectif d'identifier les possibles vulnérabilités et d'estimer simultanément, en situation de choc défavorable, des pertes additionnelles, une possible hausse des actifs pondérés des risques, des besoins additionnels de liquidité ou d'exigences en fonds propres.

Ces exercices utilisés à des fins de pilotage interne permettent d'assurer également le respect des exigences réglementaires en la matière, notamment celles relatives aux stress tests, au Pilier 2 et aux processus ICAAP et ILAAP définis par la BCE<sup>(3)</sup>. Ainsi, un programme complet de tests de résistance suivant les réglementations idoines est mis en œuvre pour garantir une articulation cohérente entre les différents types de stress, notamment marché, crédit, liquidité et les stress requis dans le cadre du Pilier 2. Les principaux stress réalisés en 2020 portent sur :

- Des stress tests de crédit spécifiques pour les principales classes d'actifs. Les expositions de crédit par classe d'actifs ont fait l'objet de tests annuels de sensibilité, de scénarios macro-économiques, historiques et experts. Les impacts sur le coût du risque, les actifs pondérés des risques et la réserve de liquidité ont été analysés. Les résultats des scénarios de stress ont été comparés avec les résultats de l'approche Value

(3) En ligne avec les directives de l'Autorité bancaire européenne (European Banking Authority – EBA) publiées en juillet 2018 – Guidelines on the revised common procedures and methodologies for the Supervisory review and evaluation process (SREP) and Supervisory stress testing et Guidelines on institutions' stress testing – et des exigences formulées par la Banque centrale européenne en novembre 2018 – ECB Guide to the internal capital adequacy assessment process (ICAAP) et ECB Guide to the internal liquidity adequacy assessment process (ILAAP).

at Risk (VaR) sur le risque de crédit. Des analyses spécifiques de la sensibilité aux risques environnementaux ont également été réalisées.

- Des stress tests de marché mettant en évidence des événements potentiels en dehors du cadre probabiliste des techniques de mesure de la VaR. Ils ont été divisés en tests de facteurs de risque uniques, tests de scénarios historiques et tests de scénarios hypothétiques.
- Des tests de résistance liés au risque de taux d'intérêt structurel permettant de mesurer l'impact potentiel sur les fonds propres de Dexia d'une variation soudaine et inattendue des taux d'intérêt, répondant ainsi aux attentes réglementaires.
- Des stress tests de liquidité permettant d'estimer les besoins de liquidité supplémentaires dans des scénarios exceptionnels mais plausibles à multiples horizons de temps.
- Des stress tests de risque opérationnel basés sur l'analyse de la fréquence et de la sévérité des incidents opérationnels, complétés par des analyses de « scénario expert » couvrant les risques liés à l'informatique, aux ressources humaines et à l'externalisation. Ces différentes catégories de risques sont pilotées dans le cadre du *Risk Appetite Framework*.

Un ensemble de stress tests spécifiques comprenant des analyses de sensibilité ainsi que des analyses par scénarios et reposant sur des scénarios macro-économiques simulant des situations de crise et sur des scénarios experts est également réalisé. En lien avec les exigences du Pilier 2 et les exigences de mesures d'adéquation de capital, ces stress tests s'articulent avec les processus ICAAP et ILAAP. Bien que le stress test ABE 2019 ait été arrêté, le scénario défavorable ABE a été évalué dans le cadre ICAAP.

Dans le contexte spécifique de la crise sanitaire Covid-19, des tests scénarios spécifiques ont été appliqués. Ces stress tests prennent en compte, entre autres, le scénario macro-économique sévère tel que publié par la Banque centrale européenne (BCE) et les banques nationales dans le contexte de la pandémie.

Pour les stress ICAAP et ILAAP, Dexia réalise à fréquence régulière une revue complète de ses vulnérabilités pour couvrir tous les risques matériels, liés à son modèle de gestion dans des conditions macro-économiques et financières stressées. Cette revue documentée par les processus ICAAP/ILAAP s'applique et complète le processus de planification financière.

En complément, des reverse stress tests sont également conduits. Le dossier ICAAP et ILAAP fait l'objet d'une revue indépendante par les départements de la Validation interne et de l'Audit interne.

Des simulations de crise et autres stress aux fins de l'ICAAP et de l'ILAAP sont effectuées plusieurs fois par an et couvrent à la fois le point de vue réglementaire et le point de vue économique. Conformément aux exigences réglementaires, l'exercice annuel réalisé en avril 2020, basé sur les chiffres à fin 2019, a été transmis à la BCE. Ces tests font partie intégrante du dispositif d'appétit au risque (*Risk Appetite Framework* – RAF) et sont incorporés à la définition et à la revue de la stratégie globale. Le lien entre la tolérance aux risques, les adaptations du plan stratégique de résolution et les stress tests ICAAP et ILAAP est garanti par des indicateurs spécifiques de consommation de capital faisant partie du RAF.

## Litiges

À l'instar de nombreuses institutions financières, Dexia est poursuivi en tant que défendeur dans le cadre de plusieurs litiges. Sauf indication contraire, le statut de ces litiges et enquêtes au 31 décembre 2020 repose sur les informations dont Dexia dispose à cette date.

Sur la base de ces informations, les autres litiges et enquêtes dans lesquels une entité du groupe Dexia est citée comme défendeur devraient soit ne pas avoir une incidence significative sur la situation financière du groupe, soit il est encore trop tôt pour évaluer précisément s'ils peuvent ou non avoir un impact significatif.

Les comptes consolidés du groupe reflètent les conséquences, telles qu'évaluées par Dexia sur la base des informations à sa disposition à la date précitée, des principaux litiges et enquêtes susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, les résultats ou les activités du groupe et des provisions ont été comptabilisées quand nécessaire.

*Des détails concernant les litiges dans lesquels une entité du groupe Dexia est citée comme défendeur sont fournis à la note 3.6 aux comptes consolidés de ce rapport annuel.*

# Informations sur le capital et la liquidité

La préservation de la base de capital du groupe et le maintien d'un accès à la liquidité sur l'horizon de sa résolution constituent, avec la gestion de son risque opérationnel, l'un des trois objectifs principaux du groupe Dexia.

## Capital social

### Information relative au capital social de Dexia au 31 décembre 2020

Au 31 décembre 2020, le capital social de Dexia s'élève à EUR 500 000 000.

Il est représenté par 420 134 302 actions nominatives sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1/420 134 302<sup>e</sup> du capital social.

### Retrait de l'action Dexia du marché réglementé Euronext Bruxelles en 2019 et suppression des actions dématérialisées

Depuis décembre 2019, l'action Dexia n'est plus cotée sur le marché réglementé Euronext Bruxelles.

La forme dématérialisée des actions Dexia a également été supprimée et les actions Dexia sont exclusivement nominatives. *De plus amples informations sur le retrait de la cotation de l'action Dexia sont fournies sur le site internet de Dexia, [www.dexia.com](http://www.dexia.com).*

### Capital autorisé (article 7:198 du Code des sociétés et des associations)

L'article 6 des statuts prévoit que le montant du capital autorisé est à tout moment égal au montant du capital social. Au 31 décembre 2020, le montant du capital autorisé est de EUR 500 000 000. L'autorisation d'augmenter le capital autorisé accordée par l'assemblée générale du 15 mai 2019 est valable pour une période de cinq ans et vient à échéance en 2024.

### Acquisition et aliénation d'actions propres (article 7:215 du Code des sociétés et des associations)

L'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2018 a renouvelé l'autorisation donnée au conseil d'administration, pour une nouvelle période de cinq ans :

- D'acquérir dans le respect des conditions prévues par la loi et des engagements pris par la société et les États belge, français et luxembourgeois à l'égard de la Commission européenne, des actions propres de la société.
- D'aliéner les actions propres de la société, sans autorisation préalable de l'assemblée générale dans les conditions visées par l'article 7:218 du Code des sociétés et des associations.
- D'autoriser les filiales directes au sens de l'article 7:221 du Code des sociétés et des associations à acquérir des actions de la société aux mêmes conditions.

Le conseil d'administration n'a toutefois pas lancé de programme de rachat d'actions propres en 2020.

Le solde inchangé du portefeuille d'actions propres au 31 décembre 2020 s'élève à 324 actions propres et correspond au nombre d'actions Dexia encore détenues par Dexia Crédit Local (filiale directe de Dexia au sens de l'article 7:221 du Code des sociétés et des associations), dans le cadre d'un plan d'options sur actions mis en place par cette filiale en 1999.

### Fonds propres prudentiels et solvabilité

Dexia suit l'évolution de sa solvabilité en utilisant les règles établies par le comité de Bâle sur la supervision bancaire et la directive européenne CRD IV. Le groupe veille d'autre part au respect de l'exigence de fonds propres imposée par la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre du pilier 2 de Bâle III, à la suite du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory review and evaluation process* – SREP).

### Exigences de fonds propres applicables à Dexia au titre du SREP

Le 10 décembre 2019, la Banque centrale européenne (BCE) a communiqué au groupe Dexia les exigences prudentielles qualitatives et quantitatives en matière de solvabilité, applicables à Dexia et à Dexia Crédit Local, sur une base consolidée, ainsi qu'à sa filiale italienne Dexia Crediop à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, conformément au Règlement (UE) n°1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013. Ces exigences reposent notamment sur les conclusions des travaux menés par la BCE dans le cadre du SREP.

L'exigence de fonds propres (*Total SREP capital requirement – TSCR*) a été fixée à 11,25 % sur une base consolidée. Ce niveau comprend une exigence minimale de fonds propres de 8 % (*Pillar 1*) et un niveau de capital supplémentaire de 3,25 % (*P2R – Pillar 2 requirement*), entièrement exigible en fonds propres Common Equity Tier 1 (CET 1). En incluant le coussin de conservation du capital (*capital conservation buffer*) de 2,5 %, ainsi que le coussin contracyclique (*countercyclical buffer*) portant sur les expositions en France et au Royaume-Uni, estimé à 0,50 %<sup>(1)</sup>, ceci porte l'exigence en capital à 14,25 %.

Par ailleurs la BCE recommande de maintenir un niveau de fonds propres supplémentaires (*P2G – Pillar 2 guidance*) de 1 %, qui vient en sus du niveau de 14,25 % et doit être intégralement composé de fonds propres CET 1.

Dans le cadre de la lutte contre la crise provoquée par l'épidémie de Covid-19, la BCE a annoncé, le 12 mars 2020, une série de mesures visant à assouplir les exigences de fonds propres au titre du SREP. Ces mesures se traduisent par le relâchement du coussin de conservation du capital (*capital conservation buffer*) et des fonds propres supplémentaires (*P2G – Pillar 2 guidance*). Conjointement à l'annonce de la BCE, certaines autorités nationales telles que la France ou le Royaume-Uni ont également procédé à la mise à zéro des coussins contracycliques (*countercyclical buffer*).

En intégrant ces mesures d'assouplissement, l'exigence de fonds propres applicable à Dexia passe à 11,25 % sur une base consolidée, contre 15,25 % initialement communiquée pour l'année 2020. Cette exigence de 11,25 % inclut un niveau de capital supplémentaire de 3,25 % (*P2R – Pillar 2 requirement*) devant être couvert au moins à hauteur de 56,25 % par des fonds propres « Common Equity Tier 1 » et 75 % par des fonds propres « Tier 1 ».

Le 7 janvier 2021, l'ACPR a informé Dexia qu'en l'absence d'évolution significative de son profil de risque et afin de tenir compte des circonstances exceptionnelles engendrées par la crise sanitaire actuelle, l'exigence de fonds propres totale de 11,25 % était maintenue en 2021.

Le 5 février 2021, l'ACPR a également confirmé à Dexia le maintien provisoire d'une tolérance qui lui permet de déduire de son capital réglementaire CET1 l'impact économique qu'engendre la remédiation à un manquement au respect du ratio des grands risques pour une exposition souveraine.

### Ajustements temporaires au Règlement relatif aux exigences en fonds propres (*Capital Requirements Regulation – CRR*)

Par ailleurs, le Parlement européen a validé le 18 juin 2020, une série d'ajustements à la CRR, permettant aux banques d'atténuer les impacts de la pandémie de Covid-19 sur leurs fonds propres réglementaires. Ainsi, les dispositions transitoires permettent de réintégrer dans les fonds propres réglementaires les éventuelles nouvelles pertes de crédit attendues comptabilisées en 2020 et 2021 selon le référentiel IFRS 9 (*Phase-in dynamique*).

Une augmentation temporaire du facteur de diversification de 50 à 66 % applicable dans le cadre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment – PVA*) a également été autorisée, permettant de limiter le montant de correction de valeur supplémentaire à prendre en compte dans le calcul des fonds propres prudentiels, de même qu'une neutralisation tempo-

raire, au niveau du capital réglementaire, des variations de juste valeur de certains actifs souverains et du secteur public classés en juste valeur par capitaux propres.

Enfin, les actifs pondérés des risques (*Risk-weighted assets – RWA*) des expositions souveraines des États membres de l'Union européenne ont été temporairement réduits à 0 % pour les expositions libellées et financées dans la monnaie nationale d'un autre État membre.

Dexia et ses filiales ont fait usage de ces dispositions temporaires lors de l'établissement de leurs états prudentiels et de leurs ratios de solvabilité au 31 décembre 2020. Ces différents ajustements ont eu un impact de EUR 221 millions détaillé ci-dessous.

À noter que la réduction temporaire de 25 % des actifs pondérés des risques (*RWA*) des expositions liées aux infrastructures sera appliquée par Dexia en 2021.

### Fonds propres prudentiels

Les fonds propres réglementaires (*Total Capital*) se décomposent en :

Fonds propres durs, *Common Equity Tier 1* (CET1), constitués essentiellement :

- du capital social, des primes d'émission et du report à nouveau,
- du résultat de l'exercice,
- des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (réévaluation des instruments financiers désignés à la juste valeur par capitaux propres, réévaluation des instruments dérivés affectés à la couverture de flux de trésorerie, écarts de conversion, écarts actuariels sur les régimes à prestations définies),
- diminués des immobilisations incorporelles, des actions propres, du montant dépassant les seuils prévus en matière d'impôts différés et de détention d'actions ou de participations dans des établissements de crédit ou financiers, des engagements irrévocables de paiement aux fonds de résolution et autres fonds de garantie, du montant au titre de dépassement persistant sur les expositions des grands risques<sup>(2)</sup>, actifs de fonds de pension à prestations définies et des éléments faisant l'objet de filtres prudentiels (risque de crédit propre, *Debit Value Adjustment*, réserve de cash-flow hedge, *Prudent Valuation*) et les provisions complémentaires en prudentiel.

- Tier 1 additionnel, qui comprend les emprunts subordonnés de catégorie Tier 1 (hybrides) ;

- Fonds propres complémentaires (Tier 2 Capital) qui intègrent la part éligible des dettes subordonnées Tier 2.

Conformément aux exigences réglementaires et en accord avec les dispositions transitoires applicables :

- Dexia fait usage de l'approche d'atténuation de l'impact du nouveau modèle de provisionnement IFRS 9 sur les fonds propres prudentiels. Celui-ci est étalé sur 5 ans. L'effet de l'augmentation des provisions pour pertes de crédit attendues en raison de l'application de la norme IFRS 9 a été atténué à 85 % en 2019 et à 70 % en 2020 (*Phase-in statique*).

- Certains ajustements sur les dettes subordonnées et les dettes hybrides sont repris dans le calcul des fonds propres pour refléter les caractéristiques d'absorption de perte de ces instruments.

Les fonds propres « Total Capital » du groupe s'élèvent à EUR 6,9 milliards au 31 décembre 2020, contre EUR 7,4 milliards au 31 décembre 2019.

(1) Applicable à partir du deuxième trimestre 2020, compte tenu de la prise en compte du coussin contracyclique pour les expositions françaises.

(2) Cf. Communiqué de presse Dexia du 5 février 2018 disponible sur [www.dexia.com](http://www.dexia.com).



Au 31 décembre 2020, les fonds propres « Common Equity Tier 1 » du groupe Dexia s'élevaient quant à eux à EUR 6,8 milliards, contre EUR 7,3 milliards au 31 décembre 2019. Ils sont grevés par le résultat net négatif de l'exercice (EUR -618 millions).

La solvabilité du groupe a été impactée par les effets de la crise du Covid-19. Ainsi, les corrections de valeur supplémentaires prises en compte dans les fonds propres réglementaires dans le cadre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment – PVA*) s'élevaient à EUR -190 millions au 31 décembre 2020, malgré un impact positif de EUR +59 millions lié à l'augmentation du facteur de diversification prévue par l'ajustement temporaire à la CRR validé par le Parlement européen en juin 2020.

Dexia a également fait usage de l'ajustement temporaire à la CRR permettant de réintégrer dans les fonds propres réglementaires les éventuelles nouvelles pertes de crédit attendues comptabilisées selon le référentiel IFRS 9 (*Phase-in dynamique*), se traduisant par un impact positif de EUR +152 millions. La neutralisation temporaire des variations de juste valeur de certains actifs souverains et du secteur public clas-

sés en juste valeur par capitaux propres a également eu un impact positif de EUR +10 millions sur le niveau du capital réglementaire.

Par ailleurs, fin 2020, deux éléments significatifs sont déduits des fonds propres réglementaires, en ligne avec les exigences de la BCE :

- Le montant théorique de perte correspondant à la remédiation au non-respect du dépassement persistant de la limite du ratio des grands risques, qui s'élève à EUR -75 millions<sup>(1)</sup> ;
- Le montant des engagements irrévocables de paiement (IPC) aux fonds de résolution et autres fonds de garantie, qui s'élève à EUR -59 millions.

Enfin, à la suite de l'inspection sur site (*on-site inspection - OSI*) relative au risque de crédit qu'elle a menée en 2018, la BCE a émis un certain nombre de recommandations. En conséquence, Dexia a déduit de ses fonds propres prudentiels un montant de EUR -41 millions à titre de complément pour provisions spécifiques.

(1) Cf. communiqués de presse Dexia des 5 février et 26 juillet 2018, disponibles sur [www.dexia.com](http://www.dexia.com).

## FONDS PROPRES PRUDENTIELS

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
<b>Fonds propres totaux (Total Capital)</b>	<b>7 404</b>	<b>6 891</b>
<b>Fonds propres durs (Common Equity Tier 1)</b>	<b>7 308</b>	<b>6 795</b>
Fonds propres de base, dont :	7 659	6 944
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, éligibles au niveau prudentiel<sup>(1)</sup></i>	(141)	(141)
<i>Écarts de conversion - groupe</i>	102	(6)
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	(5)	(3)
Atténuation de l'effet de l'augmentation des provisions pour pertes de crédit attendues en raison de l'application de la norme IFRS 9 (85% en 2019, 70% en 2020) ( <i>Phase-in statique</i> )	150	123
<i>Phase-in dynamique (mesures Covid-19)</i>	0	152
Neutralisation temporaire des variations de juste valeur de certains actifs souverains et du secteur public classés en juste valeur par capitaux propres (mesures Covid-19)	0	10
Éléments à déduire		
<i>Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition</i>	(29)	(21)
<i>Debit value adjustment</i>	(41)	(49)
<i>Évaluation prudente (Prudent Valuation Adjustment)</i>	(212)	(190)
<i>Déduction des engagements irrévocables de paiement aux fonds de résolution et autres fonds de garantie</i>	(49)	(59)
<i>Actifs de fonds de pension à prestations définies</i>	0	(1)
<i>Déduction au titre de dépassement persistant sur les expositions des grands risques</i>	(89)	(75)
<i>Provisions complémentaires en prudentiel</i>	(80)	(41)
<b>Tier 1 additionnel (hybrides)</b>	<b>29</b>	<b>19</b>
Emprunts subordonnés	29	19
<b>Fonds propres complémentaires (Tier 2 Capital)</b>	<b>67</b>	<b>77</b>
Emprunts subordonnés	67	77
<i>dont Tier 1 additionnel déclassé (hybrides)</i>	67	77

Au 31 décembre 2020, le montant nominal des titres hybrides Tier 1 du groupe s'élève à EUR 96 millions, dont EUR 19 millions sont éligibles comme Tier 1 additionnel.

Aucun rachat de dette hybride n'a été effectué pendant l'année 2020, en ligne avec l'interdiction posée par la Commission européenne et communiquée par Dexia le 24 janvier 2014<sup>(1)</sup>. Le capital hybride Tier 1 du groupe est donc composé de :

- EUR 56,25 millions de nominal de titres perpétuels non cumulatifs émis par Dexia Crédit Local. Ces titres (FR0010251421) sont cotés à la Bourse de Luxembourg ;
- EUR 39,79 millions de nominal de titres perpétuels non cumulatifs émis par Dexia Funding Luxembourg, aujourd'hui incorporés chez Dexia. Ces titres (XS0273230572) sont cotés à la Bourse de Luxembourg.

Au 31 décembre 2020, le montant des fonds propres complémentaires (Tier 2 Capital) de Dexia s'élève à EUR 77 millions. Il s'agit de dettes hybrides reclassées.

Le plan révisé de résolution ordonnée de Dexia prévoit certaines restrictions concernant le paiement des coupons et les exercices d'options de remboursement anticipé (call) des émissions de dette subordonnée et de capital hybride émises par les émetteurs du groupe. Ainsi, Dexia est contraint à ne payer des coupons sur ses instruments de dette subordonnée et de capital hybride que s'il existe une obligation contractuelle. Par ailleurs, Dexia ne peut procéder à aucun exercice d'option discrétionnaire de remboursement anticipé de ces titres. Enfin, le groupe Dexia n'est pas autorisé à racheter les émissions de dette de capital hybride émise par Dexia Funding Luxembourg (XS0273230572) et par Dexia Crédit Local (FR0010251421), les créanciers subordonnés devant contribuer aux charges induites par la restructuration des établissements financiers ayant bénéficié d'aides d'État.

### Actifs pondérés des risques

Au 31 décembre 2020, les actifs pondérés des risques s'élèvent à EUR 24,2 milliards contre EUR 27,3 milliards fin décembre 2019, dont EUR 22,2 milliards au titre du risque de crédit, EUR 1 milliard au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel. Sur l'année, les actifs pondérés des risques de crédit affichent une baisse de EUR 0,9 milliard. La diminution imputable à la réduction du portefeuille d'actifs est en partie effacée par la hausse de EUR 3,2 milliards induite par le passage à la méthode standard pour l'évaluation de ces actifs pondérés en mars 2020. Les actifs pondérés des risques de marché s'inscrivent en baisse de EUR 2,2 milliards, principalement grâce à la reprise d'une charge en capital supplémentaire enregistrée au 31 décembre 2019 à la demande de la BCE.

#### ACTIFS PONDERÉS DES RISQUES

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Risque de crédit	23 080	22 166
Risque de marché	3 183	1 031
Risque opérationnel	1 000	1 000
<b>TOTAL</b>	<b>27 263</b>	<b>24 196</b>

(1) Cf. communiqué de presse Dexia du 24 janvier 2014, disponible sur [www.dexia.com](http://www.dexia.com).

### Ratios de solvabilité

Au 31 décembre 2020, le ratio « Common Equity Tier 1 » de Dexia s'établit à 28,1 %, contre 26,8 % à la fin 2019. Le ratio « Total Capital » s'élève à 28,5 %, contre 27,2 % à la fin 2019, un niveau supérieur au minimum de 15,25 % imposé pour l'année 2020 par la Banque centrale européenne dans le cadre du SREP et ramené temporairement à 11,25 % au titre des mesures d'assouplissement temporaires liées à la pandémie de Covid-19.

#### RATIOS DE SOLVABILITÉ

	31/12/2019	31/12/2020
Ratio Common Equity Tier 1	26,8 %	28,1 %
Ratio Total Capital	27,2 %	28,5 %

### Adéquation interne des fonds propres

Dexia a entamé, dès 2012, une refonte du processus interne d'adéquation des fonds propres, en tenant compte de sa situation spécifique de banque en résolution ordonnée. L'adéquation interne des fonds propres prend en compte les exigences réglementaires et la perspective économique de l'exigence de capital. Les conclusions de cette approche interne en termes de mesures d'adéquation de fonds propres et des capacités d'absorption de pertes ont été soumises formellement aux instances dirigeantes de la banque sur une base trimestrielle en 2020 dans le cadre d'une surveillance étroite des risques dans le contexte de la pandémie. Les analyses trimestrielles reposent, entre autres, sur le scénario adverse publié par l'Autorité bancaire européenne (ABE), les scénarios macro-économiques sévères publiés par la Banque centrale européenne (BCE) depuis juin 2020 et des vues expertes.

Les principaux risques de solvabilité font également l'objet d'un encadrement trimestriel via le dispositif d'appétit au risque (*Risk Appetite Framework* – RAF).

L'adéquation interne des fonds propres est également suivie dans le cadre des évaluations internes moins fréquentes telles que l'ICAAP et l'ILAAP ainsi que des analyses ad hoc visant à éclairer des choix stratégiques. Les horizons de ces processus d'analyse varient de 1 à 4 ans.

Les stress tests ICAAP font partie intégrante de ces analyses. En effet, dans le cadre du mécanisme de surveillance unique (MSU), cette approche intitulée « Risques et adéquation du capital » constitue également la réponse apportée par le groupe aux exigences de la BCE relatives aux processus internes d'adéquation de capital et aux processus de supervision (SREP). Les résultats de l'ICAAP 2020 ont été examinés par le département validation et l'audit interne.

*De plus amples informations sur les stress tests ICAAP et ILAAP sont fournies au chapitre « Gestion des risques » de ce rapport annuel.*

L'approche consiste à dresser une cartographie exhaustive des risques qualitatifs et quantitatifs pouvant affecter simultanément la situation comptable et prudentielle ainsi que la liquidité du groupe. Cette cartographie vise à mesurer, en premier lieu, les sensibilités et expositions aux multiples facteurs de risques impactant la banque.

Dans un deuxième temps, l'impact simultané de divers scénarios futurs défavorables des risques est mesuré, notamment en termes d'évolution des principaux indicateurs comptables, prudentiels et économiques. À ce titre, et dans ce même

cadre, de multiples exercices de stress tests transversaux sont réalisés. Des déviations possibles des plans financiers et stratégiques sont ainsi identifiées, mesurées et analysées. Ces scénarios défavorables couvrent simultanément des scénarios de stress macro-économiques prospectifs, des scénarios historiques, des scénarios « expert » et des scénarios simulés mathématiquement ainsi que des *reverse stress tests*. Cette approche interne a été réalisée en 2020 et sera reconduite en 2021, en tenant également compte de l'évolution de la pandémie, du contexte macro-économique et des conditions de marché.

## Gestion de la liquidité

En dépit des fortes turbulences de marché provoquées par la pandémie de Covid-19 au premier semestre, Dexia n'a pas subi de perturbation dans son refinancement et sa gestion de la liquidité durant l'année 2020.

Le modèle de Dexia, basé sur une diversification des sources de financement, aussi bien en termes d'instruments que de devises, et sur le maintien d'une importante réserve de liquidité, s'est révélé solide durant cette année de crise.

Après un premier trimestre très perturbé par les impacts de la pandémie, les marchés se sont stabilisés à partir du mois d'avril. Au plus fort de la crise, le refinancement a été réalisé sur le marché des financements sécurisés qui a démontré une très forte résilience tant en termes de volume que de prix. L'activité d'émission garantie a connu une bonne dynamique tant à court qu'à long terme à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2020. Dexia Crédit Local a ainsi lancé avec succès différentes transactions

publiques à long terme en euro, en dollar US et en livre sterling, permettant de réaliser l'entièreté de son programme de refinancement annuel à long terme, soit EUR 4,5 milliards, dès le mois de septembre, à un coût de financement compétitif.

Globalement l'encours des financements s'inscrit en baisse de EUR 4,6 milliards par rapport au 31 décembre 2019, pour s'établir à EUR 69,3 milliards le 31 décembre 2020, principalement porté par la baisse du besoin de financement liée à la réduction du portefeuille d'actifs. Le montant net du cash collatéral augmente de EUR 1 milliard par rapport au 31 décembre 2019 pour s'établir à EUR +22,9 milliards au 31 décembre 2020, avec une forte volatilité au cours de l'année et un pic à EUR +24,6 milliards au 30 juin 2020.

En termes de mix de financement, les financements sécurisés s'élèvent à EUR 12 milliards au 31 décembre 2020 et les financements garantis par les États représentent 80 % de l'encours des financements, soit EUR 55,4 milliards.

En ligne avec la stratégie suivie depuis 2017, Dexia n'a pas fait appel aux opérations de refinancement de la Banque centrale européenne, confirmant sa capacité à mobiliser ses réserves sur le marché du repo et à émettre de la dette garantie par les États y compris dans le contexte de crise particulièrement sévère lié à la pandémie de Covid-19.

Au 31 décembre 2020, la réserve de liquidité du groupe s'élève à EUR 18,5 milliards dont EUR 11 milliards sous forme de cash. À la même date, le Liquidity Coverage Ratio (LCR) du groupe s'élève à 222 % contre 238 % au 31 décembre 2019. Ce ratio est également respecté au niveau des filiales, chacune dépassant le minimum requis de 100 %. Le *Net Stable Funding Ratio* (NSFR) du groupe s'élève quant à lui à 136,2 %, contre 130,4 % au 31 décembre 2019.

# Déclaration non financière

## Responsabilité sociale, environnementale et sociétale des entreprises

### Démarche RSE du groupe Dexia / Méthodologie

Le présent rapport sur la responsabilité sociale, environnementale et sociétale (RSE) s'inscrit dans la démarche de développement durable du groupe Dexia mise en place depuis 2001 et dont les rapports étaient, ces dernières années, rédigés par les entités opérationnelles du groupe.

Il est rédigé en application de la loi du 3 septembre 2017, relative à la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés et certains groupes, qui transpose la directive 2014/95/EU. L'analyse des risques RSE et la rédaction du présent rapport sont réalisées à la lumière des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Le périmètre de ce rapport correspond au périmètre financier consolidé de Dexia.

### Activités du groupe Dexia

Comme indiqué dans la partie « Profil du groupe » de ce rapport annuel, Dexia met en œuvre le plan de résolution ordonnée validé en décembre 2012 par la Commission européenne. Cette mise en œuvre se traduit notamment par :

- Le fait que le groupe Dexia n'a plus d'activité commerciale et se consacre pleinement à la gestion en extinction de son portefeuille d'actifs. Le groupe Dexia n'a donc plus de nouveaux clients, n'octroie plus de nouveaux financements et ne soutient plus de nouveaux projets. Dexia a par ailleurs adopté une politique dynamique de réduction de son portefeuille et de ses risques ;
- La réduction progressive et constante du périmètre du groupe qui se concrétise par la simplification de son réseau international et la centralisation de ses activités, la fermeture ou la cession de filiales et de succursales ainsi que l'externalisation de certaines activités de production.

La résolution ordonnée a des conséquences directes en termes d'impacts sur la responsabilité sociale, environnementale et sociétale du groupe Dexia. Historiquement, le groupe était principalement actif dans le financement du secteur public, en particulier les États, régions et collectivités locales, ce qui se traduit par une forte exposition à ces secteurs. Le financement au secteur industriel, bien qu'ayant existé, est resté très marginal. Les risques en matière de droits de l'homme ou en matière environnementale, qui sont, par nature, plus limités pour les institutions financières n'ayant pas d'activité industrielle, le sont encore davantage pour Dexia faute d'activité commerciale nouvelle.

Par ailleurs, le groupe n'est pas en mesure de soutenir de nouveaux projets durables ou innovants, ni de participer de manière active à la transition écologique naissante actuelle via l'octroi de financements. Pour cette même raison, Dexia n'a pas la possibilité d'accéder au marché pour se financer via l'émission d'obligations durables (*green bonds*).

Par ailleurs, n'ayant pas de réseau d'agences ni d'activité de banque universelle ou de banque privée, le groupe n'est pas exposé aux risques liés à ces activités. Dexia ne gère par exemple aucun dépôt ni compte bancaire individuel. Il n'existe aucune agence physique ou virtuelle et le groupe ne commercialise pas d'applicatif technologique permettant par exemple l'accès ou la gestion de comptes à distance.

Enfin, de par sa nature de groupe en résolution, Dexia fait face à des risques accrus en ce qui concerne les questions sociales et les questions liées au personnel. Un accompagnement spécifique a été mis en œuvre afin de limiter et d'encadrer ces risques.

Eu égard aux risques RSE indirects, Dexia s'assure du respect par ses sous-traitants et fournisseurs des engagements en matière de RSE par l'ajout systématique de clauses dans les contrats conclus ou par la signature de la Charte de déontologie du groupe.

En ce qui concerne les clients et les projets financés, le groupe Dexia est tenu au respect de ses engagements contractuels jusqu'à leur terme et ce, indifféremment des caractéristiques sociales, environnementales et sociétales de ces derniers. Bien que sensible à la question environnementale, le groupe Dexia fait face à de strictes contraintes financières, comptables et réglementaires qui ne lui permettent pas toujours de considérer les critères RSE comme prioritaires dans le cadre de l'exécution de sa politique de réduction du portefeuille et des risques.

### Questions sociales et de personnel

#### Données sociales clés

Fin 2020, le groupe Dexia compte 546 collaborateurs, de 28 nationalités différentes, répartis dans 8 pays. 53 personnes sont basées en Belgique. En France, l'effectif total de Dexia Crédit Local est de 376 personnes au 31 décembre 2020, contre 407 personnes fin 2019.

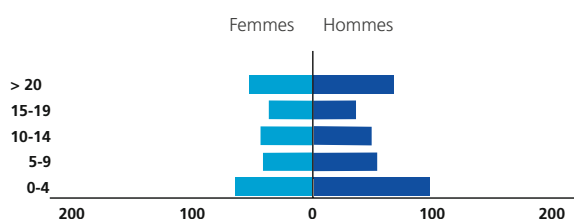
Parmi les faits marquants en 2020, on note une baisse des effectifs à l'international principalement liée à la transformation de la succursale new yorkaise en bureau de représentation, et en France à la suite de la poursuite de la réorganisation du siège de Dexia Crédit Local. En 2020 Dexia s'est également enrichi de 49 nouveaux collaborateurs (soit +9 %), dont 26 contrats à durée indéterminée. 47 % de ces nouvelles recrues sont des femmes.

Enfin, au total, près de 50 % des collaborateurs ont rejoint le groupe depuis moins de dix ans.

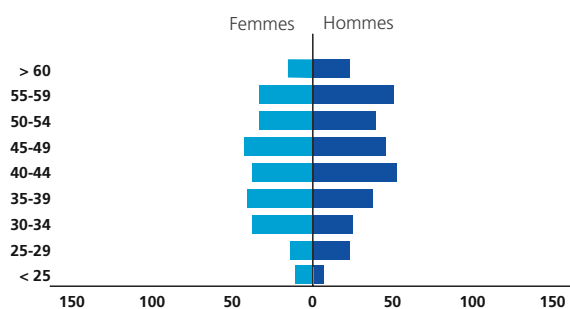
**RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE**

	2019			2020		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Comité de direction	1	5	6	1	5	6
Cadres	206	275	481	192	256	448
Employés	57	62	119	44	48	92
<b>HOMMES FEMMES TOTAL</b>	<b>264</b>	<b>342</b>	<b>606</b>	<b>237</b>	<b>309</b>	<b>546</b>

La répartition globale des effectifs entre les hommes et les femmes est de respectivement 56,6 % et 43,4 %.

**PYRAMIDE DES ANCIENNETÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Fin 2020, l'ancienneté moyenne des collaborateurs du groupe est de 12,8 années.

**PYRAMIDE DES ÂGES AU 31 DÉCEMBRE 2020**

La moyenne d'âge s'établit à 44,9 ans.

**RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR IMPLANTATION**

	2019	2020
Dexia Belgique	56	53
Dexia Crédit Local France (hors salariés détachés/expatriés)	407	376
Dexia Crediop	77	76
Dexia Crédit Local, bureau de représentation à New York	42	19
Autres implantations	24	22
<b>TOTAL</b>	<b>606</b>	<b>546</b>

**RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE**

	2019	2020
Belgique	56	53
France	407	376
Italie	77	76
Amérique du Nord	42	19
Autres pays	24	22
<b>TOTAL</b>	<b>606</b>	<b>546</b>

**MOUVEMENTS DE PERSONNEL SUR L'ENSEMBLE DU GROUPE**

	2019	2020
Embauches CDI	41	26
Licenciements individuels CDI	7	4
Licenciements économiques CDI	74	58
Démissions CDI	37	20
Passage de CDD en CDI	5	0
Embauches CDD (inclus alternants)	29	23
Démissions CDD	1	0
Fin de CDD (inclus alternants)	28	17
Fermeture Dexia Madrid	9	0
Cession de Dexia Kommunalbank Deutschland	74	0
Autres	14	10

Les 10 autres départs correspondent à des mutations dans le groupe, retraites, ruptures conventionnelles, fins de période d'essai, fin de mandats, départs et arrivées liés à l'expatriation.

**Enjeux**

Le plan de résolution ordonnée mis en œuvre depuis 2012 engendre des conséquences sociales importantes que Dexia souhaite anticiper de la meilleure des façons. Ainsi, le groupe fait principalement face à des difficultés de recrutement et de rétention de ses collaborateurs se traduisant logiquement par un turnover de 4 %. D'autre part, par sa transformation constante, le groupe veille à la polyvalence et à l'employabilité de ses collaborateurs afin que ceux-ci continuent de s'inscrire dans un schéma d'évolution et de mobilité.

Le maintien d'un climat social serein reste un objectif majeur dans la poursuite de la résolution ordonnée tout en veillant au respect des engagements pris par les États vis-à-vis de la Commission européenne en décembre 2012.

Ainsi, la direction s'attache à renforcer l'attractivité de Dexia, à valoriser les opportunités professionnelles au sein du groupe et à assurer aux collaborateurs la meilleure visibilité concernant les perspectives d'emploi. La formation et le développement des compétences individuelles et collectives constituent dès lors deux axes fondamentaux de ce schéma.

**Gestion sociale de la crise sanitaire****Mise en place des cellules de crise**

Dès les prémices de la crise, Dexia a suivi attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19. Le comité de direction du groupe a rapidement activé une cellule opérationnelle et une cellule stratégique de crise afin de protéger ses équipes et a mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour leur permettre de travailler à distance.

Se réunissant initialement quotidiennement et ensuite sur une base hebdomadaire ou bi-mensuelle, la cellule opérationnelle de crise s'est assurée de la continuité opérationnelle de l'entreprise ainsi que du pilotage de l'ensemble des impacts humains liés à cette situation. Elle a notamment élaboré les différents protocoles de gestion de la crise sanitaire au sein de l'entreprise, comprenant des mesures de prévention, de précaution et d'adaptation de l'activité à mettre en œuvre en fonction de l'évolution du risque sanitaire. Ces protocoles ont été validés par la cellule stratégique de crise.

### Télétravail

Dès le 16 mars 2020, le télétravail a été généralisé pour l'ensemble des collaborateurs du groupe, avec un accès très restreint aux locaux de travail.

Cette restriction d'accès a été adaptée au gré des annonces gouvernementales de l'année 2020 et de l'évolution de la pandémie. La norme du télétravail a néanmoins toujours été maintenue avec des déplacements dans les bureaux dont la fréquence et les conditions ont varié en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

### Baromètre et plan d'actions RH

Soucieux de prendre soin de ses collaborateurs et d'identifier les éventuels risques au sein de ses équipes, Dexia a mis en place un baromètre. Lancé en avril, celui-ci a permis de suivre des indicateurs autour de 6 thématiques : management, humeur, travail à distance, gestion de crise, conditions de travail et cohésion d'équipe. D'autres thématiques ont également pu être ponctuellement ajoutées en fonction de l'actualité (gestion de la période de transition, retour sur site ...).

Les résultats ont permis d'identifier les besoins sur ces différents axes et de sensibiliser le management en cas de situation nécessitant une action conjointe RH / management.

D'abord mené à une fréquence hebdomadaire, le baromètre s'est prolongé jusqu'en fin d'année sur une fréquence bi mensuelle puis mensuelle. Ainsi, en 2020, l'enquête a été menée 14 fois avec comme résultat une satisfaction globale de 4,01/5 en moyenne (variant entre 3,89 et 4,14).

Une offre de formation sur mesure a été déployée en fonction des résultats du baromètre. Ainsi, 65 actions de sensibilisation, sous la forme d'ateliers ou webinaires, regroupant un total de 346 participants, ont notamment permis d'adresser des sujets tels que l'équilibre vie professionnelle et vie personnelle, la gestion du stress, la gestion de projets ou le management à distance. Ces webinaires sont disponibles en rediffusion pour tous les collaborateurs.

Des « rendez-vous RH » ont également été organisés entre la direction des Ressources humaines et les stagiaires, alternants et VIE. L'objectif de ces rendez-vous était de donner la parole aux « jeunes » du groupe, afin de recueillir leurs impressions, problématiques et suggestions par rapport à la situation vécue. Ces moments d'échanges ont permis le partage de bonnes pratiques pour s'assurer du maintien de leur bien-être et, le cas échéant, remédier à leur isolement, en sensibilisant les managers. Ces derniers ont été fortement incités à adopter un suivi régulier de proximité auprès de leurs équipes, en portant une attention particulière aux plus fragiles.

*De plus amples informations sont fournies à la section « politique en matière de formation » de ce chapitre.*

## Politiques mises en place

### Définition d'un nouveau modèle de leadership

En juin 2020, le comité de direction a souhaité redéfinir les valeurs du groupe pour qu'elles reflètent le Dexia d'aujourd'hui et de demain. Ces nouvelles valeurs – être agile, favoriser la cohésion, s'engager en faveur de l'intérêt général et cultiver la confiance – ont guidé un panel représentatif de près de 80 collaborateurs et managers dans la définition du nouveau modèle de leadership de Dexia.

Élément clé de la stratégie du groupe, le modèle met l'accent sur la façon dont la mission confiée par les États belge et français est accomplie en répondant au « comment ».

Afin de partager une compréhension commune, le modèle définit chacune des valeurs, indique les convictions qui sous-tendent chacune d'entre elles et détaille les comportements les illustrant pour que les valeurs vivent au quotidien au sein de l'entreprise. Pour en faciliter la compréhension et soutenir l'appropriation du modèle, des compétences et savoir-être transverses ont été définis.

Afin d'incarner ces nouvelles valeurs et de les intégrer dans les pratiques professionnelles du quotidien, le modèle de leadership viendra nourrir les processus ressources humaines de recrutement, d'intégration, de formation et de performance. Le modèle permettra notamment de valider l'adhésion des futurs collaborateurs, d'acculturer les nouveaux entrants et de soutenir le développement des compétences et le savoir-être découlant du modèle par de la formation. Enfin, les valeurs seront intégrées dans le cadre de l'entretien annuel des collaborateurs.

### Politique en matière de formation

Dexia veille à offrir à l'ensemble de ses collaborateurs un environnement où chacun peut développer ses compétences afin de contribuer à la transformation du groupe et d'œuvrer à sa propre employabilité.

Un grand nombre d'opportunités de formation et de développement est offert à chaque collaborateur, via une étroite collaboration entre la direction des Ressources humaines, les responsables de département et les managers directs. Dexia entend ainsi développer l'expertise de chacun en phase avec l'évolution des différents métiers, gage de performance et d'employabilité.

Alors qu'un plan de développement des compétences a été établi sur une base commune à Dexia (Bruxelles) et à Dexia Crédit Local (Paris), chaque entité du groupe définit les actions de formation qui lui sont propres afin de répondre de la façon la plus adaptée à sa situation et aux besoins locaux.

La comparaison de données chiffrées sur la formation entre entités est peu pertinente dans la mesure où la définition et les règles applicables à la formation diffèrent d'un pays à l'autre.

En 2020, et dans la continuité des années précédentes, la direction des Ressources Humaines a structuré sa volonté d'action autour de 5 axes de formation :

- Proposer des parcours managériaux (manager à distance, manager leader...) afin de renforcer les compétences managériales et collaboratives ;
- Développer les compétences techniques et opérationnelles alignées avec la stratégie de Dexia et favoriser ainsi la mobilité entre métiers et, dès lors, l'employabilité ;
- Accompagner le changement dans le contexte particulier de Dexia ;
- Poursuivre la détection et la prévention des risques psychosociaux avec un focus sur le bien-être au travail ;
- Accompagner les seniors avec comme finalité leur maintien dans l'emploi.

De ces axes découle une offre de formation déployée dans l'outil interne de formation qui permet à chaque collaborateur et manager de suivre en temps réel ses actions et ses demandes de formation.

En 2020, 110 sessions de formation collectives ont été dispensées par des organismes de formation reconnus dans les locaux de Paris et Bruxelles et, compte tenu du contexte sanitaire, en grande partie en visio-formation. Ces actions de formation représentent 58 programmes différents qui accompagnent les grandes démarches et accords d'entreprise, la mise en œuvre des dispositifs réglementaires, les formations métiers, les formations en développement personnel et en management ou encore les formations liées à l'employabilité.

Plus particulièrement, certaines formations sur mesure ont été mises en place :

- Déploiement d'une offre de formation dans le cadre du plan d'action RH post baromètre pour accompagner les collaborateurs durant la crise sanitaire ;
- Déploiement d'une plateforme d'auto-formation en ligne et en accès illimité pour tous les collaborateurs sur les thématiques de bien-être et qualité de vie au travail, management et leadership, développement personnel et professionnel, conduite du changement et gestion de projet ;
- Renforcement des actions de formation en langues étrangères (français, néerlandais, anglais et espagnol) dans le cadre du rapatriement de certaines activités du réseau international ou dans un objectif de développement de l'employabilité des salariés ;
- Développement des actions de formation menant à l'obtention d'une certification.

Enfin, pour répondre aux besoins des métiers, les collaborateurs ont la possibilité de s'inscrire individuellement à des formations et conférences données par des organismes de formation externes. En 2020, 122 sessions individuelles ont été organisées permettant aux collaborateurs de suivre une formation à distance ou en présentiel.

## Mobilité interne, recrutement et développement des compétences

### Mobilité interne et recrutement

Dans le contexte de sa résolution, Dexia propose des opportunités professionnelles spécifiques, présentant une grande variété de missions et une vision complète des métiers bancaires.

Cette année, le groupe a ainsi soutenu, de manière renforcée, la mobilité interne afin de promouvoir le développement des compétences et 30 mobilités internes se sont concrétisées en 2020. Quand la compétence recherchée n'était pas disponible en interne, le groupe a engagé une stratégie proactive et sélective de recherche de candidats à l'extérieur.

Les recrutements sont gérés au niveau des entités. Au sein de Dexia et de Dexia Crédit Local, l'ensemble du processus de recrutement est géré en interne par une équipe dédiée. L'équipe s'appuie à la fois sur différentes « CVthèques » et sur une solution permettant de diffuser les annonces d'emploi sur plusieurs canaux en simultané et de traiter en ligne les candidatures reçues. Compte tenu de leur taille et de leur volume de recrutement, la majorité des entités du groupe ont fait le choix d'externaliser leurs activités de recrutement pour répondre de façon optimale aux besoins de compétences en interne.

Afin d'optimiser ses activités de recrutement et de marque employeur et de développer son attractivité auprès des candidats, Dexia a renforcé en 2020 sa présence sur les réseaux sociaux et ses partenariats avec des sites et des acteurs de recrutement (LinkedIn, APEC, Cadremploi, Efinancial, Jobteaser).

La présence de Dexia sur le réseau social LinkedIn permet de diffuser en continu les offres d'emploi et de relayer les actualités de l'entreprise, les événements internes et les événements liés au recrutement afin d'attirer un nombre important de candidats. Les candidats potentiels ont la possibilité d'être alertés après chacune des publications faites sur la page Entreprise de LinkedIn.

La relation entre Dexia et les candidats potentiels commence bien avant les premières rencontres. Leur perception se construit à partir des informations communiquées par le groupe ou qu'ils ont trouvées sur les réseaux sociaux. C'est pourquoi, la direction des Ressources Humaines a réalisé un film destiné à présenter Dexia sur les réseaux sociaux. L'objectif de ce film est d'attirer de nouveaux talents et de développer la marque employeur, en partageant l'intérêt des différents métiers et en capitalisant sur la richesse des équipes.

Des ambassadeurs de Dexia (CEO, DRH et des collaborateurs de plusieurs métiers en Belgique et en France), ont apporté des témoignages sur le groupe, ses enjeux et sa culture, en mettant notamment en évidence le fort niveau d'expertise des collaborateurs et la capacité du groupe à offrir une vision transversale élargie des métiers bancaires.

De plus, dans l'objectif d'assurer une continuité opérationnelle lors de la crise sanitaire liée au Covid-19 l'équipe recrutement a mis en place des entretiens par visioconférence avec les candidats ainsi que des événements de recrutement à distance avec l'APEC pour les fonctions généralistes et Jobteaser pour les métiers plus spécifiques.

Durant la période de confinement, aucune embauche n'a été annulée, seules les arrivées de stagiaires prévues entre le 16 mars et le 15 mai ont été reportées afin de pouvoir les accueillir sur site.

Un onboarding renforcé a été mis en place pour permettre aux nouvelles recrues de bénéficier de la meilleure intégration : compréhension de l'organisation et de ses enjeux, connaissance des équipes, des processus et des outils

Pour ce faire, la direction des Ressources humaines a organisé, tout au long de leur période d'essai, des points réguliers d'échanges avec les nouvelles recrues. Les managers opérationnels ont été sensibilisés au suivi rapproché de leurs nouveaux collaborateurs et ont renforcé leur suivi vis-à-vis des nouveaux entrants, matérialisé notamment par une évaluation au milieu et à la fin de la période d'essai.

Dans une démarche d'amélioration continue, la direction des Ressources Humaines a finalisé les livrets d'accueil dématérialisés à l'attention des nouvelles recrues et travaille actuellement à l'enrichissement de l'expérience collaborateur au cours du parcours d'intégration.

### Création d'une commission de staffing mensuelle

La mise en place d'une commission de staffing mensuelle a été décidée fin 2020 afin de répondre à un objectif majeur de Dexia : le développement de la transversalité, des compétences et de l'employabilité des collaborateurs.

Cette commission, qui réunit la DRH et des représentants de chaque filière, a pour objectif de favoriser le recours aux talents internes et d'encourager la mobilité des collaborateurs et ce prioritairement à la recherche de candidats en externe. Elle étudie l'ensemble des demandes de mobilité interne sollicitées par tout collaborateur ou manager (changement de filière, métier). Elle vise également à proposer des options de mobilités non sollicitées afin de favoriser l'élargissement des compétences au sein du groupe.

La mobilité interne concerne les postes en CDI et les missions. Afin de favoriser l'accès aux missions par les collaborateurs, des programmes transverses sont en cours de développement. Ces programmes permettront aux collaborateurs de développer leurs

compétences et leur connaissance des différents métiers de la banque à travers la réalisation de plusieurs missions au sein de différentes filières.

### Développement des compétences

Par leur contribution, les collaborateurs permettent à Dexia de mener à bien sa mission auprès de ses actionnaires et garants. Afin de juger de la bonne compréhension des objectifs et de la qualité de cette contribution, les collaborateurs sont évalués annuellement par leurs managers au travers d'entretiens individuels. L'entretien annuel est un moment d'échange privilégié permettant au collaborateur et à son manager de revenir sur l'année écoulée, de discuter des objectifs pour l'année suivante et de faire un point sur le parcours professionnel, le développement de carrière et les attentes de chacun. Une attention particulière est également portée à la charge de travail et à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Chaque entité dispose d'outils et processus propres pour formaliser ces évaluations dans le respect des spécificités et règles locales. Au sein de Dexia et de Dexia Crédit Local, les évaluations et les objectifs annuels (à la fois business et comportementaux) sont renseignés par les managers et les collaborateurs dans un outil spécifique. Les objectifs business découlent des orientations stratégiques et sont liés au métier des collaborateurs du groupe. Les objectifs comportementaux sont définis pour chaque collaborateur, à partir des valeurs du groupe. Des objectifs spécifiques sont assignés aux collaborateurs correspondants risques opérationnels et référents contrôle permanent afin de garantir les règles de conformité au sein du groupe. L'ensemble de ce dispositif permet à la fois le renforcement du suivi individuel de chaque collaborateur et l'implication managériale, le suivi de la performance et vise à s'assurer de la collaboration de chacun vers l'objectif commun.

Par ailleurs, dans le cadre de l'accompagnement professionnel et du développement des talents, la direction des Ressources humaines mène tous les deux ans des entretiens professionnels avec chaque collaborateur. L'objectif de ces entretiens individuels réguliers est de faire le point sur le parcours professionnel du collaborateur et d'envisager, en toute confidentialité, ses perspectives d'évolution professionnelle en définissant les moyens de formation associés. Il permet également d'aborder les différents aspects de la vie professionnelle : contenu de fonction, encadrement, rémunération, équilibre vie privée-vie professionnelle et projet professionnel.

En outre, des entretiens de carrière peuvent se tenir à tout moment avec la direction des Ressources humaines, pour aborder les mêmes points précités.

### Prévention des risques sociaux, santé et sécurité

Soucieux de poursuivre la politique de prévention des risques psychosociaux engagée depuis plusieurs années, Dexia a reconduit en 2020 les dispositifs d'accompagnement et de prévention des risques psychosociaux mis en place à Bruxelles et à Paris. Plusieurs vecteurs de remontée d'information permettent actuellement la détection de ces risques au sein des entités (Business partners, médecine du travail, assistants sociaux, représentants du personnel...).

En matière de prévention, un certain nombre de mesures sont mises en place au sein des entités, notamment des consultations médicales préventives, la mise à disposition d'un service d'accompagnement psychologique et social, des cours de yoga en ligne, des conseils ergonomiques et un dispositif dédié à l'accompagnement des collaborateurs quittant l'entreprise pour motif économique.

Le groupe Dexia organise également, sur une base régulière, des conférences de sensibilisation des collaborateurs aux risques psychosociaux, des conférences sur le bien-être et la qualité de vie, des formations et ateliers pratiques sur la gestion du stress, les interactions sommeil-stress, ainsi que des séances de coaching. Les situations déclarées de stress sont prises en charge et accompagnées par différents moyens : entretiens avec la direction des Ressources humaines, mesures de coaching et de soutien psychologique.

Le groupe et ses entités se conforment aux réglementations locales en vigueur et appliquent des procédures spécifiques liées à la sécurité et à la santé des collaborateurs au travail. Les documents liés à la sécurité et à la santé au travail sont accessibles sur les intranets locaux aux collaborateurs lors de leur arrivée dans l'entité et sont mis à jour régulièrement.

Un suivi individualisé par la direction des Ressources humaines est réalisé en cas de détection d'une situation potentielle de risques psychosociaux.

Le nombre d'accidents du travail recensés au niveau de Dexia et de ses filiales est extrêmement limité et dès lors, non significatif.

### Politique en matière de rémunération

Le dispositif mis en place au sein du groupe prévoit que le comité des rémunérations de Dexia prépare l'ensemble des points relatifs à la politique de rémunération. Ses propositions sont ensuite soumises au conseil d'administration de Dexia qui décide des mesures adéquates.

Dexia définit sa politique de rémunération dans le respect des engagements pris envers les États belge, français et luxembourgeois et auprès de la Commission européenne, dans le cadre du plan de résolution ordonnée du groupe. En particulier, Dexia met en œuvre les principes de rémunération dégagés dans le cadre du G20, des instances nationales et de la CRD IV. Le groupe veille à faire le meilleur usage des fonds publics en matière de rémunération.

Cette approche concerne les rémunérations fixes (non liées à la performance) et les éventuelles rémunérations variables (liées à la performance) dont les principes généraux sont applicables à l'ensemble des collaborateurs. Parmi ces principes, figurent l'alignement des politiques et pratiques en matière de rémunération avec notamment la recherche d'un équilibre entre rémunération fixe et rémunération variable n'encourageant pas une prise de risque excessive ainsi que la détermination de dispositifs permettant d'apprécier le lien entre performance et rémunération variable.

En vue de se conformer aux règles et recommandations en matière de bonne gouvernance et de saines pratiques de rémunération, le groupe Dexia a, pour éviter toute incitation à une prise de risque excessive, souhaité réduire la part variable de la rémunération de ceux de ses collaborateurs ayant contractuellement un droit individuel à une part variable. La portion variable de la rémunération ne dépassera pas, par principe, un ratio de 0,3 fois la rémunération fixe annuelle par collaborateur.

La politique de rémunération et sa mise en œuvre sont évaluées régulièrement afin d'identifier les dispositions qui requerraient une adaptation en raison notamment de l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions légales ou réglementaires.

En 2020, Dexia a procédé à un benchmark approfondi des packages de rémunération en comparaison d'autres acteurs du secteur financier permettant de soutenir la politique d'attraction et de rétention des talents.

Par ailleurs, Dexia s'est préparé à la mise en conformité de sa politique de rémunération vis-à-vis de la CRD V. Des grands principes ont d'ores et déjà été définis et seront inscrits dans la nouvelle politique de rémunération qui sera revue en 2021.



### Rémunérations versées à l'organe exécutif et aux personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise

La politique de rémunération du groupe Dexia contient des dispositions particulières applicables à une population spécifiquement identifiée en raison de ses missions de nature à impacter le profil de risque du groupe Dexia. Il s'agit principalement des membres du comité de direction ainsi que des collaborateurs dont la rémunération est équivalente ou supérieure à la rémunération la plus basse d'un membre du comité de direction.

La rémunération des membres du comité de direction est composée uniquement d'une partie fixe non liée à la performance et constitue un ensemble dont est déduit, sauf décision contraire du conseil d'administration sur proposition du comité des rémunérations, tout jeton de présence ou tantième payé à un membre du comité de direction ou par une société tierce dans laquelle un mandat est exercé au nom et pour compte de Dexia. Conformément à l'article 17 de l'Annexe II de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, les membres du comité de direction de Dexia ne peuvent se voir octroyer une indemnité de départ supérieure à 9 mois de rémunération fixe.

Par dérogation à ce qui précède, Dexia peut accorder une indemnité de départ plus élevée à un membre du comité de direction si la personne concernée, préalablement à l'octroi du mandat de dirigeant, conformément au cadre contractuel en vigueur et sur la base de son ancienneté accumulée au sein du groupe Dexia, aurait eu droit, en cas de licenciement, à une indemnité de départ supérieure à l'indemnité susmentionnée.

Par ailleurs, les collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise au regard des dispositions légales applicables de la Directive CRD IV et du Règlement délégué (UE) n°604/2014, ont droit, en cas de licenciement, à une indemnité de départ qui ne peut en principe pas excéder douze mois de rémunération, ce montant pouvant toutefois atteindre dix-huit mois dans des circonstances particulières après approbation par l'assemblée générale ordinaire.

De plus amples informations sur la rémunération du comité de direction sont fournies au chapitre « Gouvernance » de ce rapport annuel.

### Rémunération annuelle moyenne

Une agrégation des rémunérations apparaît comme non pertinente au niveau groupe dans la mesure où les règles d'attributions et de calcul sont différentes entre les entités. Les données chiffrées relatives aux rémunérations ne sont dès lors pas communiquées.

### Dialogue social

L'ensemble des organes de négociation sociale du groupe s'est réuni à l'occasion de points d'étape sur la situation financière et l'organisation du groupe dans le cadre des réorganisations.

Par ailleurs, le groupe reconnaît, favorise et respecte la liberté d'association et le droit à la négociation collective. Tout collaborateur peut établir ou adhérer à une organisation syndicale de son choix. Le groupe reconnaît également et respecte, dans le cadre des lois et règlements qui lui sont applicables, le droit de ses collaborateurs, dans le cadre de négociations collectives relatives à la relation de travail, d'être représentés par leur(s) syndicat(s).

En 2020 et en particulier dans le contexte de la crise liée au Covid-19, Dexia s'est attaché à maintenir un haut niveau de dialogue social et à ne pas perturber l'ensemble de ses obligations

vis-à-vis des instances représentatives du personnel. À cet effet, l'ensemble des réunions du comité social et économique à Paris et du comité d'entreprise et comité pour la prévention et la protection au travail à Bruxelles se sont tenues en vidéoconférence et conférence téléphonique, permettant aux élus de s'exprimer lors de ces séances mensuelles. Les instances représentatives du personnel ont été systématiquement informées de l'évolution de la situation au sein de l'entreprise et ont également été consultées lors des décisions ayant un impact sur les conditions de travail des collaborateurs.

Par ailleurs, afin de répondre aux obligations lors de consultations de l'instance, une plateforme de vote à distance a été mise en place au niveau de Dexia Crédit Local à Paris, pratique qui s'est avérée être un succès.

### Politique en matière d'égalité de traitement

#### Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Le groupe Dexia mène une politique volontariste visant à promouvoir l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Cette volonté se traduit par l'adoption d'actions concrètes dans les domaines de la communication, du recrutement, de la formation professionnelle, de la gestion des carrières-mobilités-promotions, de la conciliation vie professionnelle-vie personnelle et de la rémunération. Des indicateurs permettent un suivi annuel de cette politique.

Dexia Crédit Local s'engage à réduire les écarts entre hommes et femmes en termes de rémunération en prenant en compte, dans l'analyse, un ensemble de facteurs (notamment le genre, l'âge, le métier, l'expérience, la classification et la performance) et à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires.

À titre d'exemple, une « enveloppe égalité » visant à réduire les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes a été négociée en 2020 avec les partenaires sociaux.

Dexia Crédit Local s'engage à maintenir un programme financièrement incitatif pour la promotion du temps partiel. Ainsi, le temps partiel à 80 % est rémunéré à 85,71 % et le temps partiel à 90 % est rémunéré à 91,43 %. 94 % des collaborateurs travaillant à temps partiel chez Dexia Crédit Local sont des femmes (33 femmes et 2 hommes).

*De plus amples informations sur la politique de diversité appliquée aux membres du conseil d'administration et du comité de direction sont fournies au chapitre « Gouvernance » de ce rapport annuel.*

#### Activités du réseau féminin professionnel

Créé en 2018 à l'initiative d'une dizaine de collaboratrices, Dexi'elles, le réseau féminin professionnel du groupe, vise à aider les femmes de Dexia à affirmer leurs ambitions et à les inciter à se rencontrer pour échanger et partager leurs expériences, afin de mieux se connaître et d'optimiser leur développement de carrière. Dexi'elles, qui comptait environ 80 membres fin 2020, est à l'origine d'un certain nombre d'initiatives (ateliers, programme de mentorat, conférences de femmes inspirantes...). Cette initiative a également pour vocation de renforcer l'attraction de Dexia en tant qu'employeur.

#### Actions en faveur des jeunes

Dexia a créé au cours de l'année 2019 le mouvement Dex'Young, réunissant l'ensemble des collaborateurs en CDI ayant moins de 30 ans. Ce mouvement a pour but de pérenniser un lien de communication privilégié entre les jeunes collaborateurs et le top management, via des propositions et recommandations émanant des divers ateliers de cette initiative. Ce groupe est toujours en place en 2020.

À Paris, Dexia Crédit Local a accueilli 12 nouveaux jeunes sous contrat d'alternance (contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation) en septembre 2020 pour des contrats de 12 ou 24 mois. Trois alternants ont été prolongés pour une durée de 12 mois.

L'entreprise a également prolongé le contrat de 4 VIE pour une durée de 12 mois. Ceux-ci sont rattachés à Bruxelles et Dublin. Par ailleurs, porté par la volonté de renforcer les équipes par des ressources formées et compétentes, Dexia a conclu des CDI avec 3 jeunes ayant terminé leur cursus scolaire après leur stage ou alternance au sein de l'entreprise (2 stagiaires + 1 contrat d'apprentissage).

Pour chacun des jeunes ayant terminé leur stage ou leur alternance chez Dexia, un temps d'échange individuel a été prévu avec le service recrutement. Ce moment a permis de faire le bilan sur leur expérience, les points forts et les points d'amélioration de celle-ci et également de leur apporter des conseils pour leur recherche d'emploi.

### Lutte contre les autres discriminations

Le groupe Dexia respecte toutes les mesures en vigueur localement pour lutter contre les discriminations.

En particulier, Dexia promeut et respecte les stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail relatives à la liberté d'association et au droit de négociation collective et à l'élimination des discriminations au travail.

Le profil des collaborateurs de Dexia est divers et multiculturel. Le groupe compte 28 nationalités différentes parmi ses collaborateurs et peut s'appuyer sur l'expertise de profils seniors : les collaborateurs de plus de 55 ans représentent 22 % des effectifs salariés.

### Lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes

En 2020, Dexia a désigné deux référents harcèlement sexuel et agissements sexistes, un référent représentant la Direction et un référent représentant le comité social et économique de Dexia Crédit Local. Leur désignation a été communiquée à l'ensemble des collaborateurs du groupe via l'Intranet et relayée sur les réseaux sociaux.

Les référents ont rencontré la direction des Ressources humaines afin de définir les rôles de chacun, le mode opératoire en cas de signalement et les actions de sensibilisation à mener auprès des collaborateurs.

## Droits de l'homme

Dexia exerce ses activités en respectant les droits de l'Homme. Un manquement à cet engagement pourrait notamment ternir la réputation de Dexia et donner lieu à des sanctions administratives, judiciaires ou pénales. Pour se prémunir de tous risques indirects liés aux activités de ses fournisseurs, une charte de déontologie concernant les relations du groupe Dexia avec les fournisseurs impose de nombreuses obligations en matière de droits de l'Homme et notamment, l'obligation de :

- Ne pas recourir, ni admettre de ses propres fournisseurs et sous-traitants l'utilisation de main d'œuvre infantile (de moins de 15 ans) ou forcée ;
- Respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires visant à assurer à son personnel des conditions et un environnement de travail sain et sûr dans le respect des libertés individuelles et collectives, notamment en matière de gestion des horaires de travail, de rémunération, de formation, de droit syndical, d'hygiène et de sécurité ;

- Respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires sur la discrimination (sexe, origine ethnique, religion, appartenance politique...) en matière d'embauche et de gestion du personnel ;
- Ne pas pratiquer ni soutenir toute coercition psychologique ou physique et abus verbaux vexatoires ou humiliants ;
- Respecter les dispositions du droit du travail en vigueur tant lors de l'embauche du personnel qu'au cours de l'exécution du contrat de travail.

En complément, les collaborateurs de Dexia en charge des achats agissent dans le cadre d'un code de conduite spécifique qui fixe les règles de comportement avec les fournisseurs et les sous-traitants.

## Loyauté des pratiques – corruption

Dexia s'engage à conduire ses activités dans un environnement sain et intègre, en totale conformité avec l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Dexia entend prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir la corruption, dans toutes ses activités, et sur l'ensemble du groupe. Dans ce cadre, Dexia a établi des dispositions applicables à l'ensemble de ses collaborateurs, mais également envers tous ceux qui travaillent pour le groupe et à ceux qui agissent en son nom. Cela afin de prévenir la corruption et d'appliquer une politique de tolérance « zéro » en la matière.

Dans la mesure où Dexia gère son bilan en extinction, n'a pas de nouveaux clients et n'entre aujourd'hui en relation d'affaires qu'avec des contreparties financières pour le financement de son bilan, le risque de corruption est considéré comme étant relativement faible. Toutefois et comme c'est le cas pour toute activité, des risques de non-conformité existent et pour y remédier le groupe Dexia a mis en place une politique d'intégrité ayant comme objectif :

- De promouvoir un comportement honnête, ouvert et éthique ; et
- D'assurer le respect des lois, réglementations et autres standards professionnels, ainsi que le respect des codes de déontologie Dexia, codes de conduite et autres politiques du groupe et ce, afin de mettre en valeur et protéger la réputation de Dexia. La charte Compliance décrit le rôle et les domaines de compétence de la fonction Compliance et présente les principes de gouvernance qui sous-tendent l'approche adoptée par Dexia dans ce domaine. Ces principes sont déclinés dans les politiques et procédures mises en place par l'ensemble des entités du groupe.

### Lutte contre la corruption

Le dispositif procédural qui traite de la corruption a été renforcé en 2017. Un code de conduite anti-corruption a été mis en place et vient compléter le set de politiques en vigueur. Il définit les différents types de comportements à proscrire. Il devient la norme de marché et permet de répondre aux demandes des partenaires et contreparties financières du groupe et des agences de notation.

Outre ce code de conduite anti-corruption, Dexia dispose de politiques et procédures qui tentent de limiter les risques de corruption de nature privée comme la charte de déontologie du groupe achat / fournisseurs, la charte d'éthique dans le cadre des relations d'affaires avec les fournisseurs, la politique en matière de cadeau, faveur, ou invitation et la politique d'encaissement de la sous-traitance (*Outsourcing*).

Dans le cadre de la lutte contre la corruption de nature politique, le set de politiques et de procédures en vigueur est renforcé par une politique de « risques pays », qui intègre le risque de corruption en tant que critère essentiel dans la classification des risques pays. Le groupe a également adopté une politique relative aux personnes politiquement exposées afin de prévenir le risque de blanchiment d'argent sur la base d'actes de corruption.

Enfin, des normes internes viennent compléter le dispositif anti-corruption par une cartographie des risques adaptée au risque de corruption, la définition d'un plan de lutte contre la corruption et la formation des collaborateurs à la prévention de ce risque. Dexia forme l'ensemble des salariés de l'établissement, au minimum tous les deux ans, aux risques de corruption et de trafic d'influence.

Actuellement, une personne occupée à temps plein est en charge de la formation à Paris et un correspondant assure cette formation dans les entités du groupe.

Au cours de l'année 20120, Dexia n'a recensé :

- Aucun incident en matière de corruption ;
- Aucun incident confirmé impliquant des salariés ;
- Aucun incident confirmé avec des business partners ;
- Aucune affaire publique portée à l'encontre de l'établissement ou de ses salariés.

### Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Dexia attache la plus grande importance à la bonne gestion des risques en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et au respect effectif des obligations nationales et internationales y afférentes.

Afin d'assurer une approche harmonisée et cohérente à travers les différentes entités du groupe, Dexia a défini une série de politiques générales (*country policy*, personnes politiquement exposées, politique OFAC...), sur la base desquelles les entités du groupe ont adopté des procédures et notes d'instruction détaillant les obligations et formalités applicables en matière de :

- Connaissance et identification des clients, représentants, mandataires et des bénéficiaires économiques ;
- Vérification par rapport aux listes officielles de criminels, terroristes, acteurs de la prolifération nucléaire... émises par les autorités nationales et internationales ;
- Suivi des relations de compte et d'affaires durant la durée de la relation ;
- Surveillance des opérations et détection des transactions suspectes ;
- Formation des salariés de la banque tous les deux ans maximum aux risques de blanchiment et de financement du terrorisme ;
- Coopération avec les autorités réglementaires et judiciaires en cas de soupçon de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme conformément aux exigences applicables.

### Abus de marché et transactions personnelles

Dexia a mis en place des mesures visant à gérer les risques d'abus de marché, c'est-à-dire de délits d'initiés, de diffusion illicite d'information privilégiée et de manipulations de cours en relation avec les instruments financiers émis par Dexia et par tout autre émetteur.

Ces mesures sont traduites principalement dans une politique visant à prévenir les abus de marché en relation avec ces instruments financiers et une politique relative aux déclarations de transactions personnelles réalisées par les personnes concernées. Cette dernière mesure permet de s'assurer que Dexia (en tant que prestataire de service d'investissement) ainsi que ses directeurs, ses salariés et ses agents liés respectent les obligations fixées dans la directive MIFID 2 ainsi que les règles appropriées

applicables aux transactions personnelles effectuées par ces personnes. Il s'agit aussi de mesures en matière de confidentialité, d'établissement de listes d'initiés et de murailles de Chine.

### Intégrité et prévention des conflits d'intérêt

Dans le cadre de la directive MIFID 2, Dexia a mis en place des normes propres à garantir un niveau de protection élevé des investisseurs comme par exemple la politique des conflits d'intérêt, mise à jour en 2020.

Cette politique vise à prévenir les conflits d'intérêt qui pourraient survenir dans le cadre des activités que Dexia peut exercer : restructuration de crédits, émission, activité pour compte propre, externalisation d'activités et également ses relations avec les fournisseurs, sous-traitants et partenaires éventuels.

Dexia s'engage à respecter le bon fonctionnement des marchés sur lesquels il intervient ainsi que les règles internes et procédures de ces marchés. Dexia s'engage à ne pas intervenir dans des opérations pouvant contrevenir aux lois et règlements.

Dexia s'engage à ce que les opérateurs de marché fassent preuve de professionnalisme et d'intégrité vis-à-vis des intermédiaires et contreparties.

Des règles internes ont été adoptées afin de régir les fonctions extérieures pouvant être exercées par les dirigeants en application de règles locales ou des principes généraux en matière de prévention des conflits d'intérêt.

Dexia dispose d'une politique visant à garantir l'indépendance de ses commissaires aux comptes. Ainsi, il convient entre autres de vérifier, préalablement à l'octroi d'une mission qui n'est pas directement liée aux travaux de contrôle légal des comptes, si cette mission n'est pas malgré tout de nature à affecter l'indépendance des commissaires aux comptes.

### Droit d'alerte professionnelle (Whistleblowing)

Dexia a mis en place un système d'alerte interne accessible à tous les collaborateurs ainsi que les prestataires extérieurs et occasionnels de Dexia. Il est destiné à encourager le personnel et les autres parties prenantes concernées à signaler, de bonne foi et de manière confidentielle, toute infraction potentielle ou avérée aux réglementations, aux valeurs d'entreprise et aux codes de conduite internes, ou tout comportement contraire à l'éthique ou illégal concernant des aspects relevant de la compétence et du contrôle de Dexia.

Les faits pouvant faire l'objet d'une alerte sont de nature très variés : le système d'alerte interne porte sur tout manquement potentiel ou avéré aux obligations légales, réglementaires ou prudentielles ainsi qu'aux règles internes de la conformité, susceptibles de porter un préjudice sérieux au groupe Dexia ou à l'intérêt général.

### Protection des données et secret professionnel

La discrétion et le respect des exigences en matière de secret professionnel (incluant le secret bancaire lorsqu'il est d'application) sont essentiels, notamment en vue de préserver la réputation de Dexia. À cet égard, des procédures ont été mises en place au sein du groupe Dexia dans le respect des réglementations nationales.

De plus, dans le contexte des formations relatives à la conformité, les collaborateurs sont régulièrement sensibilisés à ces obligations de discrétion et de respect de séparation des fonctions, avec notamment des rappels des bonnes pratiques à adopter.

La protection des données est essentielle et Dexia respecte l'ensemble des dispositions nationales et européennes relatives à la protection des données personnelles.

Dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), Dexia a identifié et référencé tous les processus impliquant des données à caractère personnel, mis à jour ou rédigé des politiques et des procédures qui décrivent la gestion des droits des personnes concernées et le signalement des violations. Le groupe a également mis en place, avec l'aide d'un fournisseur externe et en interne, des formations afin de sensibiliser l'ensemble des collaborateurs à cette réglementation.

En outre, Dexia a mis à jour son site internet pour permettre aux tiers de comprendre le traitement des données à caractère personnel mis en œuvre par la société, leurs droits et les coordonnées de contact.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site internet de Dexia (<https://www.dexia.com/fr/node/242>).

## Questions environnementales

### Impacts environnementaux directs

Dans le cadre de sa politique de gestion des impacts environnementaux directs, le groupe Dexia a pour principal objectif la maîtrise des émissions de CO<sub>2</sub> issues des consommations d'énergie de ses bâtiments et des déplacements de ses collaborateurs. Le groupe poursuit également une politique active de réduction de ses déchets et de gestion responsable des consommables.

Dexia est engagé dans une dynamique de réduction de son impact environnemental depuis plusieurs années. Toutefois, en 2020, les réductions significatives des impacts s'expliquent essentiellement par la crise sanitaire, le télétravail généralisé et la réduction des déplacements qu'elle a induits.

### Gestion des déchets et gestion responsable des consommables

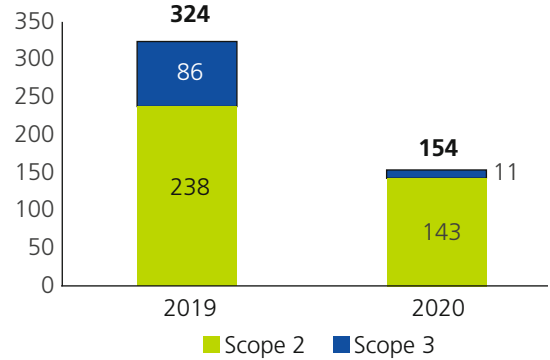
Des systèmes de tri sélectif, de collecte et de recyclage du papier et des déchets internes (toners, déchets électriques, matériel obsolète, etc.) ont été mis en place au niveau du groupe Dexia.

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables et de réduction de sa consommation de papier, Dexia a mis en œuvre différentes actions relatives au type de papier utilisé, telles que la diminution du grammage du papier et la systématisation du recours à du papier vierge recyclé, blanchi sans chlore et bénéficiant du label PEFC. Au cours de l'année 2020, 1,3 tonne de papier bureautique a été utilisée (contre 9,7 tonnes en 2019 et 13,5 tonnes en 2018) à Paris et Bruxelles. Le très faible tonnage de cette année s'explique majoritairement par la survenue de la pandémie et la restriction des accès aux lieux de travail.

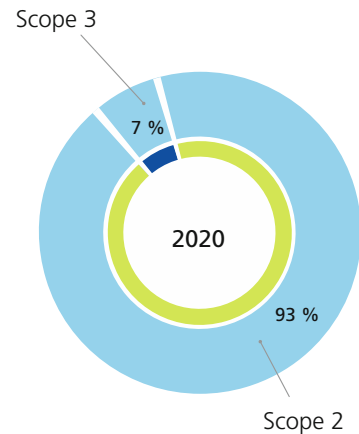
### Utilisation durable des ressources

Les émissions propres de Dexia<sup>(1)</sup> ont baissé de 52%, de 324 tCO<sub>2</sub> en 2019, à 154 tCO<sub>2</sub> en 2020, principalement en raison de la baisse de la consommation d'électricité (de 238 à 143 tCO<sub>2</sub> entre 2019 et 2020) et de la diminution des déplacements liée à la crise sanitaire. La réduction des espaces de bureaux, conformément au plan de réduction des opérations du groupe, a également contribué à cette baisse.

**GRAPHIQUE 1 - ÉMISSIONS PROPRES DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR SCOPE (EN TCO<sub>2</sub>)**



**GRAPHIQUE 2 - ÉMISSIONS PROPRES DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR CONTRIBUTION DE CHAQUE SCOPE (% TCO<sub>2</sub>)**



Scope 1 : Émissions directes des sources fixes de combustion  
 Scope 2 : Émissions indirectes liées à la consommation d'électricité  
 Scope 3 : Émissions liées aux déplacements professionnels

En termes de répartition des émissions indirectes entre les différents types d'émissions (« scopes » tels que définis par le protocole GHG), la consommation d'électricité (Scope 2) représente 93 % du total d'émissions, suivi par les émissions liées aux voyages d'affaires (Scope 3) à 7 %. Les émissions directes des sources fixes de combustion (Scope 1) sont négligeables.

### Consommation d'électricité

Dexia effectue un suivi des données relatives aux consommations d'électricité et émissions de gaz à effet de serre associées.

Afin de limiter son empreinte carbone, Dexia cherche continuellement à améliorer l'efficacité énergétique de ses bâtiments. Le groupe tend ainsi à accroître la part d'électricité verte dans sa consommation. À Dublin, succursale de Dexia Crédit Local, le bâtiment est alimenté à 100 % en électricité verte. En Belgique, le bâtiment occupé par Dexia est alimenté à 50 % en électricité verte.

(1) Les données chiffrées présentées dans cette section couvrent le siège de Dexia à Bruxelles, Dexia Crédit Local à Paris ainsi que sa succursale à Dublin.

### Déplacements professionnels

La réduction des émissions liées aux déplacements professionnels est entièrement liée à la situation de télétravail généralisé mis en place dans le contexte de la crise sanitaire qui a marqué l'année 2020. En dehors de ce contexte de crise, depuis plusieurs années, Dexia veille à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements domicile-travail de ses collaborateurs en privilégiant deux axes : réduire les déplacements et minimiser leurs impacts en encourageant l'utilisation de modes de transport moins polluants.

Dans tous les pays, Dexia prend en charge les abonnements aux transports en commun à 100% (Belgique) ou partiellement (France, Italie) ou encourage les déplacements en bicyclette (« Bike to Work Scheme » en Irlande). De plus, afin de réduire les déplacements professionnels, les collaborateurs ont la possibilité, depuis plusieurs années, de faire usage de visioconférences et de conférences téléphoniques.

### Consommation d'eau

La consommation d'eau des implantations à Paris et Bruxelles en 2020 était de 1 585 m<sup>3</sup>, contre 3 914 m<sup>3</sup> en 2019. La diminution est essentiellement attribuable au télétravail des collaborateurs dans le contexte de crise sanitaire.

### Impacts environnementaux et sociaux des encours financés

Depuis 2012, conformément au plan de résolution ordonnée approuvé par la Commission européenne, le groupe a mis fin à la poursuite de toute activité commerciale, y compris l'octroi de nouveaux financements. Dexia n'est, dès lors, pas en mesure de soutenir de nouveaux projets durables, ni de participer de manière active à la transition écologique naissante.

Bien que Dexia n'origine plus aucun nouvel actif commercial, le portefeuille historique de la banque demeure dynamique. Ce portefeuille évolue au gré de l'amortissement naturel de ses positions, des remboursements anticipés éventuels ainsi que des ventes définies dans le plan de cession d'actifs. Le groupe Dexia est néanmoins tenu au respect de ses engagements contractuels jusqu'à leur terme et ce, indifféremment des caractéristiques sociales, environnementales et sociétales de ces derniers. Bien que sensible à la question environnementale, le groupe Dexia fait face à de strictes contraintes financières, comptables et réglementaires qui ne lui permettent pas toujours de considérer les critères RSE comme prioritaires dans le cadre de l'exécution de sa politique de réduction du portefeuille et des risques.

Les risques encourus en matière environnementale sont relativement limités pour Dexia, comparativement à d'autres acteurs. Avant sa mise en résolution ordonnée en 2012, le groupe était majoritairement actif dans le financement du secteur public, en particuliers les États, régions et collectivités locales, ce qui se traduit par une forte exposition à ces secteurs. Le financement aux secteurs industriels est très marginal. De plus, Dexia a été très actif dans le domaine du financement des énergies renouvelables dès le début des années 2000, faisant figure de pionnier dans ce segment.

Pour évaluer l'impact environnemental et sociétal de ses encours, Dexia a réalisé une analyse de son portefeuille de financements de projets et grandes entreprises et de ses financements au secteur public (hors souverains et collectivités locales). Ce portefeuille représente un montant de EUR 24,3 milliards, soit près d'un tiers de l'encours total. Par ailleurs les expositions souveraines et aux collectivités locales représente EUR 51,2 milliards du portefeuille total (71 %).

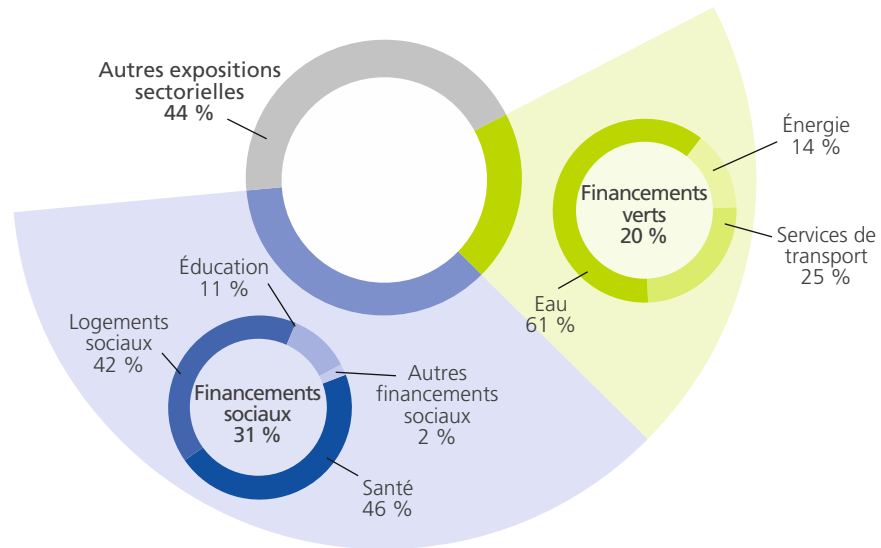
**TABLEAU 1 - ENCOURS FINANCÉS**

	31/12/2020	
	EAD (en millions d'EUR)	EAD (en %)
<b>Financements de projets et grandes entreprises, financements du secteur public</b>	<b>24 257</b>	<b>29 %</b>
- dont financements verts	4 879	6 %
- dont financements sociaux	8 757	11 %
- dont autres expositions sectorielles	10 620	13 %
<b>Autres expositions</b>	<b>58 602</b>	<b>71 %</b>
- dont souverains et collectivités locales	51 235	62 %
- dont institutions financières, financements structurés et autres	7 367	9 %
<b>TOTAL</b>	<b>82 858</b>	<b>100 %</b>

Les résultats sont présentés en graphique 1. Sur la base de l'évaluation effectuée, 20 % des financements de projets et grandes entreprises et des financements au secteur public (hors souverains et collectivités locales) sont octroyés à des entreprises publiques ou privées, ou à des projets, qui contri-

buent à la transition bas carbone (« financements verts ») et 36% financent des activités sociétales telle que des hôpitaux, des logements sociaux et l'éducation (« financements sociaux »).

**GRAPHIQUE 1 - ENCOURS FINANCÉS – RÉPARTITION PAR TYPE DE CONTREPARTIE ET OBJECTIF DU FINANCEMENT (AU 31 DÉCEMBRE 2020)**



### Financements verts

Ces financements contribuent aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations-Unies suivants :



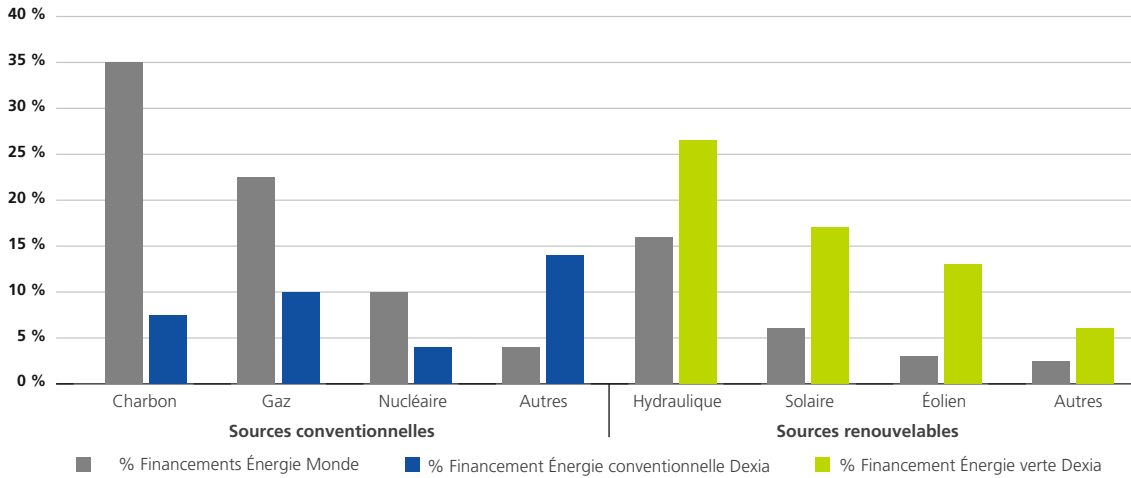
61 % des financements verts, représentant un encours d'environ EUR 3 milliards, sont octroyés à des entreprises dans l'exploitation, la distribution et le recyclage de l'eau au Royaume-Uni. Leur impact environnemental est évalué chaque année par l'*Environment Agency*, le régulateur environnemental gouvernemental du secteur de l'eau. Sur la base de l'évaluation la plus récente publiée en 2019, les financements aux entreprises ayant une note EPA (*Environmental Performance Assessment*) de *Good Company* (note 3) ou *Leading Company* (note 4) ont été considérés comme étant des financements verts.

Le financement des transports publics (tram ou métro), qui contribuent également à la transition écologique, représente 25 % des expositions analysées (EUR 1,2 milliard).

Par ailleurs, Dexia a été très actif dans le domaine du financement des énergies renouvelables dès le début des années 2000, faisant figure de pionnier dans ce segment. Cela se traduit par une part de 14 %, représentant EUR 0,7 milliard, de financements d'énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolienne) dans le total de financements verts.

L'engagement historique de Dexia dans le financement des énergies vertes se reflète également dans la faible part d'énergies conventionnelles financées par rapport aux financements de ce secteur au niveau mondial (cf. Graphique 2).

**GRAPHIQUE 2 - ENCOURS FINANÇÉS - PRODUCTION D'ÉNERGIE PAR SOURCE ÉNERGÉTIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2020**



**Financements sociétaux**

De par son activité historique de financement du secteur public, des municipalités et collectivités locales, Dexia a des encours significatifs de financements du secteur de la santé (EUR 4 milliards), des logements sociaux (EUR 3,6 milliards) et de l'éducation (EUR 0,9 milliard).

Ces financements contribuent aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations-Unies suivants :



**Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable**

**Dialogue avec les parties prenantes**

Dexia communique sur une base régulière avec les superviseurs bancaires, les actionnaires majoritaires et de manière générale, les différentes parties prenantes à la résolution du groupe. Ce dialogue a été renforcé dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

**Actions de partenariat ou de mécénat**

L'implication de Dexia vis-à-vis de la société se traduit par la mise en œuvre de politiques et actions au bénéfice des acteurs locaux dans les différents pays où il est présent de manière directe ou indirecte. Différentes initiatives, permanentes ou ponctuelles, sont organisées au sein du groupe. Dexia encourage et soutient également le volontariat, ainsi que toute autre démarche individuelle ayant une incidence positive sur les plans sociétaux ou environnementaux. Le groupe relaye notamment ces initiatives par le biais de communications dédiées sur son intranet.

**Programme de mentoring Duo for a job**

Dexia et Dexia Crédit Local ont répondu présent à l'appel de l'association Duo for a Job. Cette association met en contact des jeunes issus de l'immigration à la recherche d'un emploi

avec des personnes de plus de 50 ans, expérimentées, afin que ces dernières les accompagnent dans leur recherche d'emploi.

Une fois mis en duo, le jeune et son mentor se rencontrent à raison de 2 heures par semaine pendant 6 mois. Le groupe comptait huit mentors fin 2020.

**Collecte de lunettes au profit de l'association OLSF**

Le comité social et économique de Dexia Crédit Local organise la collecte de lunettes neuves ou usagées au profit de l'association OLSF, dont l'objectif est de lutter contre la malvoyance dans le monde.

**Action solidaire de fin d'année**

En cette période de crise sanitaire, le groupe a réalisé des donations à plusieurs associations caritatives.

Dexia a invité ses collaborateurs à participer activement au processus de sélection d'une association, par le biais d'une campagne de communication dédiée. Cette action consistait, dans un premier temps, à proposer une ou plusieurs associations caritatives qui leur tenait à cœur, et dans un second temps, à voter pour élire celles de leur choix.

En Belgique, les associations Android 34, Espace ViVie, CAW Brussel de schutting et TADA Brussels se sont vues attribuer chacune un don de EUR 4 000, tandis qu'à Paris, Le Secours Populaire et l'association Syndrome de Barth ont reçu chacune de la part de Dexia, la somme de EUR 7 500.

# Gouvernance

## Introduction

### La structure de l'actionnariat

Au 31 décembre 2020, les principaux actionnaires de Dexia sont les suivants :

Nom de l'actionnaire	Pourcentage de détention d'actions existantes de Dexia au 31 décembre 2020
État fédéral belge via Société fédérale de participations et d'investissement	52,78 %
État français	46,81 %
Actionnaires institutionnels, individuels et salariés	0,41 %

À la même date aucun actionnaire individuel, à l'exception de l'État belge et de l'État français ne détenait 1 % ou plus du capital de Dexia. Aucun administrateur ne détient d'action de la société.

### Le respect des législations en vigueur

Dexia est une société anonyme de droit belge et une compagnie financière. À ce titre, elle est soumise aux dispositions du Code des Sociétés et des Associations (le « CSA ») et de la loi relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de Bourse du 25 avril 2014 (la « Loi Bancaire »). Depuis le 2 décembre 2019, Dexia n'a plus de titres cotés sur Euronext Bruxelles, elle reste toutefois une société d'intérêt public au sens de l'article 1:12 du CSA car elle possède encore des obligations cotées sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg. En qualité de société d'intérêt public, Dexia est tenue au respect d'obligations légales et réglementaires en matière d'informations périodiques. L'arrêté royal du 14 novembre 2007 « relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché belge réglementé » traite notamment des obligations des émetteurs en matière d'informations à fournir au public et de leurs obligations à l'égard des détenteurs d'instruments financiers. L'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) a publié, le 11 janvier 2012, une circulaire, mise à jour le 26 mai 2020, qui explicite cet arrêté royal. Conformément à cette réglementation, Dexia fait usage, depuis 2003, de son site internet pour remplir ses obligations concernant la publication des informations visées par l'arrêté royal et la circulaire et a notamment créé une partie distincte du site internet réservée aux informations financières obligatoires mentionnées dans la circulaire.

## La gestion du groupe Dexia

Dexia et sa principale filiale Dexia Crédit Local se sont dotées, depuis le 10 octobre 2012, d'une équipe de direction exécutive intégrée et adaptée à la dimension et aux particularités du groupe. Si des structures juridiques distinctes ont été maintenues, la direction du groupe a été unifiée, notamment via un pilotage commun des deux entités principales que sont Dexia et Dexia Crédit Local.

### Le conseil d'administration de Dexia

#### Les compétences, fonctionnement et responsabilités du conseil d'administration

Les règles liées à la compétence, au fonctionnement et aux responsabilités du conseil d'administration sont décrites dans le Règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration et des comités spécialisées (le « ROI ») dont la dernière version est publiée sur le site internet de la société. Le ROI de Dexia codifie un ensemble de règles visant à permettre au conseil d'exercer pleinement ses compétences et de renforcer l'efficacité de la contribution de chaque administrateur.



## Composition du conseil d'administration

Les statuts de Dexia prévoient que le conseil d'administration soit composé de minimum 9 et maximum 13 administrateurs. La moitié au moins du conseil d'administration est constituée d'administrateurs non exécutifs et au moins trois d'entre eux sont indépendants. En outre, au moins un tiers des membres du conseil sont de sexe différent de celui des autres membres. Le conseil est composé d'administrateurs de nationalité belge et de nationalité française. Les administrateurs de nationalité belge devront toujours être majoritairement représentés. Le président du conseil d'administration est de nationalité française, et l'administrateur délégué de nationalité belge. Un administrateur peut, avec l'accord d'une majorité au sein de chaque groupe d'administrateurs d'une même nationalité, être considéré comme ayant la nationalité belge ou française bien qu'il ait en réalité une nationalité tierce, l'autre nationalité ou la double nationalité. Pour Monsieur Giovanni Albanese, de nationalité italienne, il a été fait usage de cette disposition et il doit être considéré comme ayant la nationalité belge.

### Les administrateurs non exécutifs

Un administrateur non exécutif est un administrateur qui n'exerce pas de fonctions exécutives dans une société du groupe Dexia. Le ROI prévoit que la moitié au moins du conseil d'administration est composée d'administrateurs non exécutifs et au moins trois des administrateurs non exécutifs doivent être indépendants. Il est à noter qu'à l'exception de M. Pierre Crevits, M. Giovanni Albanese et de Mme Véronique Hugues, tous les membres du conseil d'administration de Dexia sont administrateurs non exécutifs au 30 décembre 2020. Les administrateurs non exécutifs ont le droit d'obtenir toute information nécessaire en vue de leur permettre de remplir correctement leur mandat et peuvent demander ces informations au management.

### Les administrateurs indépendants

La Loi Bancaire requiert la présence d'administrateurs indépendants dans les comités spécialisés et le ROI prévoit qu'au moins trois des administrateurs non exécutifs doivent être indépendants et répondre aux critères d'indépendance tels que définis par l'article 7:87, §1er, du CSA.

Ces critères, qui font partie intégrante du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration, sont les suivants :

- 1) Durant une période de trois années précédant sa nomination, l'administrateur indépendant ne peut pas avoir exercé un mandat de membre exécutif de l'organe de gestion, ou une fonction de membre du comité de direction ou de délégué à la gestion journalière, ni auprès de Dexia, ni auprès d'une société ou personne liée à celle-ci.
- 2) L'administrateur indépendant ne peut pas avoir siégé au conseil d'administration de Dexia en tant qu'administrateur non exécutif pendant plus de douze ans.
- 3) Durant une période de trois années précédant sa nomination, l'administrateur indépendant ne peut pas avoir fait partie du personnel de direction.
- 4) L'administrateur indépendant ne peut recevoir, ni avoir reçu, de rémunération ou autre avantage significatif de nature patrimoniale de Dexia ou d'une société ou personne liée, en dehors d'honoraires éventuellement perçus comme membre non exécutif de l'organe de gestion ou membre de l'organe de surveillance.
- 5) L'administrateur indépendant :
  - a) ne peut détenir aucun droit social représentant un dixième ou plus du capital social ou des droits de vote de la société
  - b) ne peut avoir été désigné en aucune manière par un actionnaire répondant aux conditions du point a)
- 6) L'administrateur indépendant ne peut pas entretenir, ni avoir entretenu au cours de l'année précédant sa nomination, une relation d'affaires significative avec Dexia ou une société ou personne, ni directement ni en qualité d'associé, d'actionnaire, de membre de l'organe de gestion ou de membre du personnel de direction d'une société ou une personne entretenant une telle relation.
- 7) L'administrateur indépendant ne peut pas avoir été, au cours des trois dernières années, associé ou salarié du commissaire, actuel ou précédent, de Dexia ou d'une société ou personne liée.
- 8) L'administrateur indépendant ne peut pas être membre exécutif de l'organe de gestion d'une autre société dans laquelle un administrateur exécutif de Dexia siège en tant que membre non exécutif de l'organe de gestion ou membre de l'organe de surveillance, ni entretenir d'autres liens importants avec les administrateurs exécutifs de Dexia du fait de fonctions occupées dans d'autres sociétés ou organes.
- 9) L'administrateur indépendant ne peut avoir, ni au sein de Dexia, ni au sein d'une société ou d'une personne liée à celle-ci, ni conjoint, ni cohabitant légal, ni parents, ni alliés jusqu'au deuxième degré exerçant un mandat de membre de l'organe de gestion, de membre du comité de direction, de délégué à la gestion journalière ou de membre du personnel de direction, ou se trouvant dans un des autres cas définis aux points 1 à 8 depuis au moins trois ans après la date à laquelle le membre de la famille concerné a terminé son dernier mandat.

L'administrateur indépendant de Dexia dans le chef duquel un des critères précités n'est plus rencontré, notamment à la suite d'un changement important dans ses fonctions, en informe immédiatement le président du conseil d'administration qui en informera le comité des nominations. Le comité des nominations en informera le conseil d'administration et formulera un avis, le cas échéant.

Compte tenu de ces critères, le conseil d'administration de Dexia compte 4 administrateurs indépendants au 31 décembre 2020. Il s'agit de M. Gilles Denoyel, Mme Tamar Joulia-Paris, Mme Alexandra Serizay et de M. Michel Tison.

### La mixité des genres

Au moins un tiers des membres du conseil sont de sexe différent de celui des autres membres. Quatre femmes siègent au conseil d'administration de Dexia

Au 31 décembre 2020, le conseil d'administration de Dexia est composé comme suit :

#### GILLES DENOYEL

Administrateur indépendant

4 août 1954 • Français • Administrateur non exécutif depuis 2018

Ne détient aucune action Dexia

Président du conseil d'administration de Dexia

Président du conseil d'administration de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2018-2022**

**Comités spécialisés :** Président du comité des nominations • Membre du comité des rémunérations

**Autres mandats et fonctions :** Administrateur de Memo Bank (France), Administrateur et Président du comité de suivi des engagements nucléaires d'EDF (France), Membre du conseil de surveillance et membre des comités d'audit et des risques de Rothschild&Co.

**Biographie :** Gilles Denoyel est diplômé de l'École des Mines de Paris, de l'IEP de Paris et de l'ENA. Il est nommé inspecteur des Finances au ministère de l'Économie et des Finances en 1981 avant de rejoindre, en 1985, la direction du Trésor en tant que chargé de mission, puis secrétaire général (1987) au CIRI, chef du bureau de l'assurance-crédit, chef du bureau du marché financier (1989-92), sous-directeur des assurances (1992-94), sous-directeur des participations (1994-96). Il entre ensuite au groupe CCF en 1996 en tant que directeur financier, secrétaire général en charge de la Stratégie et des Opérations en 1998, puis directeur général adjoint Finances en 2000 et participe au rapprochement avec le groupe britannique HSBC où il poursuit sa carrière comme administrateur directeur général délégué de HSBC France à partir de 2004. À ce titre, il est d'abord en charge des fonctions centrales et financières. En 2006, il prend en charge le métier de gestion d'actifs, les activités d'assurance et les fonctions centrales non financières. À partir de 2007, il supervise l'ensemble des fonctions de risques et de contrôle et des relations avec les autorités de régulation. En 2015, il est nommé Président International Institutional Relations du groupe HSBC pour l'Europe. Depuis sa retraite du groupe HSBC, en juin 2016, il effectue des missions de conseil au secteur financier et est Senior Advisor chez Bain Consulting. Il a été président du groupe des banques sous contrôle étranger en France de 2006 à 2016 et Trésorier de l'Association Française des Banques de 2004 à 2016. Depuis mai 2019, il est administrateur et président du comité des engagements nucléaires d'EDF. Depuis mai 2020, il est membre du conseil de surveillance et membre des comités d'audit et des risques de Rothschild&Co.

**Principaux domaines d'expertise :** finance et banque, gestion des risques financiers, direction et gestion d'institutions.

#### PIERRE CREVITS

23 mai 1967 • Belge • Administrateur exécutif depuis le 20 mai 2020

Ne détient aucune action Dexia

Administrateur délégué et président du comité de direction

Administrateur et directeur général de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2020-2024**

**Autres mandats et fonctions :** Président du conseil d'administration de Namur Invest SA

**Biographie :** Pierre Crevits est titulaire d'une maîtrise en sciences économiques et sociales, prolongée par quatre années comme assistant à l'Université de Namur. Il a effectué toute la suite de sa carrière à la Banque nationale de Belgique. Il y a exercé différentes responsabilités, notamment à la tête des statistiques macroéconomiques, avant de prendre la direction du secrétariat général de la Banque, fonction qu'il a occupée jusqu'en mai 2020. Il a été détaché de 2010 à 2014 comme directeur de cabinet au sein du gouvernement fédéral belge. Il a également présidé le comité scientifique des comptes des administrations publiques à l'Institut des comptes nationaux de 2016 à 2020 et préside encore aujourd'hui le conseil d'administration du groupe Namur Invest. Depuis mai 2020, il est administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia et administrateur et directeur général de Dexia Crédit Local.

**Principaux domaines d'expertise :** Economie, supervision et régulation bancaire, stratégie, gestion des ressources humaines, gestion de crise.

#### GIOVANNI ALBANESE

22 février 1959 • Italien • Administrateur exécutif

Ne détient aucune action Dexia

Directeur des Risques et membre du comité de direction de Dexia

Administrateur et directeur général délégué de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2018-2022**

**Biographie :** Giovanni Albanese est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie électrique de l'Université de La Sapienza (Italie), d'un Master en sciences (Master of Science) et d'un troisième cycle (Engineer Degree) en génie électrique de l'University of Southern California (USA), ainsi que d'un MBA de l'Université Bocconi (Italie). Après avoir travaillé pendant plus de 12 ans dans différents cabinets de Consultants (McKinsey & Company, Booz Allen and Hamilton et Roland Berger Strategy Consultants), il rejoint le groupe Unicredit en 2006, où il exerce notamment les fonctions de responsable des risques pour l'Italie, responsable du département risque de crédit du Groupe, responsable du département de validation interne. Depuis septembre 2018, il est administrateur exécutif, directeur des Risques et membre du comité de direction de Dexia ainsi qu'administrateur et directeur général délégué de Dexia Crédit Local.

**Principaux domaines d'expertise :** gestion des risques, finance, stratégie.

#### BART BRONSELAER

6 octobre 1967 • Belge • Administrateur non exécutif (premier mandat en 2012)

Ne détient aucune action Dexia

Administrateur de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : Co-opté en 2020 (la nomination définitive pour une durée de 4 ans sera proposée à l'assemblée générale du 19 mai 2021)**

**Comités spécialisés :** Président du comité des risques • Membre du comité d'audit

**Autres mandats et fonctions :** Administrateur indépendant de United Pensions OFP, administrateur de MeDirect

**Biographie :** Bart Bronselaer est titulaire d'un diplôme d'ingénieur industriel (Groep T Louvain), ainsi que d'un master en sciences informatiques (VUB) et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA – U.C.Louvain). Il a passé la plus grande partie de sa carrière (1993-2003) chez Merrill Lynch International à Londres où il a rempli diverses fonctions, dont la dernière en date en tant que responsable du département Debt Capital Markets pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. À ce titre, il avait pour mission de structurer et de vendre des solutions financières à divers clients tels que des institutions financières, des entreprises industrielles et des instances publiques. En 2003, il devient expert indépendant en services financiers. Il a occupé le poste de président du conseil d'administration de Royal Park Investments jusqu'au 31 décembre 2013. De novembre 2019 à mai 2020, il a exercé les fonctions d'administrateur délégué et de président du comité de direction ad interim de Dexia ainsi que de directeur général et administrateur ad interim de Dexia Crédit Local. Il a été coopté en qualité d'administrateur non exécutif de Dexia et de Dexia Crédit Local le 9 septembre 2020. Depuis janvier 2021, il est administrateur de MeDirect.

**Principaux domaines d'expertise :** marchés financiers, finance, financements structurés, produits dérivés, stratégie.

#### ALEXANDRE DE GEEST

5 février 1971 • Belge • Administrateur non exécutif depuis 2012

Ne détient aucune action Dexia

Administrateur de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2017-2021** (le renouvellement du mandat de l'administrateur pour une durée de 4 ans sera proposé à l'assemblée générale du 19 mai 2021)

**Comités spécialisés :** Membre du comité des risques • Membre du comité des rémunérations • Membre du comité des nominations

**Fonction principale :** Administrateur général de la Trésorerie de l'État fédéral belge (SPF Finances)

**Autres mandats et fonctions :** Président du Fonds de protection des instruments financiers • Membre de la Commission des provisions nucléaires

**Biographie :** Alexandre De Geest est diplômé en droit de l'Université catholique de Louvain et de l'Université Libre de Bruxelles. Il a été administrateur de nombreuses sociétés dont Gazelec (2004-2005) et le Fonds de Vieillesse depuis 2003. Il a été conseiller au cabinet du ministre fédéral des Finances dès 2000, puis conseiller au cabinet du ministre fédéral des Affaires étrangères en 2011. Il est administrateur à la Trésorerie (SPF Finances) depuis 2012 et administrateur général depuis 2016.

**Principaux domaines d'expertise :** marchés financiers, finance, fiscalité.

#### THIERRY FRANCO

30 avril 1964 • Français • Administrateur non exécutif depuis 2013

Ne détient aucune action Dexia

Administrateur de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2017-2021** (le renouvellement du mandat de l'administrateur pour une durée de 4 ans sera proposé à l'assemblée générale du 19 mai 2021)

**Comités spécialisés :** Membre du comité d'audit • Membre du comité des nominations

**Fonction principale :** Directeur de cabinet auprès du président directeur général du groupe Covea

**Biographie :** Thierry Franco est diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale de statistiques et d'administration économique (ENSAE). Il débute sa carrière en 1988 au sein de la direction de la prévision (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) comme adjoint au chef du bureau extérieur puis des opérations financières. En 1992, il rejoint la direction générale du Trésor où il occupe les fonctions d'adjoint au chef du bureau du financement du logement et, à partir de 1995, de chef du bureau en charge de la politique de la France vis-à-vis du Fonds monétaire international (FMI) et du système financier international et de la préparation des sommets G7. De 2000 à 2002, il exerce les fonctions de sous-directeur en charge de la régulation des entreprises, des produits et des marchés d'assurances puis, de 2002 à 2004, celles de sous-directeur du service des participations avant d'être nommé chef du service du financement de l'économie à la direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPÉ). En mars 2009, il est nommé secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers (AMF). De décembre 2012 à septembre 2013, il est chargé de mission auprès du directeur général du Trésor français. Il est commissaire général adjoint à l'investissement d'octobre 2013 à septembre 2018. Depuis septembre 2018, il est directeur de cabinet auprès du président directeur général du groupe Covea.

**Principaux domaines d'expertise :** économie, régulation financière et administration.

#### VÉRONIQUE HUGUES

28 mai 1970 • Française • Administrateur exécutif depuis 2016

Ne détient aucune action Dexia

Directeur financier et membre du comité de direction de Dexia

Administrateur et directeur général délégué de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2017-2021** (le renouvellement du mandat de l'administrateur pour une durée de 4 ans sera proposé à l'assemblée générale du 19 mai 2021)

**Biographie :** Véronique Hugues est titulaire d'un double master en Finance de l'université Paris IX Dauphine et de l'université Johan Wolfgang Goethe de Francfort et du DESS 203, Finances de marchés de l'université Paris IX Dauphine. Après avoir débuté sa carrière à la Deutsche Bank à Paris au sein du département ALM, elle rejoint le groupe Dexia en 2001 comme responsable du financement à long terme. Elle prend en charge la communication financière en 2009 et, en 2013, devient directeur de la gestion financière du groupe et administrateur de Dexia Kommunalbank Deutschland et de Dexia Sabadell. De 2014 à 2016, elle est CFO adjoint et membre du comité groupe de Dexia. Dans le cadre de ce mandat, elle pilote différents projets transverses au sein de la filière Finance. Depuis juin 2016, elle est administrateur exécutif, directeur financier et membre du comité de direction de Dexia ainsi qu'administrateur et directeur général délégué de Dexia Crédit Local.

**Principaux domaines d'expertise :** finance, marchés financiers, communication financière, conduite du changement et processus de transformation.

**TAMAR JOULIA-PARIS***Administrateur indépendant*

5 octobre 1952 • Belge • Administrateur non exécutif depuis avril 2019

Ne détient aucune action Dexia

Administrateur de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2019-2023****Comités spécialisés :** Membre du comité des risques • Membre du comité d'audit**Autres mandats et fonctions :** Administrateur exécutif de TJ Capital

**Biographie :** Tamar Joulia-Paris est diplômée de l'École polytechnique de Mons (Belgique), de l'École Nationale Supérieure de Géologie et de Prospection Minière de Nancy (France) et de la Solvay Business School à Bruxelles (Belgique). Après 10 ans dans le secteur de la construction et dans l'industrie manufacturière, dont l'essentiel dans les pays en développement, elle rejoint le secteur bancaire en 1992 au sein de la Banque Bruxelles Lambert (devenue par la suite ING Belgium) où elle est en charge de la gestion du risque de crédit. Elle occupe par la suite des fonctions de direction au niveau du groupe ING, à Amsterdam, où elle est notamment en charge du portefeuille de crédit au niveau du groupe et des marchés de crédit durant la crise financière de 2008, et dirige des équipes en Europe, aux États-Unis et en Asie. Outre ses fonctions de direction, elle est également membre du Management Council du groupe ING. Après plus de 25 ans dans le secteur bancaire, elle crée sa propre société de consultance et de formation spécialisée dans la gestion des risques dans le secteur financier, l'impact des réglementations prudentielles et de durabilité et l'optimisation du bilan et des portefeuilles. Elle est également professeur invité aux Facultés Universitaires de Saint-Louis (UCL) où elle enseigne la gestion des risques depuis 2004.

**Principaux domaines d'expertise :** gestion des sociétés financières, gestion des risques, réglementations internationales (banques, assurances, asset management, marchés des capitaux), financement durable (Sustainable Finance / ESG), gestion de crise, finance, audit et ressources humaines

**ALEXANDRA SERIZAY***Administrateur indépendant*

31 mars 1977 • Française • Administrateur non exécutif depuis 2016

Ne détient aucune action Dexia

Administrateur de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2017-2021** (*le renouvellement du mandat de l'administrateur pour une durée de 4 ans sera proposé à l'assemblée générale du 19 mai 2021*)

**Comités spécialisés :** Président du comité d'audit**Fonction principale :** Chief of Staff - Bureau de la présidente du conseil de Sodexo**Autres mandats et fonctions :** Administrateur de Cofiroute et de ASF (groupe Vinci Autoroutes)

**Biographie :** Alexandra Serizay est diplômée de l'ESSEC. Elle débute sa carrière en 1997 comme auditeur interne chez France Télécom Transpac, puis rejoint Deutsche Bank à Londres en 1999 en tant que chargée d'affaires en fusions et acquisitions. En 2004, elle intègre Bain à Paris et devient manager en 2007. En 2011, elle entre chez HSBC France, tout d'abord comme membre du comité exécutif d'HSBC France, en charge de la stratégie, puis en 2013, elle devient secrétaire général et membre du comité exécutif de RBWM (Retail Bank & Wealth Management) puis directeur adjoint du métier RBWM en charge du développement clients et offres en 2016. Elle a également assumé un mandat au sein des conseils HSBC REIM France (Real Estate Investment Managers), HSBC SFH France (HSBC covered pool) et HSBC Factoring France. De septembre 2017 à septembre 2020, elle exerce la fonction de Global Head of Strategy – Corporate Services de Sodexo. En juin 2020, elle devient Chief of Staff de la présidente du conseil de Sodexo.

**Principaux domaines d'expertise :** audit et finance, fusions et acquisitions, stratégie, transformation digitale, gestion des risques.

**MICHEL TISON***Administrateur indépendant*

23 mai 1967 • Belge • Administrateur non exécutif depuis 2016

Ne détient aucune action Dexia

Administrateur de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : 2020-2024****Comités spécialisés :** Membre du comité des rémunérations • Membre du comité d'audit • Membre du comité des nominations**Fonction principale :** Professeur de droit financier et Doyen de la faculté de droit et de criminologie de l'université de Gand.

**Biographie :** Michel Tison, docteur en droit, est, depuis 1998, professeur associé, puis, depuis 2008, professeur à l'université de Gand. Il est auteur ou co-auteur de nombreuses publications, dans les matières de droit bancaire et financier. De 2001 à 2014, il est administrateur indépendant et président du conseil d'administration d'Aphillon Q2 (UCITS) et de 2005 à 2014, membre du comité d'audit de l'hôpital universitaire de Gand. Depuis 2005, il est assesseur au département « législation » du Conseil d'État. Depuis 2014, il est également membre du conseil d'administration de Dexia Crédit Local.

**Principaux domaines d'expertise :** droit bancaire et financier, audit.

**KOEN VAN LOO**

26 août 1972 • Belge • Administrateur non exécutif depuis 2008

Détient 1 action Dexia

Administrateur de Dexia Crédit local

**Durée du mandat : 2017-2021** (*le renouvellement du mandat de l'administrateur pour une durée de 4 ans sera proposé à l'assemblée générale du 19 mai 2021*)

**Comités spécialisés :** Membre du comité des nominations**Fonction principale :** Administrateur délégué et membre du comité stratégique de la Société fédérale de participations et d'investissement**Autres mandats et fonctions :** Administrateur de Certi-Fed SA, Capricorn ICT Fund, Capricorn Sustainable Chemistry Fund, Sinnolabs Hong Kong Ltd, Thaumass NV, Euroports Group BV

**Biographie :** Au terme d'une licence spéciale en fiscalité, il a débuté sa carrière comme conseiller adjoint au conseil central de l'économie. En septembre 1999, il rejoint le cabinet du Ministre belge des Finances comme expert. En novembre 2000, il y est nommé conseiller, puis devient chef de cabinet de mai 2003 à novembre 2006. Depuis 2006, il est administrateur délégué et membre du comité stratégique de la Société fédérale de participations et d'investissement.

**Principaux domaines d'expertise :** analyse financière, comptabilité, fiscalité et stratégie.

#### CLAIRE VERNET-GARNIER

10 février 1984 • Française • Administrateur non exécutif  
Ne détient aucune action Dexia  
Administrateur de Dexia Crédit Local

**Durée du mandat : cooptée en 2020** (la nomination définitive pour une durée de 4 ans sera proposée à l'assemblée générale du 19 mai 2021)

**Comités spécialisés :** Membre du comité des rémunérations

**Fonction principale :** Responsable du Pôle Finance au sein de l'Agence des participations de l'État (APE) (France)

**Autres mandats et fonctions :** Administrateur d'Orano Cycle, Orano Mining et du conseil de surveillance de l'aéroport de Montpellier Méditerranée, Administrateur d'Orange.

**Biographie :** Claire Vernet-Garnier est diplômée de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (E-MBA, France), de la Solvay Brussels Schools of Economics and Management (Belgique) et de Temple University (États-Unis). Ancienne élève de l'ESSEC, elle est également détentrice d'un Master en Management d'Audencia Business School (France). Après avoir débuté sa carrière en 2008 au sein des équipes de syndication actions de la Société Générale, elle a rejoint le département Equity Capital Markets de Bank of America Merrill Lynch en tant qu'analyste en 2010. Elle a intégré de nouveau la Société Générale CIB en tant que Senior Analyst puis Associate au sein des équipes Corporate Finance / Equity Capital Markets Large Caps en 2012. En 2015, elle a rejoint l'opérateur boursier pan-européen Euronext pour en diriger l'activité Pre-Listing. Depuis 2018, Claire Vernet-Garnier est responsable du pôle Finance au sein de l'Agence des participations de l'État (APE), en charge des opérations de marché primaire et secondaire actions du portefeuille.

**Principaux domaines d'expertise :** marchés financiers, management, gestion des risques.

#### Observateurs

Afin de respecter la composition miroir des conseils d'administration de Dexia Crédit Local et de Dexia, il a été décidé, lors de la réunion du conseil d'administration du 29 mars 2017, sur proposition du comité des nominations, de désigner, conformément à l'article 11 des statuts, Mesdames Aline Bec et Véronique Tai (qui sont administrateurs de Dexia Crédit Local), en qualité d'observateurs de Dexia afin qu'elles puissent assister aux réunions du conseil d'administration de Dexia et maintenir un niveau d'information équivalent aux autres administrateurs.

#### Évolution de la composition du conseil d'administration de Dexia au cours de l'exercice 2020

Les faits marquants intervenus au cours de l'exercice 2020 quant à la composition du conseil d'administration de Dexia sont les suivants :

- Le 20 mai 2020, l'assemblée générale annuelle de Dexia a approuvé la nomination de Pierre Crevits comme administrateur. Le conseil d'administration de Dexia l'a ensuite nommé comme administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia.
- Bart Bronselaer, qui a assuré la fonction d'administrateur délégué *ad interim* jusqu'au 20 mai 2020, a été coopté par le conseil d'administration en qualité d'administrateur non exécutif le 9 septembre 2020.
- Le 9 septembre 2020, le conseil d'administration de Dexia a également coopté Claire Vernet-Garnier en qualité d'administrateur non exécutif de Dexia, en remplacement de Claire Cheremetinski.
- Bertrand Dumont a démissionné du conseil d'administration le 29 octobre 2020.

#### Procédure de nomination et d'évaluation des administrateurs

Conformément à leurs obligations, notamment au titre de la CRD IV et de ses transpositions nationales, Dexia et Dexia Crédit Local ont mis en place les procédures nécessaires à la vérification de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle des administrateurs, des dirigeants responsables ou effectifs des deux entités et des responsables de fonctions de contrôle indépendantes. Le respect de ces obligations associe plusieurs directions :

- la direction des Ressources humaines en charge, pour le compte du comité de direction ou du conseil d'administration, du processus de sélection et de recrutement des dirigeants responsables effectifs et des responsables des fonctions de contrôle indépendantes ;
- la direction de la Conformité en charge de vérifier l'honorabilité des candidats, l'absence de conflits d'intérêt du fait d'autres fonctions ou mandats ;
- le Secrétariat général en charge, pour le compte du conseil d'administration, de la mise en œuvre du processus de sélection des administrateurs, des procédures visant à vérifier l'honorabilité, la compétence et la disponibilité des candidats administrateurs et des relations avec les autorités de régulation et de contrôle.

Cette vérification est faite au moment du recrutement du candidat et fait l'objet d'une évaluation annuelle. En effet, le conseil d'administration procède en principe chaque année à une autoévaluation de son fonctionnement, ainsi que de ses comités spécialisés, conduite par le président du conseil d'administration, afin d'apporter les adaptations et améliorations utiles à son règlement d'ordre intérieur. Les critères utilisés pour procéder à l'évaluation sont notamment l'efficacité et la fréquence du conseil et des comités spécialisés, la qualité de l'information fournie au conseil et à ses comités spécialisés, la rémunération des membres du conseil et de ses comités ou encore le rôle du président.

À l'occasion du renouvellement du mandat d'un administrateur, le comité des nominations procède à une évaluation de sa participation au fonctionnement du conseil d'administration et en fait rapport à celui-ci avec une recommandation.

## Activités du conseil d'administration de Dexia au cours de l'exercice 2020

Le conseil s'est réuni treize fois en 2020 et le taux de participation des administrateurs s'est révélé très élevé à toutes les réunions.

Outre les points relevant de la compétence ordinaire du conseil d'administration (suivi des résultats, approbation du budget, nomination et rémunération des membres du comité de direction, convocation aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, comptes rendus des réunions des comités spécialisés), le conseil s'est notamment penché sur les nombreux sujets relevant des comités d'audit et des risques, et sur les points suivants :

- Analyse et suivi des impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19 (impacts sur la solvabilité, la liquidité et l'organisation opérationnelle) ;
- Traitement des grands risques (*Large Exposures*) ;
- Prolongation de la garantie des États ;
- Liquidité du groupe, projections financières à long terme VLTM, ICAAP ;
- Suivi de l'exécution du plan de cession d'actifs (*remedial deleveraging plan*) et de l'impact du changement de modèle économique IFRS 9 pour les actifs ciblés à la vente ;
- Processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory review and evaluation process – SREP*) ;
- Stratégie : état des lieux, étude de faisabilité et perspectives ;
- Mise à jour du plan de remédiation ;
- Outsourcing/externalisation, résultats de l'inspection sur site (OSI) ;
- Plan d'action sur les dérivés ;
- Gouvernance ; plan de succession du conseil, nomination, démission et renouvellement des mandats d'administrateurs, nomination de l'administrateur délégué et exercice d'autoévaluation du conseil d'administration et des comités spécialisés.

### Conflits d'intérêt

Si un administrateur ou un membre du comité de direction a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant du conseil d'administration ou du comité de direction, il doit le communiquer aux autres administrateurs ou membres du comité de direction avant la délibération du conseil d'administration ou du comité de direction. Sa déclaration, ainsi que les raisons justifiant l'intérêt opposé qui existe dans son chef, doivent figurer dans le procès-verbal du conseil d'administration ou du comité de direction qui devra prendre la décision. Au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2020, le conseil d'administration n'a pas eu recours à la procédure prévue à l'article 7:115 du CSA qui traite des conflits d'intérêt.

### Les comités spécialisés institués par le conseil d'administration

Les comités spécialisés sont chargés de préparer les décisions du conseil, celles-ci demeurant de sa seule responsabilité. Sauf délégation spéciale du conseil et matières réservées, les comités spécialisés n'ont en effet aucun pouvoir de décision. Ces comités sont composés d'au moins trois administrateurs non exécutifs nommés par le conseil d'administration pour une période de deux ans renouvelable. Après chaque réunion, un rapport sur les travaux du comité est présenté au conseil d'administration.

Le conseil d'administration dispose de quatre comités spécialisés, à savoir : le comité d'audit, le comité des risques, le comité des nominations et le comité des rémunérations, conformément aux dispositions de la Loi Bancaire.

## Le comité d'audit

Conformément au ROI et à l'article 27 de la Loi Bancaire, le comité d'audit est composé d'administrateurs non exécutifs, et d'une majorité de membres indépendants, dont le président du comité, qui répondent aux critères de l'article 7:87 paragraphe 1 du CSA. Le président du comité d'audit ne peut présider d'autres comités ni le conseil d'administration.

Les membres de ce comité disposent d'une compétence collective dans les domaines d'activité du groupe Dexia et en matière de comptabilité et d'audit, et au moins un membre est compétent en matière d'audit et/ou de comptabilité. L'administrateur délégué peut assister, sans en être membre, au comité d'audit. Les règles liées à la compétence, au fonctionnement et aux responsabilités du comité d'audit sont décrites dans le ROI dont la dernière version est publiée sur le site internet de la société.

### Composition

Au 31 décembre 2020, le comité d'audit est composé de :

- Mme Alexandra Serizay, administrateur indépendant et présidente du comité. Elle possède une expérience professionnelle en audit et en analyse financière, acquise notamment en tant que responsable de l'audit interne chez France Télécom Transpac et au sein de HSBC France, en tant que membre du comité exécutif. En outre, en tant que Secrétaire général de HSBC France, elle était en charge du pilotage financier et membre du comité Risk Management de la banque HSBC France. Elle a également siégé de 2013 à 2017 au Risk Management Committee de la Banque de détail chez HSBC France.
- M. Bart Bronselaer, administrateur non exécutif. Au cours de son parcours professionnel, notamment au sein de Merrill Lynch International où il a occupé la fonction de responsable du marché obligataire en Europe, et au sein de Royal Park Investments en tant que président du conseil d'administration, il a acquis une expérience en gestion des risques et sur les marchés des capitaux, compétences essentielles pour une bonne compréhension de l'activité du groupe Dexia. Sa mission de CEO ad interim exercée de novembre 2019 à mai 2020 a renforcé ses connaissances des questions d'audit, comptables et financières propres au groupe Dexia.
- M. Thierry Francq, administrateur non exécutif. Il a été secrétaire général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et a effectué une longue carrière au sein du Trésor en France, lui permettant d'acquérir des compétences en matière de régulation financière, en gestion, en finance et en gestion des risques. Il a notamment été en charge des questions de régulation du secteur bancaire, des assurances et des marchés financiers durant 5 ans au Trésor (entre 2004 et 2009). En poste lors de la crise financière de 2008, il a joué un rôle clé dans la mise en place des mécanismes de soutien au secteur financier en France. De 2009 à 2012, dans le cadre de ses fonctions au sein de l'AMF, il a acquis une expérience en gouvernance d'entreprise, en communication financière et en comptabilité. Auparavant, en tant que responsable des participations de l'État, il a occupé les fonctions d'administrateur non exécutif dans plusieurs entreprises, dont des entités cotées.
- M. Michel Tison, administrateur indépendant. Il est Professeur de droit financier et Doyen de la faculté de droit et de criminologie de l'université de Gand. Il dispose d'une connaissance approfondie en droit bancaire et d'une expérience en qualité de membre du comité d'audit de l'hôpital universitaire de Gand.
- Mme Tamar Joulia-Paris, administrateur indépendant. Elle dispose d'une grande expérience dans le secteur bancaire et notamment au sein du groupe ING ou elle a exercé des fonctions de direction et de directeur général pendant près de 25 ans. En tant que responsable de plusieurs départements de crédit au sein du

groupe ING, responsable de la gestion du portefeuille de crédit et des tests de stress, elle a collaboré régulièrement avec les départements ALM, finance et gestion du capital, comprenant l'impact comptable (IFRS) de ces activités sur le compte de résultat et le bilan. Elle a également été responsable de la mise en place de solutions de marché pour la gestion du capital et de la liquidité, et contribué activement à la planification financière et aux stress tests, ainsi qu'à la relation avec les superviseurs et les agences de notation.

### Activités durant l'exercice 2020

Le comité d'audit s'est réuni six fois en 2020 et a traité notamment des sujets repris ci-dessous :

- Les états financiers du groupe ;
- Les rapports sur les risques, la liquidité, l'audit, la validation, la conformité, l'inspection et le contrôle permanent ;
- Le budget ;
- Le changement du modèle économique IFRS 9 des actifs ciblés à la vente dans le cadre du plan de cession d'actifs (*remedial deleveraging plan*), l'impact des reclassements et la nouvelles définition des clusters ;
- L'ICAAP ;
- La gestion du capital ;
- La mise à jour des projections financières à long terme VLTM ;
- La validation du plan de l'audit et de l'inspection ;
- Le suivi des recommandations des auditeurs internes, des auditeurs externes et des superviseurs.

### Le comité des risques

Conformément au ROI et à l'article 27 de la Loi Bancaire, le comité des risques est composé d'administrateurs non exécutifs, et d'au moins un administrateur indépendant, au sens de l'article 7:87 paragraphe 1 du CSA. Le président du comité des risques ne préside aucun autre comité et ne peut être le président du conseil d'administration. Le comité doit disposer d'une compétence suffisante dans les domaines d'activité du groupe Dexia lui permettant de comprendre et d'appréhender la stratégie et le niveau de tolérance au risque du groupe. Le directeur des Risques participe aux réunions du comité sans en être membre.

Les règles liées à la compétence, au fonctionnement et aux responsabilités du comité des risques sont décrites dans le ROI dont la dernière version est publiée sur le site internet de la société.

### Composition

Au 31 décembre 2020, la composition du comité des risques est la suivante :

- M. Bart Bronselaer administrateur non exécutif et président du comité. Il dispose d'une solide expertise en risque de marché et en gestion des risques acquise durant sa carrière notamment au sein de Merrill Lynch International où il a occupé la fonction de directeur du Strategic Solutions Group pour l'Europe, et au sein de Royal Park Investments en tant que président du comité de gestion des portefeuilles. Sa mission de CEO ad Interim exercée de novembre 2019 à mai 2020 lui a permis d'encore développé sa compréhension des enjeux et des problématiques en matière de risque du groupe Dexia.
- M. Alexandre De Geest, administrateur non exécutif. Il dispose d'une solide expertise en régulation financière, en gouvernance d'entreprise, en finance et en gestion des risques. Conseiller du ministre fédéral des Finances durant 11 ans

pour les matières financières, il est membre du comité stratégique de l'Agence de la dette depuis 2003 et préside ce comité depuis avril 2016. Il a suivi différents sujets financiers dont Dexia, KBP, RPI, Arco et a été membre du comité de suivi des garanties financières accordées aux institutions financières. Durant 3 ans, il a été commissaire du gouvernement auprès du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers. Entre 2012 et 2016, il a été administrateur de l'administration générale de la Trésorerie et a dirigé le comité exécutif de l'Agence fédérale de la dette. Depuis avril 2016, il est administrateur général de l'administration de la Trésorerie (SPF Finances). Ces expériences apportent une expertise enrichissante au comité des risques.

- Mme Tamar Joulia-Paris, administrateur indépendant. Elle dispose d'une grande expérience dans le secteur bancaire et notamment au sein du groupe ING où elle a exercé pendant près de 25 ans. Elle a occupé différents postes de responsable du crédit au sein du groupe ING (responsable de la gestion des risques de crédit, responsable de la gestion du portefeuille de crédit et de l'appétit pour le risque, responsable des marchés de crédit). Elle a ensuite conseillé régulièrement des établissements de crédit mondiaux et régionaux, des compagnies d'assurance et des gestionnaires d'actifs sur, entre autres, l'évaluation et la gestion des risques financiers (crédit/contrepartie, marché, liquidité), la gestion des risques commerciaux et de réputation et l'amélioration de la culture et de la gouvernance en matière de gestion des risques.

### Activités durant l'exercice 2020

Le comité des risques s'est réuni neuf fois en 2020 et a traité notamment des sujets repris ci-dessous :

- Traitement des grands risques (*Large Exposures*) ;
- Plan de remédiation et définition des triggers ;
- Rapports trimestriels sur les risques (risques de marché, de crédit, opérationnels et juridiques) ;
- Évaluation des risques ICT ;
- Impacts du Brexit ;
- Impacts de la crise sanitaire Covid-19 ;
- Rapport sur l'externalisation et rapports AML ;
- Politique en matière d'externalisation ;
- Plan de contrôle du risque de marché ;
- Analyse des provisions pour risques de crédit ;
- Contrôle permanent et conformité : rapports d'activité et plans d'action ;
- Mise à jour des recommandations ICAAP ;
- Modèles sur les risques de crédit ;
- Plan d'amélioration Ops & IT : état des lieux ;
- Mise à jour de la politique de liquidité ;
- Statuts de Dexia Nederland ;
- Carte des risques climatiques ;
- Mise à jour du cadre d'appétit au risque (*Risk Appetite Framework*).

### Réunions communes des comités d'audit et des risques

Les comités d'audit et des risques se réunissent autant que de besoin pour traiter ensemble les sujets communs, sur convocation du président du conseil d'administration ou sur convocation du président du comité d'audit ou du comité des risques le cas échéant. La présidence de ces séances est assurée par le président du comité d'audit.

- Le comité d'audit et le comité des risques se sont réunis ensemble six fois et ont traité des sujets repris ci-dessous :
- Suivi et gestion des grands risques (*Large Exposures*) ;

- Révision du modèle économique IFRS 9 à la suite du plan de cessions d'actifs (*remedial deleveraging plan*) et nouvelle définition des *clusters* ;
- Feuille de route 2020 de l'ALCO ;
- Covid-19 : impacts sur la continuité opérationnelle, la gestion de la liquidité et du capital, l'évolution du contenu de l'information financière et la continuité d'exploitation ;
- VLTM Q4 2019 & Landing 2020 ;
- ICAAP/LAAP ;
- Évaluation de la conformité ;
- Budget 2021 et projections financières à long terme (VLTM) ;
- Revue de la méthodologie relative à l'augmentation significative du risque de crédit (SICR).

## Le comité des nominations

Conformément au ROI et à la Loi Bancaire, le comité des nominations est composé d'administrateurs non exécutifs, dont au moins un administrateur indépendant au sens de l'article 7:87 paragraphe 1 du CSA. L'administrateur délégué et le responsable des Ressources humaines assistent aux réunions, sans en être membres. Le secrétaire général peut également y participer.

Le comité doit posséder l'expertise nécessaire en matière de politique de nomination en évaluant avec pertinence les compétences et les domaines d'expertise des personnes qu'il nomme au sein du groupe Dexia.

Les règles liées à la compétence, au fonctionnement et aux responsabilités du comité des nominations sont décrites dans le ROI dont la dernière version est publiée sur le site internet de la société.

### Composition

Au 31 décembre 2020, la composition du comité des nominations est la suivante :

- M. Gilles Denoyel, administrateur indépendant et président du comité. Il dispose d'une solide expertise en banque, en finance et en gestion d'actifs, complétée par une expérience de gestion d'entreprises au niveau international. Il a occupé des fonctions managériales auprès du Trésor Français où il a été responsable de plusieurs équipes de différentes tailles et ensuite au sein de HSBC ou il a successivement exercé les fonctions de directeur financier, secrétaire général, directeur général adjoint en charge des Finances puis directeur général délégué. Il a acquis une expérience de gouvernement d'entreprise en assistant aux comités de direction et aux conseils d'administration de HSBC lors de l'exercice de mandats d'administrateurs des sociétés AGF, Usinor, Pechiney et Naval Group.
- M. Thierry Francq, administrateur non exécutif. Il possède un jugement sûr en matière de nominations, acquis au cours de sa carrière de cadre supérieur au sein du Trésor français. Dans le cadre de la gestion d'un portefeuille de participations de l'État français, il a été amené à se prononcer sur de nombreuses nominations à des postes à responsabilités élevées dans plusieurs entreprises. En tant que secrétaire général de l'AMF, il a supervisé la gouvernance d'entreprises cotées à Paris.
- M. Koen Van Loo, administrateur non exécutif. Il est membre du comité des nominations de Dexia depuis 2013. En tant que directeur général de la Société fédérale de participations et d'investissement (SFPI), qui gère l'ensemble des participations de l'État fédéral belge, et en tant qu'ancien chef de cabinet du vice-premier Ministre et du Ministre des Finances, il a acquis une expérience en matière d'organisation

et de composition des conseils d'administration, ainsi que des sujets de nomination et de gestion des ressources humaines. Il a également acquis une expérience de gestion d'entreprise en tant qu'administrateur non exécutif de plusieurs entreprises détenues par l'État fédéral belge ou la SFPI.

- M. Michel Tison administrateur indépendant. Il dispose d'une expérience pertinente acquise dans le cadre de l'exercice de ses mandats dans différentes entreprises et dispose d'une connaissance approfondie des dispositions légales applicables, notamment en matière de gouvernance. Il possède un jugement sûr en matière de nominations.

### Activités durant l'exercice 2020

Le comité des nominations s'est réuni neuf fois en 2020 et a traité notamment les sujets repris ci-dessous :

- La gouvernance : évolution de la composition des comités spécialisés et du comité de direction de Dexia et de Dexia Crédit Local ;
- La nomination de l'administrateur délégué et de nouveaux administrateurs ;
- Le rapport annuel et le rapport de rémunération ;
- L'évaluation des compétences des membres du conseil d'administration et des comités spécialisés ;
- Le plan de succession du conseil d'administration et du comité de direction ;
- Le plan d'actions en matière de mixité au conseil ;
- La Revue du règlement d'ordre intérieur.

## Le comité des rémunérations

Conformément au ROI et à la Loi Bancaire, le comité des rémunérations est composé d'administrateurs non exécutifs et d'au moins un indépendant au sens de l'article 7:87 paragraphe 1 du CSA. L'administrateur délégué et le responsable des Ressources humaines assistent aux réunions, sans en être membres

Le comité doit posséder l'expertise nécessaire permettant d'exercer un jugement pertinent et indépendant sur les politiques et pratiques en matière de rémunération.

Les règles liées à la compétence, au fonctionnement et aux responsabilités du comité des rémunérations sont décrites dans le ROI dont la dernière version est publiée sur le site internet de la société.

### Composition

Au 31 décembre 2020, la composition du comité des rémunérations est la suivante :

- M. Michel Tison, administrateur indépendant et président du comité. Il dispose d'une expérience pertinente acquise dans le cadre de l'exercice de ses mandats dans différentes entreprises et dispose d'une connaissance approfondie des dispositions légales applicables, notamment en matière de rémunération.
- M. Gilles Denoyel, administrateur indépendant (voir supra).
- M. Alexandre De Geest, administrateur non exécutif. Il dispose d'une solide expertise en régulation financière, en gouvernance d'entreprise, en finance et en gestion des risques. Conseiller du ministre fédéral des Finances durant 11 ans pour les matières financières, il est membre du comité stratégique de l'Agence de la dette depuis 2003 et préside ce comité depuis avril 2016. Il a suivi différents sujets financiers dont Dexia, KBP, RPI, Arco et a été membre du comité de suivi des garanties financières accordées aux institutions financières. Durant 3 ans, il a été commissaire du gouvernement auprès du Fonds de protection des dépôts et des instruments



financiers. Entre 2012 et 2016, il a été administrateur de l'administration générale de la Trésorerie et a dirigé le comité exécutif de l'Agence de la dette de l'État. Depuis avril 2016, il est administrateur général de l'administration de la Trésorerie (SPF Finances).

- Mme Claire Vernet-Garnier, administrateur non exécutif. Elle dispose d'une expérience pertinente acquise dans le cadre de l'exercice de ses mandats dans différentes entreprises. Elle encadre des équipes dans le cadre de ses fonctions au sein de l'APE.

### Activités durant l'exercice 2020

Le comité des rémunérations s'est réuni six fois en 2020 et a traité notamment les sujets repris ci-dessous :

- Rémunération des administrateurs ;
- Rapport de rémunération ;
- Rémunération des observateurs ;
- Synthèse de l'exercice d'avancement du groupe ;
- Nomination de l'administrateur délégué ;
- Situation sociale et fiscale des administrateurs ;
- Révision des règles d'attribution des jetons de présence ;
- Situation relative à la fermeture de l'entité new yorkaise.

## Le comité de direction de Dexia

Conformément à l'article 24 de la Loi Bancaire et aux statuts de la société, le comité de direction est chargé par le conseil d'administration, qui lui délègue ses pouvoirs à cet effet, de la direction effective de la société.

Dans le cadre des objectifs stratégiques et de la politique générale définis par le conseil d'administration, le comité de direction assure la direction effective de la société et du groupe et en pilote les différentes activités. Il assure également le suivi des décisions du conseil d'administration.

Les membres du comité de direction, autres que l'administrateur délégué, sont nommés et révoqués par le conseil d'administration sur la proposition de l'administrateur délégué. Ils sont nommés pour une période de quatre ans renouvelable sauf décision contraire du conseil d'administration.

### Composition

Au 31 décembre 2020, le comité de direction est composé de :

- **Pierre Crevits**, administrateur délégué, président du comité de direction (depuis le 20 mai 2020)
- **Véronique Hugues**, directeur financier
- **Guy Cools**, directeur de la filière Actifs
- **Giovanni Albanese**, directeur des Risques
- **Benoît Debroise**, directeur de la filière Financement et marchés
- **Patrick Renouvin**, directeur des Opérations

Les fonctions Secrétariat général, Group Structuring & Strategy, Ressources humaines et Audit interne sont rattachées directement à l'administrateur délégué.

## Politique de diversité appliquée aux membres du conseil d'administration et du comité de direction

La question de la diversité des membres du conseil d'administration et du comité de direction Dexia est abordée au sein du groupe Dexia sous deux axes :

- La diversité en matière de compétences et de formations afin de s'assurer qu'ensemble et individuellement les membres des organes de direction disposent des connaissances et compétences nécessaires à la compréhension des activités du groupe Dexia et des enjeux auxquels il fait face ;

- Le respect par Dexia des exigences légales en matière de représentation des femmes au conseil d'administration.

En collaboration avec la direction des Ressources humaines, le comité des nominations évalue l'adéquation des compétences et l'expérience des membres du management exécutif et non exécutif. Il veille à ce que les critères de diversité soient respectés et, le cas échéant, prépare les fiches de poste pour les mandats à pourvoir et dresse les plans de succession en y intégrant ces critères de diversité.

### Représentation des femmes

Afin que le conseil d'administration soit composé de façon équilibrée au niveau de la représentation des femmes et conformément aux dispositions applicables, le conseil d'administration du 10 mars 2020 a adopté un plan d'action pour éviter tout manquement en matière de représentation des femmes au conseil d'administration. À ce jour, le conseil d'administration est composé de douze membres dont quatre femmes. Le comité de direction est, quant à lui, composé de six membres dont une femme.

### Expertise et compétence professionnelle

Dexia veille à ce que les membres des organes de direction disposent d'une compétence individuelle et collective adéquate permettant une bonne exécution de leur mission. Le groupe veille à ce que les administrateurs et les membres du comité de direction disposent, ensemble et individuellement, de l'expérience professionnelle et des qualifications nécessaires à la compréhension des activités et des enjeux rencontrés.

Lors de la nomination de nouveaux membres du conseil d'administration et du comité de direction, le comité des nominations, procède à une évaluation individuelle au cours de laquelle sont pris en compte l'expérience professionnelle, les compétences techniques et la formation des candidats. L'approbation préalable du superviseur est par ailleurs obtenue avant toute nomination, renouvellement ou révocation d'un membre du comité de direction et du conseil d'administration. À chaque nomination d'un administrateur, une session de formation interne est organisée pour que les administrateurs acquièrent une bonne connaissance des sujets propres au groupe Dexia. Lorsque cela s'avère nécessaire, des formations externes sont également dispensées. Ces formations sont ouvertes à tous les administrateurs de la société.

Le conseil d'administration et le comité de direction procèdent périodiquement à des exercices d'auto-évaluation. Les points abordés sont notamment la structure, la taille, la composition, l'organisation des travaux (performances et connaissances des membres). Les compétences collectives et individuelles des membres du comité de direction, des comités spécialisés et du conseil d'administration sont aussi évaluées annuellement. À l'issue de cette évaluation et lorsque cela s'avère néces-

saire, un inventaire des compétences complémentaires qui pourraient être renforcées à l'occasion de la nomination de nouveaux membres est ainsi dressé.

## Le comité des transactions

En ligne avec les objectifs du plan de résolution ordonné et afin de permettre la bonne exécution et la mesure des plans de cessions d'actifs validés en 2019, le management du groupe Dexia a mis en place un comité transversal nommé « comité des transactions ».

Le comité des transactions est chargé d'approuver, en vertu de délégations accordées par le comité de direction, chaque transaction individuelle (vente ou restructuration d'actifs ou de portefeuilles) ayant un impact significatif sur le profil de risque et/ou financier du groupe et de ses entités. Le comité des transactions se réunit à fréquence hebdomadaire et regroupe les responsables des filières Actifs, Financement et marchés, Finance, Risques et Secrétariat général. Il revoit notamment chaque proposition de vente ou de restructuration d'actifs et analyse les impacts attendus en fonction de métriques revues par le comité ALCO et validées par le comité de direction. Un processus d'escalade au comité de direction est prévu en cas de non-alignement des membres du comité sur une transaction.

## Le comité ALCO

Le comité ALCO est un comité transversal chargé d'approuver, en vertu de délégations accordées par le comité de direction, certaines décisions liées à la gestion du bilan. En particulier, le comité ALCO approuve le plan de financement et les limites ALM et revoit les indicateurs de risques de taux d'intérêt et de change du portefeuille bancaire, ainsi que la politique de gestion des relations de couverture. Il peut, le cas échéant, réaliser des études transversales en lien avec l'actif ou le passif du bilan (gestion du portefeuille de liquidité, réduction de la sensibilité de la marge nette d'intérêt aux facteurs de volatilité comptables...). le comité ALCO délègue la mise en œuvre opérationnelle à des comités ALCO locaux. Il se réunit mensuellement et regroupe les responsables des filières Finance, Risques, Financement et marchés et Actifs.

## Politique de rémunération

La politique de rémunération est approuvée au niveau du groupe Dexia, conformément aux dispositions de la Loi Bancaire.

### Rémunération des administrateurs

L'assemblée générale ordinaire de Dexia a décidé, en 2006, d'attribuer aux administrateurs, pour l'exercice de leurs mandats, une enveloppe de rémunération annuelle globale maximum de EUR 1 300 000, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

L'assemblée générale a également conféré au conseil d'administration le pouvoir de déterminer les modalités pratiques de cette rémunération, composée d'une rémunération fixe et de jetons de présence, et de son attribution.

Jusqu'au 31 décembre 2020, la rémunération des administrateurs non exécutifs (à l'exclusion du président du conseil d'administration) était composée de jetons de présence fixes de EUR 3 000 par trimestre (consolidée au niveau

du conseil de Dexia Crédit Local) et de jetons de présence de EUR 2 000 pour les réunions des conseils de Dexia et de Dexia Crédit Local, EUR 1 000 pour les réunions du comité d'audit et du comité des risques, et de EUR 750 pour les réunions du comité des nominations et du comité des rémunérations. Le président du comité d'audit et le président du comité des risques sont rémunérés pour leur fonction (les jetons de présence sont portés à EUR 1 500 par réunion). Dans un but de modération, le conseil d'administration a décidé qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour les réunions du conseil d'administration de Dexia organisées de manière concomitante au conseil de Dexia Crédit Local (ou non concomitante mais dont l'ordre du jour est semblable), les jetons de présences sont réduits de moitié et s'élèvent à EUR 1 000. Les jetons de présence pour les comités conjoints audit et risques s'élèvent à EUR 750 (pour tous les membres en ce compris le président du comité). Le conseil a également formellement acté que les réunions d'une durée inférieure à une heure ne sont pas rémunérées.

Si le plafond annuel global de EUR 1 300 000 est atteint, les réunions en sus ne seront plus rémunérées. Les administrateurs non exécutifs ne reçoivent ni rémunération liée aux performances, tels que bonus et formules d'intéressement à long terme, ni avantages en nature et avantages liés aux plans de pension.

### Rémunération attribuée au président du conseil d'administration

Depuis 2019, et compte tenu de l'évolution des activités et des effectifs du groupe Dexia, la rémunération du président du conseil d'administration, est payée pour moitié par Dexia et pour moitié par Dexia Crédit Local. Afin que le coût total pour le groupe (charges sociales, patronales et contributions comprises) n'augmente pas, le président a accepté que sa rémunération brute soit ramenée de EUR 250 000 à EUR 192 000 environ, composée, d'une part d'une rémunération fixe et, d'autre part, de jetons de présence ordinaires versés à l'ensemble des administrateurs.

Le montant de la rémunération annuelle brute ainsi attribuée s'élève à EUR 195 044 : EUR 74 500 sous forme de jetons de présence (dont EUR 38 000 versés par Dexia Crédit Local et EUR 36 500 versés par Dexia) et EUR 120 544 assimilés à du salaire (dont EUR 68 000 versés par Dexia Crédit Local et EUR 52 544 versés par Dexia).

### Rémunération attribuée à l'administrateur délégué

L'administrateur délégué ne reçoit aucune rémunération au titre de son mandat d'administrateur. Par contre, il est rémunéré pour ses fonctions d'administrateur délégué et de président du comité de direction (voir ci-dessous).

### Prise en charge des cotisations sociales de certains administrateurs

En Belgique, tout administrateur de Dexia est considéré comme travailleur indépendant et doit, par conséquent, s'affilier à une caisse de travailleurs indépendants et, en principe, payer ses cotisations sociales. Certains administrateurs bénéficient déjà d'une protection sociale au titre d'un autre régime et pourraient donc être amenés à payer des cotisations en Belgique du seul fait du mandat exercé chez Dexia, sans bénéficier en retour de prestations sociales plus étendues.

Il en est ainsi, par exemple, de l'administrateur résidant en Belgique qui est soumis au régime des travailleurs salariés ou au régime applicable aux fonctionnaires à titre principal, et

qui est tenu de cotiser en tant que travailleur indépendant à titre complémentaire, du fait du mandat exercé, sans bénéficiaire d'une protection sociale accrue par rapport à celle dont il bénéficie déjà du fait de son statut principal.

Afin de compenser les cotisations sociales payées à fonds perdus par les administrateurs se trouvant dans cette situation (ce qui fera l'objet d'un nouvel examen chaque année afin de tenir compte des modifications de statut), l'assemblée générale ordinaire du 10 mai 2006 a décidé que Dexia

prendra en charge les cotisations sociales et dépenses liées à l'exercice du mandat d'administrateur de Dexia et a, par conséquent, porté le plafond de rémunération des administrateurs de EUR 700 000 à EUR 1 300 000.

Tout administrateur qui remplit les conditions prescrites peut bénéficier de cette prise en charge. Au cours de l'année 2020, Dexia a acquitté la somme totale de EUR 55 285,018 pour les cotisations sociales des administrateurs se trouvant dans cette situation.

## NOMBRE DE RÉUNIONS ET RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AUX ADMINISTRATEURS NON EXÉCUTIFS POUR L'ANNÉE 2020

	CA DCL (13 réunions)	CA DSA (13 réunions)	Comité des risques (9 réunions)	Comité d'audit (6 réunions)	Comité joint audit et risques (6 réunions)	Comité des nominations (9 réunions)	Comité des rémuné- rations (6 réunions)	Total DSA (montant brut en EUR)	Total DCL (montant brut en EUR)	Total (DSA+ DCL) (montant brut en EUR)
Gilles Denoyel <sup>(1)</sup>	13 <sup>(2)</sup>	13 <sup>(2)</sup>	N/A	N/A	N/A	9 <sup>(2)</sup>	5	89 044	106 000	195 044
Tamar Joulia Paris	13	13	9	6	6	N/A	4	50 000	38 000	88 000
Bart Bronselaer <sup>(3)</sup>	4	4	3 <sup>(2)</sup>	1	1	N/A	N/A	14 500	14 000	28 500
Bertrand Dumont <sup>(4) (5)</sup>	11	11	6	N/A	4	N/A	N/A	32 000	34 000	66 000
Alexandra Serizay	13	12	N/A	6 <sup>(2)</sup>	6 <sup>(2)</sup>	N/A	N/A	42 000	38 000	80 000
Michel Tison	13	13	6	5	6	1	6 <sup>(2)</sup>	51 250	38 000	89 250
Alexandre De Geest	13	13	9	N/A	6	7	6	50 750	38 000	88 750
Thierry Francq <sup>(6)</sup>	12	11	N/A	5	5	6	N/A	36 500	36 000	72 500
Koen Van Loo	13	13	N/A	N/A	N/A	9	N/A	32 750	38 000	70 750
Claire Cheremetinski <sup>(5) (7)</sup>	8	8	N/A	N/A	N/A	N/A	3	18 250	25 000	43 250
Claire Vernet- Garnier <sup>(5) (8)</sup>	3	4	N/A	N/A	N/A	N/A	2	9 500	9 000	18 500

(1) La rémunération du président du conseil d'administration est composée de EUR 74 500 (dont EUR 38 000 versés par Dexia Crédit Local et EUR 36 500 versés par Dexia) sous forme de jetons de présence et EUR 120 544 (dont EUR 68 000 versés par Dexia Crédit Local et EUR 52 544 versés par Dexia) assimilés à du salaire.

(2) Président du conseil ou d'un comité au 31 décembre.

(3) Administrateur exécutif du 1<sup>er</sup> janvier au 20 mai 2020 et administrateur non exécutif depuis le 9 septembre 2020.

(4) Démission le 29 octobre 2020.

(5) Le versement des jetons de présence des représentants de l'État français est régi par l'article 6 de l'ordonnance 2014-948 du 20 août 2014.

(6) La rémunération de M. Th. Francq est versée avec la répartition suivante : 15 % pour le Trésor français et 85 % versés à M. Th. Francq.

(7) Démission effective le 9 septembre 2020 (Dexia) et le 29 septembre 2020 (Dexia Crédit Local).

(8) Nomination le 9 septembre 2020 (Dexia) et le 29 septembre 2020 (Dexia Crédit Local).

## Rémunération des membres du comité de direction de Dexia pour 2020

### Composition de la rémunération

La rémunération des membres du comité de direction est composée uniquement d'une partie fixe, non liée à la performance et constitue un ensemble dont est déduit, sauf décision contraire du conseil d'administration sur proposition du comité des rémunérations, tout jeton de présence ou tantième payé à un membre du comité de direction par une société du groupe Dexia ou par une société tierce dans laquelle un mandat est exercé au nom et pour compte de Dexia.

Dès lors, aucune rémunération variable n'a été ni ne sera octroyée au titre de l'année 2020 aux membres du comité de direction.

Par ailleurs, conformément aux engagements pris par Dexia dans le cadre de la convention de garantie 2013 conclue avec les États belge, français et luxembourgeois et aussi longtemps que des obligations garanties existent ou sont susceptibles d'être émises, et sauf accord des États, Dexia

ne procédera à aucune attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'actions gratuites et à aucun versement d'indemnités ou d'avantages indexés sur la performance, ni de rémunérations différées au bénéfice des personnes suivantes : président du conseil d'administration, administrateur(s) délégué(s) et membres du conseil d'administration.

### Rémunération au titre de l'année 2020

La rémunération de base est constituée uniquement d'une partie fixe.

### TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS DE BASE VERSÉES EN 2020 AU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE DIRECTION

(en EUR)	Rémunération brute de base
Bart Bronselaer <sup>(1)</sup>	232 258
Pierre Crevits <sup>(2)</sup>	367 742

(1) Président du comité de direction jusqu'au 19 mai 2020.

(2) Président du comité de direction à partir du 20 mai 2020.

## TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS DE BASE VERSÉES EN 2020 AUX AUTRES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

(in EUR)	Rémunération brute de base
Autres membres du comité de direction <sup>(1)</sup>	2 398 403

(1) Madame Véronique Hugues, Messieurs Giovanni Albanese, Benoît Debroise, Guy Cools et Patrick Renouvin.

### Régimes de retraite additionnelle des membres du comité de direction

Les membres du comité de direction n'exerçant pas leur fonction dans le cadre d'un contrat français (Belgique et États-Unis) bénéficient de régimes de retraite additionnelle mis en place par Dexia.

### Caractéristiques des régimes de retraite additionnelle applicables

Tous les régimes de retraite additionnelle des membres du comité de direction sont des régimes à cotisations définies

ne générant pas de passif social pour l'entreprise. Ils donnent droit, au moment de la retraite, au capital constitutif de la capitalisation de contributions annuelles. Ces dernières représentent un pourcentage fixe d'une rémunération annuelle fixe plafonnée.

### Montants payés dans le cadre des régimes de retraite additionnelle

Des primes annuelles de EUR 93 547 ont été payées en 2020 au bénéfice des membres du comité de direction dont EUR 73 669 pour le président du comité de direction et EUR 19 878 pour les autres membres du comité de direction.

### Couverture supplémentaire décès, invalidité permanente et frais médicaux

Des primes annuelles collectives de EUR 111 029 ont été payées en 2020 au bénéfice des membres du comité de direction pour une couverture supplémentaire décès, invalidité permanente et frais de traitement médical dont la ventilation est précisée dans le tableau ci-dessous.

## TABLEAU DE SYNTHÈSE DES COUVERTURES DÉCÈS, INVALIDITÉ PERMANENTE ET FRAIS DE SANTÉ VERSÉES EN 2020 AU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE DIRECTION

(en EUR)	Capital décès, orphelins	Invalidité	Frais de santé
Bart Bronselaer	14 169	7 161	458
Pierre Crevits	23 729	9 572	366

## TABLEAU DE SYNTHÈSE DES COUVERTURES DÉCÈS, INVALIDITÉ PERMANENTE ET FRAIS DE SANTÉ VERSÉES EN 2020 AUX AUTRES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

(en EUR)	Capital décès, orphelins	Invalidité	Frais de santé
Autres membres du comité de direction	6 499	2 896	46 179

### Autres avantages des membres du comité de direction

## TABLEAU DE SYNTHÈSE DES AVANTAGES OCTROYÉS EN 2020 AU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE DIRECTION

(in EUR)	Frais de représentation	Avantage téléphonie	Avantage voiture
Bart Bronselaer	0	69	1 357
Pierre Crevits	5 714	111	4 160

## TABLEAU DE SYNTHÈSE DES AVANTAGES OCTROYÉS EN 2020 AUX AUTRES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

(en EUR)	Frais de représentation	Avantage téléphonie	Avantage voiture
Autres membres du comité de direction	0	0	27 700

### Plan d'options

Depuis 2009, plus aucune option n'est accordée ni exercable.

### Conditions relatives au départ

#### Dispositions relatives aux indemnités de départ de la politique de rémunération de Dexia

Selon la politique de rémunération de Dexia, toute indemnité de départ doit correspondre à des performances effectives dans le temps et être conçue de manière à ne pas récompenser l'échec ou un comportement irrégulier.

Les membres du comité de direction de Dexia ne peuvent se voir octroyer une indemnité de départ supérieure à 9 mois de rémunération fixe.

Par dérogation à ce qui précède, Dexia peut accorder une indemnité de départ plus élevée si la personne concernée, préalablement à l'octroi du mandat de dirigeant, conformément au cadre contractuel en vigueur et sur la base de son ancienneté accumulée au sein du groupe Dexia, aurait eu droit, en cas de licenciement, à une indemnité de préavis supérieure à l'indemnité de départ susmentionnée. Ces conditions pourraient s'appliquer à Mme Véronique Hugues, MM. Giovanni Albanese, Guy Cools, Benoît Debroise et Patrick Renouvin.

### Départs au cours de l'année 2020

M. Bart Bronselaer a quitté sa fonction de CEO *ad interim* le 19 mai 2020. Aucune indemnité de rupture n'a été versée à cette occasion.

# Système de contrôle interne et de recensement des risques

## Principales caractéristiques du système de contrôle interne

### Nature et objectifs du contrôle interne

Le groupe<sup>(1)</sup> Dexia est soumis au mécanisme de supervision unique et au mécanisme de résolution unique mis en place par les autorités européennes. Les objectifs et l'organisation de son contrôle interne s'inscrivent dans le cadre défini par ces mécanismes de supervision et de résolution ainsi que par la législation et la réglementation des pays dans lesquels Dexia opère.

La charte de contrôle interne du groupe définit les principes fondamentaux gouvernant le dispositif de contrôle interne. Cette charte, approuvée par le conseil d'administration du 19 novembre 2015, s'applique dans l'ensemble des entités du groupe.

Le dispositif de contrôle contribue à :

- L'efficacité du dispositif de maîtrise des risques : le dispositif de contrôle interne a pour objectif de garantir que les activités de la banque sont conduites avec un degré de maîtrise des risques compatible avec le niveau de risques accepté par le conseil d'administration ;
- La conformité aux lois et à la réglementation : le contrôle interne contribue à s'assurer que Dexia est en conformité avec les obligations légales et réglementaires ;
- L'efficacité et la sécurité des processus opérationnels : le contrôle interne contribue au bon fonctionnement des processus opérationnels et à l'efficacité des opérations, à l'intégrité des informations et à la conformité avec les décisions prises ;
- L'exactitude de l'information comptable et financière : le contrôle interne contribue à donner une assurance sur la pertinence, la précision, la régularité, l'exhaustivité et la transparence de la production de l'information comptable et financière.

### Architecture générale du dispositif

L'architecture générale du dispositif de contrôle interne du groupe Dexia se fonde sur une organisation en trois niveaux :

- **Le premier niveau de contrôle** est exercé par chaque collaborateur et sa hiérarchie, en fonction des responsabilités qui lui ont été explicitement déléguées, des procédures applicables à l'activité exercée, et des instructions communiquées par la hiérarchie ;
- **Le deuxième niveau de contrôle** est du ressort de fonctions spécialisées, indépendantes des activités contrôlées, ou de collaborateurs indépendants des activités contrôlées ;
- **Le troisième niveau de contrôle** est constitué par la filière Audit du groupe Dexia qui a pour mission de veiller, par des contrôles périodiques, au caractère performant et à l'application effective des deux niveaux de contrôle définis ci-dessus, au sein de la maison-mère et de ses entités.

(1) Pour le groupe Dexia comme pour le groupe Dexia Crédit Local, la notion de groupe utilisée dans le présent rapport recouvre l'ensemble de la société mère et des sociétés consolidées.

### Les principaux acteurs du contrôle interne

Les acteurs concernés par le contrôle interne sont les suivants :

- **Les collaborateurs et leur hiérarchie directe** ont la responsabilité de définir et de réaliser les contrôles de premier niveau, en tant que partie intégrante de leur activité, conformément à la réglementation. Il incombe aux responsables de chaque ligne d'activité de définir et de mettre à jour un corps de procédures adapté à la complexité et aux risques associés à leur activité.
- **Le Contrôle permanent** a pour rôle de challenger les contrôles clés de premier niveau, de réaliser des contrôles de second niveau et de collecter les résultats des contrôles clés de second niveau réalisés par les autres fonctions spécialisées (par exemple : le Contrôle comptable, la Validation, le Contrôle des modèles de crédit).
- **La Conformité** veille à ce que l'ensemble des réglementations dans les domaines qui lui sont confiés par la charte de conformité adoptée par le conseil d'administration soient appliquées de manière permanente et ne fassent pas encourir à la société, du fait de leur absence ou non-application, des risques, soit de sanction administrative ou disciplinaire, soit financiers ou encore de réputation.
- **L'Audit interne** appréhende l'ensemble des objectifs de l'organisation, analyse les risques susceptibles de compromettre l'atteinte de ces objectifs et évalue périodiquement la robustesse des contrôles mis en place pour gérer ces risques.

### Les responsabilités du conseil d'administration et du comité de direction

Le conseil d'administration est responsable de la définition de la stratégie générale et de l'appétit au risque de la banque. Il est également ultimement responsable de la gestion des risques et des relations avec les actionnaires. En ce qui concerne le contrôle interne, cela comprend :

- L'évaluation de la mise en place de fonctions de contrôle indépendantes ;
- Le suivi de la correcte évaluation des risques encourus par la banque et du bon équilibre entre la stratégie et les ressources financières et humaines allouées pour assurer la maîtrise de ces risques ;
- L'examen des politiques en place destinées à assurer la conformité aux lois et règlements, y compris l'examen régulier de la charte de Conformité, de la charte d'Audit interne et de la politique de rémunération ;
- L'examen des rapports de contrôle et d'activité émis périodiquement par les principaux acteurs du contrôle interne, en accord avec la réglementation et leurs procédures.

Des comités spécialisés (le comité des risques et le comité d'audit) conseillent le conseil d'administration sur la stratégie globale et sur l'appétit au risque de la banque. En matière de contrôle interne, ces comités assistent le conseil d'administration dans sa mission d'évaluation du niveau de risque de la banque et dans la mise en place d'un système de contrôle interne approprié. Ils assistent également le conseil dans l'examen des rapports de contrôle interne.

Le comité de direction est responsable de la mise en place opérationnelle et du maintien d'un système de contrôle interne approprié. Il est pleinement responsable de la mise à disposition de ressources et de compétences appropriées aux fonctions de contrôle interne. Il fixe des délais de mise en œuvre et alloue des moyens aux actions décidées en matière de contrôle interne. Enfin, il ajuste ces besoins en fonction des évolutions internes et externes constatées.

## L'indépendance des fonctions de contrôle interne

Les fonctions de contrôle interne sont strictement indépendantes des fonctions qu'elles contrôlent et de la gestion quotidienne de l'activité :

- L'Auditeur général, le directeur de la Conformité et le directeur des Risques, à qui le Contrôle permanent est rattaché, rendent compte directement des résultats de leurs activités de contrôle au comité de direction et au conseil d'administration ;
- L'Auditeur général, le directeur de la Conformité et le directeur des Risques ont un accès direct au président du conseil d'administration, au président du comité d'audit et au président du comité des risques ;
- Un comité spécialisé assiste le conseil d'administration en ce qui concerne la rémunération de l'Auditeur général, du directeur de la Conformité et du directeur des Risques. Les rémunérations de ces derniers sont déterminées indépendamment des rémunérations des fonctions contrôlées ;
- Le conseil d'administration est tenu informé des nominations de l'Auditeur général, du directeur de la Conformité et du directeur des Risques. Le conseil d'administration doit donner son consentement express dans le cas où le comité de direction décide de les remplacer.

## Principes opérationnels

Les activités de contrôle interne sont guidées par les principes suivants :

- Approche fondée sur les risques : le contrôle interne au sein de Dexia suit une approche fondée sur les risques. Les fonctions de contrôle interne déterminent leurs programmes de contrôle et leurs activités sur la base d'une évaluation préalable des risques.
- Coordination : les fonctions de contrôle travaillent de manière coordonnée afin d'éviter les redondances de tâches ou la duplication de plans d'action.
- Référentiels et outils communs : les fonctions de contrôle partagent des référentiels et des nomenclatures communs (par exemple un référentiel de risque commun) et des outils méthodologiques communs afin de faciliter la production de reportings à destination des organes de gouvernance de la banque.

## Les acteurs du contrôle interne

### L'audit interne

#### Mission

L'Audit interne est une activité indépendante et objective qui apporte au conseil d'administration et à la direction du groupe Dexia une assurance sur la qualité et l'efficacité de son dispositif de contrôle interne, de gestion des risques et sur le respect des procédures de gouvernance, contribuant ainsi à la protection des intérêts et à la réputation du groupe. L'Audit interne appréhende l'ensemble des objectifs de l'organisation, analyse les risques liés à ses objectifs et évalue périodiquement la robustesse des contrôles mis en place pour gérer ces risques. Il soumet au management une évaluation des risques résiduels de manière à ce qu'il valide leur adéquation avec le profil de risque global souhaité pour le groupe Dexia et propose des actions pour renforcer l'efficacité des contrôles.

Par ailleurs, l'Audit interne assiste les conseils d'administration du groupe et des entités qui le composent dans leur rôle de surveillance, via sa participation aux comités d'audit.

Conformément aux normes internationales, une charte d'audit commune au groupe Dexia énonce les principes fondamentaux qui gouvernent la fonction d'audit interne en décrivant ses objectifs, son rôle, ses responsabilités et ses modalités de fonctionnement. Cette charte a été actualisée en mars 2019 pour prendre en compte la nouvelle configuration de Dexia.

Afin que chaque collaborateur du groupe Dexia puisse percevoir l'importance de la fonction dans les dispositifs de contrôle interne et d'aide à la direction du groupe, la charte d'audit est publiée sur le site internet de Dexia ([www.dexia.com](http://www.dexia.com)).

### Principes directeurs

La stratégie, le niveau d'exigence et les règles de fonctionnement de l'Audit interne du groupe Dexia sont fixés par le comité de direction de Dexia, dans un cadre approuvé par le comité d'audit. Ce cadre tient compte des exigences des législations et réglementations locales et des instructions émanant des autorités de contrôle prudentiel.

L'indépendance et l'efficacité de la fonction d'audit sont garanties par l'application des principes suivants :

- Le rattachement de chaque direction d'audit au plus haut niveau de la hiérarchie de l'entité ;
- L'absence d'implication dans l'organisation et la gestion opérationnelle des entités du groupe : les comités de direction des différentes entités du groupe peuvent, de manière exceptionnelle, faire appel à l'Audit interne pour un avis, un conseil ou une assistance. Les règles afférentes à ce type d'intervention sont définies au § 9 de la charte d'audit ;
- L'accès inconditionnel et sans délai aux informations : dans le cadre de ses missions, l'Audit interne a accès à l'ensemble des informations, documents, locaux, systèmes ou personnes de l'entité dont il a la charge, y compris l'information en matière de gestion, les procès-verbaux et les dossiers des organes consultatifs et décisionnels. La direction de l'Audit interne du groupe Dexia a accès à l'ensemble des informations dans toutes les entités du groupe. Tout manquement à ces principes est susceptible d'être rapporté au comité de direction et, le cas échéant, au comité d'audit ;
- La mise à disposition des moyens nécessaires pour la réalisation de sa mission : l'Audit interne reçoit des comités de direction du groupe les moyens nécessaires pour la réalisation de sa mission, afin de pouvoir répondre en permanence à l'évolution des structures et de l'environnement du groupe. Au niveau individuel, chaque auditeur doit faire preuve du plus grand professionnalisme et bénéficier d'une formation permanente qui assure la maîtrise des évolutions rapides des techniques d'audit, bancaires, financières, informatiques et des techniques de lutte contre la fraude. Les besoins de formation sont évalués dans le cadre des évaluations périodiques et des évaluations annuelles. Les auditeurs sont tenus de se conformer aux règles déontologiques du groupe Dexia ainsi qu'aux règles déontologiques propres à leur profession. Ceci implique le respect des principes fondamentaux suivants :
  - Intégrité : l'intégrité des auditeurs internes est à la base de la confiance et de la crédibilité accordées à leur jugement ;
  - Objectivité : les auditeurs montrent le plus haut degré d'objectivité professionnelle en collectant, évaluant et communiquant les informations relatives à l'activité ou au processus examiné. Les auditeurs internes évaluent de manière équitable tous les éléments pertinents et ne se laissent pas influencer dans leur jugement par leurs propres intérêts ou par autrui ;
  - Confidentialité : les auditeurs internes sont astreints aux obligations de secret professionnel ; ils respectent la valeur et la propriété des informations qu'ils reçoivent et ne divulguent

ces informations qu'avec les autorisations requises, à moins qu'une obligation légale ou professionnelle ne les oblige à le faire ;

- **Compétence** : les auditeurs internes utilisent et appliquent les connaissances, les savoir-faire et expériences requis pour la réalisation des travaux.

### Domaine d'intervention

Toutes les activités, processus, systèmes et entités du groupe Dexia appartiennent au champ d'action de l'Audit interne, sans réserve, ni exception. Le périmètre d'intervention comprend tous les processus tant opérationnels, de support et de gestion que le gouvernement d'entreprise, les processus de gestion des risques et du contrôle. Les activités essentielles externalisées entrent également dans le champ de l'Audit, étant entendu qu'il appartient aux services opérationnels d'organiser les conditions de possibilité d'audit à travers l'inscription de clauses d'audit dans les contrats de prestations.

Sauf exceptions liées notamment à des demandes des autorités de supervision, le périmètre de l'Audit ne couvre en revanche pas les activités des sociétés dans lesquelles le groupe Dexia ne détiendrait qu'une participation minoritaire. Cependant il revient au représentant du groupe Dexia au conseil d'administration de s'informer sur l'état du dispositif de contrôle interne et d'alerter si nécessaire le comité de direction et la direction d'audit de l'entité qui détient cette participation.

### Organisation de la fonction

#### Principes

La fonction d'Audit interne du groupe Dexia est exercée sous la forme d'une filière intégrée composée de la direction de l'Audit de Dexia et des directions d'audit des entités. La filière est dirigée par l'Auditeur général de Dexia, qui est rattaché à l'administrateur délégué de Dexia. L'Auditeur général s'assure de la couverture adéquate des risques sur l'ensemble du périmètre du groupe. Il assure un suivi des instances de surveillance des entités ainsi que de l'ensemble des missions réalisées par les autorités de supervision bancaire locale. L'Auditeur général rend compte périodiquement au comité de direction et au comité d'audit, des missions, des pouvoirs et des responsabilités de l'audit interne, du degré de réalisation du plan d'audit, ainsi que de l'évaluation de l'environnement de contrôle interne.

Les directions d'audit des entités sont placées sous la responsabilité d'un Auditeur général ou d'un responsable d'audit interne. Les Auditeurs généraux des entités du groupe rapportent à l'Auditeur général de Dexia. L'Auditeur général de Dexia se charge, en particulier, et en lien avec l'administrateur délégué de l'entité concernée de leur nomination, de la fixation de leurs objectifs et de leur évaluation annuelle. Les plans de recrutement des auditeurs, et l'établissement du budget des directions d'audit des entités principales sont également examinés conjointement. Les responsables des équipes d'audit interne des entités sont hiérarchiquement rattachés à l'Auditeur général de Dexia.

Chaque direction d'audit est responsable de l'accomplissement de sa mission envers le président du comité de direction, dans la mesure où les règles locales le permettent, et envers le conseil d'administration de cette entité, éventuellement assisté par un comité d'audit.

Chaque Auditeur général assiste aux réunions du comité de direction de l'entité dont il a la charge (i) lorsque le comité en question le lui demande, (ii) lorsqu'il présente un rapport d'audit ou (iii) à sa demande lorsqu'il souhaite évoquer

un point particulier rentrant dans le cadre de ses attributions et responsabilités. Il est destinataire de l'ordre du jour et des dossiers préparés pour ces réunions, ainsi que des procès-verbaux.

Chaque Auditeur général dispose d'un accès direct au président du conseil d'administration, aux membres du comité d'audit et aux réviseurs de l'entité dont il a la charge. L'Auditeur général de toute entité du groupe dispose également d'un accès direct à l'Auditeur général de Dexia.

Le président du conseil d'administration de chaque entité peut confier certaines missions à l'Audit Interne en dehors du plan annuel. Les missions réalisées dans ce cadre font l'objet d'un compte-rendu aux instances de gouvernance de l'entité au même titre que les autres missions réalisées par l'Audit.

#### Organisation d'une fonction d'Audit

Dès qu'une entité du groupe Dexia exerce le contrôle sur une filiale ou, en l'absence d'un tel contrôle, lorsque les autorités de contrôle prudentiel le demandent expressément, une fonction d'audit est constituée dans cette entité. Si la création d'une fonction d'audit n'est pas considérée comme pertinente, la maison-mère assure la fonction d'audit local et le cas échéant, un accord de service (SLA) est conclu avec la maison-mère.

#### Gestion de la filière Audit

Pour assurer la gestion de la filière, la direction de l'Audit de Dexia est chargée de veiller à l'adéquation de l'organisation de l'Audit interne mise en place dans l'ensemble du groupe Dexia et de la qualité de son fonctionnement.

La direction de l'Audit de Dexia est responsable de :

- La stratégie de l'audit et sa bonne mise en œuvre dans toutes les directions d'audit du groupe Dexia ;
- La définition et l'application d'une méthodologie commune d'analyse des risques, de réalisation des missions et de suivi des recommandations émises ;
- L'allocation optimale des compétences à l'intérieur de la fonction et la détermination du niveau de formation requis des auditeurs dans tout le groupe ;
- La coordination et l'évaluation des programmes de formation ;
- L'attribution et le suivi du budget de fonctionnement de chaque direction d'audit locale.

#### Relations avec les autorités de contrôle et les auditeurs légaux

L'Audit interne entretient un dialogue régulier avec les autorités de supervision bancaire et les auditeurs externes (réviseurs d'entreprises, commissaires aux comptes) sur les sujets d'intérêt commun. Ces échanges visent notamment à partager les constats et recommandations faits par les deux parties sur des sujets de contrôle interne et à assurer une bonne coordination des interventions respectives. L'Audit interne s'assure également du suivi correct des recommandations émises par ces différentes instances, selon les mêmes modalités que les recommandations qu'il a émises lui-même.

#### Aperçu global de l'activité sur l'année 2020

En 2020, les missions de l'Audit interne ont porté sur l'ensemble des filières du groupe : Actifs (« Long Tail Portfolio ») Financement et marchés (« Management of Derivatives »), Risques (« Prudent Valuation »), Finance (« Tax activities & reporting »), Secrétariat général (« Reform of Monetary Indices »), Opérations et Systèmes d'information (« Access Management »).

Les services d'audit du siège ont apporté leur concours aux équipes d'audit locales à Dexia New York et Dexia Crediop, notamment dans la réalisation de missions portant sur la sécurité informatique et sur le risque de crédit liés aux rehausseurs de crédit.

## La cellule Inspection

### Mission

La mission de l'Inspection est de contribuer, de manière indépendante et objective, à la maîtrise des risques de fraude. Elle intervient via des actions de sensibilisation, prévention et dissuasion, de détection et, le cas échéant, d'investigation. Elle propose et suit les actions de remédiation décidées à la suite de ses interventions.

### Organisation et gouvernance

L'Inspection exerce ses missions au sein de la direction de l'Audit interne et est responsable de l'accomplissement de ses missions envers l'Auditeur général du groupe.

L'Inspection assure ces missions pour Dexia et Dexia Crédit Local ainsi que pour toutes les entités qui en dépendent et qui ne disposent pas de leur propre fonction d'inspection. La fonction est exercée à plein temps par un inspecteur rapportant directement à l'Auditeur général. Le cas échéant, la fonction est assurée en étroite collaboration avec le responsable d'Audit interne de l'entité concernée.

Une charte d'inspection énonce les principes fondamentaux qui gouvernent la fonction en décrivant les objectifs, les rôles, les pouvoirs, les devoirs et les responsabilités, les modalités de fonctionnement, et les règles de base la régissant, y compris les règles déontologiques.

### Aperçu global de l'activité sur l'année 2020

En conformité avec les principes énoncés dans la charte d'inspection, les missions exercées en 2020 par l'Inspection ont porté sur des actions de sensibilisation, de prévention et de détection de la fraude, sur des enquêtes liées à des soupçons de fraude, ainsi que sur des extractions de données en support du département juridique dans le cadre de différents litiges. L'Inspection a également travaillé sur l'évaluation des dispositifs anti-fraude dans les salles de marchés du groupe sous un format de mission d'audit.

### La fonction conformité

La Conformité est une fonction indépendante au sein du groupe Dexia. Elle exerce ses activités sans influence, interférence ou restriction de nature à porter atteinte à son indépendance, son intégrité, son impartialité et son objectivité.

La conformité fait partie intégrante du dispositif de contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. La direction de la Conformité de Dexia veille également à la gestion des risques de non-conformité au sein de Dexia. Les domaines suivis par la conformité sont les suivants :

- Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (y compris la prévention du blanchiment de fraude fiscale) ;
- Lutte contre la corruption (prévention des risques de corruption, et comportements à proscrire) ;
- Contrôle des informations relatives au statut fiscal des clients et contreparties pour répondre aux réglementations existantes ;
- Abus de marché et transactions personnelles ;
- Intégrité envers les marchés financiers et les clients ;
- Protection des données ;

- Confidentialité et secret professionnel ;
- Prévention des conflits d'intérêt ;
- Mandats externes ;
- Indépendance des commissaires aux comptes ;
- Respect des principes édictés par la politique de rémunération et des exigences légales en matière de compétence et d'honorabilité professionnelle des membres du comité de direction, des administrateurs, des responsables des fonctions de contrôle indépendantes et des dirigeants effectifs ;
- Système d'alerte interne (*whistleblowing*) ;
- Autres domaines désignés par le comité de direction et le conseil d'administration, compte tenu du niveau de risque associé.

Dans le cadre des domaines de compétence repris ci-dessus, la direction de la Conformité remplit les missions suivantes :

- Elle analyse les développements légaux et réglementaires afin d'anticiper et d'évaluer les éventuelles conséquences sur les activités de Dexia. Elle assure, pour les domaines couverts par la conformité, une interprétation des législations et réglementations nationales et internationales et veille à ce que ces dispositions soient reprises dans les politiques, procédures et autres documents de l'établissement ;
- Elle identifie, analyse et mesure les risques de non-conformité et de réputation liés à l'activité et aux produits de l'entité, ainsi qu'au contexte évolutif du groupe ;
- Elle apporte une aide aux métiers dans le cadre du développement et de la mise en place de procédures de conformité et autres documents. Elle aide par exemple à la rédaction de manuels de conformité, codes de conduite internes et guides pratiques afin d'assurer la conformité à la réglementation et à des normes externes et/ou internes ;
- Elle développe et assure des formations sur la conformité, adaptées en fonction des besoins des métiers, qui promeuvent une culture adéquate en matière de conformité ainsi qu'une prise de conscience et une compréhension des standards, procédures et lignes de conduite à respecter ;
- Elle communique aux superviseurs financiers ou à toute autre autorité compétente tout incident pertinent ou transaction suspecte, dans la mesure où cela est requis par les réglementations locales ;
- Elle présente régulièrement ses activités et rapports sur le statut de tout manquement important au comité de direction, au conseil d'administration et au comité des risques.

### Structure organisationnelle

Le Chief Compliance Officer du groupe Dexia rapporte hiérarchiquement au Secrétaire général. Un droit d'escalade permet au Chief Compliance Officer d'inscrire d'office un point à l'ordre du jour du comité de direction si les circonstances l'exigent, et de signaler directement au président du conseil d'administration de Dexia et/ou aux présidents des comités spécialisés ainsi qu'aux superviseurs tout incident significatif.

Le Chief Compliance Officer veille à ce qu'une politique cohérente et efficace soit appliquée au sein de toutes les entités du groupe Dexia. Chaque entité réglementée dispose d'un Compliance Officer en charge de l'application de la politique adaptée au sein de son entité. Ces Compliance Officers rapportent fonctionnellement au Chief Compliance Officer.

Conformément à la réglementation, la direction de la Conformité de Dexia possède également un responsable de la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

En ce qui concerne la protection des données et dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), la direction de la Conformité a identifié et répertorié, en colla-



laboration avec les métiers, tous les traitements impliquant des données à caractère personnel, mis à jour ou rédigé des procédures internes relatives aux droits des personnes concernées et au signalement de violations et, avec l'aide d'un fournisseur externe, mis en place des formations afin de sensibiliser l'ensemble des collaborateurs à cette réglementation.

### Charte

Le rôle de la Conformité ainsi que les principes directeurs qui sous-tendent l'approche adoptée par Dexia sont inclus dans la charte de conformité, approuvée par le conseil d'administration et entrée en vigueur en 2009. Elle fait depuis lors l'objet d'une révision périodique.

Depuis 2015, la charte de conformité intègre les apports de la CRD IV en matière de rappel des dispositions relatives au Chief Compliance Officer et permet d'élargir les domaines de compétence des Compliance Officers des entités si la réglementation l'exige.

La charte de conformité s'applique à toutes les entités réglementées du groupe Dexia.

### Le Contrôle permanent

Le dispositif de contrôle permanent hors conformité s'appuie en premier lieu sur la réalisation de contrôles conçus, réalisés et formalisés sous la responsabilité première et directe des unités opérationnelles concernées et de leurs responsables hiérarchiques (contrôle permanent de premier niveau). Il s'appuie en second lieu sur des agents exclusivement dédiés à des tâches de contrôle, de manière indépendante des unités d'exécution des opérations (contrôle permanent de deuxième niveau).

Le département du Contrôle permanent fait partie de la direction Contrôle permanent, Risque opérationnel et Sécurité des systèmes d'information, au sein de la filière Risques. Ce positionnement, au plus près de la fonction de gestion des risques opérationnels, permet d'associer étroitement la revue des contrôles et l'évaluation des risques des principaux processus du groupe. D'autres unités spécialisées réalisent également des contrôles de deuxième niveau, en matière de comptabilité, de notation de crédit, de validation des modèles internes et de risque de marché. Ainsi, en 2020, la fonction de Contrôle comptable et réglementaire de la filière Finance a poursuivi la mise en œuvre de son plan de contrôle, qui comprend des travaux d'arrêtés récurrents, des revues de processus et le contrôle des opérations exceptionnelles.

L'activité du département du Contrôle permanent s'appuie sur un plan de contrôle qui consiste en une sélection de contrôles de premier niveau et en des contrôles de deuxième niveau. Le plan couvre les processus du siège, les entités ainsi que les principales prestations critiques ou importantes externalisées. Les contrôles de premier niveau de ce plan sont proposés par le réseau de correspondants déployé au sein des unités opérationnelles, des directions, des entités et des prestataires. Ils sont revus par le département du Contrôle permanent qui peut, le cas échéant, jouer un rôle de prescription. Le contrôle permanent conçoit également des contrôles de second niveau qu'il se charge ensuite de réaliser. La revue du plan de contrôle permanent est déterminée sur la base de la cartographie des processus, de l'analyse des risques opérationnels correspondants, des incidents opérationnels collectés et des recommandations de l'audit interne, des commissaires aux comptes et des superviseurs.

Le département du Contrôle permanent veille, au niveau consolidé pour l'ensemble des entités et prestataires, à la réalisation trimestrielle des contrôles du plan, en s'assurant en seconde lecture de la bonne mise en œuvre des contrôles et

en procédant à une analyse critique des résultats au regard des risques identifiés. Le contrôle permanent peut demander toute justification sur les écarts observés et s'assure de la mise en place des plans d'actions nécessaires à la correction des dysfonctionnements constatés.

Le département du Contrôle permanent coordonne ses interventions avec les autres acteurs de contrôle interne et utilise un outil et des référentiels de risque et de processus communs à l'ensemble du groupe. Il reçoit le résultat des contrôles de deuxième niveau exécutés par les autres fonctions indépendantes de contrôle. Le département du Contrôle permanent rend compte de ses travaux au directeur des Risques, au comité de direction et au comité des risques.

## Caractéristiques du contrôle interne dans le cadre du processus d'élaboration de l'information comptable et financière

### Les états financiers

En charge de l'élaboration de l'information comptable et financière, la filière Finance comprend cinq départements rattachés au directeur financier – Financial Strategy, Data and Regulatory Expertise, Accounting Control, Financial Controlling et Finance Business Management.

Le département Accounting Control regroupe la direction comptable et les fonctions transversales de Consolidation, Fiscalité, Normes et Reporting réglementaire consolidé.

La direction comptable assure la production des données comptables de base et des états financiers sociaux de Dexia, de Dexia Crédit Local et des filiales ne disposant pas de services comptables propres, si cette fonction n'est pas effectuée par une fiduciaire.

La direction comptable a aussi un rôle d'analyse et de contrôle des données comptables des succursales, dans le cadre du processus de préparation des comptes sociaux. En collaboration avec le département Financial Controlling, elle vérifie notamment que les informations fournies sont homogènes et conformes aux règles du groupe.

Plus généralement, la direction comptable dispose de moyens d'information variés pour assurer sa mission de suivi de la fonction comptable au sens large. Elle est associée aux comités qui peuvent impacter sa mission, ou destinataire des comptes rendus établis par ces comités. Elle s'assure, par des contacts réguliers avec ses correspondants locaux, de la bonne diffusion des principes du groupe et de la bonne interprétation des instructions transmises. Elle participe aux évolutions des systèmes informatiques, de façon à s'assurer que ses besoins spécifiques sont pris en compte, afin notamment de garantir l'intégrité des informations financières.

### Comptes sociaux de Dexia

La comptabilité du siège social de Dexia ainsi que celle de l'établissement stable de Paris sont tenues à Bruxelles.

Des contrôles complémentaires sont effectués par les équipes du service Comptabilité lors de l'arrêté des comptes trimestriels ou annuels, afin de justifier les soldes comptables ainsi que les principales évolutions des grands agrégats financiers.

### Comptes consolidés de Dexia

Pour préparer leur contribution aux comptes consolidés de Dexia, les entités consolidées retraitent leurs comptes sociaux établis en normes locales afin de les mettre en adéquation avec les principes comptables du groupe Dexia (normes IFRS

telles qu'adoptées dans l'Union européenne). Ces principes sont regroupés dans un manuel de consolidation transmis à chacune des entités du groupe. Ils sont complétés, à chaque date d'arrêté, par des notes d'instructions opérationnelles qui sont fournies aux entités par le service Consolidation du siège. Ces notes d'instructions présentent les améliorations à apporter au processus au vu des constats effectués sur les périodes précédentes et détaillent les évolutions à prendre en compte (systèmes, données nouvelles à fournir...) sur la période.

Les comptes transmis au groupe par les différentes entités sont ensuite consolidés et font l'objet de certains ajustements. Les principaux ajustements comptabilisés par le service Consolidation concernent l'élimination des comptes réciproques et des transactions intragroupes (acquisitions/cessions d'actifs, fusion de sociétés...). Ils portent aussi sur le retraitement des sociétés détenues par différentes entités du groupe.

Lorsque les comptes consolidés sont finalisés, ils sont soumis au directeur financier qui les fait approuver par le comité de direction. Ils sont ensuite présentés au comité d'audit puis arrêtés par le conseil d'administration de Dexia.

Une partie des notes et annexes aux comptes consolidés ne sont pas rédigées directement par le département Accounting Control et proviennent de différents départements, tels que Financial Strategy, la filière Risques, le Secrétariat général ou les Ressources humaines.

Le planning de remontée des informations et la responsabilité finale du contenu des comptes consolidés sont assumés par la filière Finance.

### Les reportings prudentiels périodiques

Le reporting standardisé Common Reporting ou COREP et le calcul des marges de solvabilité sur une base consolidée sont envoyés quatre fois par an à la Banque Nationale de Belgique et à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Cette dernière le transmet à la Banque centrale européenne.

Dexia est soumis trimestriellement au reporting consolidé Financial Reporting ou FINREP des compagnies financières. Dexia est également soumis à d'autres reporting prudentiels bancaires.

### L'information de gestion

Les états financiers (bilan, hors bilan, compte de résultat, tableaux de flux de trésorerie et annexes) ne sont pas les seuls éléments d'analyses chiffrées que communique Dexia à ses actionnaires, ses investisseurs et au public. Ils sont complétés par des indicateurs financiers, des décompositions analytiques et analyses de résultats, des perspectives et des évaluations de risques, qui sont intégrés dans le rapport annuel, les communiqués et les supports utilisés lors des présentations faites aux actionnaires, aux investisseurs et à la presse.

Une partie de ces éléments est fournie directement par les directions opérationnelles ou par le département du contrôle des risques. Leur exactitude est alors garantie par le système de contrôle interne des directions concernées.

La plupart des indicateurs financiers et en particulier ceux qui nécessitent un croisement ou une agrégation de données de différentes origines, la ventilation de chiffres disponibles globalement, ou encore un retraitement de données comptables en fonction de paramètres de gestion, sont fournis par le département Financial Controlling.

Ces indicateurs sont élaborés sur la base des informations traitées directement à partir des systèmes d'information locaux, ainsi que par ceux des entités internationales. Ils sont synthétisés mensuellement au sein d'un rapport à destination du comité de direction de Dexia.

Dans les entités françaises et étrangères disposant d'une équipe propre de contrôle de gestion, le suivi des indicateurs financiers et l'analyse des résultats sont pilotés localement suivant les mêmes normes et les mêmes principes, déclinés en fonction de la taille, des organisations et des systèmes de chaque entité. Ce référentiel d'instructions est commun à l'ensemble du groupe Dexia.

L'ensemble est animé, suivi et supervisé par le département Financial Controlling, qui met à disposition de toutes les entités des outils de collecte standardisés et sécurisés, afin de fiabiliser et d'optimiser le mécanisme de remontée d'information. Enfin, le département assure l'agrégation de l'ensemble.

Le processus d'agrégation de l'information s'effectue en parallèle du processus de consolidation piloté par la direction des fonctions comptables. À chaque étape de l'élaboration des données consolidées, des contrôles de cohérence sont réalisés, basés sur le rapprochement des informations analytiques et comptables et une piste d'audit est constituée. Ce rapprochement constitue un élément important du contrôle interne. Il est complété par une revue analytique systématique des principaux postes.

### Le recensement des risques

L'activité bancaire génère quatre grands types de risques : le risque de crédit, le risque de marché, le risque de transformation et le risque opérationnel (incluant le risque juridique). Le suivi de l'ensemble de ces risques est détaillé dans le chapitre « Gestion des risques » de ce rapport annuel.

## Le contrôle externe

### Commissaires

Les commissaires effectuent des contrôles réguliers sur les reportings financiers des différentes entités et filiales du groupe Dexia. Ils sont associés à l'ensemble du processus de contrôle de l'information financière et comptable dans un souci d'efficacité et de transparence. Dans le cadre de leurs diligences, ils procèdent à l'analyse des procédures comptables et à l'évaluation des systèmes de contrôle interne nécessaires à une élaboration fiable des états financiers. Ils émettent des instructions à l'intention des auditeurs des entités et assurent la centralisation de leurs travaux. Ils organisent des réunions de synthèse sur les résultats de leurs audits et apprécient l'interprétation des normes. Enfin, ils vérifient la cohérence des informations comptables entre le rapport de gestion et les états financiers. L'exercice de ces diligences leur permet d'obtenir l'assurance raisonnable que, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et que les informations données dans les annexes aux comptes sont adéquates. Ils émettent une opinion sur les comptes sociaux et consolidés du groupe.

En vertu de l'article 14 des statuts de Dexia, le contrôle de la situation financière et des comptes annuels de la société est confié à un ou plusieurs commissaires, qui sont nommés pour

une durée de trois ans au maximum par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration et après validation par le conseil d'entreprise.

La fonction de contrôle légal des comptes de Dexia est assurée en co-commissariat par les sociétés Deloitte, Reviseurs d'Entreprises SRL, et Mazars Reviseurs d'Entreprises SCRL, dont le mandat a été renouvelé à l'assemblée générale du 20 mai 2020,

pour une durée de trois ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2023. La société Deloitte est représentée par M. Franky Wevers, commissaire agréé et la société Mazars par M. Xavier Doyen, commissaire agréé.

Ce tableau donne un aperçu des rémunérations que les commissaires ont perçues pour leurs prestations en 2020 auprès de Dexia ainsi qu'au sein de l'ensemble du groupe Dexia.

<b>DELOITTE</b> (en milliers d'EUR)	<b>Prestations effectuées pour Dexia</b>	<b>Prestations effectuées pour le groupe Dexia (montants consolidés)</b>
a) Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité - Société Mère	205	205
b) Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité - Filiales consolidées	0	1 360
c) Services autres que la certification des comptes	0	7
<b>TOTAL</b>	<b>205</b>	<b>1 572</b>

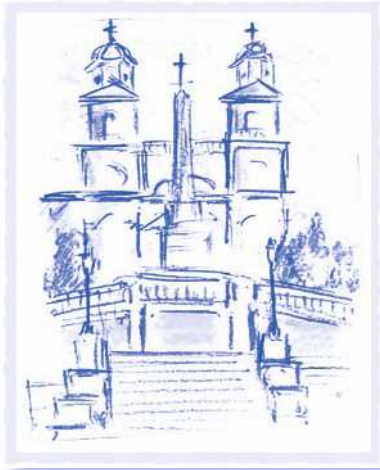
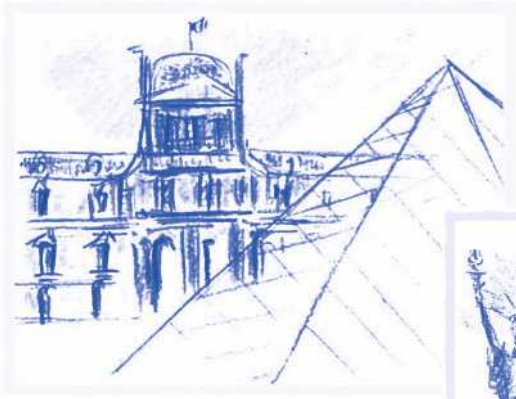
<b>MAZARS</b> (en milliers d'EUR)	<b>Prestations effectuées pour Dexia</b>	<b>Prestations effectuées pour le groupe Dexia (montants consolidés)</b>
a) Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité - Société Mère	204	204
b) Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité - Filiales consolidées	0	1 318
c) Services autres que la certification des comptes	0	7
<b>TOTAL</b>	<b>204</b>	<b>1 529</b>

## Encadrement prudentiel du groupe Dexia

La Banque centrale européenne (BCE) a proposé une modification des modalités en matière de surveillance prudentielle du groupe. Le cadre de supervision des établissements importants (*Significant Institution – SI*), adapté à de grands établissements bancaires en activité, ne convenait en effet plus réellement à un groupe en résolution comme Dexia et les objectifs de proportionnalité, d'efficacité et de cohérence visés par la supervision n'étaient donc plus atteints.

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020, Dexia a quitté le groupe des établissements significatifs directement supervisés par la BCE via l'équipe de surveillance commune (*Joint Supervisory Team – JST*) et est désormais placé, en tant qu'établissement 'moins important' (*Less Significant Institution – LSI*) dans le cadre du mécanisme de surveillance unique, sous la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), au titre d'autorité compétente sur une base consolidée (*Consolidating supervisor*), et de la Banque nationale de Belgique (BNB). Au niveau des entités, Dexia Crédit Local est supervisé par l'ACPR et Dexia Crediop par la Banque nationale d'Italie.

68		Bilan consolidé
68		Actif
69		Passif
70		Compte de résultat consolidé
71		État du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
72		Tableau de variation des capitaux propres consolidés
74		Tableau des flux de trésorerie consolidés
75		Annexe aux comptes consolidés
75		1. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés, intérêts détenus dans les filiales et dans d'autres entités, éléments significatifs repris dans le compte de résultat, autres éléments significatifs de l'année, gestion du risque opérationnel pendant la période de résolution et événements postérieurs à la clôture
101		2. Notes sur l'actif
110		3. Notes sur le passif
116		4. Autres notes annexes au bilan
125		5. Notes sur le compte de résultat
133		6. Notes sur le hors bilan
134		7. Notes sur l'exposition aux risques
155		8. Analyse par segment et répartition géographique
156		Rapport du collège des commissaires à l'assemblée générale de Dexia SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 - Comptes consolidés



## États financiers consolidés au 31 décembre 2020

# Bilan consolidé

<b>ACTIF</b>	<b>Note</b>	<b>31/12/2019 <sup>(1)</sup></b>	<b>31/12/2020</b>
<i>(en millions d'EUR)</i>			
Caisse et banques centrales	2.2	9 211	9 866
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.3 & 4.1	14 247	12 950
Instruments dérivés de couverture	4.1	1 378	1 263
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.4	2 837	3 369
Titres au coût amorti	2.5	36 301	37 332
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.6	23 087	21 507
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2.7	32 418	27 532
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		576	426
Actifs d'impôts courants		15	31
Actifs d'impôts différés	4.2	20	0
Comptes de régularisation et actifs divers	2.8	157	99
Immobilisations corporelles	2.9	50	31
Immobilisations incorporelles	2.10	29	21
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>120 326</b>	<b>114 427</b>

*(1) Les chiffres 2019 ont été revus: un montant de 634 millions a été reclassé de la ligne Caisse et banques centrales vers la ligne Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti.*

Les notes de la page 75 à 155 font partie intégrante des états financiers consolidés

<b>PASSIF</b>	Note	31/12/2019	31/12/2020
(en millions d'EUR)			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1 & 4.1	14 780	12 525
Instruments dérivés de couverture	4.1	19 184	20 548
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3.2	11 778	9 831
Dettes envers la clientèle	3.3	3 851	6 824
Dettes représentées par un titre	3.4	62 728	57 360
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		7	5
Passifs d'impôts courants		2	1
Passifs d'impôts différés	4.2	35	35
Comptes de régularisation et passifs divers	3.5	336	371
Provisions	3.6	243	221
Dettes subordonnées	3.7	20	19
<b>Total des dettes</b>		<b>112 964</b>	<b>107 740</b>
<b>Capitaux propres</b>	3.8	<b>7 362</b>	<b>6 687</b>
Capitaux propres, part du groupe		7 302	6 631
Capital et réserves liées		2 489	2 489
Réserves consolidées		6 152	5 262
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(441)	(502)
Résultat de l'exercice		(898)	(618)
Intérêts minoritaires		60	56
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>120 326</b>	<b>114 427</b>

Les notes de la page 75 à 155 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Compte de résultat consolidé

(en millions d'EUR)	Note	31/12/2019 <sup>(1)</sup>	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés	5.1	4 421	2 797
Intérêts et charges assimilées	5.1	(4 390)	(2 785)
Commissions (produits)	5.2	10	6
Commissions (charges)	5.2	(17)	(17)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	(58)	(31)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	(149)	(69)
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	5.5	(254)	(3)
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.13	(314)	(104)
Produits des autres activités	5.6	72	30
Charges des autres activités	5.7	(67)	(40)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>(746)</b>	<b>(216)</b>
Charges générales d'exploitation	5.8	(350)	(303)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	5.9	(29)	(31)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>(1 125)</b>	<b>(550)</b>
Coût du risque de crédit	5.10	265	(169)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(860)</b>	<b>(719)</b>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5.11	0	101
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPOT</b>		<b>(860)</b>	<b>(618)</b>
Impôts sur les bénéfices	5.12	33	(1)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	4.6	(111)	0
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>(938)</b>	<b>(619)</b>
Intérêts minoritaires		(40)	(1)
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>(898)</b>	<b>(618)</b>

(1) Les chiffres au 31/12/2019 ont été revus. Les intérêts des instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat (hors dérivés de couverture économique qui sont détenus à des fins de gestion de risques mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée) sont désormais comptabilisés sur la ligne Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat et non plus en Intérêts et produits assimilés et en Intérêts et charges assimilées. Voir également note 1.1.2.6 changement de présentation des états financiers consolidés de Dexia.

Les notes de la page 75 à 155 font partie intégrante des états financiers consolidés.



# État du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'EUR)	31/12/2019			31/12/2020		
	Montant brut	Impôts	Montant net	Montant brut	Impôts	Montant net
<b>RÉSULTAT NET</b>			<b>(938)</b>			<b>(619)</b>
<b>Éléments recyclables en résultat net :</b>						
Écarts de conversion	13		13	(108)		(108)
Réévaluation des instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables	71	(1)	70			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	143	1	144	46	1	47
Gains ou pertes latents ou différés des activités destinées à être cédées <sup>(1)</sup>	248		248			
<b>Éléments non recyclables en résultat net :</b>						
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	(3)		(3)	3		3
Réévaluation directement en capitaux propres du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	(7)	(6)	(13)	2		2
Transfert en réserves consolidées de montants du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat, suite à leur décomptabilisation				(5)	1	(4)
Réévaluation directement en capitaux propres des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	1		1			
Transfert en réserves consolidées de montants de réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres, suite à leur décomptabilisation	(1)		(1)			
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>465</b>	<b>(6)</b>	<b>459</b>	<b>(62)</b>	<b>2</b>	<b>(60)</b>
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>			<b>(479)</b>			<b>(679)</b>
Dont part du groupe			(438)			(678)
Dont part des minoritaires			(41)			(1)

(1) Au 31/12/2019, la sortie de Dexia Kommunalbank Deutschland génère un mouvement de EUR 248 millions.

Les notes de la page 75 à 155 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Capital et réserves liées			Total	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés		
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres			Variation de juste valeur des instruments de dettes mesurés à la juste valeur par capitaux propres, nette d'impôt	Variation de juste valeur des instruments de capital mesurés à la juste valeur par capitaux propres, nette d'impôt	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt
(en millions d'EUR)								
<b>AU 01/01/2019</b>	500	1 990	(1)	2 489	6 390	(212)	0	(578)
<i>Mouvements de l'exercice</i>								
Affectation du résultat 2018					(473)			
<b>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>					<b>(473)</b>			
<i>Ecart de conversion</i>								
Variation de la juste valeur des actifs financiers mesurés à la juste valeur affectant les capitaux propres						33	1	
Transfert en réserves des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, relatifs à des instruments de capital					1		(1)	
Montants reclassés en compte de résultat en raison de la vente ou de la dépréciation des actifs financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres						135		
Reclassement d'actifs financiers au coût amorti vers actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (changement de modèle économique)						(98)		
Reclassement d'actifs financiers au coût amorti vers actifs financiers à la juste valeur par résultat (changement de modèle économique)								124
Gains et pertes de la période des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie								(6)
Montants de gains et pertes sur instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie reclassés en compte de résultat								24
Variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit propre des dettes désignées à la juste valeur par résultat								
Variation des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies affectant les fonds propres								
<b>Sous-total variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					<b>1</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>142</b>
<i>Résultat net de la période</i>								
Impact de la cession de Dexia Kommunalbank Deutschland								
Impact de l'augmentation du pourcentage d'intérêt dans Dexia Crediop					234		1	4
<b>AU 31 DECEMBRE 2019</b>	500	1 990	(1)	2 489	6 152	(142)	1	(432)
<i>Mouvements de l'exercice</i>								
Affectation du résultat 2019					(898)			
<b>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>					<b>(898)</b>			
<i>Ecart de conversion</i>								
Variation de la juste valeur des actifs financiers mesurés à la juste valeur affectant les capitaux propres						84		
Transfert en réserves du risque de crédit propre lié à des dettes financières à la juste valeur remboursées					5			
Montants reclassés en compte de résultat en raison de la vente ou de la dépréciation des actifs financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres						8		
Reclassement d'actifs financiers au coût amorti vers actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (changement de modèle économique) <sup>(1)</sup>						(92)		
Gains et pertes de la période des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie								40
Montants de gains et pertes sur instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie reclassés en compte de résultat								7
Variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit propre des dettes désignées à la juste valeur par résultat								
Variation des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies affectant les fonds propres								
Transferts								
<b>Sous-total variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					<b>5</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>47</b>
<i>Résultat net de la période</i>								
Impact de l'augmentation du pourcentage d'intérêt dans Dexia Crediop					3			
<b>AU 31 DECEMBRE 2020</b>	500	1 990	(1)	2 489	5 262	(141)	1	(385)

(1) voir note 2.13 Reclassement d'actifs financiers au coût amorti vers le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par résultat et vers le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les notes de la page 75 à 155 font partie intégrante des états financiers consolidés.

directement en capitaux propres					Résultat net part du groupe	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	Capitaux propres part des minoritaires			TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
Variation nette d'impôt des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des actifs non courants destinés à être cédés	Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	Variation de juste valeur des dettes désignées à la juste valeur par le résultat, attribuable au risque de crédit propre, nette d'impôt	Ecarts de conversion	Total			Capital et réserves liées	Gains ou pertes latents ou différés	Total	
(248)	0	48	88	(902)	(473)	7 504	335	2	337	7 841
					473	0			0	0
					473	0			0	0
			14	14		14			0	14
				34		34			0	34
				(1)		0			0	0
				135		135			0	135
				(98)		(98)			0	(98)
				124		124			0	124
				(6)		(6)		1	1	(5)
				24		24			0	24
		(13)		(13)		(13)			0	(13)
	(2)			(2)		(2)		(1)	(1)	(3)
0	(2)	(13)	14	211		212		0	0	212
					(898)	(898)	(40)		(40)	(938)
248				248		248			0	248
	(3)			2		236	(234)	(2)	(236)	0
0	(5)	35	102	(441)	(898)	7 302	60	0	60	7 362
					898				0	
					898	0			0	0
			(108)	(108)		(108)			0	(108)
				84		84			0	84
		(5)		(5)		0			0	0
				8		8			0	8
				(92)		(92)			0	(92)
				40		40			0	40
				7		7			0	7
		2		2		2			0	2
	2			2		2			0	2
0	2	(2)	(108)	(61)		(56)		0	0	(56)
					(618)	(618)	(1)		(1)	(619)
						3	(3)		(3)	0
0	(3)	33	(6)	(502)	(618)	6 631	56	0	56	6 687

# Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		
Résultat net après taxes	(938)	(619)
Ajustements pour :		
- Corrections de valeur, amortissements et autres dépréciations	29	31
- Dépréciations (reprises de dépréciation) sur obligations, prêts et autres actifs	(328)	157
- Gains ou pertes nets sur investissements	95	(101)
- Augmentation nette (diminution nette) des provisions	(129)	(19)
- Pertes et (profits) non réalisés sur instruments financiers	221	(55)
- Impôts différés	(13)	21
Variation des actifs et des dettes opérationnels	770	1 105
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(293)</b>	<b>520</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations	(12)	(3)
Ventes d'immobilisations	13	0
Ventes d'actions non consolidées	6	13
Ventes de filiales et d'unités d'exploitation <sup>(1)</sup>	328	0
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>335</b>	<b>10</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement de dettes subordonnées <sup>(2)</sup>	(106)	0
Sortie de trésorerie liée aux dettes de location	(10)	(20)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(116)</b>	<b>(20)</b>
<b>LIQUIDITÉS NETTES DÉGAGÉES</b>	<b>(74)</b>	<b>510</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	<b>10 626</b>	<b>10 578</b>
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	(293)	520
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	335	10
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(116)	(20)
Effet de la variation des taux de change et du périmètre de consolidation sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	26	63
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>10 578</b>	<b>11 150</b>
<b>INFORMATION COMPLÉMENTAIRE</b>		
Impôt payé	(18)	3
Dividendes reçus	9	1
Intérêts perçus	7 633	5 225
Intérêts payés	(7 708)	(5 418)

(1) 31/12/2019: Cession de Dexia Kommunalbank Deutschland (DKD).

(2) Voir la note 3.7.b.

Les notes de la page 75 à 155 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Annexe aux comptes consolidés

## 1. Règles de présentation et d'évaluation, intérêts détenus dans les filiales et dans d'autres entités, éléments significatifs repris dans le compte de résultat, autres éléments significatifs de l'année, gestion du risque opérationnel pendant la période de résolution et événements postérieurs à la clôture

1.1. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés	75	1.4. Autres éléments significatifs de l'année	98
1.2. Intérêts détenus dans les filiales et dans d'autres entités	95	1.5. Gestion du risque opérationnel pendant la période de résolution	100
1.3. Éléments significatifs repris dans le compte de résultat	98	1.6. Événements postérieurs à la clôture	100

### 1.1. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés

#### INFORMATION GÉNÉRALE

Dexia, la société mère du groupe, est une société anonyme de droit belge dont l'action n'est plus cotée en bourse depuis la radiation des actions d'Euronext Bruxelles le 2 décembre 2019. Son siège social est situé Place du Champ de Mars 5, B-1050 Bruxelles (Belgique).

Les présents états financiers consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 25 mars 2021 en vue de leur publication.

#### NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les principales règles et méthodes comptables adoptées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont décrites ci-après.

Les abréviations communément utilisées sont les suivantes :

- IASB : International Accounting Standards Board (conseil des normes comptables internationales)
- IFRS IC : IFRS Interpretations Committee (ex IFRIC) (comité d'interprétation des normes internationales d'information financière)
- IFRS : International Financial Reporting Standards (normes internationales d'information financière)

#### 1.1.1. RÈGLES COMPTABLES DE BASE

##### 1.1.1.1. Généralités

Les états financiers consolidés de Dexia sont préparés conformément aux normes IFRS adoptées par l'Union européenne (UE).

La Commission européenne a publié le 19 juillet 2002 le règlement EC 1606/2002 qui impose aux groupes cotés d'appliquer les normes IFRS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Depuis sa publication en 2002, ce règlement a fait l'objet de plusieurs mises à jour.

Les états financiers de Dexia ont donc été établis conformément aux normes IFRS adoptées par l'Union européenne et approuvées par la Commission européenne jusqu'au 31 décembre 2020, en incluant les conditions d'application de la couverture du risque de taux d'un portefeuille et la possibilité de couvrir des dépôts à vue. Nos principes comptables incluent principalement les éléments pour lesquels un texte IFRS laisse la possibilité d'un choix.

Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros (EUR), sauf mention contraire.

##### 1.1.1.2. Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2020 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (going concern) conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe ayant fait l'objet d'une décision par la Commission européenne en décembre 2012 et réévaluées sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Les principales hypothèses retenues par le management pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2020 et les zones d'incertitude, renforcées en particulier par la situation liée à la pandémie de Covid-19, sont résumées ci-dessous :

- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire de Dexia Crédit Local ainsi que le maintien de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang *Investment Grade*.
- La poursuite de la résolution suppose que Dexia conserve une bonne capacité de financement qui repose notamment sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés. La confirmation par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de liquidité accordée par les États belge et français au-delà du 31 décembre 2021, pour un montant maximal de EUR 75 milliards, constitue un élément de soutien essentiel à la poursuite de la résolution ordonnée du groupe. Une loi validant cette prolongation a été votée en décembre 2020 et un projet de loi, approuvé en décembre 2020 par le Conseil des Ministres, sera soumis à l'approbation du Parlement fédéral belge dans les prochaines semaines.
- Bien que gérant ces risques de façon très proactive, le groupe Dexia demeure très sensible à l'évolution de l'environnement macro-économique et aux paramètres de marché tels que les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de

juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres et sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.

- En particulier, compte tenu des décisions prises par le conseil d'administration en 2019, relatives à la mise en œuvre d'un plan de cession d'actifs pour un total d'environ EUR 13 milliards<sup>(1)</sup>, Dexia est exposé à l'évolution de juste valeur de ces actifs jusqu'à leur cession effective.

- Le groupe est par ailleurs exposé à certains risques opérationnels, propres à l'environnement de résolution dans lequel il opère et qui ont été renforcés par le contexte de travail à distance imposé par la pandémie de Covid-19.

- Enfin, des incertitudes résiduelles liées, par exemple, à de nouvelles évolutions des règles comptables et prudentielles sur la durée de la résolution du groupe pourraient provoquer une modification significative de la trajectoire de résolution initialement anticipée.

Lors de son appréciation de la pertinence de la continuité d'exploitation, la direction a examiné chacune de ces hypothèses et zones d'incertitudes.

- Depuis l'entrée du groupe en résolution ordonnée, Dexia a continuellement réduit son besoin de financement et rallongé la maturité des financements levés, dans une optique de gestion prudente de sa liquidité. L'accélération des ventes d'actifs décidée au cours de l'été 2019 a notamment permis une baisse de EUR 4,6 milliards des besoins de financement du groupe par rapport à fin décembre 2019, confortée par la réduction rapide du besoin de financement en dollar US.

En 2020, malgré le contexte de crise particulièrement sévère lié à la pandémie de Covid-19, Dexia a exécuté l'intégralité de son programme de refinancement à long terme à des conditions proches de son objectif budgétaire. Le groupe a également démontré sa capacité à mobiliser d'importantes réserves de liquidité sur le marché de la dette sécurisée, resté actif, sans faire appel aux facilités de la Banque centrale européenne (BCE). Ainsi, Dexia a pu maintenir une réserve de liquidité jugée adéquate avec la restriction de l'accès au financement de la BCE annoncé le 21 juillet 2017<sup>(2)</sup> et qui, au 31 décembre 2020, s'élève à EUR 18,5 milliards, dont EUR 11 milliards sous forme de cash.

Par ailleurs, en 2021, Dexia a exécuté deux transactions publiques à long terme en euro et en livre sterling, pour des montants respectifs de EUR 1,5 milliard et GBP 750 millions, représentant près de la moitié du programme de refinancement à long terme prévu pour l'année.

- Dans le cadre des revues semestrielles de la trajectoire financière du groupe, et dans le contexte spécifique lié à la pandémie de Covid-19, une mise à jour des projections financières a été présentée au conseil d'administration de Dexia le 14 décembre 2020. Elle intègre notamment un scénario macro-économique « central », basé sur le scénario de référence de la BCE, globalement comparable aux prévisions publiées par la Commission européenne en novembre 2020. Ce scénario prévoit une reprise économique graduelle à partir de 2021, sans retour à la situation d'avant-crise avant 2023 et une période prolongée de taux d'intérêt très bas, ce qui se traduit par une augmentation du coût du risque et du besoin de financement du groupe par rapport au scénario pré-crise, et par une érosion continue de son résultat de transformation. Afin de refléter l'incertitude macro-économique autour du scénario central, Dexia a également construit un scénario

amélioré et un scénario dégradé. Ceux-ci prennent en compte une déviation de deux écarts type sur les indicateurs macro-économiques pour un horizon de projection de 3 ans. Cette déviation est calibrée en comparant les projections macro-économiques des années passées avec les évolutions macro-économiques réellement constatées. Les pertes de crédit attendues résultantes sont ainsi obtenues en pondérant le scénario central avec le scénario amélioré et le scénario dégradé, dans cette plage d'incertitude. Pour le portefeuille de crédit de Dexia, les pertes attendues étant globalement plus sensibles au scénario dégradé qu'au scénario amélioré, la prise en compte des incertitudes autour du scénario central se traduit par une augmentation nette des provisions, comparativement au scénario central seul.

À la date d'arrêté des états financiers consolidés annuels du groupe, l'impact sur le coût du risque du groupe Dexia demeure contenu, à EUR -169 millions. L'augmentation des provisions collectives attribuable au Covid-19 se concentre essentiellement et par ordre décroissant, sur les souverains les moins bien notés, les secteurs « financement de projets » et « grandes entreprises » fragilisés par la crise sanitaire et les établissements financiers les moins bien notés. À ce stade, Dexia ne prévoit pas de hausse significative de provisions sur les souverains de la zone euro.

- La Direction a également tenu compte des contraintes et incertitudes de son modèle opérationnel ainsi que des risques liés à la continuité d'exploitation, inhérents au caractère de banque en résolution de Dexia. Dans le contexte spécifique lié à la pandémie de Covid-19, la Direction a notamment pris des mesures appropriées pour atténuer ce risque, en particulier via la mise en place d'une cellule de crise et le déploiement du télétravail afin de protéger ses équipes. L'ensemble des travaux menés sur les systèmes d'information depuis 2017, en particulier le projet ambitieux de rénovation de l'infrastructure informatique, ont permis d'assurer le déploiement rapide et généralisé du télétravail à l'ensemble des collaborateurs et d'assurer ainsi pleinement la continuité opérationnelle de la banque.

- Bien que ralenti par le contexte de la crise du Covid-19, l'exécution du plan de cession d'actifs s'est poursuivie en 2020. La sensibilité au risque de crédit liée aux actifs classés à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par capitaux propres, a été réduite au cours de l'année, passant de EUR -6,4 millions en janvier 2020 à EUR -4,3 millions par point de base au 31 décembre 2020, pour l'ensemble des actifs évalués à la juste valeur.

En conséquence, après avoir tenu compte de l'ensemble de ces éléments et incertitudes développés en partie à l'annexe 1.4.1. aux comptes consolidés du présent rapport annuel, la direction de Dexia confirme qu'au 31 décembre 2020, ils ne remettent pas en cause les fondamentaux de la résolution ordonnée du groupe ni l'appréciation de l'application de la convention de continuité d'exploitation. Par conséquent, les états financiers consolidés peuvent être préparés selon les règles applicables à la continuité d'exploitation conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26.

(1) Impact sur la réduction de la dette en 2022 du plan validé par le conseil d'administration le 19 juillet 2019.

(2) La BCE a annoncé le 21 juillet 2017 la fin de l'accès à l'Eurosystème pour les structures de liquidation à partir du 31 décembre 2021.

### 1.1.2. CHANGEMENTS DANS LES PRINCIPES COMPTABLES INTERVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE PUBLICATION ANNUELLE QUI PEUVENT IMPACTER LE GROUPE DEXIA

#### 1.1.2.1. Textes de l'IASB et interprétations IFRIC adoptés par la Commission européenne et appliqués au 1<sup>er</sup> janvier 2020

- **Amendements à IFRS 3** « Regroupement d'entreprises » qui viennent clarifier l'application de la norme IFRS 3 afin de faciliter la distinction entre une acquisition d'entreprise et l'acquisition d'un groupe d'actifs dont le traitement comptable est différent. Ces amendements n'ont pas d'impact sur les états financiers de Dexia.

- **Amendements à IAS 1 et IAS 8** « Définition de la matérialité » qui ont pour objectif de clarifier la définition de la notion de la matérialité afin de faciliter l'exercice du jugement lors de la préparation des états financiers. Ces amendements n'ont pas d'impacts sur les états financiers de Dexia.

- **Amendements des Références au cadre conceptuel dans les normes IFRS.** Ces amendements n'ont pas d'impact sur les états financiers de Dexia.

- **Décision de l'IFRS IC relative à la norme IFRS 16** en date du 26 novembre 2019 qui concerne la détermination de la durée exécutoire à retenir pour la comptabilisation des contrats de location (contrats renouvelables tacitement et contrats sans échéance, résiliables à tout moment). Conformément à cette décision, la logique d'analyse du caractère raisonnablement certain en fonction des incitations économiques doit s'appliquer pour estimer la durée du bail. De plus, les hypothèses retenues pour déterminer la durée du bail et celles retenues pour la durée de l'amortissement des agencements ou aménagements effectués dans le cadre du bail doivent être mises en cohérence. À l'issue d'une étude réalisée par Dexia en 2020, cette décision n'a pas d'impact significatif sur ses états financiers. Concernant ses baux 3-6-9 en cours et en tenant compte du relevé de conclusion de l'ANC du 3 juillet 2020 relatif aux baux commerciaux en France, Dexia a retenu une durée maximum de 9 ans.

- **Amendement à IFRS 16** « Allègements de loyer liés à la Covid-19 » a pour objectif de faciliter la prise en compte par les locataires des concessions de loyers liées au Covid-19, telles que les locations de vacances ou les réductions temporaires de loyer. Cet amendement est applicable à partir du 1<sup>er</sup> juin 2020 et il n'a pas d'impact sur les états financiers de Dexia car Dexia n'a bénéficié d'aucun allègement de loyer dans le contexte de la crise Covid-19 au 31 décembre 2020.

#### 1.1.2.2. Textes de l'IASB et interprétations IFRIC adoptés par la Commission européenne durant l'année en cours mais pas encore applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2020

- **Amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4, IFRS 16** « Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 ». Ces amendements publiés par l'IASB en août 2020 dans le contexte de la réforme des taux d'intérêt complètent ceux publiés en 2019 sur la phase 1. Ils traitent les problématiques

comptables après le remplacement des indices de référence par des indices de référence alternatifs telles que :

- Décomptabilisation et modification des actifs et passifs financiers indexés sur les références de taux visées par la réforme : l'amendement permet de ne pas décomptabiliser ou d'ajuster la valeur comptable des instruments financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais plutôt de mettre à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux de référence alternatif ;

- Comptabilité de couverture : l'amendement permet de ne pas cesser la comptabilité de couverture en raison uniquement des modifications requises par la réforme, si la couverture répond à d'autres critères de comptabilité de couverture et sous réserve d'amender la documentation pour refléter les changements apportés aux instruments couverts, aux instruments de couverture, au risque couvert, et/ou à la méthode de mesure de l'efficacité lors de la transition vers les nouveaux taux de référence.

Ainsi, ces nouvelles dispositions devraient permettre de limiter les impacts sur la situation financière de Dexia dès lors que la modification des taux actuels est requise par la réforme des taux et est réalisée sur une base économiquement équivalente. De plus, les amendements exigent la présentation des informations supplémentaires sur l'ensemble des actifs et passifs financiers concernés par la réforme des taux, sur les nouveaux risques découlant de cette réforme et sur la gestion de la transition vers des taux de référence alternatifs.

Ces amendements, adoptés par la Commission Européenne en date du 13 janvier 2021, sont applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 avec application anticipée autorisée. Dexia a choisi de ne pas appliquer par anticipation les dispositions de ces amendements. L'application des amendements à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 n'aura pas d'impact sur les montants présentés dans les états financiers de Dexia au 31 décembre 2020. En 2020, Dexia n'a pas eu de modifications de contrats financiers ayant conséquences matérielles sur ses états financiers.

#### 1.1.2.3. Nouvelles normes IFRS, interprétations IFRIC et amendements publiés durant l'année en cours mais pas encore adoptés par la Commission européenne

- **Amendement à IAS 1** « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » (publié par l'IASB en janvier 2020 et amendé en juillet 2020). Cet amendement sera applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et son impact sur les états financiers de Dexia est en cours d'analyse.

- **« Améliorations annuelles – Cycle 2018-2020 »** (publiées par l'IASB en mai 2020), qui sont une série d'amendements aux normes IFRS existantes et qui seront applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Dexia n'envisage pas d'impacts significatifs de ces amendements sur ses états financiers car ces derniers ne constituent que des ajustements mineurs de certaines normes IFRS.

- **Amendement à IAS 37** « Contrats onéreux – coûts d'exécution d'un contrat », **amendement à IAS 16** « Produit de la vente avant l'utilisation prévue », **amendement à IFRS 3** « Références au cadre conceptuel » (publiés par l'IASB en mai 2020). Ces amendements à portée limitée seront applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et l'impact de ces amendements sur les états financiers de Dexia est en cours d'analyse.

**1.1.2.4. Nouvelle norme IFRS 17 « Contrats d'assurance »**

Cette norme publiée par l'IASB en mai 2017, en remplacement de la norme actuelle IFRS 4 « Contrats d'assurance » sera applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Son amendement publié par l'IASB en juin 2020 inclut notamment le report au 1<sup>er</sup> janvier 2023 de la date de sa première application. En parallèle, un amendement à la norme IFRS 4 a été également publié afin de prolonger l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la norme IFRS 17. Cette nouvelle norme n'aura pas d'impact sur les états financiers de Dexia car Dexia n'a pas de contrats d'assurance dans le champ d'application de la norme.

**1.1.2.5. Nouvelle définition du défaut**

Conformément aux directives de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), la nouvelle définition du défaut (au titre de l'article 178 du règlement (UE) n° 575/2013) est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Le règlement (UE) 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne (BCE), applicable au plus tard le 31 décembre 2020, complète ces dispositions concernant le seuil de matérialité des arriérés sur des obligations de crédit. Cette nouvelle réglementation viendra renforcer la cohérence et harmoniser des pratiques des établissements de crédit européens dans la détection des expositions en défaut. Dexia n'a qu'une seule définition de défaut sur l'ensemble des portefeuilles du bilan et applique les nouvelles dispositions pour l'identification des encours en défaut depuis mi-2020. À noter que le travail de qualification du défaut selon la nouvelle définition est fait depuis début 2019 sur une base trimestrielle en simultané avec l'ancienne définition. Les analyses d'impact des nouvelles dispositions démontrent un impact limité sur les paramètres et modèles de risque de crédit.

**1.1.2.6. Changement de présentation des états financiers consolidés de Dexia**

Les états financiers consolidés de Dexia sont établis conformément au format de l'ANC (Autorité des Normes Comptables). Au 31 décembre 2020, Dexia applique la recommandation de l'ANC n° 2017-02 du 2 juin 2017 « Relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales ».

Depuis la dernière publication annuelle et afin de donner aux lecteurs des états financiers une image plus fidèle des impacts liés aux opérations économiques de Dexia, Dexia a changé la présentation au compte de résultat des produits et charges d'intérêts sur les instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat. Les dérivés de transaction détenus à des fins de gestion de risques (couvertures « économiques ») ne sont pas concernés par ce changement (voir 1.1.6.2.3). Selon ce nouveau choix de présentation, Dexia a reclassé les produits et charges d'intérêts relatifs aux instruments concernés des lignes de publication « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » vers la ligne « Gains et pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». L'impact de ce reclassement est présenté dans la note 5.1. Ce changement n'a pas d'impact sur le classement des intérêts dans le tableau des flux de trésorerie.

**1.1.3. CONSOLIDATION****1.1.3.1. Filiales et entités structurées**

Les filiales sont des sociétés sur lesquelles Dexia exerce le contrôle. Les entreprises contrôlées par le groupe sont consolidées par intégration globale.

Selon IFRS 10 « États financiers consolidés », le groupe contrôle une entité si et seulement si tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- il détient le pouvoir sur l'entité,
- il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité,
- il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Dexia détient le pouvoir sur une entité lorsque ses droits lui confèrent la capacité de diriger les activités pertinentes, à savoir les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité.

Lorsque dans une entité le pouvoir résulte directement et exclusivement des droits de vote afférents aux participations, l'investisseur qui détient plus de la moitié des droits de vote a le contrôle de l'entité.

Dans d'autres circonstances, notamment pour les entités structurées, le processus peut être plus complexe et requiert la prise en compte de plusieurs facteurs qui nécessitent l'exercice d'un jugement. Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. Dexia est notamment impliqué dans des véhicules de titrisation ou des fonds d'investissement.

La capacité de diriger les activités pertinentes est analysée au regard des éléments suivants : l'objet et la conception de l'entité ; la gestion d'actifs financiers pendant leur durée de vie ainsi que la gestion des cas de défaillance ; le choix, l'acquisition, la sortie ou le remplacement d'actifs ; la décision visant la nomination et la rémunération des principaux dirigeants et la cessation de leur emploi. Dexia évalue son exposition ou droit à des rendements variables au regard des éléments suivants : les dividendes et autres distributions d'avantages économiques ; l'exposition au risque de crédit via la détention de produits financiers qui absorbent le risque (par exemple : CDS vendeur de protection ou détention de tranches junior qui absorbent les premières pertes et qui sont rémunérées en fonction de l'exposition) ; la rémunération rattachée à la gestion d'actifs ou de passifs ; les rendements dont ne peuvent bénéficier les autres détenteurs d'intérêts.

Un investisseur contrôle une entité si non seulement il détient le pouvoir sur celle-ci et est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec elle, mais qu'en outre il a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements qu'il obtient du fait de ces liens. Par conséquent, le décideur doit déterminer s'il agit pour son propre compte ou comme mandataire en examinant les facteurs suivants :

- l'étendue du pouvoir décisionnel sur l'entité ;
- les droits détenus par d'autres parties (incluant le droit de révocation du décideur) ;
- la rémunération à laquelle il a droit selon les accords de rémunération ;
- son exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts qu'il détient dans l'entité.

Les filiales entrent en intégration globale dans le périmètre de consolidation à la date où le contrôle effectif est transféré à Dexia et sortent du périmètre de consolidation dès que Dexia perd le contrôle sur ces sociétés. Les opérations et les soldes intragroupe sont éliminés ainsi que les gains ou pertes latents résultant d'opérations intragroupe. Le cas échéant, les principes comptables des filiales sont ajustés afin d'être cohérents avec les principes adoptés par Dexia.



Les changements dans la participation de Dexia dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte du contrôle sont comptabilisés comme des transactions impactant les capitaux propres. En cas de modification de la quote-part de la détention pour les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires), les valeurs comptables des participations donnant le contrôle et des participations ne donnant pas le contrôle sont ajustées afin de refléter les changements de leurs participations respectives dans la filiale. Toute différence entre le montant par lequel les participations ne donnant pas le contrôle est ajusté et la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue est comptabilisée directement en capitaux propres.

Si Dexia perd le contrôle d'une filiale, le résultat de cession correspond à la différence entre :

- la somme de la juste valeur de la contrepartie reçue et de la juste valeur des participations résiduelles; et
- la dernière valeur comptable des actifs (y compris les écarts d'acquisition), et des passifs de la filiale, ainsi que des participations ne donnant pas le contrôle.

La juste valeur d'une participation conservée dans l'ancienne filiale à la date de la perte du contrôle doit être considérée comme étant la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et subséquente d'un actif financier selon IFRS 9 « Instruments financiers » ou, le cas échéant, comme étant le coût, lors de la comptabilisation initiale, d'un investissement dans une entreprise associée ou contrôlée conjointement.

### 1.1.3.2. Entreprises associées et coentreprises

Les sociétés associées sont des participations dans lesquelles Dexia exerce une influence notable sans en posséder le contrôle. Les participations dans lesquelles Dexia possède entre 20 et 50 % des droits de vote sont présumées relever de cette catégorie.

Une coentreprise résulte d'un accord contractuel par lequel deux parties ou plus entreprennent ensemble une activité économique, soumise à un contrôle conjoint. Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur l'actif net de celle-ci et sont tenues de s'entendre à l'unanimité sur les décisions concernant les activités pertinentes de l'entreprise.

Dexia ne détient pas d'entités mises en équivalence.

### 1.1.4. COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Conformément à la norme IAS 32, les actifs et passifs financiers sont compensés (et par conséquent seul le montant net apparaît au bilan) quand Dexia a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants et a l'intention, soit de régler le montant net, soit de décomptabiliser l'actif et d'éteindre le passif de manière simultanée.

Les opérations de dérivés traitées par Dexia avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme font l'objet d'une compensation au bilan. L'effet de compensation est présenté dans la note 4.3. « Compensation des actifs et passifs financiers ».

## 1.1.5. CONVERSIONS DES OPÉRATIONS ET DES ACTIFS ET PASSIFS LIBELLÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

### 1.1.5.1. Conversion des comptes en monnaies étrangères

Lors de la consolidation, les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation de Dexia sont convertis dans la monnaie de présentation de Dexia (EUR) au cours moyen de l'exercice (rapport annuel) ou de la période (rapport intermédiaire). Les actifs et passifs sont convertis au cours de change de clôture de l'exercice ou de la période. Les différences de change qui résultent de la conversion de participations dans des filiales étrangères, coentreprises ou dans des sociétés associées, de la conversion d'emprunts en monnaies étrangères ou de la conversion d'instruments de couverture du risque de change correspondant, sont constatées sous forme d'un écart de conversion comptabilisé en capitaux propres. Lors de la cession d'une entité étrangère avec une perte de contrôle, les différences de change sont comptabilisées au résultat comme partie du résultat de cession.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs dans la monnaie fonctionnelle de ladite entité et convertis au cours de clôture.

### 1.1.5.2. Opérations en monnaies étrangères

Pour les entités de Dexia sur une base individuelle, les opérations sont comptabilisées en utilisant le cours de change à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires et non monétaires comptabilisés à la juste valeur et libellés en monnaies étrangères existants à la date de la clôture de l'exercice ou de la période sont comptabilisés au cours de clôture de l'exercice ou de la période. Les actifs et passifs non monétaires, évalués au coût sont comptabilisés à leurs cours historiques. Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en résultat, à l'exception de l'impact de change des ajustements de juste valeur des actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres, lesquelles sont comptabilisées en capitaux propres. Les différences de change des actifs et passifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont comptabilisées comme des ajustements de juste valeur.

### 1.1.6. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Dexia applique toutes les exigences d'IFRS 9, à l'exception des exigences relatives aux opérations de couverture comptable qui sont comptabilisées selon la norme IAS 39.

La direction exerce son jugement sur les critères exposés ci-dessous pour décider de la catégorie comptable appropriée de ses instruments financiers au moment de la comptabilisation initiale. Cependant, sous certaines conditions, l'actif financier peut être ultérieurement reclassé.

#### 1.1.6.1. Comptabilisation et décomptabilisation des instruments financiers

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction évalués à la juste valeur par résultat, pour lesquels la livraison s'effectue selon un délai d'usage (achats et ventes « normalisés »), sont comptabilisés et décomptabilisés à la date de transaction.

En ce qui concerne ces actifs, Dexia comptabilise les plus ou moins-values latentes résultant de la réévaluation du contrat à sa juste valeur en date d'arrêt au compte de résultat en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste

valeur par résultat». Les autres achats ou ventes d'actifs financiers non détenus à des fins de transaction, pour lesquels la livraison s'effectue selon un délai d'usage, sont comptabilisés en date de règlement, correspondant à la date de livraison desdits instruments.

Dexia décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif financier arrivent à l'expiration, y compris suite à des modifications substantielles de ses conditions contractuelles (voir 1.1.6.2.4. Traitement des remboursements anticipés et réaménagements de prêts), ou lorsque Dexia a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier et la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de cet actif. Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Un passif financier est enregistré au bilan lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Dexia décomptabilise un passif financier seulement s'il est éteint, c'est-à-dire quand l'obligation spécifiée au contrat est exercée, annulée ou est arrivée à expiration. Un passif financier peut également être décomptabilisé suite à des modifications substantielles de ses conditions contractuelles.

#### 1.1.6.2. Classement et évaluation des actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, Dexia évalue d'abord les conditions contractuelles de l'instrument afin de déterminer sa classification en tant qu'instrument de capitaux propres (selon la définition de la norme IAS 32 du point de vue de l'émetteur) ou instrument de dette.

Un instrument de capitaux propres est tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Afin de satisfaire à cette condition, Dexia vérifie que l'instrument n'inclut aucune obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier ou d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables à l'émetteur. Les instruments remboursables au gré du porteur ne répondent pas à la définition des instruments de capitaux propres.

Tout instrument émis ne répondant pas aux critères des instruments de capitaux propres sont classés par Dexia en tant qu'instruments de dette.

##### 1.1.6.2.1. Classement et évaluation des instruments de dette

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments de dette sont classés comme étant évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global), soit à la juste valeur par résultat. Le classement des instruments de dette repose sur les deux éléments suivants : l'analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs, et le modèle économique suivi pour la gestion de ces actifs.

#### **Analyse des termes contractuels de l'actif financier pour déterminer s'ils donnent lieu à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (SPPI ou « basique »)**

L'appréciation du caractère « basique » est pertinente pour les instruments de dette afin de déterminer s'ils peuvent être mesurés au coût amorti ou bien à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global).

Les flux de trésorerie contractuels qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû sont compatibles avec un contrat de prêt de base. Dans un contrat de prêt de base, les intérêts consistent principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et pour le risque de crédit, et peuvent aussi comprendre une contrepartie pour d'autres risques de prêt de base (par exemple, le risque de liquidité) et frais (par exemple, des frais de gestion) associés à la détention de l'actif financier sur une durée donnée, ainsi qu'une marge d'intérêt. Pour les besoins de cette analyse, le principal se définit comme la juste valeur de l'actif financier lors de la comptabilisation initiale.

Pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont « basiques », Dexia examine les termes contractuels de chaque instrument, en particulier ceux qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels. En procédant à cette évaluation, Dexia exerce son jugement pour déterminer si certaines caractéristiques contractuelles, telles que la fréquence de révision des taux d'intérêt ou les caractéristiques ne donnant droit à aucun recours en garantie, affectent de manière significative les flux de trésorerie futurs.

Les clauses contractuelles, permettant à l'emprunteur ou au prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument de dette est compatible avec le caractère « basique » des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus mais impayés ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable. Une telle compensation peut être positive ou négative. Un jugement est nécessaire pour déterminer si la compensation versée ou reçue en cas de résiliation anticipée des contrats de prêt donne lieu à des flux de trésorerie non « basiques ».

La plupart des instruments de dette détenus par Dexia sont « basiques » et sont composés de prêts ou de titres simples à taux variable ou à taux fixe. Les instruments de dette non « basiques » de Dexia comprennent certains prêts structurés vis-à-vis de collectivités locales comportant une formule de taux avec un effet de levier, une indexation sur des devises ou un indice de taux long terme (tel que par exemple la référence « Constant Maturity Swap »).

#### **Analyse du modèle économique suivi pour la gestion des actifs financiers**

L'appréciation du modèle économique est effectuée sur la base d'un portefeuille et est pertinente pour les instruments de dette afin de déterminer s'ils peuvent être mesurés au coût amorti ou bien à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global).

Le modèle économique reflète la façon dont un groupe d'instruments de dette est géré en vue d'atteindre un objectif fixé par les principaux dirigeants de Dexia. Le modèle économique suivi est une question de fait, ce fait pouvant être observé, et est déterminé à un niveau qui reflète la manière dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné et selon la manière dont les flux de trésorerie sont générés (perception des flux de trésorerie contractuels et/ou vente d'actifs).

Pour déterminer le classement et l'évaluation d'un actif financier, trois modèles économiques peuvent être distingués :

- Un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie de l'instrument ;

- Un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers;
- Et d'autres modèles économiques dont celui, détenu à des fins de transaction, pour lesquels la perception de flux de trésorerie contractuels n'est que connexe.

Dexia exerce son jugement pour déterminer le niveau approprié d'appréciation de son modèle économique.

Tout projet significatif de vente d'actifs financiers détenus dans le modèle économique dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie de l'instrument est analysé et validé par le Comité de Transaction, agissant en tant que centre de compétence au niveau du Groupe, et doit être autorisé par le comité de direction et le conseil d'administration.

#### **Instruments de dette évalués au coût amorti**

Un instrument de dette est classé comme étant évalué au coût amorti si les conditions suivantes sont réunies :

- la détention de cet actif s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les ventes ne font pas partie intégrante du modèle économique associé à la catégorie coût amorti mais peuvent être cohérentes avec ce modèle si les cessions sont réalisées au moment proche de l'échéance de l'instrument et pour un montant qui est proche des flux de trésorerie contractuels restants, ou en raison d'une augmentation du risque de crédit de la contrepartie. Les ventes en raison de contraintes réglementaires ou pour gérer la concentration du risque de crédit (sans augmentation du risque de crédit d'un actif) sont également compatibles avec ce modèle de gestion dès lors qu'elles sont peu fréquentes ou peu significatives en valeur.

Lors de la comptabilisation initiale, Dexia enregistre les instruments de dette au coût amorti à la juste valeur à laquelle s'ajoutent les coûts de transaction, et les évaluations ultérieures se font au coût amorti ajusté de toute correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les intérêts, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), sont comptabilisés dans la marge d'intérêt.

Le taux d'intérêt effectif (sauf pour les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création) est le taux qui actualise les sorties ou entrées de trésorerie futures estimées sur la durée de vie attendue d'un instrument financier de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier ne tenant pas compte des pertes de crédit attendues.

#### **Instruments de dette évalués à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global)**

Un instrument de dette est classé comme étant évalué à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global) si les conditions suivantes sont réunies :

- la détention de cet actif s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Lors de la comptabilisation initiale, Dexia enregistre les instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des

capitaux propres à leur juste valeur (y compris les coûts de transaction). Les intérêts, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), sont comptabilisés dans la marge d'intérêt.

Dexia révalue ultérieurement ces instruments à leur juste valeur (voir 1.1.7. Juste valeur des instruments financiers). Les résultats latents liés aux variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisés en capitaux propres dans une ligne spécifique « Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ».

Lorsque ces actifs sont vendus, Dexia reclasse la juste valeur accumulée dans les capitaux propres en résultat en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

#### **Instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat**

Tous les autres instruments de dette sont classés en juste valeur par résultat et sont constitués d'actifs qui :

- ne sont pas détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ou dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers. C'est le cas pour les actifs financiers détenus avec l'objectif de réaliser des flux de trésorerie en vendant ces actifs et pour lesquels la perception de flux de trésorerie contractuels n'est qu'accessoire. En outre, c'est le cas pour un portefeuille d'actifs financiers qui entrent dans la définition d'actifs détenus à des fins de transaction acquis avec l'intention d'en tirer un bénéfice en prenant avantage des variations à court terme des cours, de la marge d'intermédiation ou les titres faisant partie d'un portefeuille dont la tendance de gestion est de réaliser des plus-values à court terme.
- ou bien, sont détenus dans un tel modèle de gestion mais les termes contractuels de l'instrument donnent lieu, à des dates précises, à des flux de trésorerie qui ne sont pas « basiques ».

Ces actifs sont obligatoirement réévalués à la juste valeur par résultat.

Dexia comptabilise initialement à la juste valeur les prêts et les titres de dette détenus à des fins de transaction et détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et les révalue ultérieurement à leur juste valeur sous la rubrique « Actifs financiers à la juste valeur par résultat », avec les gains et pertes réalisés et latents enregistrées en résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». En application de la méthode comptable choisie par Dexia, les intérêts courus sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés dans la marge d'intérêt.

#### **Instruments de dette désignés à la juste valeur par résultat (FVO)**

Sous certaines conditions, et sous réserve d'une documentation appropriée, Dexia peut désigner de manière irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, un actif financier respectant les exigences pour le classement au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres comme étant évalué à la juste valeur par résultat (FVO) lorsque cette désignation élimine ou réduit de manière significative une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation (« non-concordance comptable ») qui existerait sans l'application de cette option.

Les gains ou pertes latents sur ces actifs sont comptabilisés dans le compte de résultat en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». En application de la méthode comptable choisie par Dexia, les intérêts sont comptabilisés dans la marge d'intérêt.

#### **Reclassement d'actifs financiers entre catégories**

Les actifs financiers ne peuvent pas être reclassés après leur comptabilisation initiale, excepté dans le cas exceptionnel d'un changement du modèle économique de gestion au sein duquel ils sont détenus. Un reclassement se produit uniquement lorsque le changement dans le modèle de gestion est décidé par les instances de gouvernance de Dexia à la suite de changements externes ou internes significatifs pour l'activité de Dexia (par exemple, en cas d'acquisition, cession ou abandon d'une activité importante) et démontrables à des parties externes.

Le reclassement d'actifs est applicable de manière prospective et effectif à partir du début de la première période de présentation de l'information financière qui suit un changement de modèle économique. Les profits, les pertes (y compris les gains ou les pertes de valeur) et les intérêts comptabilisés antérieurement ne sont pas retraités.

Lors de la première application de la norme IFRS 9 et conformément aux modalités du plan de résolution ordonnée, validé par la Commission européenne en 2012, imposant la cessation de toute nouvelle activité commerciale et la gestion des actifs résiduels sans leur cession accélérée, la majorité des actifs de Dexia étaient gérés en vue de la collecte des flux de trésorerie sur la durée de vie de ces actifs. Une autre partie des actifs financiers de Dexia avait été classée dans un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois de collecter les flux contractuels et de vendre les actifs.

Le changement du modèle de gestion de Dexia, compte tenu des décisions prises par le conseil d'administration en raison d'événements intervenus en 2019, a conduit Dexia à reclasser un ou des portefeuilles d'actifs financiers de la catégorie « actifs évalués au coût amorti » vers la catégorie « actifs évalués à la juste valeur par résultat » pour les actifs dont la décision de cession est prise et la catégorie « actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres » pour les actifs pour lesquels aucune décision de cession n'est arrêtée.

Le changement du modèle de gestion intervenu au 1<sup>er</sup> semestre 2019 dans le cadre de la transformation de la succursale américaine DCL New York a donné lieu au reclassement des actifs en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019. Le changement du modèle de gestion intervenu au 2<sup>e</sup> semestre 2019 dans le cadre de l'évolution des exigences des superviseurs a donné lieu au reclassement des actifs en date du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Pour les actifs reclassés vers la catégorie « actifs évalués à la juste valeur par résultat », Dexia évalue la juste valeur à la date de reclassement et tout profit ou perte résultant d'une différence entre l'ancien coût amorti de l'actif financier (ajusté au titre du risque de taux couvert) et sa juste valeur est comptabilisé en résultat net et présenté sur une ligne distincte du compte de résultat en « Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Pour les actifs reclassés vers la catégorie « actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres », Dexia évalue la juste valeur

à la date de reclassement et tout profit ou perte résultant d'une différence entre l'ancien coût amorti de l'actif financier (ajusté au titre du risque de taux couvert) et sa juste valeur est comptabilisé dans les capitaux propres (en autres éléments du résultat global). Le reclassement n'entraîne aucun ajustement du taux d'intérêt effectif et l'évaluation des pertes de crédit attendues reste inchangée.

Lors du reclassement des actifs financiers vers la catégorie « actifs évalués à la juste valeur par résultat », les relations de couverture au titre du risque de taux sont interrompues. Ces dérivés qui ne peuvent plus être considérés comme des dérivés de couverture comptable sont reclassés en dérivés de transaction. Le risque de taux d'intérêt de ces actifs reste donc économiquement couvert par ces dérivés, mais les autres natures de risque, et notamment le risque de crédit, ne sont pas couverts.

#### **1.1.6.2.2. Classement et évaluation des placements dans des instruments de capitaux propres**

Les placements dans des instruments de capitaux propres qui entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 9 sont classés dans l'une des catégories suivantes :

- Obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat en tant qu'instruments financiers non « basiques »
- Les instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global).

Dexia ne possède pas d'instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction.

Dexia comptabilise initialement à la juste valeur les actifs obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat et les réévalue ultérieurement à leur juste valeur sous la rubrique « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ». Tous les gains et pertes réalisés et latents ainsi que les dividendes perçus sur les placements dans des instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat sont enregistrés en résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Lors de la comptabilisation initiale et au cas par cas, Dexia peut désigner de manière irrévocable les placements dans des instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction comme étant évalué à la juste valeur par capitaux propres sous la rubrique « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ». Ces instruments sont ensuite réévalués à la juste valeur avec toutes les variations comptabilisées en capitaux propres (en autres éléments du résultat global) sous la rubrique « Réévaluation directement en capitaux propres des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres » sans reclassement de ces montants en résultat. Lors de la cession de l'instrument, Dexia reclasse les montants réalisés au sein des capitaux propres et les présente sous la rubrique « Réserves consolidées ». Les actifs classés dans cette catégorie ne font pas l'objet de dépréciation.

Dexia comptabilise les dividendes perçus sur les placements dans des instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres dans le compte de résultat en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

#### **1.1.6.2.3 Classement et évaluation des instruments dérivés (de transaction et de couverture)**

Si le dérivé n'est pas lié à une opération de couverture comptable, il est déclaré comme étant un dérivé détenu à des fins de transaction. Les principaux instruments financiers dérivés de Dexia portent sur des contrats de change ou de taux

d'intérêt mais Dexia utilise aussi des dérivés de crédit ou des dérivés sur action. Tous les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite revalorisés à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des prix constatés sur les marchés cotés ou en utilisant des modèles de flux de trésorerie ou à partir des modèles d'évaluation internes suivant le cas.

Lorsque les conditions de marché évoluent (ex: valorisations des floors ou du *Funding Value Adjustment (FVA)*) pour les contrats, les modèles sont adaptés pour tenir compte de ces évolutions de marché. De même, certains modèles, ou modalité d'application de ceux-ci, peuvent évoluer avec la meilleure connaissance des produits (CVA, DVA, etc) ou le développement d'activités (ex: augmentation significative des FX swaps sur Paris suite à la fermeture de DCL NY en 2020).

Dexia présente les dérivés comme des actifs si leur juste valeur est positive, ou comme des passifs si elle est négative.

### Dérivés de transaction

Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés dans une relation de couverture sont évalués à la juste valeur par résultat. Dexia fait une distinction comme suit :

- Les dérivés qui sont détenus à des fins de couverture mais pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut être ou n'est pas appliquée (couverture économique). Toute variation de la juste valeur est enregistrée au compte de résultat en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les intérêts sont comptabilisés dans la marge d'intérêt.
- Les dérivés qui ne sont pas détenus à des fins de couverture (dérivés de transaction). Toute variation de la juste valeur de ces dérivés ainsi que les intérêts générés par ces instruments sont enregistrés en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les dérivés incorporés dans les passifs financiers sont décomposés et traités comme des dérivés séparés lorsque :

- leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- un instrument autonome avec les mêmes termes que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé ; et
- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur par résultat avec variation des gains ou pertes latents présentés en résultat.

Dexia présente les dérivés incorporés séparés au sein de la même rubrique que les contrats hôtes.

### Dérivés de couverture

Les dérivés de couverture sont des dérivés qui sont spécifiquement désignés dans une relation de couverture et ils sont évalués en fonction de leur type de relation de couverture. La comptabilisation de ces dérivés est détaillée dans la section 1.1.10 « Dérivés de couverture ».

#### 1.1.6.2.4. Traitement des remboursements anticipés et réaménagements de prêts

Dexia a déterminé ses principes pour le traitement des réaménagements de prêts par analogie avec le paragraphe B3.3.6 d'IFRS 9 relatif aux réaménagements de passifs financiers.

#### Actifs financiers restructurés et modifiés

Lorsqu'un actif financier est restructuré, chaque cas est apprécié individuellement. Les modifications signifient les changements contractuels entraînant une modification des flux futurs de trésorerie contractuels. La méthode de comptabilisation des prêts restructurés et modifiés ainsi que des indemnités de remboursement anticipé diffère selon que la

restructuration aboutit ou non à des conditions substantiellement différentes de celles initialement fixées.

Toute modification substantielle des conditions d'un actif financier existant doit être comptabilisée comme une extinction de l'actif financier initial et la comptabilisation d'un nouvel actif financier. Une restructuration avec décomptabilisation n'est pas considérée comme une vente d'un actif financier dans le cadre des exigences liées au modèle de gestion de détention de l'actif afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels sur sa durée de vie.

Les facteurs suivants, non exhaustifs, sont pris en compte pour déterminer si les conditions contractuelles d'un actif après la restructuration doivent être considérées comme étant substantiellement différentes sur une base qualitative :

- caractère « basique » / « non basiques » des flux de trésorerie contractuels ;
- la devise dans laquelle l'instrument de dette est libellé ;
- le taux d'intérêt ;
- les caractéristiques de conversion attachées à l'instrument ;
- les modifications des covenants contractuels ;
- le changement de contrepartie.

En outre, conformément au paragraphe B3.3.6 d'IFRS 9, Dexia considère que les conditions sont substantiellement différentes lorsque la valeur actualisée des flux de trésorerie (valeur actualisée nette) selon les nouvelles conditions, y compris les honoraires versés nets des honoraires reçus, diffère d'au minimum 10 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie (valeur actualisée nette) restants du prêt initial.

Lorsque la modification ne donne pas lieu à une décomptabilisation, toute différence entre les flux de trésorerie contractuels modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine et la valeur comptable brute qui existe sur l'actif est immédiatement comptabilisée au compte de résultat en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres » ou « Gains ou pertes nets sur actifs financiers évalués au coût amorti » en fonction de la classification de l'actif.

Une restructuration ou une modification d'un actif financier évalué au coût amorti ou d'un actif financier évalué à la juste valeur par capitaux propres pourrait entraîner une modification substantielle dans les conditions, conduisant à une décomptabilisation de l'actif financier d'origine. L'indemnité de remboursement anticipé est comptabilisée immédiatement dans le compte de résultat en « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres » ou « Gains ou pertes nets sur actifs financiers évalués au coût amorti » en fonction de la classification de l'actif. Un nouvel actif financier est comptabilisé à sa juste valeur.

#### 1.1.6.2.5. Dépréciation sur les actifs financiers

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce nouveau modèle s'applique aux instruments de dette (prêts ou titres) évalués au coût amorti ou aux instruments de dette évalués en juste valeur par capitaux propres ainsi qu'aux créances de crédit-bail et aux créances commerciales. Ce modèle s'applique également aux engagements de financement donnés et aux garanties financières données enregistrées au hors-bilan de Dexia.

Dans ce modèle, chaque instrument financier (hormis les actifs qui sont en défaut dès leur acquisition ou leur création) est positionné dans trois phases selon l'évolution de son risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale :

- phase 1 : pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ;

– phase 2 : augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale sans événement de crédit avéré ;  
 – phase 3 : événement de crédit avéré à la date de clôture, c'est-à-dire que la contrepartie est identifiée comme étant en défaut. Cette classification est réévaluée sur base trimestrielle. Une exposition ayant été classée en phase 3 peut revenir en phase 1 ou 2 dès lors qu'elle ne remplit plus les critères de défaut. Une exposition ayant été classée en phase 2 peut revenir en phase 1 dès lors qu'elle ne présente plus d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale.

Le modèle d'évaluation de la provision dépend alors de la phase à laquelle l'actif financier est alloué :

- dans la phase 1, le montant de la provision est calculé selon les pertes de crédit attendues sur une période de 12 mois à venir, mesurées sur un modèle de pertes à maturité résultant d'un défaut survenu au cours des 12 prochains mois, pondéré par la probabilité que le défaut survienne au cours de cette période de 12 mois.
- dans les phases 2 et 3, le montant de la provision est égal aux pertes de crédit attendues jusqu'à maturité, mesurées sur un modèle de pertes à maturité, pondéré par la probabilité que le défaut survienne au cours de la maturité résiduelle de l'instrument.

Les revenus de ces actifs sont reconnus sur la base du taux d'intérêt effectif qui est appliqué dans les phases 1 et 2 à la valeur comptable brute de l'actif et dans la phase 3 à la valeur nette comptable.

Dexia n'applique pas l'option de simplification autorisée par IFRS 9 pour les créances commerciales (avec une composante de financement importante) ou aux créances de crédit-bail. Le calcul des pertes de crédit attendues de ces actifs suit l'approche générale décrite ci-dessous.

#### **Augmentation importante du risque de crédit**

Pour les instruments financiers ne présentant pas d'événement de crédit avéré et qui, par conséquent, doivent être positionnés en phase 1 ou phase 2, Dexia a développé une approche basée à la fois sur un test quantitatif et un test qualitatif afin d'évaluer s'il y a, ou non, une augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale.

Le test quantitatif consiste à comparer la probabilité de défaut dite « average » (mesurée au travers du cycle) du contrat à la date d'arrêté et à la date de la création. Cette mesure d'écart est ensuite normalisée par la probabilité de défaut dite « average » (mesurées au travers du cycle) du contrat à la date de la création. Les probabilités de défaut sont établies sur un horizon temporel égal à la maturité initiale de l'instrument financier.

Si la variation de probabilité de défaut est supérieure à un seuil donné, elle indique une détérioration significative du risque de crédit entraînant une classification de l'instrument financier en phase 2. Ce seuil fait l'objet d'une validation régulière par les instances de gouvernance.

Les exigences réglementaires comptables et prudentielles permettent également de supposer que le risque de crédit sur un instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, si l'instrument financier présente un faible risque de crédit à la date de clôture.

Bien que les établissements de crédit aient ainsi la possibilité, pour les actifs à « faible risque de crédit », de ne pas mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination, et de positionner ainsi les actifs concernés direc-

tement en phase 1, le recours à cette exemption doit être limité, et en particulier ne peut s'appliquer qu'aux positions titres du portefeuille.

L'approche qualitative, quant à elle, repose sur des indicateurs spécifiques à la contrepartie, et consiste à positionner en phase 2 les expositions qui sont suivies au travers du processus « Watchlist », qui ont bénéficié de mesures de Forbearance<sup>(1)</sup> ou qui appartiennent à un secteur économique défini comme « sensible »<sup>(2)</sup>.

La norme IFRS 9 indique que, quelle que soit la façon dont l'entité procède à cette appréciation, il existe une présomption réfutable d'augmentation importante du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis plus de 30 jours. Compte tenu des caractéristiques du portefeuille de Dexia et en particulier de l'importance du sous-portefeuille sur le secteur public, les procédures administratives peuvent retarder les paiements contractuels. C'est pourquoi, compte tenu de cet élément, une première analyse est effectuée afin de s'assurer que ces retards ne sont pas imputables aux procédures administratives, et si non, la présomption s'applique et ces exceptions sont analysées et documentées individuellement.

La probabilité de défaut à l'initiation est déterminée une fois pour toutes pour chaque exposition. Toutefois, si les conditions contractuelles d'un actif financier étaient redéfinies (ou restructurées c'est-à-dire renégociées ou refinancées) et si cette restructuration conduisait à une décomptabilisation conformément aux règles comptables établies par IFRS 9, l'actif restructuré sera considéré comme un nouvel actif. Ce nouvel actif est soit comptabilisé comme un POCI (Purchased or Originated Credit Impairment financial assets) s'il répond aux critères d'identification de ce type d'actifs et dans ce cas une perte attendue à maturité lui sera allouée, autrement il est initialement classé en phase 1. Le test quantitatif de dégradation du risque de crédit est ensuite effectué sur les nouvelles caractéristiques de l'actif restructuré. La probabilité de défaut à l'origine est donc mise à jour compte tenu de la notation de la contrepartie à la date de restructuration et de l'échéance de l'actif financier restructuré.

#### **Mesure des pertes de crédit attendues**

*Calcul des pertes de crédit attendues pour les instruments financiers positionnés dans la phase 1 ou 2*

- « Forward Looking » : La détermination des pertes de crédit attendues est fonction des probabilités de migration des notations, des probabilités de défaut (PD), du taux de perte en cas de défaut (LGD) et du montant de l'encours au moment du défaut (EAD). Les probabilités de migration des notations, les probabilités de défaut et le taux de perte sont ponctuels (PIT ou Point in Time – issus de modèles macroéconomiques prenant en compte la situation actuelle) mais également prospectifs (Forward Looking – prenant en compte des conditions macroéconomiques anticipées sur 3 années).

Dexia a développé des modèles de notation internes basés sur la segmentation des secteurs ainsi que sur une mesure à la plus juste estimation « average » des probabilités de défaut, de la probabilité de migration des notations et du modèle de

(1) La définition de Forbearance regroupe les restructurations avec concessions accordées aux contreparties ayant des difficultés financières.

(2) Les secteurs sensibles sont des secteurs économiques qui présentent des indications de risque de crédit élevé.

taux de pertes en cas de défaut, construits sur un horizon pluriannuel à partir des données historiques.

De ces mesures à la plus juste estimation des paramètres sont dérivés des modèles PD et LGD IFRS 9 «Point in Time» qui prennent en compte les liens entre les diverses variables macroéconomiques et les paramètres de risque et qui sont construits statistiquement sur la base de leurs interdépendances historiques.

Les variables macroéconomiques les plus pertinentes utilisées sont le PIB, le taux de chômage, l'inflation, la croissance du PIB, ainsi que des indicateurs de rendement et d'intérêts. Une telle approche permet d'effectuer des projections sur la PD, les migrations de notation et la LGD compte tenu de la conjoncture économique.

Le caractère «Point In Time» des probabilités de migration des notations, de la probabilité de défaut et du taux de pertes en cas de défaut est régulièrement contrôlé, a posteriori, par rapport aux données historiques selon la politique de back-testing interne de Dexia. Les résultats de ces backtests sont soumis au service de validation interne et présentés aux instances dirigeantes.

- **«Scénarios»**: De façon complémentaire, Dexia a développé des projections sur les pertes de crédit attendues pour 3 scénarios macro-économiques: un scénario de base, un scénario amélioré, et un scénario dégradé par rapport à ce cas de base, les deux derniers étant construits symétriquement autour de l'hypothèse de base. Le scénario macroéconomique de base se fonde sur des prévisions à un horizon de trois ans, il se fonde sur un certain nombre de données macroéconomiques et financières obtenues auprès des institutions internationales, tels que la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI). Les projections sont ensuite étudiées par un groupe de travail, combinant des experts des fonctions Risque et Finance, qui peuvent, le cas échéant, annuler ou modifier certaines prévisions.

La méthodologie pour construire les scénarios de reprise et de ralentissement est basée sur la fourchette d'erreur historique observée entre les prévisions économiques et les observations empiriques. Les pertes de crédit attendues pondérées en fonction des probabilités sont ensuite obtenues en pondérant les différents résultats des pertes de crédit attendues du scénario de base avec les probabilités des deux scénarios alternatifs.

- **«Cure rate»**: La probabilité qu'une contrepartie revienne d'une situation de défaut à une situation normale (c'est-à-dire sans perte) est prise en compte dans les estimations des paramètres de risque.

- **«Credit Risk Mitigants» (ou techniques de réduction du risque crédit)**: La détérioration du risque de crédit est mesurée par l'évolution du taux de défaut de la contrepartie originale. Les garants alloués contractuellement à l'exposition (tels que par exemple les rehausseurs de crédit) sont pris en compte dans le calcul des pertes de crédit attendues, en appliquant la probabilité de double défaillance de l'emprunteur et du garant. Les autres éléments de garantie (tels que par exemple hypothèques, nantissement, cash collatéral) lorsqu'ils ne font pas l'objet d'une comptabilisation séparée, sont pris en compte dans le calcul des pertes de crédit attendues par réduction de la perte en cas de défaut.

- **«Actualisation»**: Les pertes de crédit attendues établies par pondération probabiliste sont actualisées à la date de clôture au moyen du taux d'intérêt effectif. Pour les instruments des phases 1 et 2, les intérêts sont calculés sur la base de la valeur comptable brute de l'instrument selon des modèles définis en fonction des différents sous-portefeuilles de Dexia.

*Calcul des pertes de crédit attendues pour les instruments financiers positionnés dans la phase 3*

Les pertes de crédit attendues sont définies en fonction des caractéristiques individuelles de l'exposition, principalement en appliquant des modèles de flux de trésorerie, par comparaison de la structure financière de contreparties similaires, par analyse de la capacité de remboursement de l'emprunteur ou encore en prenant en compte la valeur de la garantie. Dans certains cas particuliers, aucune dépréciation ne peut être attribuée, notamment lorsque la valeur de la garantie excède la valeur de l'instrument de dette.

Pour les instruments en phase 3, les produits d'intérêts sont calculés sur la base du coût amorti (c'est-à-dire sur la valeur comptable brute après déduction de la provision pour créances douteuses).

Quand Dexia ne s'attend plus raisonnablement à récupérer un actif financier en totalité ou en partie, la valeur comptable brute de l'actif financier est réduite. La politique de Dexia consiste donc à comptabiliser une perte en résultat lors de l'annulation de la dette, ce qui signifie que plus aucun levier d'exécution ne sera mis en œuvre.

#### **Nouvelle définition du défaut**

Voir note 1.1.2.5. «Nouvelle définition du défaut».

#### **Traitement comptable des pertes de crédit attendues**

Dexia comptabilise les variations des pertes de crédit attendues liées aux instruments de dette, aux engagements de financement et aux contrats de garantie financière en résultat net, dans la rubrique «Coût du risque de crédit» en tant que gain ou de perte de valeur.

Pour les engagements de financement donnés et les garanties financières données en hors bilan, les pertes de crédit attendues sont comptabilisées au passif du bilan de Dexia.

Pour les actifs financiers en défaut dès leur acquisition ou leur création, le montant de la dépréciation comptabilisée en résultat est le cumul, depuis la comptabilisation initiale, des variations de pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'instrument. Les variations favorables des pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif sont comptabilisées comme un gain dans le compte de résultat.

#### **1.1.6.3. Classement et évaluation des passifs financiers**

##### **1.1.6.3.1. Passifs au coût amorti**

Dexia comptabilise initialement les emprunts interbancaires et les emprunts envers la clientèle ainsi que les titres de dette à leur juste valeur, c'est-à-dire pour leur montant reçu, net des frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts et les titres de dette sont comptabilisés à leur coût amorti. Dexia comptabilise toute différence entre la valeur comptable initiale et le montant remboursé au compte de résultat sur la durée du passif en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

##### **1.1.6.3.2. Passifs détenus à des fins de transaction**

Les passifs contractés à des fins de transaction suivent le même traitement comptable que celui appliqué aux actifs financiers détenus à des fins de transaction.

##### **1.1.6.3.3. Passifs désignés à la juste valeur par résultat (FVO)**

Sous certaines conditions, et sous réserve d'une documentation appropriée, Dexia peut désigner de manière irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, un passif financier comme étant évalué à la juste valeur par résultat dès lors que :

- une telle désignation élimine ou réduit de manière significative une incohérence dans l'évaluation ou la classification (« non-concordance comptable ») qui aurait existé sans l'application de cette option ;
- un groupe de passifs financiers est géré, et leur performance est évaluée sur la base de leur juste valeur conformément à une stratégie de gestion des risques ou d'investissements dûment documentée ;
- un instrument hybride qui contient un ou plusieurs dérivés incorporés séparables.

Lors de la réévaluation ultérieure, Dexia comptabilise comme suit les gains et pertes latents sur les passifs financiers désignés à la juste valeur sur option par résultat :

- les variations de juste valeur attribuables au risque de crédit propre sont enregistrées par capitaux propres dans une ligne spécifique « Réévaluation directement en capitaux propres du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les variations résiduelles de la juste valeur sont présentées dans le compte de résultat en « Gains ou pertes des instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Lors de la décomptabilisation des passifs désignés à la juste valeur par résultat, les montants accumulés en capitaux propres attribuables au risque de crédit propre ne font pas l'objet du reclassement en compte de résultat. Dexia effectue un reclassement de ces montants réalisés au sein des capitaux propres et les présente sur une ligne « Réserves consolidées ».

Néanmoins, dans le cas où le traitement des passifs désignés à la juste valeur par résultat décrit plus haut créerait une non-concordance comptable au niveau du compte de résultat, Dexia présente l'ensemble des variations de juste valeur dans le compte de résultat.

Selon la méthode comptable choisie par Dexia, les intérêts sont comptabilisés dans la marge d'intérêt.

## 1.1.7. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

### 1.1.7.1. Principes de valorisation

IFRS 13 définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

Les prix de marché cotés pour des actifs ou passifs identiques sont utilisés pour évaluer les justes valeurs lorsqu'il existe un marché actif. Ces prix de marché sont en effet la meilleure estimation de la juste valeur d'un instrument financier. La détermination de l'existence ou non d'un marché actif est basé sur des critères tels que le volume de transactions, la liquidité du marché, l'écart achat-vente, etc.

Si l'instrument financier n'est pas traité sur un marché actif, des techniques de valorisation sont utilisées. Le choix de la technique de valorisation doit être approprié aux circonstances et le niveau d'évaluation doit refléter ce que serait la juste valeur dans les conditions de marché actuelles. Les techniques de valorisation utilisées par Dexia maximisent l'utilisation de données observables et minimisent l'utilisation de données non observables.

Le modèle de valorisation devrait prendre en compte tous les facteurs que les acteurs du marché prendraient en considération pour valoriser l'instrument. Évaluer la juste valeur d'un instrument financier requiert la prise en compte des conditions de marché existantes au moment de l'évaluation. Dans

la mesure où des données observables sont disponibles, elles doivent être incorporées dans le modèle.

Les instruments financiers de Dexia reconnus à la juste valeur au bilan ou pour lesquels une juste valeur est calculée à des fins de présentation en annexe, sont classés selon les niveaux définis par la hiérarchie IFRS des justes valeurs. La définition des niveaux retenue par Dexia est celle que l'on retrouve dans le texte de la norme IFRS 13 :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : techniques de valorisation basées sur des données, autres que les prix cotés inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement.
- Niveau 3 : techniques de valorisation basées de façon significative sur des données non observables.

Selon la politique de Dexia, les transferts d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs sont effectués à la juste valeur à la date de clôture.

### 1.1.7.2. Techniques de valorisation

Les principes de valorisation retenus par Dexia pour ses instruments financiers (instruments mesurés à la juste valeur par résultat, actifs financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global) et valorisations pour les annexes) peuvent être résumés comme suit :

#### 1.1.7.2.1. Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur (détenus à des fins de transaction, détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, désignés à la juste valeur par le résultat, évalués à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global), dérivés)

##### ***Instruments financiers évalués à la juste valeur pour lesquels des cotations de marché fiables sont disponibles***

Si le marché est actif, les prix cotés disponibles correspondent à la meilleure évidence de juste valeur et seront donc utilisés pour les valorisations.

Ces prix de marché utilisés dans un marché actif pour des instruments identiques sans ajustement répondent aux conditions requises pour l'inclusion dans le niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur telle que définie dans IFRS 13, contrairement à l'utilisation de prix cotés sur des marchés non actifs ou l'utilisation de spreads cotés.

##### ***Instruments financiers à la juste valeur pour lesquels il n'existe pas de prix de marché fiable et pour lesquels les valorisations sont obtenues par des techniques d'évaluation***

Dexia utilise pour ses valorisations des approches s'appuyant autant que possible sur des données de marché observables. Ces valorisations s'appuient sur des fournisseurs de données de marché externes indépendants et des approches quantitatives standard. Le département Market Risk établit un suivi régulier de la qualité des valorisations :

- les valorisations d'instruments dérivés sont confrontées à celles d'un panel de contreparties et analysées lors d'un comité mensuel ad hoc ;
- les niveaux d'exécution des opérations sont utilisés pour s'assurer de la qualité des approches de valorisation ;
- une revue régulière des approches de valorisation est faite et soumise à la validation du département Validation.

Pour être éligible à la juste valeur de niveau 2, seules des données de marché observables peuvent être utilisées de manière significative. Les données que Dexia intègre dans



ses modèles de valorisation sont soit directement observables (prix), soit indirectement observables (spreads) ou bien encore sont le résultat de l'utilisation de prix ou de spreads directement observables sur des instruments similaires. Les justes valeurs d'instruments financiers qui utilisent significativement des données inobservables ou des hypothèses retenues par Dexia doivent être qualifiées en niveau 3 pour les besoins de publication dans les annexes.

La gouvernance en matière de juste valeur est assurée par plusieurs comités en charge des sujets liés à la valorisation. Le comité de direction, qui est le comité de gouvernance du niveau le plus élevé, supervise les principales décisions prises par les comités des niveaux subordonnés (comité des risques de marché et comité de validation). Cette gouvernance assure un cadre de contrôle solide sur les sujets liés à la valorisation ainsi que l'indépendance entre le front office, l'équipe des risques de marché et l'équipe de validation, dans le but de produire des estimations de juste valeur fiables pour la surveillance des risques de l'activité de négociation ainsi que pour une présentation fidèle de la situation financière et de la solvabilité du groupe. Les principes de valorisation généraux de Dexia assurent l'utilisation de prix cotés et observables, lorsqu'ils sont disponibles, ou de modèles de valorisation qui prennent en compte tous les facteurs que les acteurs du marché prendraient en considération. Les modèles sont développés par le département Market Risk sur la base des informations fournies par le front office et sont validés par le département Validation. Selon leurs disponibilités, les données peuvent provenir de différentes sources telles que les cotations de prix négociables ou cours indicatifs. Un inventaire des produits est régulièrement effectué, avec la revue des principales caractéristiques, la matérialité et le statut du modèle.

Lorsqu'il n'existe pas de marché actif, les titres et les prêts sont valorisés en maximisant l'utilisation de données de marché.

Dexia utilise un modèle de flux de trésorerie actualisés basé sur des spreads de crédit. Le spread de crédit est estimé sur la base des données directement disponibles auprès de contributeurs externes (Bloomberg, Markit...) ou, lorsqu'aucune donnée n'est disponible pour un instrument, sur la base de la courbe de crédit de l'émetteur ajustée pour tenir compte des caractéristiques spécifiques des titres considérés (maturité...) ou, à défaut, sur la base de spreads disponibles pour des instruments similaires sur le marché (secteur, notation, devise). S'agissant de la valorisation des dérivés, Dexia ajuste la valeur de marché pour tenir compte des risques de contreparties (Credit Valuation Adjustment (CVA) / Debit Valuation Adjustment (DVA)) et de financements (Funding Valuation Adjustment (FVA)).

La CVA reflète le risque de défaut de la contrepartie et la DVA reflète le risque de crédit propre de Dexia.

Dexia distingue deux marchés pour l'estimation de la CVA/DVA :

- Le marché des dérivés collatéralisés donnant lieu à l'échange quotidien de collatéral pour lesquels la CVA/DVA est calculée sur la base des variations de valeurs anticipées sur la période de marge en risque.
- Le marché des dérivés non collatéralisés pour lesquels il existe un risque sur la juste valeur du dérivé en date d'arrêté ainsi que sur les variations de valeur anticipées sur la durée de vie du dérivé.

Sur la base de projections, les expositions positives anticipées sont utilisées pour le calcul de la CVA alors que les expositions négatives anticipées sont utilisées pour le calcul de la DVA.

Pour l'estimation de la CVA/DVA, les paramètres de probabilité de défaut (PD) utilisés sont déterminés sur la base de données et de conventions de marché. Les paramètres de perte en cas de défaut (LGD) sont basés sur des conventions de marché ou sur des statistiques internes qui prennent en compte des taux de recouvrement spécifiques observés.

Suivant les hypothèses que les participants de marché prendraient en considération pour évaluer la juste valeur, Dexia utilise la courbe des taux au jour le jour (OIS) comme courbe d'actualisation pour tous les dérivés, quelle que soit leur collatéralisation.

La Funding Valuation Adjustment (FVA) prend en compte les coûts de financement associés aux instruments dérivés non collatéralisés. Ces dérivés non collatéralisés n'étant pas assujettis à des appels de marge, la banque bénéficie d'une économie de financement ou en supporte le coût suivant le sens de sa position nette au bilan, correspondant aux valeurs de marché de ces instruments dérivés.

Le niveau de coût de financement utilisé dans la détermination de la FVA reflète le financement de l'exposition des dérivés non collatéralisés à des taux différents de ceux au jour le jour.

S'agissant de la valorisation des actifs, Dexia tient compte du risque de remboursement anticipé lié à ces actifs.

Dexia continuera à faire évoluer ses modèles au fil des trimestres en fonction de l'évolution des pratiques de marché.

#### 1.1.7.2.2. Instruments financiers comptabilisés au coût amorti (évaluation pour l'annexe sur la juste valeur)

Ces instruments sont valorisés selon la même approche que celle décrite ci-dessus pour les instruments reconnus à la juste valeur au bilan.

### 1.1.8. PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

Tous les instruments financiers générant des intérêts, excepté les instruments dérivés évalués à la juste valeur par résultat lorsqu'ils sont détenus à des fins de transaction (hors dérivés de couverture économique qui sont détenus à des fins de gestion de risques mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée), voient leurs produits financiers et leurs charges financières comptabilisés dans la marge d'intérêt en compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif fondée sur la valeur comptable initiale (y compris les coûts de transaction).

Les coûts de transaction sont des coûts complémentaires qui sont directement imputables à l'acquisition d'un actif ou d'un passif financier. Un coût complémentaire peut être défini comme un coût qui n'aurait pas été supporté si l'acquisition de l'instrument financier n'avait pas été effectuée.

Les intérêts courus sont comptabilisés sous la même rubrique de bilan que les actifs financiers ou les passifs financiers auxquels ils se rapportent.

Les produits et charges d'intérêt sur les dérivés sont présentés de façon brute par instrument.

Conformément à la décision de l'IFRS IC et à la position de l'Autorité bancaire européenne (ABE), Dexia présente la rémunération négative sur les actifs en charges d'intérêt et la rémunération positive sur les passifs en produits d'intérêt.

#### 1.1.9. HONORAIRES ET COMMISSIONS : PRODUITS ET CHARGES

Le revenu est évalué en fonction de la contrepartie spécifiée dans un contrat conclu avec un client à l'exclusion des sommes perçues pour le compte de tiers. Dexia comptabilise

les revenus lorsqu'elle transfère le contrôle d'un produit ou d'un service à un client.

L'essentiel des honoraires et commissions générés par l'activité de Dexia est étalé sur la durée de l'opération génératrice de commission.

En ce qui concerne les opérations importantes comme les commissions et honoraires résultant de la négociation ou de la participation à la négociation d'une opération pour compte de tiers telle que l'arrangement relatif à l'acquisition de crédits, d'actions ou d'autres valeurs mobilières, ou à l'acquisition ou la vente d'une société, ces commissions et honoraires sont comptabilisés lorsque l'acte important est achevé.

Selon IFRS 9, les commissions d'engagement sur prêts sont comptabilisées comme faisant partie du taux d'intérêt effectif si le prêt est octroyé. Si le prêt n'est pas octroyé, cette commission d'engagement est comptabilisée en tant que commission à la date d'expiration de l'engagement.

Les honoraires qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif sont comptabilisés selon la norme IFRS 15. Ils comprennent les honoraires de services pour un prêt, les commissions d'engagement pour l'octroi d'un prêt lorsque l'engagement de financement n'est pas évalué à la juste valeur par résultat et qu'il est peu probable qu'un contrat de prêt spécifique soit conclu, ainsi que les commissions de syndication de prêts reçues par Dexia qui fait le montage d'un prêt et ne conserve aucune partie du programme de prêt (ou conserve une partie au même taux d'intérêt effectif pour un risque comparable à celui des autres participants).

Les frais de contrats de garantie financière qui ne sont pas désignés à la juste valeur par résultat et qui n'entrent pas dans le champ d'application d'IFRS 4 « Contrats d'assurance » sont comptabilisés conformément à IFRS 15.

#### 1.1.10. DÉRIVÉS DE COUVERTURE

Dans l'attente d'une future norme relative à la macro-couverture, et comme l'autorise IFRS 9, Dexia maintient les règles actuelles (IAS 39) de la comptabilité de couverture à toutes ses relations de micro et macro-couvertures.

Les dérivés de couverture appartiennent à l'une des trois catégories suivantes :

- couverture de la juste valeur d'un actif ou d'un passif ou d'un engagement ferme (couverture de juste valeur) ; ou
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou à un passif déterminé, ou à une transaction future (couverture de flux de trésorerie) ; ou
- couverture d'investissement net dans une entité étrangère (couverture d'investissement net).

Dexia désigne un dérivé comme instrument de couverture si certaines conditions sont remplies :

- une documentation précise et formalisée sur l'instrument de couverture, sur le sous-jacent à couvrir, sur l'objectif de la couverture, sur la stratégie retenue et sur la relation entre l'instrument de couverture et le sous-jacent doit être préparée préalablement à la mise en place de la couverture ;
- une étude doit démontrer que la couverture sera efficace de manière prospective et rétrospective pour neutraliser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie du sous-jacent couvert tout au cours de l'exercice ou de la période de couverture ; et
- la couverture doit débuter dès la mise en place de l'instrument et se poursuivre sans interruption.

Dexia comptabilise les variations de juste valeur des dérivés désignés dans une relation de couverture en juste valeur, qui satisfont aux conditions de la comptabilité de couverture et

qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir, en résultat au même titre que les variations de juste valeur des actifs ou passifs couverts.

Si, à un moment donné, la couverture de la juste valeur vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture et l'élément couvert est toujours comptabilisé, Dexia amortit la part revalorisée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier en résultat, sur la durée résiduelle de l'élément couvert ou de l'instrument de couverture si celle-ci est plus courte, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

La part efficace des variations de juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, qui satisfont aux conditions de la comptabilité de couverture, est comptabilisée dans les capitaux propres dans la rubrique « Gains et pertes latents ou différés » (voir le tableau de variation des capitaux propres consolidés). La partie non efficace de la variation de juste valeur des dérivés est comptabilisée en compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». La variation de juste valeur des dérivés pour le Credit Valuation Adjustment, le Debit Valuation Adjustment et le Funding Valuation Adjustment est comptabilisée en compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les montants stockés en capitaux propres sont reclassés en compte de résultat et comptabilisés en produits ou charges lorsque l'engagement de couverture ou la transaction prévue impacte le résultat.

#### 1.1.11. COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'UN PORTEFEUILLE

Dexia applique IAS 39 tel qu'adopté par l'Union européenne (« IAS 39 carve-out ») qui reflète plus précisément la manière dont Dexia gère ses instruments financiers.

La relation de couverture a pour but de réduire l'exposition au risque de taux d'intérêt qui provient de certaines catégories d'actifs ou de passifs, désignés comme éléments couverts.

Dexia effectue une analyse globale de son risque de taux d'intérêt. Cette analyse consiste à évaluer le risque de taux de tous les éléments à taux fixe, générateurs d'un tel risque, qui sont comptabilisés au bilan et au hors bilan. Cette analyse globale peut exclure certains éléments générateurs de risque, tels que les activités de marché financier, à condition que le risque qui résulte de telles activités fasse l'objet d'un suivi activité par activité.

Dexia applique la même méthodologie pour sélectionner les actifs et les passifs qui doivent faire partie de la couverture de risque de taux du portefeuille. Les actifs et passifs financiers sont classés par intervalles de temps de maturité du portefeuille. En conséquence, lorsque ces éléments sortent du portefeuille, ils doivent être retirés de toutes les classes de maturité sur lesquelles ils ont un impact. Les dépôts remboursables à première demande et les comptes d'épargne peuvent faire partie du portefeuille s'ils font l'objet d'études comportementales pour estimer la date de maturité attendue. Dexia peut choisir différentes catégories d'actifs ou de passifs tels que des prêts ou des titres évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, etc., comme des éléments à couvrir.

À partir de cette analyse en différentiel, réalisée sur une base nette, Dexia définit, lors de la mise en place du contrat, l'exposition au risque à couvrir, la longueur des intervalles de temps, la méthode de test et la fréquence à laquelle les tests sont réalisés.

Les instruments de couverture sont des portefeuilles de dérivés dont les positions peuvent se compenser. Dexia comptabilise les éléments de couverture à leur juste valeur avec variations de juste valeur en compte de résultat.

Dexia présente les revalorisations relatives au risque couvert d'instruments comptabilisés au coût amorti au bilan au sein de la rubrique «Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux».

### 1.1.12. «GAIN OU PERTE AU PREMIER JOUR DE LA TRANSACTION»

Le «Gain ou perte au premier jour de la transaction» s'applique pour toutes les transactions évaluées à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Le «Gain ou perte au premier jour de la transaction» est la différence entre :

- le prix de transaction et son prix de marché coté, si la transaction est effectuée sur un marché coté ; ou
- le prix de transaction et la juste valeur déterminée par l'utilisation de techniques de valorisation (modèles de valorisation interne incluant certains ajustements de marché : risque de liquidité, risque de modèle, risque de crédit) si la transaction n'est pas cotée.

Si Dexia considère que les paramètres principaux sont observables et si la direction des Risques valide le modèle, le «Gain ou perte au premier jour de la transaction» sera comptabilisé immédiatement en compte de résultat. Si Dexia considère que ces données ne sont pas observables, ou si le modèle n'est pas validé par la direction des Risques, «le gain ou la perte au premier jour de la transaction» sera amorti linéairement en compte de résultat sur la durée de vie attendue de la transaction. Si par la suite, les données de marché deviennent observables, Dexia comptabilisera le montant résiduel du «Gain ou perte au premier jour de la transaction» en compte de résultat.

Dans le cas de dénouement avant la maturité, la part résiduelle du «Gain ou perte au premier jour de la transaction» est comptabilisée en compte de résultat. Dans le cas d'un dénouement partiel avant la maturité, Dexia comptabilise en compte de résultat la part du «Gain ou perte au premier jour de la transaction» correspondant au dénouement partiel anticipé.

### 1.1.13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se composent principalement des matériels et équipements.

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un composant indépendant, si nécessaire, s'il est probable que Dexia bénéficiera d'avantages économiques futurs et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leur valeur résiduelle. Ces immobilisations sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Pour déterminer la durée d'utilité d'un actif, les limites juridiques ou similaires sur l'usage de l'actif, telles que les dates d'expiration des contrats de location, sont pris en considération. La durée d'utilité d'un actif peut être plus courte que sa vie économique.

On trouvera ci-dessous les durées d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- matériel informatique : 3 à 6 ans

- aménagements des bureaux, mobiliers et matériels : 2 à 12 ans
- véhicules : 2 à 5 ans.
- installations techniques, agencements et finitions : 10 à 20 ans

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont inclus dans le coût de cet actif et doivent donc être capitalisés. Les autres coûts d'emprunt sont enregistrés en charges.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices de perte de valeur sont identifiés. Lorsque la valeur nette comptable de l'immobilisation figurant au bilan est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, une perte de valeur est constatée et la valeur au bilan de cette immobilisation est ramenée à son montant recouvrable estimé. Dans les cas où la valeur recouvrable de l'actif isolé ne peut être déterminée individuellement, Dexia détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel il appartient. Les plus ou moins-values de cession des immobilisations sont calculées sur la base de la valeur nette comptable et sont imputées en «Gains ou pertes nets sur autres actifs».

Dexia présente l'actif au titre du droit d'utilisation de ces contrats de location dans le poste des «Immobilisations corporelles», sur la même ligne que les actifs sous-jacents de même nature dont il a la pleine propriété (voir note 1.1.18).

### 1.1.14. ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels consistent principalement en logiciels acquis ou développés en interne. Le coût de la maintenance de ces logiciels est considéré comme une charge et est comptabilisé en compte de résultat lorsque le coût est avéré. Cependant, les dépenses qui ont pour effet d'améliorer la qualité d'un logiciel ou de prolonger sa durée de vie de plus d'un an sont capitalisées et viennent augmenter son coût d'origine. Les coûts de développement des logiciels immobilisés sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée à compter de la date où ils sont effectivement utilisables. Cette durée d'utilité se situe généralement entre trois et cinq ans, à l'exception des applications liées au cœur de métier pour lesquelles la durée d'utilité maximum est de dix ans.

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction, ou la production de l'actif forment la valeur de l'actif et, en conséquence, sont immobilisés. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés comme une charge de l'exercice.

Les actifs incorporels (autre que les écarts d'acquisition) font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur existe. Lorsque la valeur nette comptable d'une immobilisation figurant au bilan est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, une perte de valeur est constatée et la valeur au bilan de cette immobilisation est ramenée à son montant recouvrable. Les plus ou moins-values de cession des actifs incorporels sont déterminées par référence à leur valeur comptable et sont enregistrées en «Gains ou pertes nets sur autres actifs».

### 1.1.15. ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les actifs (ou groupes d'actifs) dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de

vente plutôt que par l'utilisation continue, sont considérés comme des actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) détenus en vue de la vente, dès lors :

- qu'ils sont disponibles en vue de la vente immédiate dans leur état actuel ; et
- que leur vente est hautement probable dans un délai d'un an.

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente sont évalués par Dexia au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Ces actifs font l'objet d'une présentation séparée au bilan, sans retraitement des périodes précédentes. Lorsqu'un groupe d'actifs est classé en « détenu en vue de la vente », les gains ou pertes latents ou différés sont isolés dans une ligne de publication distincte au sein des fonds propres. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente. Les comptes intragroupes entre les activités courantes et les groupes d'actifs détenus en vue de la vente continuent d'être éliminés.

Une activité abandonnée est une composante dont l'entité s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte. Le profit ou la perte après impôt des activités abandonnées fait l'objet d'une présentation séparée en compte de résultat. Les périodes précédentes sont retraitées.

#### 1.1.16. ÉCARTS D'ACQUISITION

Dexia n'a plus d'écart d'acquisition à son bilan et ne pourra plus acquérir de participations à l'avenir suite au plan de résolution ordonné du groupe.

#### 1.1.17. COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

Les comptes de régularisation et les actifs divers sont constitués essentiellement des produits à recevoir (hors intérêts), des paiements effectués d'avance, des taxes opérationnelles et des autres débiteurs. On y trouve également des produits d'assurance (primes d'assurance dues, réassurance, etc.), des contrats de promotion immobilière, des stocks et des actifs provenant des plans de retraite des salariés. Ces autres actifs sont évalués en suivant la norme applicable. Les actifs gérés dans le cadre des obligations de retraite sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 révisée.

#### 1.1.18. CONTRATS DE LOCATION

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, Dexia applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » à ses contrats de location et de sous-location.

Comme autorisé par les dispositions transitoires d'IFRS 16, Dexia applique la nouvelle norme aux contrats qu'elle avait antérieurement identifiés comme des contrats de location en application de la norme IAS 17. Pour chaque contrat conclu ou modifié à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2019, Dexia apprécie si celui-ci est un contrat de location ou contient une composante locative, selon la définition de la norme IFRS 16, qui implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle du droit d'utilisation de l'actif :

- l'existence d'un actif identifié sera notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué,
- le contrôle de l'utilisation de l'actif identifié pendant la période d'utilisation supposera à la fois le droit d'obtenir la

quasi-totalité des avantages économiques résultant de l'utilisation de l'actif et le droit pour le preneur de décider de l'utilisation de l'actif.

Conformément à IFRS 16, Dexia n'applique pas la nouvelle norme aux contrats de location portant sur les immobilisations incorporelles (logiciels, par exemple).

##### 1.1.18.1. Dexia est preneur

Dexia conclut principalement des contrats de location pour la location de ses équipements ou d'immeubles.

Les contrats de location, tels que définis par la norme IFRS 16 « Contrats de location », sont comptabilisés au bilan de Dexia avec constatation d'un actif au titre du droit d'utilisation du bien loué pendant la durée du contrat et d'une dette de location au titre de l'obligation de paiement des loyers.

Dexia a choisi de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni de dette de loyers pour les contrats de location d'une durée inférieure à un an (options de renouvellement incluses), ni aux contrats portant sur des biens ayant une faible valeur unitaire à neuf (Dexia applique le seuil d'exemption de EUR 5 000). Les loyers payés au titre de ces contrats sont ainsi constatés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée de location.

##### Évaluation du droit d'utilisation des actifs

L'actif au titre du droit d'utilisation du bien loué est initialement évalué à son coût qui comprend la valeur initiale de la dette locative augmentée, le cas échéant, des coûts directs initiaux, des coûts de remise en état et des paiements d'avance déduction faite des avantages reçus du bailleur.

L'actif lié au droit d'utilisation est ensuite amorti, en général selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, et déprécié le cas échéant.

##### Évaluation de la dette de loyer

La dette de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements locatifs sur la durée de la location.

Les montants à prendre en compte au titre des loyers dans l'évaluation de la dette incluent les loyers fixes et les loyers variables basés sur un indice ou un taux ainsi que, le cas échéant, les paiements à effectuer au titre de garantie de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalités de résiliation anticipée.

Afin de déterminer la durée de location (y compris pour les baux 3-6-9 en France), Dexia considère la période non résiliable du contrat complétée, le cas échéant, des options de renouvellement et des options de résiliation dont l'utilisation par Dexia est raisonnablement certaine. Afin d'apprécier le caractère raisonnablement certain d'exercice ou de non-exercice de ces options, Dexia exerce son jugement et tient compte de tous les faits et circonstances pertinents faisant que Dexia a un avantage économique à exercer une option ou à ne pas l'exercer, et notamment les conditions d'exercice de ces options, les aménagements importants dans les locaux loués, les coûts relatifs à la résiliation du contrat de location, l'importance de l'actif loué pour les activités de Dexia et les perspectives quant à l'utilisation à venir des biens. Par ailleurs, les hypothèses retenues pour déterminer la durée du bail et celles retenues pour la durée de l'amortissement des agencements ou aménagements éventuels effectués dans le cadre du bail sont mises en cohérence.

Le taux d'actualisation correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il ne peut être aisément déterminé, au taux d'emprunt marginal. C'est ce dernier taux que Dexia utilise généralement en tant que taux d'actualisation. Ce taux,

déterminé par devise et par pays d'implantation des entités, tient compte des conditions d'emprunt de l'entité preneuse et reflète la durée moyenne pondérée par les flux de loyers (durée) du contrat de location.

La dette de location est ensuite évaluée au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif : elle est augmentée de la charge d'intérêts et diminuée des montants de loyers payés.

Par ailleurs, la dette et le droit d'utilisation sont réévalués en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des modifications des loyers suite à un changement d'indices ou de taux. Dexia présente l'actif au titre du droit d'utilisation dans le poste des « Immobilisations corporelles », sur la même ligne que les actifs sous-jacents de même nature dont il a la pleine propriété. Les passifs locatifs sont inclus dans les « Comptes de régularisation et passifs divers ».

Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation est présentée dans les « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » séparément de la charge d'intérêts sur la dette de location qui est présentée dans les « Intérêts et charges assimilées ».

Dans le tableau des flux de trésorerie, les sorties de trésorerie liées au passif locatif sont classées dans les activités de financement pour le montant qui se rapporte au principal et dans les activités opérationnelles pour le montant qui se rapporte à la charge d'intérêts.

#### 1.1.18.2. Dexia est bailleur

Dexia conclut des contrats de location-financement et des contrats de location simple. Un contrat de location est qualifié de location-financement si le contrat transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif. Un contrat qui n'est pas un contrat de location-financement est un contrat de location simple.

Les méthodes comptables applicables à Dexia en tant que bailleur ne sont pas différentes de celles qui prévalaient selon IAS 17. Toutefois, lorsque Dexia agit en tant que bailleur intermédiaire, la classification des contrats de sous-location est faite en référence à l'actif au titre du droit d'utilisation qui ressort du contrat principal, et non en référence à l'actif sous-jacent.

Lorsqu'un actif est utilisé dans le cadre d'un contrat de location simple, les loyers reçus sont enregistrés en résultat linéairement sur la période du contrat de location. L'actif sous-jacent est comptabilisé selon les règles applicables à ce type d'actif.

Lorsqu'un actif détenu est donné en location dans le cadre d'une location-financement, Dexia enregistre une créance correspondant à l'investissement net dans le contrat de location, laquelle peut être différente de la valeur actualisée des paiements minimaux dus au titre du contrat. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est le taux implicite du contrat de location. Les revenus sont comptabilisés sur la durée du contrat de location en utilisant le taux d'intérêt implicite.

#### 1.1.19. OPÉRATIONS DE PENSIONS ET PRÊTS DE TITRES

Les titres vendus avec un engagement de rachat (repos) ne sont pas décomptabilisés car, malgré le transfert de la propriété des titres, il n'a y a pas de transfert significatif des risques et avantages et demeurent au bilan dans leur catégorie initiale. La contrepartie au passif est incluse dans la rubrique « Dettes envers les établissements de crédit » ou « Dettes envers la clientèle » suivant le cas. L'actif est présenté comme gagé dans les annexes.

Les titres achetés avec un engagement de revente (reverse repos) sont comptabilisés au hors bilan et les prêts correspondants sont enregistrés en tant que « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Prêts et créances sur la clientèle ».

La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est considérée comme un produit d'intérêt ou une charge d'intérêt. Ce produit ou cette charge est proraté sur la durée du contrat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres prêtés à des tiers ne sont pas décomptabilisés. Ils sont maintenus dans les états financiers dans la même catégorie.

Les titres empruntés ne figurent pas dans les états financiers. Si ces titres sont vendus à des tiers, le bénéfice ou la perte est comptabilisé(e) sous la rubrique « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat », et l'obligation de rendre ces valeurs mobilières est comptabilisée à sa juste valeur sous la rubrique « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

#### 1.1.20. IMPÔT COURANT ET DIFFÉRÉ

Un impôt différé est comptabilisé en utilisant la méthode du report variable dès qu'il existe une différence temporelle entre les valeurs comptables des actifs et passifs, tels qu'ils figurent dans les états financiers, et leurs valeurs fiscales.

Les principales différences temporelles résultent de la dépréciation des immobilisations corporelles, de la réévaluation de certains actifs et passifs (incluant les contrats dérivés, des provisions pour pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi), des dépréciations sur prêts et autres dépréciations, et enfin, en relation avec les acquisitions, de la différence entre les justes valeurs des actifs nets acquis et leur base fiscale.

Le taux d'impôt utilisé est celui dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Un impôt différé actif ou passif n'est pas actualisé. Les impôts différés actifs relatifs aux différences temporaires déductibles et aux reports déficitaires sont constatés uniquement s'il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs suffisants sur lesquels les différences temporaires et les pertes fiscales pourront être imputées.

Un impôt différé est calculé pour toute différence temporelle résultant de participation dans des filiales, coentreprises ou sociétés associées, sauf dans le cas où la date de reprise de la différence temporelle peut être maîtrisée, et où il est probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible.

Les impôts courants et différés sont comptabilisés en impôts sur les bénéfices dans le compte de résultat avec les intérêts et pénalités associés dans le cas où ils sont assimilés à ces impôts. Sinon les intérêts et les pénalités sont comptabilisés en intérêt dans le produit net bancaire.

En revanche, les impôts différés qui résultent de la réévaluation d'actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres, de couvertures de flux de trésorerie, et d'autres opérations comptabilisées directement en capitaux propres, sont également comptabilisés en capitaux propres.

Concernant les impôts courants et différés, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer, Dexia détermine s'il est probable que le traitement fiscal soit accepté par l'administration fiscale, en partant de l'hypothèse qu'elle contrôlera le traitement et disposera de toutes les informations disponibles. Dans l'hypothèse où il serait probable que le traitement fiscal ne soit pas accepté, cette incertitude est

intégrée dans les montants d'actifs et de passifs d'impôts et évaluée selon une des deux méthodes ci-dessous reflétant la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude :

- la méthode du montant le plus probable ou
- la méthode de la moyenne pondérée des différents scénarios possibles.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan « Actifs d'impôts courants », « Actifs d'impôts différés », « Passifs d'impôts courants » et « Passifs d'impôts différés ».

## 1.1.21. AVANTAGES AU PERSONNEL

### 1.1.21.1. Avantages à court terme

Les avantages à court terme, payables dans un délai de 12 mois maximum après la clôture de l'exercice au cours duquel le service a été rendu, ne sont pas actualisés et sont comptabilisés comme une dépense.

Les congés payés annuels ou jours d'ancienneté sont comptabilisés lorsqu'ils sont accordés à l'employé. À cet effet, une provision est constituée sur la base des droits acquis par les salariés à la date d'arrêt des comptes, tant pour les congés annuels que pour les jours d'ancienneté.

### 1.1.21.2. Passifs liés aux retraites

Si Dexia a une obligation légale d'octroyer à ses employés un régime de retraite, ce régime est classé soit au sein des régimes à prestations définies, soit au sein des régimes à cotisations définies. Dexia offre un certain nombre de régimes de retraites tant à cotisations définies qu'à prestations définies. Les actifs de ces régimes sont en général confiés à des compagnies d'assurance ou des fonds de pension. Ces régimes sont financés à la fois par les versements des employés et par ceux de Dexia. Dans certains cas, Dexia offre à ses salariés retraités une contribution au coût de leur assurance maladie.

#### 1.1.21.2.1. Régimes à prestations définies

Les engagements liés aux régimes à prestations définies se calculent comme la valeur des flux de paiements futurs actualisée au taux d'intérêt des obligations privées notées AA, ou A ajustées lorsque des échéances ne sont pas disponibles en AA, qui ont une échéance proche de l'échéance moyenne du passif associé. La technique de valorisation pour l'estimation des dépenses des régimes à prestations définies prend en compte des hypothèses actuarielles constituées d'hypothèses démographiques et financières (taux d'inflation par exemple).

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé selon la « méthode des unités de crédit projetées », selon laquelle chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune des unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Le montant comptabilisé au bilan au titre des prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'engagement lié au régime à prestations définies (qui est la valeur actualisée des paiements futurs estimés nécessaires pour régler l'obligation liée aux services rendus par le personnel pendant la période considérée et les périodes antérieures), déduction faite de la juste valeur des actifs composant le plan de retraite. L'obligation est présentée nette des actifs comme une dette ou un actif. Aussi, un actif peut être calculé si le plan est surcouvert et comptabilisé séparément si ces actifs sont détenus par une société du groupe. Tout actif comptabilisé est limité à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles sous forme de remboursements

par le régime ou sous forme de diminutions des cotisations futures dues au régime.

Les réévaluations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime (à l'exclusion des intérêts nets) et toute variation de l'effet du plafond de l'actif (à l'exclusion des intérêts nets) et sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global sans reclassement ultérieur en résultat net.

Le coût des services rendus au cours de la période, le coût des services passés (soit la variation de la valeur actuelle de l'obligation qui résulte de la modification ou de la réduction d'un régime), le profit ou la perte résultant de la liquidation sont comptabilisés en résultat net.

En cas de modification, de réduction ou de liquidation d'un régime, Dexia comptabilise et évalue le coût des services passés, ou le profit ou la perte résultant d'une liquidation sans tenir compte de l'effet du plafond de l'actif. L'effet du plafond de l'actif est déterminé ensuite après la modification, réduction ou liquidation du régime et toute variation de cet effet est comptabilisée.

Le coût des services rendus au cours de la période est déterminé au moyen d'hypothèses actuarielles établies au début de l'exercice. En cas de modification, de réduction ou de liquidation d'un régime, le coût des services rendus au cours de la portion restante de l'exercice est déterminé au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif (de l'actif) net après la modification, réduction ou liquidation du régime.

Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies sont comptabilisés en résultat net. Ils sont déterminés en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des prestations définies au passif (à l'actif) net, tous deux déterminés au début de l'exercice. En cas de modification, de réduction ou de liquidation d'un régime, les intérêts nets pour la portion restante de l'exercice sont déterminés au moyen du passif (de l'actif) net et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation du passif (de l'actif) net après modification, réduction ou liquidation du régime.

Le calcul des intérêts nets sur le passif (l'actif) net doit tenir compte de la variation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies résultant du paiement de cotisations et de prestations au cours de la période.

Le calcul lié au régime à prestations définies est confié à des actuaires professionnels externes. Les calculs, les hypothèses et les résultats sont ensuite revus et validés par un actuaire indépendant pour le compte de Dexia. Il garantit que tous les calculs sont harmonisés et respectent la norme IAS 19 (révisée en 2011).

#### 1.1.21.2.2. Régimes à cotisations définies

Les contributions de Dexia aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées au résultat de l'année à laquelle elles sont engagées. Sous de tels régimes, les obligations de Dexia se limitent à payer le montant que le groupe a accepté de verser dans le fonds pour le compte des salariés.

Les régimes belges à cotisations définies sont soumis par la loi à un rendement minimum garanti. En conséquence de la loi belge du 18 décembre 2015, les rendements minimaux sont garantis par l'employeur comme suit : (i) pour les cotisations versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, un nouveau rendement minimum variable basé sur les taux OLO, avec un minimum de 1,75 % et un maximum de 3,75 %. Compte tenu des faibles taux de l'OLO dans les dernières années, le rendement a été initialement fixé à 1,75 %, (ii) pour les cotisations versées jusqu'à la fin de décembre 2015, les rendements juridiques antérieurement applicables (3,25 %

et 3,75 % respectivement sur les cotisations patronales et salariales) continuent d'être appliqués jusqu'à la date de la retraite des participants.

Les taux fixés pour les cotisations patronales et pour les cotisations des salariés s'appliquent en moyenne sur toute la carrière.

Compte tenu des rendements minimums garantis, ces plans se qualifient comme des régimes à prestations définies et sont donc évalués selon la méthode des unités de crédit projetées.

#### 1.1.21.2.3. Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière sont traitées comme les régimes à prestations définies

#### 1.1.21.3. Autres avantages à long terme

Ces avantages concernent essentiellement les médailles du travail qui seront remises aux salariés après qu'ils ont accompli une certaine période.

Au contraire des régimes à prestations définies, les écarts actuariels liés à ces avantages sont comptabilisés immédiatement en résultat. Tous les coûts des services rendus sont comptabilisés immédiatement en résultat.

#### 1.1.21.4. Indemnités de cessation d'emploi

Une provision pour indemnités de cessation d'emploi est comptabilisée à la première des dates suivantes :

- la date à laquelle Dexia ne peut plus retirer son offre d'indemnités ;
- la date à laquelle Dexia comptabilise les coûts d'une restructuration prévoyant le paiement de telles indemnités.

### 1.1.22. PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges regroupent principalement les provisions pour litiges, pour restructuration, et pour engagements de crédit hors bilan (voir note 3.6. Provisions). Une provision est évaluée à la valeur actualisée des dépenses attendues pour régler l'obligation. Le taux d'intérêt retenu est le taux avant impôt qui reflète la valeur temps de l'argent telle que définie par le marché.

Les provisions sont comptabilisées quand :

- Dexia a une obligation légale ou implicite résultant d'événements passés ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ;
- il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

Les provisions sur engagements de prêts sont comptabilisées selon un modèle de dépréciation basé sur les pertes de crédit attendues introduit par la norme IFRS 9 (voir 1.1.6.2.5. Dépréciation sur les actifs financiers).

Suite à l'application de l'interprétation IFRIC 23 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et suivant la position de l'IFRS IC (IFRIC Update de juin 2019), les dettes relatives aux positions fiscales incertaines sont désormais classées aux postes « Passifs d'impôts » et non plus au poste « Provisions ».

### 1.1.23. CAPITAL ET ACTIONS PROPRES

#### 1.1.23.1. Coût d'émission d'actions

Des coûts externes additionnels directement attribuables à l'émission d'actions nouvelles, autres que provenant d'un regroupement d'entreprises, sont déduits des capitaux propres nets de tout impôt y afférent.

#### 1.1.23.2. Dividendes sur actions ordinaires

Dexia comptabilise ses dividendes sur actions ordinaires en dette au cours de la période où ces dividendes ont été annoncés. Les dividendes de l'exercice, qui sont annoncés postérieurement à la date d'arrêté du bilan, sont mentionnés dans la note relative aux événements postérieurs à la clôture.

#### 1.1.23.3. Actions propres

Lorsque Dexia ou ses filiales achètent à une entité hors du groupe des actions de Dexia ou d'une de ses filiales, le montant payé incluant les coûts de transaction nets d'impôts est déduit des capitaux propres. Les gains et pertes sur ventes d'actions propres sont comptabilisés en débit ou en crédit du compte actions propres enregistré en capitaux propres.

### 1.1.24. ACTIVITÉS FIDUCIAIRES

Lorsque Dexia intervient en qualité de fiduciaire comme agent, administrateur ou intermédiaire, les actifs et les revenus qui en découlent ainsi que les engagements de reprise de tels actifs ne sont pas inclus dans les états financiers.

### 1.1.25. OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Deux entités sont considérées comme des parties liées si l'une possède le contrôle de l'autre ou si elle exerce une influence notable sur la politique financière ou sur les décisions courantes de l'autre partie ou fait partie des principaux dirigeants de l'autre partie ou de sa société mère. Dans ce cadre, les opérations avec des parties liées sont celles avec les sociétés ayant des liens capitalistiques et également celles avec les administrateurs.

### 1.1.26. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Dans la présentation du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme sont constitués des soldes, dont l'échéance est inférieure à trois mois à partir de la date d'acquisition, auprès des banques centrales, des prêts et avances interbancaires.

### 1.1.27. RECOURS A DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, la direction est amenée à faire des hypothèses et des estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur et qui ont un impact sur les chiffres publiés y compris dans les notes annexes. Pour réaliser ces estimations et hypothèses, la direction utilise l'information disponible à la date de préparation des états financiers et exerce son jugement. Bien que la direction estime avoir tenu compte de toutes les informations à sa disposition lors de l'établissement de ces hypothèses, les chiffres réels peuvent différer des chiffres estimés et des différences peuvent provoquer des impacts significatifs sur les états financiers.

Les principales évaluations nécessitant la formulation d'hypothèses et d'estimations sont les suivantes :

- Evaluation de la juste valeur des instruments financiers déterminée à partir de techniques de valorisation, analyse du caractère actif ou non d'un marché et usage des modèles internes pour valoriser des instruments financiers non cotés sur un marché actif (voir 1.1.7.);
- Détermination des pertes de crédit attendues pour la dépréciation des actifs financiers sous IFRS 9 : évaluation des critères d'augmentation significative du risque de crédit, choix des modèles appropriés et des hypothèses pour évaluer les pertes de crédit attendues, établissement du nombre et des pondé-

rations relatives pour les scénarios prospectifs et détermination des informations prospectives pertinentes pour chaque scénario, détermination de la probabilité de défaut (PD) et de la perte en cas de défaut (LGD) (IFRS 9) (voir 1.1.6.2.5);

- Détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs non courants destinés à être cédés et des activités abandonnées. Dexia exerce son jugement pour identifier les actifs non courants destinés à être cédés et des activités abandonnées (IFRS 5) (voir 1.1.15.);
- Appréciation des conditions permettant l'application de la comptabilité de couverture et évaluation de l'efficacité des relations de couverture (voir 1.1.10., 1.1.11.);
- Analyse des actifs renégociés afin de déterminer leur maintien au bilan ou leur décomptabilisation (voir 1.1.6.2.4.);
- Détermination de la durée d'utilité et de la valeur résiduelle des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles (voir 1.1.13., 1.1.14.);
- Hypothèses actuarielles relatives à l'évaluation des obligations liées aux avantages du personnel et aux actifs des plans de pension (voir 1.1.21., 3.6.);
- Estimation des profits futurs taxables pour la comptabilisation et l'évaluation d'impôts différés actifs (voir 1.1.20.);
- Détermination de la valeur des droits d'utilisation et de la dette locative des contrats de location et notamment détermination de la durée de location (voir 1.1.18);
- Détermination de l'incertitude sur les traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (voir 1.1.20) et des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges (voir 1.1.22). À l'instar de nombreuses institutions financières, Dexia reste poursuivi en tant que défendeur dans le cadre de plusieurs litiges. L'existence d'une obligation présente avec des sorties de flux probables dans le cas d'un litige nécessite un recours au jugement. Les comptes consolidés du groupe reflètent les conséquences telles qu'évaluées par Dexia sur la base des informations à sa disposition à la date de préparation des états financiers, des principaux litiges et enquêtes susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, les résultats ou les activités du groupe et des provisions ont été comptabilisées quand nécessaire.

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle économique suivi par Dexia pour la gestion des instruments financiers et le caractère SPPI ou «basique» d'un instrument financier (voir 1.1.6.2.), ainsi que pour apprécier le contrôle sur une entité acquise par Dexia, y compris une entité structurée, pour la détermination du périmètre de consolidation (IFRS 10) (voir 1.1.3.).

Ces éléments sont repris dans les sections correspondantes (comme précisé ci-dessus) des règles d'évaluation.

#### Crise liée au Covid-19

Le contexte actuel lié à la crise sanitaire Covid-19 se caractérise par des incertitudes significatives sur la durée et l'intensité des effets économiques de l'épidémie. Ces incertitudes ont conduit Dexia à émettre des hypothèses et des estimations et avoir recours à une part plus importante de jugement dans le cadre de la préparation de ses états financiers consolidés au 31 décembre 2020. Ceux-ci sont principalement liés à l'évaluation des pertes de crédit attendues des actifs financiers et de l'appréciation du critère d'augmentation significative du risque de crédit sous IFRS 9.

Les principaux effets de la crise liée au Covid-19 ainsi que les hypothèses et estimations mises à jour pour tenir compte

des incidences de la pandémie de COVID-19 et retenues dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés de Dexia au 31 décembre 2020 sont présentés dans la note 1.4.1. «Impacts relatifs au Covid-19».

#### Réforme des taux de référence (IBOR)

Suite aux faiblesses des taux interbancaires IBOR révélées par la crise financière, une réforme a été engagée au niveau international à l'initiative du Conseil de stabilité financière afin de fiabiliser les méthodes de construction de ces indices et de remplacer les indices actuels par des nouvelles références de taux sans risque. Les instruments financiers basés sur les références de taux actuelles devront être modifiés pour refléter les nouveaux taux de référence. À ce stade, des incertitudes demeurent encore quant au calendrier et les modalités précises de substitution des indices.

Au sein de l'Union européenne, le règlement n° 2016/1011 du 8 juin 2016 («règlement Benchmark» ou «règlement BMR»), applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, instaure un cadre juridique uniformisé concernant la fourniture des indices de référence. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce règlement, les administrateurs de l'EONIA, de l'EURIBOR et du LIBOR ont été amenés à revoir et, le cas échéant, à modifier les méthodologies utilisées pour ces indices afin de les rendre conformes aux nouvelles dispositions BMR.

En zone euro, l'indice EONIA sera remplacé par l'€STR à partir de 1<sup>er</sup> janvier 2022. Durant la période de transition l'EONIA sera maintenu et depuis le 2 octobre 2019, il est basé sur l'€STR (EONIA = €STR + 8,5 bps). Concernant l'EURIBOR, une nouvelle méthodologie dite «hybride» est reconnue conforme à la réglementation BMR depuis juillet 2019 et ce taux a été ajouté au registre des indices de référence de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).

Concernant le LIBOR, les nouveaux taux sans risque SOFR et SONIA respectant le règlement BMR sont publiés depuis 2018. Des indices basés sur ces derniers sont destinés à remplacer respectivement les indices actuels LIBOR USD et LIBOR GBP dont la publication va aussi se poursuivre au moins jusqu'à fin 2021. Des incertitudes plus importantes subsistent pour les opérations utilisant l'indice LIBOR.

Dexia détient les instruments financiers indexés sur les références de taux visées par la réforme et est principalement exposé aux indices dans les devises Euro, Dollar US et Sterling. Les instruments dérivés détenus par Dexia seront impactés par les modifications des accords avec les contreparties OTC et les chambres de compensation. Pour les contrats dérivés traités avec les chambres de compensation, le passage à l'€STR pour la rémunération du cash collatéral et la courbe d'actualisation a eu lieu le 27 juillet 2020 et le passage au SOFR a eu lieu le 19 octobre 2020, impactant ainsi la valorisation de ces dérivés. La modification de la juste valeur des dérivés étant compensée par un paiement ou une réception d'une compensation en cash, ce changement n'a pas eu d'impact dans le compte de résultat de Dexia. Pour les contrats dérivés régis par le contrat-cadre de l'Association Internationale des Swaps et Dérivés (ISDA), cette dernière a publié le 23 octobre 2020 son Supplément, qui insère dans les définitions ISDA 2006 des mécanismes de repli («fallback») robustes pour faire face à la disparition d'un indice de référence. L'ISDA a concomitamment publié un protocole permettant d'appliquer plus facilement ces «fallbacks» aux transactions non compensées en cours. Le Supplément et le Protocole prennent effet à partir du 25 janvier 2021. Dexia prévoit d'adhérer au



Protocole ISDA en 2021 afin que le dispositif s'applique dans les contrats avec les contreparties bilatérales ayant adhéré et prévoit de négocier l'ajout de nouvelles clauses « fallback » directement avec ses contreparties en cas de non adhésion au protocole ISDA par une des parties à ses contrats portant sur les instruments dérivés.

Une structure projet est en place au sein de Dexia depuis le deuxième semestre 2018 afin d'assurer la transition vers les nouveaux indices de référence. Ce projet, impliquant l'ensemble des métiers et fonctions de Dexia, vise à anticiper les impacts associés à la réforme d'un point de vue juridique, commercial, financier, comptable et opérationnel et à mettre en œuvre le processus de transition vers les nouveaux indices tout en réduisant les risques liés à cette transition et en respectant les délais définis par les régulateurs. Ainsi, dans le cadre de ce projet, les travaux suivants sont notamment menés :

- suivi des développements règlementaires de la réforme des taux ;
- établissement de la cartographie des instruments financiers visés par la réforme ;
- analyse et gestion des risques liés à la réforme qu'ils soient juridiques, financiers ou opérationnels ;
- mise à jour des contrats (remplacement du taux d'intérêt de référence dans les contrats et les transactions, insertion de clauses de remplacement (« fallback ») robustes) ;
- modifications des systèmes d'information et de gestion, ainsi que des processus ;
- communications externes et internes.

Des points d'avancement du projet sont présentés régulièrement au Comité de Direction ainsi qu'au Conseil d'administration.

Cette réforme pourrait avoir des conséquences sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs financiers indexés sur ces indices et sur le traitement comptable des couvertures associées. Des travaux ont été engagés au niveau de l'IASB avec l'objectif de limiter les impacts comptables potentiels liés à la réforme. Des amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêt de référence » publié par l'IASB en septembre 2019 et adoptés par l'Union européenne en janvier 2020, traitent les problématiques liées à la comptabilité de couverture dans la période d'incertitude précédant l'entrée en vigueur de ces nouveaux taux. La proposition de l'IASB vise à maintenir les relations de couverture existantes et consiste à présumer que le taux d'intérêt de référence sur lequel les flux de trésorerie couverts et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture sont basés ne serait pas modifié. Ces amendements introduisent des exemptions concernant principalement le respect du caractère hautement probable des flux couverts, le respect du caractère identifiable du risque couvert, la réalisation des tests d'efficacité prospectifs et rétrospectifs. De manière à assurer une continuité de ses relations de couverture, Dexia applique par anticipation les dispositions de ces amendements depuis le 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2020, la plupart des relations de couverture de Dexia restent indexées sur les taux de référence IBOR actuels que sont principalement l'EONIA, l'EURIBOR et les taux LIBOR. Pour ces relations de couverture, les instruments couverts et de couverture vont être progressivement amendés afin d'incorporer les nouveaux taux (remplacement du taux d'intérêt de référence, insertion de clauses

de remplacement dites clauses de « fallback »). Dexia va appliquer les exemptions prévues par les amendements jusqu'à la levée des incertitudes visées quant à la date de la transition et au montant des flux de trésorerie (index, ajustement de la marge ou compensation) de l'élément couvert ou de l'instrument de couverture, c'est-à-dire jusqu'à la modification effective des clauses des instruments financiers concernés. Les montants notionnels des instruments de couverture impactés par la réforme des taux d'intérêts et auxquels Dexia applique les exemptions prévues par les amendements sont présentés dans la note 7.7. « Comptabilité de couverture ».

En août 2020, l'IASB a publié des amendements aux normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur la seconde phase du projet « Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 » relatif aux enjeux comptables après l'entrée en vigueur des nouveaux taux. Ces nouveaux amendements traitent notamment des sujets de décomptabilisation et modification des actifs et passifs financiers indexés sur les références de taux visées par la réforme ainsi que de la comptabilité de couverture (voir 1.1.2.2). Ils devraient permettre de limiter les impacts de la réforme des taux sur la situation financière de Dexia et sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ou par anticipation. Dexia a choisi de ne pas appliquer par anticipation les dispositions de ces amendements.

### Brexit

Dans le contexte de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et d'un accord de commerce et de coopération signé en décembre 2020, Dexia continue de suivre l'évolution des négociations et notamment sur les services financiers. Les conséquences de Brexit ont été intégrées dans les hypothèses et estimations retenues dans les préparations des comptes consolidés et sont présentées dans la note 1.4.2. « Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit) ».

## 1.2 Intérêts détenus dans les filiales et dans d'autres entités

### a. Critères de consolidation et de mise en équivalence

Le groupe Dexia suit les règles applicables en matière de périmètre de consolidation qui résultent des normes :

- IFRS 10 sur la préparation et la présentation des états financiers consolidés d'un groupe d'entreprises contrôlées par une société mère ;
- IFRS 3 sur les méthodes de comptabilisation des regroupements d'entreprises et leurs effets en consolidation ;
- IAS 28 (modifiée) sur la comptabilisation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- IFRS 11 sur la comptabilisation des participations dans des entreprises contrôlées conjointement (partenariats).

Les principes édictés par les textes impliquent que soient consolidées les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif ou conjoint, ou une influence notable.

Les entreprises contrôlées (contrôle exclusif ou contrôle conjoint) ou sous influence notable sont consolidées.

En application du principe de l'image fidèle des comptes du groupe, les sociétés dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation.

Sont notamment considérées comme non significatives les entreprises dont, cumulativement, le total du bilan et du

résultat net est inférieur à 1 % du total du bilan et du résultat net consolidés, soit respectivement EUR 1,14 milliards et EUR 6,85 millions (moyenne sur 3 ans) en 2020. Au 31 décembre 2020, la somme des bilans et la somme des résultats nets des sociétés non consolidées sont inférieures à ces seuils.

#### b. Périmètre de consolidation 2020 – modifications par rapport au périmètre 2019

Il n'y a pas de modification significative.

#### c. Impact des variations de périmètre sur le compte de résultat consolidé

En 2019, l'impact net résultant de la vente de DKD est de EUR -115 millions. Ce montant inclut la moins-value nette de cession ainsi que le résultat net de DKD (EUR -9,2 millions) et est comptabilisé conformément à la norme IFRS 5 en *Résultat net d'impôts des activités abandonnées*. Le résultat de cession de EUR 106 millions comprend un impact négatif de -245 millions lié au recyclage en résultat des éléments de gains et pertes comptabilisés directement en résultat, un impact positif de EUR 141 millions résultant de la différence entre le prix de vente et la quote-part de Dexia Crédit Local dans les fonds propres de DKD ainsi que la prise en compte de la provision d'une garantie de passif accordée à Helaba.

#### d. Périmètre du groupe Dexia au 31 décembre 2020

##### A. Liste des filiales comprises dans la consolidation par intégration globale

Dénomination	31 décembre 2019				31 décembre 2020		
	Pays	Méthode	% contrôle	% intérêts	Méthode	% contrôle	% Réf
<b>SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE</b>							
Dexia S.A.	Belgique						
Dexia S.A. Etablissement Stable France	France	IG	100	100	IG	100	100
<b>FILIALES</b>							
Dexia Certificaten Nederland BV (en liquidation) <sup>(4)</sup>	Pays-Bas	IG	100	100	IG	100	100
Dexia CLF Régions Bail	France	IG	100	100	IG	100	100
Dexia Crediop	Italie	IG	99,57	99,57	IG	100	100
Dexia Crédit Local SA	France	IG	100	100	IG	100	100
Dexia Financial Products Services LLC <sup>(2)</sup>	USA	IG	100	100	IG	100	100
Dexia Flobail	France	IG	100	100	IG	100	100
Dexia FP Holdings Inc <sup>(1)</sup>	USA	IG	100	100	IG	100	100
Dexia Holdings, Inc	USA	IG	100	100	IG	100	100
Dexia Nederland BV	Pays-Bas	IG	100	100	IG	100	100
FSA Asset Management LLC <sup>(2)</sup>	USA	IG	100	100	IG	100	100
FSA Capital Management Services LLC <sup>(2)</sup>	USA	IG	100	100	IG	100	100
FSA Capital Markets Services LLC <sup>(2)</sup>	USA	IG	100	100	IG	100	100
FSA Global Funding LTD <sup>(1)</sup>	Iles Caymans	IG	100	100	IG	100	100
FSA Portfolio Asset Limited (UK) <sup>(2)</sup>	Royaume-Uni	IG	100	100	IG	100	100
Nederlandse Standaard I.J. (en liquidation) <sup>(4)</sup>	Pays-Bas	IG	100	100	IG	100	100
Premier International Funding Co <sup>(3)</sup>	Iles Caymans	IG	0	0	IG	0	0
WISE 2006-1 PLC	Irlande	IG	100	100	IG	100	100

(1) Sociétés consolidées par Dexia Holdings Inc.

(2) Sociétés consolidées par Dexia FP Holdings Inc.

(3) Société consolidée par FSA Global Funding Ltd.

(4) Sociétés consolidées par Dexia Nederland BV.

## B. Liste des filiales non consolidées par intégration globale et des entreprises associées qui ne sont pas mises en équivalence

Dénomination	31 décembre 2019				31 décembre 2020			
	Pays	Méthode	% contrôle	% intérêts	Méthode	% contrôle	% intérêts	Réf
DCL Evolution	France	non IG	100	100	non IG	100	100	
Dexia Crédito Local México SA de CV (Sofom Filial)	Mexique	non IG	100	100	non IG	100	100	
Dexia Kommunalkredit Romania	Roumanie	non IG	100	100	non IG	100	100	
Dexia Management Services Limited	Royaume-Uni	non IG	100	100	non IG	100	100	
Dexiarail	France	non IG	100	100	non IG	100	100	
Genebus Lease	France	non IG	100	100	non IG	100	100	
Hyperion Fondation Privée	Belgique	non IG	100	100	non IG	100	100	
Impax New Energy Investor	Luxembourg	non ME	24,99	24,99	non ME	24,99	24,99	
New Mexican Trust	Mexique	non IG	100	100	non IG	100	100	
Progetto Fontana (en liquidation)	Italie	non ME	25	25	non ME	25	25	
South European Infrastructure Equity Finance Ltd Partnership	Luxembourg	non ME	20,83	20,83				S3
SPS - Sistema Permanente di Servizi Scpa in liquidazione e concordato preventivo	Italie	non ME	20,4	20,3	non ME	20,4	20,4	

**Réf** Sortie du périmètre

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société déconsolidée car devenue inférieure aux seuils

S3 : Cession

**Méthode** IG : Intégration Globale

non IG : non Intégration Globale

non ME : non Mise En Equivalence

## C. Liste des autres entreprises significatives détenues par le groupe

Néant

### Nature des risques associés aux intérêts de Dexia dans des entités structurées consolidées

Dans le cadre de la cession de FSA à Assured Guaranty en 2009, Dexia a conservé les activités *Financial Products* (FP et *Global Funding*) gérées en extinction comme le reste du groupe et a accepté de continuer à indemniser FSA et *Assured Guaranty* pour les éventuelles pertes liées à ces activités.

Dexia n'a pas fourni, sans y être tenue par une obligation contractuelle, un soutien financier ou autre à une entité structurée consolidée et n'a pas l'intention de le faire dans le futur.

Dexia n'a pas fourni un soutien financier ou autre qui aurait abouti au contrôle d'une entité structurée.

### e. Restrictions significatives sur les actifs et passifs d'une entité

Afin de se conformer à IFRS12, Dexia réalise l'inventaire des restrictions importantes qui limitent sa faculté d'accéder aux actifs du groupe ou de les utiliser et de régler les passifs du groupe. Les actifs financiers donnés en garantie de passifs ou de passifs éventuels sont communiqués en note 7.3.b.

Le montant des actifs garantissant les dettes sécurisées émises par les émetteurs d'obligations sécurisées ainsi que les contrats d'investissement garantis est communiqué en note 7.3.b.

Certains actifs détenus par Dexia et bénéficiant d'une couverture au titre du risque de crédit sous format de garantie ou même de CDS sont soumis à certaines restrictions juridiques. Ces clauses juridiques sont couramment dénommées « clauses de Representation to Hold »<sup>(1)</sup>.

(1) Des contrats de garantie conclus avec des monoliners (ou avec des banques agissant en tant qu'intermédiaire de monoliners) comprennent des clauses de « Representation to Hold » qui imposent au bénéficiaire (de façon plus ou moins stricte) de rester propriétaire de l'actif garanti jusqu'au terme de la garantie.

Les entités structurées font l'objet de restrictions. Celles-ci se présentent sous forme de ségrégation des actifs, afin de satisfaire aux obligations de l'émetteur à l'égard du porteur de note mais également sous forme d'obligation d'accord de la part de l'assureur ou du garant.

Sur la base de la décision de la Commission européenne du 28 décembre 2012, il y a une interdiction de principe de paiement de toute forme de dividende par des filiales contrôlées directement ou indirectement par Dexia lorsqu'un tel paiement entraînerait une obligation de paiement d'un coupon sur des instruments hybrides Tier 1 ou des instruments Tier 2 détenus par des personnes autres que Dexia et ses filiales. Les entités réglementées ont l'obligation de respecter les exigences réglementaires qui leur sont applicables.

### f. Intérêts dans les entités structurées non consolidées

Il s'agit essentiellement d'un véhicule de titrisation (FCC) de prêts à la clientèle. Ce véhicule est financé par l'émission d'obligations.

Intérêts dans les entités structurées non consolidées (en millions d'EUR)	Entités ad hoc (titrisation)	Autres	Total
Dérivés	101		101
Instruments de dettes	209		209
Prêts et créances	50	13	63
<b>TOTAL</b>	<b>359</b>	<b>13</b>	<b>372</b>
<b>Total de l'actif des entités structurées non consolidées dans lesquelles Dexia a un intérêt</b>	<b>631</b>	<b>13</b>	<b>644</b>

Le montant maximal de risque correspond à la juste valeur des dérivés et au coût amorti pour les autres instruments.

Dexia est considéré comme sponsor d'une entité structurée lorsqu'il a été impliqué, à l'origine, dans le design et la constitution d'une entité structurée et quand il a transféré des actifs à l'entité structurée ou fourni des garanties liées au rendement de l'entité structurée. En tant que société gérant en extinction ses portefeuilles d'actifs résiduels, Dexia ne perçoit plus de revenus en provenance d'entités structurées sponsorisées dans lesquels Dexia n'a plus d'intérêt au 31 décembre 2020.

### g. Filiales dans lesquelles les intérêts minoritaires sont significatifs

Les intérêts minoritaires sont jugés significatifs lorsqu'ils représentent plus de 5 % des capitaux propres du groupe ou lorsque la part des minoritaires dans le total bilan est supérieure à ce seuil.

Au 31/12/2020, il n'y a pas d'intérêts minoritaires significatifs

## 1.3 Éléments significatifs repris dans le compte de résultat

Le résultat net part du groupe s'élève à EUR -618 millions pour l'année 2020, contre EUR -898 millions en 2019.

Le produit net bancaire est négatif à EUR -216 millions (EUR -746 millions en 2019). Comme en 2019, outre le partage des actifs, le montant inclut notamment des impacts liés à la valorisation des dérivés ainsi que des résultats de cession et des provisions pour risque juridique.

Il comprend également en 2020 une charge de EUR 104 millions liée à la mise à la juste valeur, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2020, d'un portefeuille d'actifs financiers de EUR 3,4 milliards reclassé de la catégorie Coût amorti vers la catégorie Juste valeur par résultat. Ce reclassement est consécutif au changement de modèle économique décidé par le Conseil d'administration du 19 juillet 2019, les actifs de ce portefeuille étant en effet destinés à être vendus, et non plus portés jusque leur maturité. Cette charge est comptabilisée dans le poste *Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat*.

En 2019, une charge de EUR 314 millions avait été comptabilisée dans ce poste du fait de la mise à la juste valeur, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2019, d'un portefeuille d'actifs financiers de la succursale de New York de EUR 5,3 milliards.

Le poste *Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* s'élève à EUR -31 millions (EUR -58 millions en 2019). Le résultat négatif de l'année s'explique principalement par la variation de valeur des actifs classés en juste valeur par résultat pour un montant de EUR -68 millions. La crise du Covid-19 s'est traduite dès la mi-mars par une hausse importante des marges de crédit, qui s'est en partie inversée au 2<sup>e</sup> semestre 2020, conduisant à un resserrement progressif de ces marges sur de nombreux segments de marché. Il comprend également une évolution favorable de la *Funding Value Adjustment (FVA)*, de la *Credit Value Adjustment (CVA)* et de la *Debt Valuation Adjustment (DVA)*, pour un montant total de EUR +35 millions. La variation des paramètres de marché au cours de l'année, en particulier l'évolution de l'indice Euribor sur le 4<sup>e</sup> trimestre, a par ailleurs eu un impact favorable sur les inefficacités de couverture de juste valeur de EUR +57 millions (EUR -219 millions en 2019), compensé par une charge de EUR 75 millions liée à la couverture partielle du risque de base BOR-OIS.

Les postes *Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres* et *Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti* s'élèvent respectivement à EUR -69 millions (EUR -149 millions en 2019) et EUR -3 millions (EUR -254 millions en 2019) suite aux cessions réalisées dans le cadre de la stratégie proactive de réduction du bilan. Ainsi, en 2020, le groupe Dexia Crédit Local a notamment vendu EUR 594 millions de prêts sur le secteur public local français avec une perte de EUR 21 millions.

Le *résultat net des autres activités*, à EUR -10 millions (EUR +5 millions en 2019), s'explique principalement par l'évolution des litiges juridiques.

Les coûts s'élèvent à EUR -334 millions (EUR -379 millions en 2019). La baisse de EUR 45 millions reflète essentiellement les efforts de maîtrise des charges générales d'exploitation, liés notamment à la simplification du réseau international. En 2019, les charges avaient été particulièrement impactées par des coûts de transformation consécutifs au renouvellement de l'infrastructure informatique. Les taxes et contributions réglementaires restent globalement stables d'une année sur l'autre : EUR -64 millions en 2020, et EUR -62 millions en 2019.

Le *Coût du risque de crédit* s'établit à EUR -169 millions. Il se compose principalement :

- d'une charge de EUR 96 millions directement liée à la crise du Covid-19, enregistrée au 1<sup>er</sup> semestre 2020, comprenant EUR -78 millions de provisions collectives résultant de la mise à jour des scénarios macro-économiques utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues, et EUR -14 millions de provisions collectives consécutives à la revue des secteurs sensibles, qui a notamment conduit le groupe à classer en phase 2 toutes les contreparties susceptibles d'être fragilisées par la crise,
- de provisions collectives sur la Tunisie, enregistrées au 2<sup>e</sup> semestre 2020, pour EUR -51 millions, du fait de la mise en place de nouveaux scénarios macro-économiques et de la dégradation de la notation du souverain tunisien de B+ à B. En 2019, le coût du risque positif (EUR +265 millions) traduisait la dynamique de cessions des actifs commerciaux, dont une partie a fait l'objet de reprises de provisions.

*Les gains ou pertes nets sur autres actifs* sont positifs à EUR +101 millions : l'écart de conversion porté par les fonds propres de la succursale de New York a été recyclé en résultat consécutivement au transfert du bilan résiduel de l'entité vers le siège parisien, le 30 avril 2020.

## 1.4 Autres éléments significatifs de l'année

### 1.4.1. IMPACTS RELATIFS AU COVID-19

L'année 2020 a été fortement marquée par la crise pandémique du Covid-19 qui a causé un choc sanitaire et économique sans précédent et amené les États et les banques centrales à prendre des mesures exceptionnelles visant à enrayer la propagation du virus et à soutenir l'économie. Bien que les conséquences économiques de la crise demeurent encore très incertaines à moyen terme, elle a conduit le groupe à mettre en œuvre différentes mesures de prudence, dans le contexte spécifique de résolution ordonnée qui lui est propre.

### Protection des équipes et continuité opérationnelle

Dès les prémices de la crise, Dexia a suivi attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19. Le comité de direction du groupe a rapidement activé une cellule opérationnelle et une cellule stratégique de crise afin de protéger ses équipes et a mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour leur permettre de travailler à distance.

### Détérioration du risque de crédit consécutive à la crise Revue des scénarios macro-économiques et des secteurs sensibles

Dans le contexte historique de pandémie, les hypothèses retenues et les estimations réalisées pour la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2020 ont évolué comparativement à celles retenues lors de la clôture annuelle 2019. En particulier, le groupe Dexia a revu les scénarios macro-économiques inclus dans les mesures ponctuelles (*point-in-time*) et prospectives (*forward looking*) des modèles de probabilités de défaut et de pertes en cas de défaut utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9.

Ainsi, pour la préparation des états financiers consolidés annuels, le groupe a retenu un scénario macro-économique « central » basé sur les projections publiées par la BCE et par la FED en juin et septembre 2020.

Même si le choc initial de la pandémie est intervenu il y a trois trimestres, Dexia tient compte de l'intégralité des impacts du choc macro-économique de 2020, par transition, pour le calcul des pertes de crédit prospectives au 31 décembre 2020. Le groupe considère en effet que les mesures de soutien souveraines auront pour conséquence de ralentir l'impact sur les paramètres de risque.

En plus des classifications automatiques en phase 2 liées à la revue des scénarios macro-économiques et à l'augmentation importante du risque de crédit (SICR), Dexia a également effectué une revue des secteurs sensibles, reconnaissant de nouveaux secteurs sensibles et élargissant des secteurs sensibles existants. Toutes les contreparties susceptibles d'être fragilisées par la crise ont été classées systématiquement en phase 2.

### Rééchelonnement des prêts bancaires et octroi de prêts garantis

Au cours de l'année 2020, le groupe Dexia a été amené à proposer, à la demande de certains clients, des rééchelonnements de prêts bancaires et a ainsi accordé des reports de paiement sur des échéances totalisant environ EUR 44,6 millions. L'impact au titre des moratoires est non significatif.

Outre le rééchelonnement des prêts bancaires, les États ont également adopté un ensemble de mesures afin de soutenir l'économie, parmi lesquelles l'octroi de prêts garantis par l'État (PGE). Compte tenu de son statut d'entité en résolution, Dexia n'est pas autorisé à octroyer de nouveaux financements et n'a donc pas attribué de PGE.

### Risque de financement et risque de marché

Malgré les tensions sur le marché, Dexia, qui disposait d'une réserve de liquidité de près de EUR 20 milliards fin décembre 2019, n'a connu aucun problème de refinancement au plus fort de la crise. La résilience du marché des financements sécurisés a permis au groupe de faire face à ses besoins de financement, dans des volumes et à des prix très attractifs, alors que le marché de la dette garantie par les États était peu actif. À la suite de la réouverture du marché de la dette garantie à partir de la fin avril, Dexia a repris son programme de refinancement annuel à long terme et l'a achevé dès le

mois de septembre 2020. En ligne avec la stratégie menée depuis 2017, le groupe n'a pas eu recours aux facilités de refinancement de la BCE.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2020, la crise s'est également traduite par une chute et une très forte volatilité de la valeur des actifs financiers, tous segments de marché confondus, une baisse continue des taux d'intérêt, les taux euro à 10 ans entrant à nouveau en territoire négatif, une appréciation de l'euro et des mouvements marqués des bases de taux et de devises. Ces différents éléments ont impacté les « gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat », avec un choc au 1<sup>er</sup> trimestre suivi d'une amélioration aux trimestres suivants.

### 1.4.2. SORTIE DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPÉENNE (BREXIT)

Dexia continue de porter une attention particulière à l'évolution de la situation au Royaume-Uni, après la sortie du pays de l'Union européenne le 31 décembre 2020.

A cette date, les expositions de Dexia sur le Royaume-Uni s'élevaient à EUR 20,6 milliards. Ces actifs présentent une très bonne qualité de crédit, étant notés dans la catégorie Investment Grade à 98 %. Le portefeuille comprend notamment EUR 10,2 milliards d'expositions sur le secteur public local et EUR 6,6 milliards d'expositions sur le secteur des financements de projets et des grandes entreprises, principalement liées au secteur public, dont des *Utilities*, a priori peu sensibles aux conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'exposition au souverain est négligeable.

Au 31 décembre 2020, Dexia a réduit son besoin de liquidité en livre sterling et allongé la durée de ses financements dans l'éventualité d'un accroissement de la volatilité sur les marchés et d'un durcissement de l'accès au marché du refinancement dans cette devise, post Brexit. Dexia a également transféré environ EUR 17 milliards de notionnel de dérivés bilatéraux avec des contreparties britanniques vers des contreparties européennes et a finalisé son adhésion à Eurex OTC Clear, la chambre de compensation européenne.

### 1.4.3 RÉFORME DES INDICES DE RÉFÉRENCE (IBOR)

Afin de renforcer la fiabilité et la transparence des taux de référence à court terme (IBOR), une réforme a été engagée au niveau mondial visant à remplacer ces indices par de nouvelles références de taux sans risque (*nearly risk-free rates*) tels que ESTR (EUR), SOFR (USD) et SONIA (GBP).

Dexia est exposé aux indices IBOR, principalement en euro, en dollar US et en livre sterling, par le biais d'instruments financiers amenés à être remplacés ou modifiés dans le cadre de cette réforme via le remplacement du taux d'intérêt de référence. Le cas échéant, la solidité des contrats concernés se trouve renforcée via l'insertion de clauses de remplacement (*clauses de fall-back*), établissant les modalités de remplacement dans le cas d'une cessation d'un taux d'intérêt de référence.

Le groupe a chargé un comité de pilotage de la veille de marché et du suivi des différents développements relatifs à cette réforme, et procédé aux analyses juridiques des contrats concernés par la réforme, aux analyses d'impacts financiers des remplacements et aux modifications nécessaires d'un point de vue opérationnel (services d'information).

Concernant les contrats dérivés de Dexia traités avec les chambres de compensation, le passage de l'EONIA à l'ESTR (EUR) pour la rémunération du cash collatéral a eu lieu le 27 juillet 2020. Le passage du taux *Federal Funds* au SOFR

(USD) a eu lieu le 19 octobre 2020 et a impacté la valorisation de ces dérivés. La modification de la juste valeur des dérivés étant compensée par le paiement ou la réception d'une compensation en cash, ce passage n'a pas eu d'impact sur le compte de résultat de Dexia.

Au 31 décembre 2020, les modifications des contrats financiers concernés par la réforme des indices de référence n'ont pas eu de conséquences matérielles sur les états financiers de Dexia.

#### 1.4.4 VENTES D'ACTIFS

Alors que 2019 avait connu une forte accélération des ventes d'actifs dans des conditions de marché très favorables, en 2020, l'exécution du plan de cession d'actifs a été impactée par la crise provoquée par la pandémie de Covid-19. Celle-ci s'est traduite à partir de mars 2020, par un écartement des marges de crédit touchant toutes les classes d'actifs ainsi que par une forte contraction de la liquidité. Au cours du second semestre, les différents programmes de rachat très ambitieux mis en œuvre par les banques centrales ont permis un rétablissement de la liquidité sur de nombreux segments de marché et une amélioration des conditions générales de crédit.

Dans ces conditions, le groupe a procédé à EUR 4,7 milliards de cessions et de remboursements anticipés sur l'année 2020. Les cessions se sont principalement concentrées sur des financements de projets et de grandes entreprises (EUR 2,2 milliards) et des actifs du secteur public (EUR 2,1 milliards). Malgré un contexte de marché difficile, Dexia a lancé avec succès les 6e et 7e tranches de son programme de cession de prêts aux collectivités locales françaises et a ainsi cédé 287 prêts pour un encours de EUR 793 millions.

## 1.5. Gestion du risque opérationnel pendant la période de résolution

Le groupe Dexia a poursuivi en 2020 l'adaptation de sa structure et de ses processus opérationnels à son mandat de résolution ordonnée. Cette phase de résolution est par nature propice au développement de risques opérationnels, notamment du fait d'éléments tels que le départ de personnes-clés, une éventuelle démotivation des collaborateurs ou la modification des processus de traitement. En particulier, les projets d'externalisation de certaines activités peuvent représenter une source de risque opérationnel pendant les phases de mise en œuvre mais doivent permettre à moyen terme d'assurer la continuité opérationnelle de la banque et de limiter les risques opérationnels associés aux systèmes, aux processus et aux personnes.

La migration complète vers une nouvelle infrastructure informatique, gérée par le prestataire CHFS (Groupe Cognizant), a notamment été achevée au début de l'exercice 2020 ; elle contribue à la stabilisation de l'environnement informatique et à la sécurisation des processus opérationnels. Sur ces bases, le déploiement dans des délais courts d'un dispositif de travail à distance généralisé à l'ensemble des collaborateurs, en réponse à la crise sanitaire, a été grandement facilité.

Dans le contexte de crise sanitaire, en complément de la gouvernance permanente relative à la gestion des prestations externalisées, les dispositifs de suivi ont été renforcés au cours de l'exercice, en étroite coordination avec CHFS, pour d'une part piloter la continuité opérationnelle, y compris pour la part des processus externalisés, et d'autre part adapter le cadre de contrôle à la gestion à distance.

## 1.6. Événements postérieurs à la clôture

### 1.6.1 PROLONGATION DE LA GARANTIE DE LIQUIDITÉ

La confirmation par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de liquidité accordée par les États belge et français au-delà du 31 décembre 2021, pour un montant maximal de EUR 75 milliards, constitue un élément de soutien essentiel à la poursuite de la résolution ordonnée du groupe. Une loi validant cette prolongation a été votée en France le 29 décembre 2020 et un projet de loi, approuvé en décembre 2020 par le Conseil des Ministres, sera soumis à l'approbation du Parlement fédéral belge dans les prochaines semaines.

De plus amples informations sur la garantie des financements de Dexia sont fournies dans l'annexe 4.4.c. des comptes consolidés de ce rapport annuel.

## 2. Notes sur l'actif

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

2.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie	101	2.9. Immobilisations corporelles	104
2.2. Caisse et banques centrales	101	2.10. Immobilisations incorporelles	105
2.3. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	102	2.11. Contrats de location	105
2.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	102	2.12. Qualité des actifs financiers	107
2.5. Titres au coût amorti	103	2.13. Reclassement d'actifs financiers au coût amorti vers le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par résultat et vers le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	108
2.6. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	103	2.14. Transfert d'actifs financiers	109
2.7. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	103		
2.8. Comptes de régularisation et actifs divers	104		

### 2.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, définis comme les soldes d'une durée initiale inférieure à 90 jours, se composent comme suit :

#### a. Analyse par contrepartie

(en millions d'EUR)	31/12/2019 <sup>(1)</sup>	31/12/2020
Caisse et banques centrales (note 2.2)	9 211	9 866
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti (note 2.6)	733	661
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti (note 2.7)	634	622
<b>TOTAL</b>	<b>10 578</b>	<b>11 150</b>

(1) Les chiffres 2019 ont été revus: un montant de 634 millions a été reclassé de la ligne Caisse et banques centrales vers la ligne Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

#### b. Dont trésorerie restreinte :

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Réserves obligatoires <sup>(1)</sup>	7	2
<b>TOTAL TRÉSORERIE RESTREINTE</b>	<b>7</b>	<b>2</b>

(1) Il s'agit des réserves minimales déposées par les établissements de crédit auprès de la Banque Centrale Européenne ou auprès d'autres banques centrales.

### 2.2. Caisse et banques centrales

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Réserves obligatoires auprès des banques centrales	7	2
Autres avoirs auprès des banques centrales <sup>(1) (2)</sup>	9 203	9 865
<b>TOTAL</b>	<b>9 211</b>	<b>9 866</b>
<i>dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>9 211</i>	<i>9 866</i>

(1) Le 21 juillet 2017, la Banque centrale européenne a annoncé la fin du recours au financement de l'Eurosystème pour les structures de liquidation (wind-down entities) à partir du 31 décembre 2021 et a limité le recours du groupe à l'Eurosystème à un montant de EUR 5,2 milliards pour la période transitoire. Au 31 décembre 2017, le groupe n'a plus recours à ce type de financement. La décision de la BCE a également pour conséquence une réduction du coussin de liquidité, assortie d'une modification de sa composition. Au 31 décembre 2019, la réserve de liquidité était de EUR 19,4 milliards dont EUR 9,2 milliards sous forme de dépôts auprès des banques centrales. Au 31 décembre 2020, la réserve de liquidité est de EUR 18,5 milliards dont EUR 9,9 milliards sous forme de dépôts auprès des banques centrales.

(2) Les chiffres 2019 ont été revus: un montant de 634 millions a été reclassé vers la ligne Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

## 2.3. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Prêts et titres	3 066	3 539
Instruments dérivés de négociation (voir note 4.1.b)	11 181	9 411
<b>TOTAL</b>	<b>14 247</b>	<b>12 950</b>

### a. Analyse par nature des prêts et titres à la juste valeur par résultat

(en millions d'EUR)	31/12/2019				31/12/2020			
	Détenus à des fins de transaction	Détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	Désignés à la juste valeur	Total	Détenus à des fins de transaction	Détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	Désignés à la juste valeur	Total
Prêts		2 264		2 264		3 139		3 139
Obligations		740		740		392		392
Actions		62		62		8		8
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>3 066</b>	<b>0</b>	<b>3 066</b>	<b>0</b>	<b>3 539</b>	<b>0</b>	<b>3 539</b>

### b. Analyse par échéance

voir note 7.5.

### c. Analyse de la juste valeur

voir note 7.1.

### d. Obligations convertibles incluses dans le portefeuille des actifs financiers à la juste valeur par résultat (positions supérieures à EUR 50 millions).

Néant.

## 2.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

### a. Analyse par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Prêts	1 153	2 290
Obligations	1 657	1 065
Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	39	35
<b>TOTAL DES ACTIFS AVANT DEPRECIATION</b>	<b>2 849</b>	<b>3 390</b>
Dépréciation	(12)	(21)
<b>TOTAL DES ACTIFS APRES DEPRECIATION</b>	<b>2 837</b>	<b>3 369</b>

### b. Décomptabilisation des investissements dans des instruments de capitaux propres

Il n'y a pas eu de cession notable en 2019.

En 2020, une cession partielle des titres Ecofin Global Utilities a eu lieu. Il n'y a pas eu de gains ou pertes significatifs sur cette cession.

### c. Les instruments de capitaux propres ont été désignés à la juste valeur par capitaux propres afin de prévenir la volatilité du résultat net.

Les investissements suivants ont une valeur comptable de 1 million ou plus:

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Ecofin Global Utilities	7	4
Istituto per il Credito Sportivo	27	27

### d. Analyse par échéance

Voir note 7.5.

### e. Analyse de la juste valeur

Voir note 7.1.

### f. Analyse qualitative

Voir note 2.12.



## 2.5. Titres au coût amorti

### a. Analyse par contrepartie

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Établissements de crédit	1 501	1 410
Clientèle	34 857	36 096
<b>TOTAL DES ACTIFS AVANT DÉPRÉCIATION</b>	<b>36 358</b>	<b>37 506</b>
Dépréciation	(57)	(174)
<b>TOTAL DES ACTIFS APRÈS DÉPRÉCIATION</b>	<b>36 301</b>	<b>37 332</b>

### b. Analyse par échéance

voir note 7.5.

### c. Analyse de la juste valeur

voir note 7.1.

### d. Analyse qualitative

voir note 2.12.

## 2.6. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

### a. Analyse par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Comptes nostri	800	662
Cash collateral	20 600	19 995
Créances résultant de pensions reçues (reverse repo)	1 502	722
Prêts et autres créances sur établissements de crédit	187	141
<b>TOTAL DES ACTIFS AVANT DÉPRÉCIATION</b>	<b>23 089</b>	<b>21 521</b>
Dépréciation	(2)	(14)
<b>TOTAL DES ACTIFS APRÈS DÉPRÉCIATION</b>	<b>23 087</b>	<b>21 507</b>
<i>dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>733</i>	<i>661</i>

### b. Analyse par échéance

voir note 7.5.

### c. Analyse de la juste valeur

voir note 7.1.

### d. Analyse qualitative

voir note 2.12

## 2.7. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

### a. Analyse par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Cash collateral	4 867	6 287
Créances résultant de pensions reçues (reverse repo)	0	213
Prêts et créances <sup>(1)</sup>	27 771	21 263
<b>TOTAL DES ACTIFS AVANT DEPRECIATION</b>	<b>32 638</b>	<b>27 763</b>
Dépréciation	(220)	(232)
<b>TOTAL DES ACTIFS APRES DEPRECIATION</b>	<b>32 418</b>	<b>27 532</b>
<i>dont inclus en location-financement</i>	<i>1 070</i>	<i>964</i>
<i>dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>634</i>	<i>622</i>

(1) Les chiffres 2019 ont été revus: un montant de EUR 634 millions a été reclassé de la ligne « Caisse et banques centrales » vers la ligne « Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti ».

### b. Analyse par échéance

voir note 7.5.

**c. Analyse de la juste valeur**

voir note 7.1.

**d. Analyse qualitative**

voir note 2.12.

**2.8. Comptes de régularisation et actifs divers**

<b>Analyse par nature</b> (en millions d'EUR)	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2020</b>
Charges payées d'avance	5	6
Débiteurs divers et autres actifs <sup>(1)</sup>	152	93
<b>TOTAL</b>	<b>157</b>	<b>99</b>

(1) Le montant au 31/12/2019 comprend des opérations en cours de liquidation pour un montant de EUR 66 millions. Ces opérations ont été finalisées dans les premiers jours de l'année 2020.

**2.9. Immobilisations corporelles****a. Valeur nette comptable**

(en millions d'EUR)	Terrains et bâtiments	Mobilier de bureau et autres équipements	Total
	Actifs au titre du droit d'utilisation	Usage propre	
<b>Coût d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>0</b>	<b>37</b>	<b>37</b>
- Première application de la norme IFRS 16	60	0	60
- Acquisitions	0	1	1
- Transferts et annulations	0	(18)	(18)
- Écarts de conversion	0	1	1
<b>Coût d'acquisition au 31 décembre 2019 (A)</b>	<b>60</b>	<b>21</b>	<b>81</b>
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 1er janvier 2019</b>	<b>0</b>	<b>(35)</b>	<b>(35)</b>
- Première application de la norme IFRS 16	(3)	0	(3)
- Amortissements comptabilisés	(10)	(1)	(11)
- Transferts et annulations	0	18	18
- Écarts de conversion	0	(1)	(1)
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre 2019 (B)</b>	<b>(12)</b>	<b>(19)</b>	<b>(31)</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2019 (A)+(B)</b>	<b>48</b>	<b>2</b>	<b>50</b>

(en millions d'EUR)	Terrains et bâtiments	Mobilier de bureau et autres équipements	Total
	Actifs au titre du droit d'utilisation	Usage propre	
<b>Coût d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>60</b>	<b>21</b>	<b>81</b>
- Acquisitions	2	1	3
- Transferts et annulations	(2)	0	(2)
<b>Coût d'acquisition au 31 décembre 2020 (A)</b>	<b>61</b>	<b>22</b>	<b>82</b>
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 1er janvier 2020</b>	<b>(12)</b>	<b>(19)</b>	<b>(31)</b>
- Amortissements comptabilisés	(20)	(1)	(21)
- Transferts et annulations	1	0	1
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre 2020 (B)</b>	<b>(31)</b>	<b>(20)</b>	<b>(51)</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2020 (A)+(B)</b>	<b>29</b>	<b>2</b>	<b>31</b>

**b. Juste valeur des immeubles de placement**

Néant.

**c. Dépenses immobilisées pour la construction d'immobilisations corporelles**

Néant.

**d. Obligations contractuelles relatives aux immeubles de placement à la clôture**

Néant.

**e. Obligations contractuelles relatives aux terrains et bâtiments, mobilier de bureau et autres équipements à la clôture**

Néant.

**2.10. Immobilisations incorporelles**

	2019			2020		
	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	Total	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	Total
(en millions d'EUR)						
<b>Coût d'acquisition au 1er janvier</b>	<b>119</b>	<b>97</b>	<b>216</b>	<b>127</b>	<b>73</b>	<b>200</b>
- Acquisitions	8	3	11	1	2	2
- Transferts et annulations	0	(27)	(27)	0	0	0
<b>Coût d'acquisition au 31 décembre (A)</b>	<b>127</b>	<b>73</b>	<b>200</b>	<b>128</b>	<b>74</b>	<b>203</b>
<b>Amortissements cumulés et dépréciations au 1er janvier</b>	<b>(97)</b>	<b>(83)</b>	<b>(180)</b>	<b>(105)</b>	<b>(66)</b>	<b>(171)</b>
- Comptabilisés	(8)	(10)	(18)	(7)	(4)	(11)
- Transferts et annulations	0	27	27	0	0	0
<b>Amortissements cumulés et dépréciations au 31 décembre (B)</b>	<b>(105)</b>	<b>(66)</b>	<b>(171)</b>	<b>(112)</b>	<b>(70)</b>	<b>(182)</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre (A)+(B)</b>	<b>22</b>	<b>7</b>	<b>29</b>	<b>16</b>	<b>5</b>	<b>21</b>

*(1) Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des achats de logiciels.***2.11. Contrats de location****a. Le groupe en tant que bailleur****Location Financement**

Investissement brut en location financement (en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
A moins d'un an	38	40
Entre 1 an et 2 ans	2	10
Entre 3 ans et 4 ans	138	214
Supérieur à 5 ans	884	728
<b>Investissement net en location financement</b>	<b>1 062</b>	<b>993</b>

**Location simple**

Néant

**b. Le groupe en tant que locataire****Location financement**

Néant

**Location simple**

Montant minimal des loyers nets futurs au titre des locations simples irrévocables (en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
A moins d'un an	11	8
Entre 1 an et 2 ans	11	10
Entre 2 ans et 3 ans	10	8
Entre 3 ans et 4 ans	11	8
Entre 4 ans et 5 ans	11	5
Supérieur à 5 ans	6	0
<b>TOTAL</b>	<b>59</b>	<b>39</b>

Montant comptabilisé au compte de résultat (en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Charges relatives aux locations court terme	12	3
Montant comptabilisé dans le tableau des flux de trésorerie	(23)	(24)

**c. Valeur comptable des droits d'utilisation par catégorie d'actifs sous-jacents et d'amortissement.**

voir note 2.9 Immobilisations corporelles

**d. Passif de location financement inclus dans les états financiers**

Voir note 3.5 Comptes de régularisation et passifs divers

**e. Contrat de location non encore débuté pour lesquels le preneur est engagé**

Au 31 décembre 2019, Dexia est engagé à hauteur d'un montant de moins de EUR 2,5 millions dans le cadre d'un nouveau contrat de location de bâtiments.

Les droits d'utilisation ont été reconnus au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## 2.12. Qualité des actifs financiers

	31/12/2019					
	Montant brut - Phase 1	Montant brut - Phase 2	Pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir	Pertes de crédit attendues sur la durée de vie des instruments financiers	Montant net - Phase 1	Montant net - Phase 2
(en millions d'EUR)						
<b>Actifs financiers non dépréciés</b>						
Titres au coût amorti	31 391	4 922	(4)	(50)	31 387	4 872
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	22 985	104	0	(2)	22 985	102
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	24 313	7 767	(1)	(95)	24 312	7 672
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, instruments à revenu fixe	2 319	489	0	(12)	2 319	477
Débiteurs divers et autres actifs	69	2	0	0	69	2
<b>TOTAL</b>	<b>81 077</b>	<b>13 283</b>	<b>(5)</b>	<b>(159)</b>	<b>81 072</b>	<b>13 124</b>

	31/12/2020					
	Montant brut - Phase 1	Montant brut - Phase 2	Pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir	Pertes de crédit attendues sur la durée de vie des instruments financiers	Montant net - Phase 1	Montant net - Phase 2
(en millions d'EUR)						
<b>Actifs financiers non dépréciés</b>						
Titres au coût amorti	30 756	6 713	(19)	(153)	30 737	6 560
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	21 430	91	0	(14)	21 429	78
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	21 297	5 988	0	(117)	21 297	5 871
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, instruments à revenu fixe	2 106	1 211	(1)	(13)	2 105	1 198
Débiteurs divers et autres actifs	92	0	0	0	92	0
<b>TOTAL</b>	<b>75 681</b>	<b>14 002</b>	<b>(20)</b>	<b>(296)</b>	<b>75 661</b>	<b>13 706</b>

	31/12/2019			31/12/2020		
	Montant brut	Provision spécifique	Montant net	Montant brut	Provision spécifique	Montant net
(en millions d'EUR)						
<b>Actifs financiers dépréciés (phase 3)</b>						
Titres au coût amorti	45	(3)	42	37	(2)	35
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	477	(118)	359	405	(104)	301
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, instruments à revenu fixe	2	0	2	38	(7)	30
Débiteurs divers et autres actifs	11	(11)	0	4	(4)	0
<b>TOTAL</b>	<b>535</b>	<b>(132)</b>	<b>403</b>	<b>484</b>	<b>(117)</b>	<b>367</b>

	31/12/2019			31/12/2020		
	Montant brut	Provision spécifique	Montant net	Montant brut	Provision spécifique	Montant net
(en millions d'EUR)						
<b>Actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création</b>						
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	81	(6)	75	74	(9)	64
<b>TOTAL</b>	<b>81</b>	<b>(6)</b>	<b>75</b>	<b>74</b>	<b>(9)</b>	<b>64</b>

	31/12/2019				
	Montant brut	Pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir	Pertes de crédit attendues sur la durée de vie des instruments financiers	Provision spécifique	Montant net
(en millions d'EUR)					
Titres au coût amorti	36 357	(4)	(50)	(3)	36 301
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	23 089	0	(2)	0	23 087
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	32 638	(1)	(95)	(124)	32 418
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, instruments à revenu fixe	2 810	0	(12)	0	2 798
Débiteurs divers et autres actifs	82	0	0	(11)	71
<b>TOTAL</b>	<b>94 976</b>	<b>(5)</b>	<b>(159)</b>	<b>(138)</b>	<b>94 675</b>

Des provisions spécifiques ne sont pas comptabilisées sur certains instruments financiers, soit parce qu'ils sont garantis soit parce qu'ils sont senior ou, de façon plus marginale, parce que le groupe détient un collatéral physique.

	31/12/2020				
	Montant brut	Pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir	Pertes de crédit attendues sur la durée de vie des instruments financiers	Provision spécifique	Montant net
(en millions d'EUR)					
Titres au coût amorti	37 506	(19)	(153)	(2)	37 332
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	21 521	(0)	(14)	0	21 507
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	27 763	(0)	(117)	(113)	27 532
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, instruments à revenu fixe	3 355	(1)	(13)	(7)	3 334
Débiteurs divers et autres actifs	96	0	0	(4)	93
<b>TOTAL</b>	<b>90 240</b>	<b>(20)</b>	<b>(296)</b>	<b>(127)</b>	<b>89 797</b>

Des provisions spécifiques ne sont pas comptabilisées sur certains instruments financiers, soit parce qu'ils sont garantis soit parce qu'ils sont senior ou, de façon plus marginale, parce que le groupe détient un collatéral physique.

## 2.13. Reclassement d'actifs financiers au coût amorti vers le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par résultat et vers le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Dans un contexte d'évolution de la réglementation et des exigences des superviseurs, notamment avec la fin de l'accès au financement de l'Eurosystème pour les entités en résolution à partir du 1er janvier 2022, et le non-renouvellement de l'approche prudentielle spécifique de Dexia par la Banque centrale européenne, le conseil d'administration du 19 juillet 2019 a validé la mise en œuvre d'un programme de cessions d'actifs appelé « Remedial Deleveraging Plan » (RDP).

Ce plan englobe un montant nominal d'actifs de EUR 9,9 milliards et cible notamment des ventes qui permettront à Dexia de réduire à terme son exposition au risque de liquidité en devises tout en préservant sa solvabilité.

Au 31 décembre 2019, EUR 3,6 milliards d'actifs dont EUR 1,8 milliard de titres et EUR 1,8 milliard de prêts, ont été cédés dans le cadre de ce plan, et présentés comme ventes d'actifs classés en « Coût amorti ».

Pour les actifs non cédés à cette date, le changement d'intention de gestion constitue un changement de modèle économique qui, en application de la norme IFRS9, conduit à reclasser, le premier jour de la période de reporting consécutive à la décision, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2020, de « **Coût amorti** » vers :

- « **Juste valeur par résultat** » : un portefeuille de EUR 3 366 millions d'actifs (EUR 2 936 millions de prêts sur la clientèle et EUR 430 millions de titres) pour lesquels la décision de cession est prise.

L'évaluation à la juste valeur de ces actifs au 1er janvier se traduit par la comptabilisation d'une charge de EUR 104 millions dans les « Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat », dont un effet négatif de EUR 104 millions lié à la requalification en couverture économique, au 1<sup>er</sup> janvier, des dérivés désignés comme couverture de portefeuille d'une partie des prêts reclassés en juste valeur par résultat.

- « **Juste valeur par capitaux propres** » : un portefeuille de EUR 3 009 millions d'actifs (EUR 2 633 millions de prêts sur la clientèle et EUR 376 millions de titres), que Dexia a choisi de ne plus gérer selon le modèle économique qui a pour objectif

de percevoir des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs.

L'évaluation à la juste valeur de ces actifs au 1<sup>er</sup> janvier a un effet négatif de EUR 92 millions sur la réserve de juste valeur des titres mesurés à la juste valeur par capitaux propres, dont

un effet négatif de EUR 109 millions lié à la requalification en couverture économique, au 1<sup>er</sup> janvier, des dérivés désignés comme couverture de portefeuille d'une partie des prêts reclassés en juste valeur par capitaux propres.

	Nominal		Montant comptabilisé du fait du reclassement en :	
	Reclassement Au 1 <sup>er</sup> janvier 2020		Résultat	Variation de juste valeur des instruments de dettes mesurés à la juste valeur par capitaux propres
<b>Date de reclassement : 1<sup>er</sup> janvier 2020</b> (en millions d'EUR)				
De Titres au Coût amorti vers Actifs financiers à la juste valeur par résultat	430		(16)	
De Titres au Coût amorti vers Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	376			(35)
De Prêts et créances sur la clientèle vers Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 936		(88)	
De Prêts et créances sur la clientèle vers Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 633			(57)
<b>TOTAL</b>	<b>6 375</b>		<b>(104)</b>	<b>(92)</b>

Sur l'année 2020, EUR 2,4 milliards d'actifs ont été cédés dans le cadre de ce plan, dont EUR 1,4 milliard classé en juste valeur par résultat (EUR 0,2 milliard de titres et EUR 1,2 milliard de prêts) et EUR 1 milliard classé en juste valeur par capitaux propres (EUR 0,3 milliard de titres et EUR 0,7 milliard de prêts) avec des impacts respectifs sur le résultat de EUR -4 millions en «Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat», et EUR -29 millions en «Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres». Au 31 décembre 2020, le montant résiduel d'actifs du «Remedial Deleveraging Plan» qui figure au bilan s'établit à EUR 4 milliards.

## 2.14. Transfert d'actifs financiers

Le groupe Dexia a mis en place des transactions de type pensions, prêts de titres ou total return swap, qui lui permettent de transférer des actifs financiers, principalement des prêts et créances ou des instruments de dette, dont il conserve les risques et avantages. De ce fait, ces actifs financiers transférés restent comptabilisés à son bilan. Les transferts sont considérés comme des transactions de financement sécurisées.

	31/12/2019		31/12/2020	
	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés	Valeur comptable des actifs	Valeur comptable des passifs associés
(en millions d'EUR)				
<b>Titres au coût amorti non décomptabilisés en raison des transactions suivantes :</b>				
Pensions (repo)	6 258	5 443	10 222	9 901
<b>TOTAL</b>	<b>6 258</b>	<b>5 443</b>	<b>10 222</b>	<b>9 901</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non décomptabilisés en raison des transactions suivantes :</b>				
Pensions (repo)	516	484		
<b>TOTAL</b>	<b>516</b>	<b>484</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Actifs financiers autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat non décomptabilisés en raison des transactions suivantes :</b>				
Pensions (repo)	406	332		
<b>TOTAL</b>	<b>406</b>	<b>332</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7 180</b>	<b>6 259</b>	<b>10 222</b>	<b>9 901</b>

## 3. Notes sur le passif

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

3.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat	110	3.5. Comptes de régularisation et passifs divers	112
3.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	111	3.6. Provisions	112
3.3. Dettes envers la clientèle	111	3.7. Dettes subordonnées	115
3.4. Dettes représentées par un titre	111	3.8. Information sur les capitaux propres	115

### 3.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Passifs désignés à la juste valeur	1 146	878
Instruments dérivés de négociation (voir note 4.1)	13 634	11 648
<b>TOTAL</b>	<b>14 780</b>	<b>12 525</b>

#### a. Analyse par nature des éléments de passifs détenus à des fins de transaction

Néant.

#### b. Analyse par nature des éléments de passifs désignés à la juste valeur

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Passifs non subordonnés	1 146	878
<b>TOTAL</b>	<b>1 146</b>	<b>878</b>

#### c. Risque de crédit des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat

(en millions d'EUR)	Valeur comptable	Variation de la juste valeur due au changement de risque de crédit		Différence entre la valeur comptable et le montant contractuellement dû à l'échéance <sup>(1)</sup>
		Montant de la période	Montant cumulé	
Au 31/12/2019	1 146	7	(46)	293
Au 31/12/2020	878	3	(43)	272

(1) Ce montant reprend les surcotes, décotes et les variations de la valeur de marché.

#### d. Analyse par échéance

Voir note 7.5.

#### e. Analyse de la juste valeur

Voir note 7.1.

Pour les passifs financiers, l'option de juste valeur est surtout utilisée dans la situation suivante:

Par Dexia Financial Products Inc et FSA Global Funding Ltd, pour les passifs pour lesquels les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas réalisées ou courent le risque de ne pas l'être ; l'option de juste valeur est utilisée comme une alternative en vue de réduire la volatilité dans le compte de résultats.

Les classes de passifs suivantes sont soumises à un classement dans le cadre de l'option de juste valeur :

a) les passifs à taux fixe qui constituent des contrats de funding fortement adaptés, notamment aux demandes sur mesure requises par des investisseurs (activités GIC).

Pour les passifs collatéralisés par des actifs, le spread DVA correspond à la moyenne des spreads des collatéraux donnés en garantie.

En ce qui concerne les passifs non sécurisés, ils bénéficient de la garantie de Dexia et de la garantie du monoliner Assured. Dans ce cas, le spread de crédit propre (DVA) est le minimum entre le spread DVA de Dexia et le spread d'Assured Guaranty b) les dettes à taux fixe de FSA Global Funding et les GICs de FP non sécurisés.

Le spread de crédit propre est le spread DVA de Dexia.

Au 31 décembre 2020, la variation cumulée de juste valeur attribuable au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur s'élève à EUR -43 millions. Ce montant est comptabilisé en *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*.



## 3.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

### a. Analyse par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
À vue	75	0
Titres donnés en pension livrée	4 093	4 218
Cash collatéraux	3 502	3 355
Autres dettes	4 109	2 259
<b>TOTAL</b>	<b>11 778</b>	<b>9 831</b>

### b. Analyse par échéance

Voir note 7.5.

### c. Analyse de la juste valeur

Voir note 7.1.

## 3.3. Dettes envers la clientèle

### a. Analyse par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Dépôts à terme	275	256
<b>Total des dépôts de la clientèle</b>	<b>275</b>	<b>256</b>
Titres donnés en pension livrée <sup>(1)</sup>	3 242	6 306
Cash collatéraux	145	48
Autres dettes	190	214
<b>Total des emprunts de la clientèle</b>	<b>3 577</b>	<b>6 568</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 851</b>	<b>6 824</b>

(1) L'augmentation des tirages de Repo's s'explique par des conditions très favorables sur le marché court terme en fin d'année 2020.

### b. Analyse par échéance

Voir note 7.5.

### c. Analyse de la juste valeur

Voir note 7.1.

## 3.4. Dettes représentées par un titre

### a. Analyse par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Certificats de dépôt <sup>(1)</sup>	351	2 361
Obligations non convertibles	62 377	54 999
<b>TOTAL<sup>(2)</sup></b>	<b>62 728</b>	<b>57 360</b>

(1) L'augmentation des certificats de dépôt s'explique par des conditions très favorables sur le marché court terme en fin d'année 2020.

(2) Au 31 décembre 2020, le montant émis avec la garantie des Etats s'élève à EUR 55,4 milliards (EUR 60,5 milliards en 2019).

### b. Analyse par échéance

Voir note 7.5.

### c. Analyse de la juste valeur

Voir note 7.1.

### 3.5. Comptes de régularisation et passifs divers

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Charges à payer	14	10
Produits constatés d'avance	5	2
Subventions	32	30
Salaires et charges sociales (dus)	6	6
Dettes liées aux dividendes	3	3
Autres taxes	13	16
Dettes de location	59	38
Créditeurs divers et autres passifs	203	265
<b>TOTAL</b>	<b>336</b>	<b>371</b>

### 3.6. Provisions

#### a. Analyse par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Litiges <sup>(1)</sup>	186	178
Restructurations	40	29
Régimes de retraite à prestations définies	4	1
Autres avantages à long terme du personnel	3	3
Provision pour engagements de crédit hors bilan <sup>(2)</sup>	8	11
- Provision pour engagements de crédit hors bilan - phase 1	0	0
- Provision pour engagements de crédit hors bilan - phase 2	2	3
- Provision pour engagements de crédit hors bilan - phase 3	6	8
Autres provisions	2	0
<b>TOTAL</b>	<b>243</b>	<b>221</b>

(1) Le poste «Litiges» comprend une provision relative à l'activité de désensibilisation des crédits structurés en France.

(2) L'évolution du poste est présentée en note 7.2.e.

#### b. Variations

(en millions d'EUR)	Litiges <sup>(1)</sup>	Restructurations	Retraites et autres avantages aux salariés	Contrats onéreux	Autres provisions	Total
<b>AU 01/01/2019</b>	<b>321</b>	<b>27</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>359</b>
Dotations	19	23	1	0	0	43
Reprises	(70)	(6)	0	(3)	(1)	(81)
Utilisations	(24)	(3)	0	(1)	0	(29)
Ecarts actuariels	0	0	3	0	0	3
Impact application IFRIC 23	(60)	0	0	0	0	(60)
<b>AU 31/12/2019</b>	<b>186</b>	<b>40</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>235</b>

(1) comprend une reprise de la provision relative à l'activité de désensibilisation des crédits structurés en France pour un montant de EUR 53 millions suite à la signature d'un protocole transactionnel avec 3 contreparties.

	Litiges	Restructurations	Retraites et autres avantages aux salariés	Autres provisions	Total
(en millions d'EUR)					
<b>AU 01/01/2020</b>	<b>186</b>	<b>40</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>235</b>
Dotations	18	6	1	0	25
Reprises	(24)	(17)	(1)	(1)	(43)
Utilisations	(1)	(1)	0	(1)	(3)
Ecarts actuariels	0	0	(3)	0	(3)
Autres variations	(1)	0	0	0	(1)
<b>AU 31/12/2020</b>	<b>178</b>	<b>29</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>211</b>

### c. Provisions pour régimes de pensions et autres avantages à long terme

Après la vente de la plupart de ses filiales opérationnelles, Dexia ne détient plus que quelques filiales avec un personnel significatif dans certains pays.

En dehors des engagements de pension légale et des plans à cotisations définies sujets à un rendement minimum garanti en Belgique, les engagements des plans à prestations définies sont limités.

Il s'agit principalement des indemnités de départ à la retraite en France, des plans de pension en Italie et des plans de pension du personnel belge de la holding qui compte moins de 60 personnes.

En raison de la diminution des effectifs du groupe, les engagements diminuent également et la Defined Benefit Obligation (obligation au titre de prestations définies, d'avantages à long terme et postérieurs à l'emploi) représente moins de 3 % des fonds propres consolidés. Le montant de la dette actuarielle diminuée de la juste valeur des actifs pour retraites et autres avantages salariés s'élève à EUR 4 millions au 31/12/2020 contre EUR 7 millions au 31/12/2019.

### d. Régimes à cotisations définies

Les régimes belges à cotisations définies sont soumis par la loi à un rendement minimum garanti. En conséquence de la loi belge du 18 décembre 2015, les rendements minimaux sont garantis par l'employeur comme suit:

(i) pour les cotisations versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, un nouveau rendement minimum variable basé sur les taux OLO, avec un minimum de 1,75% et un maximum de 3,75%. Compte tenu des faibles taux de l'OLO dans les dernières années, le rendement a été initialement fixé à 1,75%, (ii) pour les cotisations versées jusqu'à la fin de décembre 2015, les rendements juridiques antérieurement applicables (3,25% et 3,75% respectivement sur les cotisations patronales et salariales) continuent d'être appliqués jusqu'à la date de la retraite des participants. Compte tenu des rendements minimums garantis, ces plans se qualifient comme des régimes à prestations définies.

### e. Litiges

À l'instar de nombreuses institutions financières, Dexia est poursuivie en tant que défendeur dans le cadre de plusieurs litiges. Sauf indication contraire, le statut de ces litiges et enquêtes au 31 décembre 2020 est résumé ci-après et repose sur les informations dont Dexia dispose à cette date.

Sur la base de ces informations, les autres litiges et enquêtes dans lesquels une entité du groupe Dexia est citée comme

défendeur devraient soit ne pas avoir une incidence significative sur la situation financière du groupe, soit il est encore trop tôt pour évaluer précisément s'ils peuvent ou non avoir un impact significatif.

Les comptes consolidés du groupe reflètent les conséquences, telles qu'évaluées par Dexia sur la base des informations à sa disposition à la date précitée, des principaux litiges et enquêtes susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, les résultats ou les activités du groupe et des provisions ont été comptabilisées quand nécessaire.

### Dexia Nederland BV

La filiale néerlandaise de Dexia, Dexia Nederland BV (DNL), est toujours confrontée à un important contentieux impliquant plusieurs procédures judiciaires introduites par des clients ayant souscrit il y a longtemps des contrats de leasing d'actions. Au fil des ans, DNL a clôturé les litiges en cours avec la plupart des clients. À la fin de 2020, plusieurs clients (environ 10 000) s'opposaient toujours au système d'indemnisation résultant des décisions de la Cour d'appel d'Amsterdam et de la Cour Suprême. DNL continue de tenter de diminuer le nombre de revendications en cours en concluant des transactions extrajudiciaires et en demandant aux tribunaux de confirmer que DNL a satisfait à ses obligations envers les clients concernés. En 2019, La Cour Suprême a confirmé que, d'une manière générale, DNL a un intérêt à demander de telles confirmations. Depuis 2019, DNL a intensifié ses efforts de transactions extrajudiciaires avec ses anciens clients et recherche activement des solutions optimales afin de prendre en compte les spécificités de chaque situation particulière.

Comme mentionné dans les précédents rapports annuels de Dexia, la Cour Suprême des Pays-Bas a établi, en 2009, une distinction entre deux catégories de clients : les clients dont le contrat souscrit constituait une charge financière supportable et ceux dont le contrat souscrit constituait une charge financière déraisonnable. D'autres décisions de la Cour Suprême des Pays-Bas et de la Cour d'appel d'Amsterdam ont clarifié la manière dont devait se dérouler l'évaluation de ces dossiers en pratique. Lorsqu'un intermédiaire était impliqué, la Cour Suprême a décidé en 2016 que, moyennant le respect de certaines conditions, les plaignants étaient autorisés à demander une indemnisation supérieure. Ce principe était reconfirmé par la Cour Suprême des Pays-Bas en 2018. L'issue des litiges en question reste tributaire des faits relatifs à chaque dossier et en particulier de la capacité des plaignants à prouver devant les tribunaux que certaines obligations de diligence n'ont pas été remplies. D'autres litiges, y inclus

concernant le rôle d'intermédiaires, sont toujours pendants devant les juridictions supérieures.

Comme indiqué dans les rapports annuels antérieurs de Dexia, la Cour Suprême des Pays-Bas a décidé, en 2008, que le consentement écrit de l'époux (ou du partenaire enregistré) était nécessaire pour conclure un contrat de leasing d'actions. À défaut d'un tel consentement, l'époux est autorisé à annuler le contrat. D'autres décisions de la Cour Suprême ont précisé qu'une telle annulation devait intervenir dans les trois ans suivant la signature du contrat ou le moment auquel l'époux a pris connaissance de l'existence dudit contrat, sous réserve de toute suspension applicable, et à la condition qu'un retrait (opt-out) ait été introduit au moment du règlement collectif. Des litiges sont toujours pendants devant les juridictions supérieures sur certains aspects techniques de cette catégorie de dossiers.

Au 31 décembre 2020, DNL était toujours concernée par quelque 1 500 procédures civiles actives (soit le même nombre qu'à la fin 2019). Elles ont principalement trait à des questions de devoir de diligence. Fin 2020, sept procédures liées au leasing d'actions étaient toujours à l'étude au Klachteninstituut Financiële Dienstverlening (KiFiD), l'institution néerlandaise chargée des plaintes liées aux services financiers (les mêmes dossiers en cours à la fin 2019). Elles ont principalement trait à des questions de devoir de diligence.

À l'heure actuelle, Dexia n'est raisonnablement pas en mesure de se prononcer sur la durée ou l'issue des actions toujours en cours, ni sur leurs éventuelles conséquences financières.

### Dexia Crediop

Dexia Crediop, à l'instar d'autres établissements bancaires en Italie, a fait l'objet de recours judiciaires en Italie et au Royaume-Uni portant sur (i) des opérations de couverture (impliquant de recourir à des instruments dérivés) conclues dans le cadre d'accords de restructuration de dette et/ou de transactions de financement avec des autorités locales ainsi que sur (ii) des opérations à des fins autres que de couverture. Comme indiqué dans les rapports annuels antérieurs, en 2017, la Cour d'appel de Londres a rendu un arrêt dans l'affaire Prato par lequel elle a confirmé (i) la validité des contrats dérivés conclus par Dexia Crediop, (ii) que Prato avait la pleine capacité de conclure les contrats dérivés et (iii) que la marge appliquée sur les contrats dérivés était nécessaire pour couvrir ses risques et les coûts attendus. Prato a été condamné, entre autres, à rembourser les frais de justice de Dexia Crediop et à payer des intérêts moratoires sur les montants impayés. La Cour Suprême a confirmé la décision de la Cour d'appel.

À la suite de ces décisions, Dexia Crediop et Prato ont conclu en 2018 un accord extrajudiciaire. Depuis 2018, Dexia Crediop a conclu d'autres règlements avec d'autres parties qui ont confirmé de manière explicite le caractère légal, valide et contraignant des contrats sur dérivés qu'elles avaient conclus avec Dexia Crediop. D'autres affaires civiles relatives à la prétendue invalidité des swaps conclus par Dexia Crediop sont toujours en cours.

Une procédure pénale devant la Cour d'appel de Florence concernant l'affaire Prato est toujours en cours.

### Dexia Crédit Local

Dexia Crédit Local (DCL) est impliqué dans un certain nombre de litiges l'opposant à des collectivités locales auxquelles des crédits structurés ont été consentis. Au 31 décembre 2020, 18 clients avaient assigné Dexia Crédit Local pour des crédits structurés, dont 10 concernent des prêts structurés détenus par la Société Française de Financement Local (SFIL), la société holding de la Caisse Française de Financement Local (CAFFIL) et 8 concernent des prêts structurés détenus par DCL.

Le 28 mars 2018, la Cour de Cassation française a validé la décision favorable de la Cour d'Appel de Versailles qui réforme le jugement du Tribunal de Grande Instance de Nanterre concernant des prêts structurés détenus par CAFFIL et a confirmé la validité de ces prêts structurés, qui n'ont pas été qualifiés de « produits financiers et spéculatifs » et ont été souscrits par un emprunteur informé. La Cour de Cassation a également décidé que DCL n'encourt aucune responsabilité pour la vente de ces prêts structurés. Cette jurisprudence a été confirmée par plusieurs décisions rendues par la suite.

Comme expliqué dans les précédents rapports annuels, DCL a également été cité en justice pour des prêts consentis à des entités de droit privé et pour lesquels certains tribunaux continuent d'annuler les clauses liées au taux d'intérêt du prêt en raison de l'absence de référence au taux effectif global (TEG) dans le fax de confirmation avant de conclure le contrat de prêts. Des décisions diverses ont été prises par les cours dans ces dossiers.

Le 17 juillet 2019, une ordonnance du gouvernement français a modifié le régime de sanction applicable en cas d'absence ou d'erreur dans le TEG en supprimant la conversion automatique de ce taux en taux d'intérêt légal. Cette dernière modification pourrait avoir un impact sur certains litiges en cours.

Cette ordonnance favorise aussi le développement de négociations avec les emprunteurs en litige.

### Demandes d'indemnisation résultant de la cession d'entités opérationnelles du groupe

Au cours de ces dernières années, Dexia a procédé à plusieurs cessions d'entités opérationnelles.

Comme il est d'usage pour ce type de transactions, les conventions de cession comprennent des déclarations, des garanties et des obligations d'indemnisation dans le chef du vendeur, soumises aux restrictions et limitations usuelles pour ce type d'opérations. Ainsi, en cas d'appel à la garantie relatif à un élément affectant l'entité vendue et trouvant son origine préalablement à la cession effective des actions de l'entité, Dexia peut – conformément aux dispositions du contrat de vente – être amené à devoir indemniser l'acquéreur.

Des demandes d'indemnisation ont été notifiées concernant certaines cessions effectuées par Dexia dans le passé, notamment dans le cadre des cessions de Banque Internationale à Luxembourg, de DenizBank et de Dexia Kommunalbank Deutschland. Dexia conteste la plupart de ces réclamations, autres que celles anticipées par Dexia au moment de la cession en question.

À l'heure actuelle, Dexia n'est raisonnablement pas en mesure de se prononcer sur la durée ou l'issue de ces demandes, ni sur leurs éventuelles conséquences financières.

### 3.7. Dettes subordonnées

#### a. Analyse par nature

##### Dettes subordonnées convertibles

Néant.

##### Dettes subordonnées non convertibles

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Autres emprunts subordonnés	20	19
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>19</b>

La liste détaillée est disponible sur demande auprès de Investor Relations - E-mail : investor.relations@dexia.com -  
Tél. Bruxelles : + 32 2 213 57 66/ 57 39 - Tél. Paris : + 33 1 58 58 58 53/ 58 49

#### b. Réconciliation des passifs liés aux opérations de financement

(en millions d'EUR)	Flux de trésorerie	Variations des éléments non monétaires				31/12/2019
		Changements liés à l'obtention ou à la perte du contrôle des filiales	Ecarts de conversion	Variations de la juste valeur	Autres variations	
01/01/2019						
126	(106)	0	1	0	0	20

(en millions d'EUR)	Flux de trésorerie	Variations des éléments non monétaires				31/12/2020
		Changements liés à l'obtention ou à la perte du contrôle des filiales	Ecarts de conversion	Variations de la juste valeur	Autres variations	
01/01/2020						
20	0	0	(1)	0	0	19

#### c. Analyse par échéance

Voir note 7.5.

#### d. Analyse de la juste valeur

Voir note 7.1.

### 3.8 Information sur les capitaux propres

#### a. Capital social

Le capital social souscrit et entièrement libéré de Dexia SA s'élève à EUR 500 000 000 représenté par 420 134 302 actions sans désignation de valeur nominale.

En effet, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 7 décembre 2017 a approuvé la proposition de conversion des actions de préférence, souscrites en 2012 par les États belge et français pour un montant de EUR 5,5 milliards. Dans le cadre de cette conversion, toutes les actions de préférence émises le 31 décembre 2012 et détenues par les États belge et français ont été converties en actions ordinaires,

selon un ratio de conversion de 14,446 actions ordinaires contre une action de préférence. Parallèlement, des parts bénéficiaires portant des Contingent Liquidation Rights (CLR) ont été octroyées aux États belge et français. Ces CLR ne représentent pas le capital de Dexia, mais confèrent aux États le droit de bénéficier d'une distribution préférentielle, lors de la liquidation de Dexia, après apurement des dettes et charges, d'un montant de EUR 440 millions par an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'à la date de mise en liquidation. Ce droit à une distribution préférentielle en cas de liquidation ne pourra être exercé qu'une seule fois, à l'occasion de la liquidation de Dexia.

#### b. Titres super subordonnés à durée indéterminée

En 2005, Dexia Crédit Local avait émis des titres perpétuels subordonnés non cumulatifs d'un montant de EUR 700 millions. L'encours résiduel s'élève à EUR 56 millions, comptabilisé en intérêts minoritaires

Par ailleurs, l'encours résiduel des titres perpétuels subordonnés non cumulatifs émis en octobre 2006 par Dexia Funding Luxembourg (fusionnée avec Dexia) s'élève à EUR 40 millions, comptabilisés en fonds propres part du groupe.

## 4. Autres notes annexes au bilan

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

4.1. Instruments dérivés	116	4.6. Information sur les activités destinées à être cédées et sur les activités abandonnées	122
4.2. Impôts différés	117	4.7. Actions	123
4.3. Compensation des actifs et passifs financiers	118	4.8. Taux de change	124
4.4. Transactions avec des parties liées	120	4.9. Gestion du capital	124
4.5. Acquisition et cession de sociétés consolidées	122		

### 4.1. Instruments dérivés

#### a. Analyse par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019		31/12/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés à la juste valeur par résultat (voir annexes 2.3 et 3.1)</b>	<b>11 181</b>	<b>13 634</b>	<b>9 411</b>	<b>11 648</b>
Dérivés désignés comme couverture de juste valeur	1 197	17 846	1 141	19 343
Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	107	562	76	634
Dérivés désignés comme couverture de portefeuilles	74	776	46	571
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>1 378</b>	<b>19 184</b>	<b>1 263</b>	<b>20 548</b>
<b>TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS</b>	<b>12 559</b>	<b>32 818</b>	<b>10 675</b>	<b>32 195</b>

#### b. Détail des dérivés à la juste valeur par résultat

(en millions d'EUR)	31/12/2019			31/12/2020		
	Montant notionnel	Actif	Passif	Montant notionnel	Actif	Passif
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>	<b>154 238</b>	<b>9 301</b>	<b>12 151</b>	<b>144 968</b>	<b>8 151</b>	<b>10 612</b>
<i>dont: couverture économique</i>	<i>23 644</i>	<i>295</i>	<i>1 062</i>	<i>50 885</i>	<i>1 126</i>	<i>1 806</i>
Options de gré à gré	22	1	1	11	1	1
Autres instruments de taux de gré à gré	153 927	9 300	12 150	144 935	8 150	10 611
Autres instruments de taux traités sur des marchés organisés	290			22		
<b>Dérivés de change</b>	<b>23 517</b>	<b>1 684</b>	<b>1 372</b>	<b>22 253</b>	<b>1 044</b>	<b>921</b>
<i>dont: couverture économique</i>	<i>18 337</i>	<i>651</i>	<i>615</i>	<i>16 634</i>	<i>90</i>	<i>245</i>
Autres instruments traités de gré à gré	23 517	1 684	1 372	22 253	1 044	921
<b>Dérivés de crédit</b>	<b>3 208</b>	<b>197</b>	<b>111</b>	<b>4 089</b>	<b>217</b>	<b>114</b>
<i>dont: couverture économique</i>	<i>2 330</i>	<i>129</i>	<i>63</i>	<i>2 412</i>	<i>153</i>	<i>73</i>
Contrat d'échange sur risque de crédit	3 208	197	111	4 089	217	114
<b>TOTAL</b>	<b>180 963</b>	<b>11 181</b>	<b>13 634</b>	<b>171 309</b>	<b>9 411</b>	<b>11 648</b>

#### c. Détail des dérivés désignés comme couverture de juste valeur

(en millions d'EUR)	31/12/2019			31/12/2020		
	Montant notionnel	Actif	Passif	Montant notionnel	Actif	Passif
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>	<b>60 212</b>	<b>974</b>	<b>15 106</b>	<b>57 737</b>	<b>1 019</b>	<b>16 563</b>
Options de gré à gré	23		3	11		2
Autres instruments de taux traités de gré à gré	60 189	974	15 103	57 726	1 019	16 561
<b>Dérivés de change</b>	<b>6 058</b>	<b>223</b>	<b>2 739</b>	<b>5 529</b>	<b>122</b>	<b>2 780</b>
Autres instruments traités de gré à gré	6 058	223	2 739	5 529	122	2 780
<b>TOTAL</b>	<b>66 270</b>	<b>1 197</b>	<b>17 846</b>	<b>63 266</b>	<b>1 141</b>	<b>19 343</b>

#### d. Détail des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

(en millions d'EUR)	31/12/2019			31/12/2020		
	Montant notionnel	Actif	Passif	Montant notionnel	Actif	Passif
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>	<b>877</b>	<b>13</b>	<b>217</b>	<b>836</b>	<b>11</b>	<b>226</b>
Autres instruments de taux traités de gré à gré	877	13	217	836	11	226
<b>Dérivés de change</b>	<b>1 022</b>	<b>94</b>	<b>346</b>	<b>1 190</b>	<b>65</b>	<b>408</b>
Autres instruments traités de gré à gré	1 022	94	346	1 190	65	408
<b>TOTAL</b>	<b>1 899</b>	<b>107</b>	<b>562</b>	<b>2 026</b>	<b>76</b>	<b>634</b>

### e. Détail des dérivés désignés comme couverture d'un investissement dans une entité étrangère

Néant.

### f. Détail des dérivés désignés comme couverture de portefeuilles

	31/12/2019			31/12/2020		
	Montant notionnel	Actif	Passif	Montant notionnel	Actif	Passif
(en millions d'EUR)						
Couverture de portefeuille de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt	5 635	74	776	5 476	46	571
<b>TOTAL</b>	<b>5 635</b>	<b>74</b>	<b>776</b>	<b>5 476</b>	<b>46</b>	<b>571</b>

## 4.2. Impôts différés

### a. Ventilation par nature

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Actifs d'impôts différés	1 655	1 578
Actifs d'impôts différés non comptabilisés	(1 635)	(1 578)
<b>Actifs d'impôts différés comptabilisés<sup>(1)</sup></b>	<b>20</b>	<b>0</b>
Passifs d'impôts différés <sup>(1)</sup>	(35)	(35)
<b>TOTAL</b>	<b>(15)</b>	<b>(35)</b>

(1) Les impôts différés actifs et passifs sont compensés lorsqu'ils concernent la même entité fiscale.

Les effets des variations des impôts différés sur le résultat et sur les gains ou pertes latents ou différés sont analysés respectivement dans les notes 5.12 « Impôts sur les bénéfices » et « État du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

### b. Mouvements de l'exercice

(en millions d'EUR)	2019	2020
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	<b>(20)</b>	<b>(15)</b>
Charge ou produit comptabilisé en résultat : « Impôt sur les bénéfices »	13	(21)
Variation impactant les fonds propres	(6)	0
Ecarts de conversion	0	1
<b>AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>(15)</b>	<b>(35)</b>

### c. Catégories d'impôts différés

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Impôt différé - actif	1 655	1 578
Impôt différé - passif	(35)	(35)
<b>IMPÔT DIFFÉRÉ</b>	<b>1 620</b>	<b>1 543</b>

Impôts différés provenant d'éléments d'actif	2019		2020	
	Total	Dont variation affectant le résultat	Total	Dont variation affectant le résultat
(en millions d'EUR)				
Prêts (et provisions pour perte sur prêts)	(1 233)	(197)	(1 565)	(293)
Titres	(1 129)	106	(1 453)	(232)
Instruments dérivés	394	64	422	22
Immobilisations corporelles et incorporelles	3	3	2	0
Comptes de régularisation et actifs divers	0	(8)	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>(1 965)</b>	<b>(32)</b>	<b>(2 593)</b>	<b>(503)</b>

Impôts différés provenant d'éléments de passif	2019		2020	
	Total	Dont variation affectant le résultat	Total	Dont variation affectant le résultat
(en millions d'EUR)				
Instruments dérivés	1 496	(81)	1 741	247
Emprunts, dépôts et dettes représentées par un titre	196	107	514	319
Provisions	104	38	55	(48)
Retraites	3	1	2	(1)
Provisions non déductibles	(9)	0	(9)	0
Comptes de régularisation et passifs divers	5	1	(25)	(68)
<b>TOTAL</b>	<b>1 795</b>	<b>66</b>	<b>2 278</b>	<b>449</b>

Impôts différés provenant d'autres éléments	2019		2020	
	Total	Dont variation affectant le résultat	Total	Dont variation affectant le résultat
(en millions d'EUR)				
Pertes fiscales récupérables	1 791	100	1 858	5
<b>TOTAL</b>	<b>1 791</b>	<b>100</b>	<b>1 858</b>	<b>5</b>

<b>TOTAL IMPOT DIFFÉRÉ</b>	<b>1 620</b>	<b>1 543</b>
----------------------------	--------------	--------------

#### d. Date d'expiration des impôts différés actifs non comptabilisés

Nature	31/12/2019		
	Supérieur à 5 ans	Échéance illimitée	Total
(en millions d'EUR)			
Différences temporelles		(123)	(123)
Pertes fiscales récupérables	(202)	(1 311)	(1 512)
<b>TOTAL</b>	<b>(202)</b>	<b>(1 434)</b>	<b>(1 635)</b>

Nature	31/12/2020	
	Échéance illimitée	Total
(en millions d'EUR)		
Différences temporelles	(151)	(151)
Pertes fiscales récupérables	(1 427)	(1 427)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 578)</b>	<b>(1 578)</b>

### 4.3. Compensation des actifs et passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente les montants des actifs financiers et passifs financiers avant et après la compensation.

La colonne « Montants bruts compensés au bilan » présente les montants compensés selon les critères de la norme IAS 32 énoncés dans la note « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés ». Les montants compensés concernent les dérivés et les opérations de pensions livrées que Dexia traite avec des chambres de compensation.

La colonne « Impact des conventions - cadre de compensation et accords similaires » inclut les montants des instruments financiers qui font l'objet d'un accord de compensation globale exécutoire ou d'un accord similaire mais qui ne répondent pas aux critères de compensation requis par la norme IAS 32. Chez Dexia, il s'agit des opérations faisant l'objet de ISDA Master Netting Agreements et Global Master Repurchase Agreements pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une des contreparties. En particulier, le Dexia Group Master Netting Agreement ("DGMNA") a été conclu le 2 novembre 2009, entre Dexia SA/NV, Banque Internationale au Luxembourg S.A. (anciennement Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A.), Belfius Banque SA/NV (anciennement Dexia Banque Belgique SA/NV), Dexia Crédit Local et Dexia Crediop SpA.

Le DGMNA permet aux parties de compenser des montants dus dans le cadre de transactions régies par différentes

conventions, tels que notamment les ISDA Master Agreements ou autres Convention-cadres sur instruments financiers («Conventions Principales»). Le DGMNA vise essentiellement à permettre une compensation dans le cas d'un défaut d'une des parties et donc ne permet la compensation que lorsque les transactions régies par les Conventions Principales sont accélérées, résiliées, liquidées ou annulées (ci-après «Close Out»). Lorsqu'une partie est en défaut selon le DGMNA, chacune des autres parties non défaillantes peut choisir de procéder au Close Out de toutes les transactions régies par les Conventions Principales auxquelles ladite partie non défaillante est partie. Banque Internationale à Luxembourg et Belfius Banque SA/NV ne sont plus parties au DGMNA respectivement depuis le 29 janvier 2014 et le 16 novembre 2015.

Au 31 décembre 2020, cet accord ne concernait donc plus que des situations de défaut éventuel de Dexia, Dexia Crédit Local ou Dexia Crediop.

Les colonnes « Cash collatéraux » et « Instruments financiers reçus ou donnés en garantie » regroupent les montants se rattachant à des instruments financiers utilisés comme instruments de garantie. Chez Dexia, ils sont composés principalement des dépôts de garanties et des titres reçus ou donnés en garantie et présentés à leur juste valeur. Ces garanties ne peuvent être exercées qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une des contreparties.

Les instruments sont indiqués au montant pour lequel Dexia les a comptabilisés, le montant des garanties étant toutefois plafonné au montant de l'actif ou passif garanti.



**a. Actifs financiers compensés ou faisant l'objet d'un accord de compensation globale exécutoire ou d'un accord similaire**

	31/12/2019						Montants nets
	Montants bruts des actifs financiers	Montants bruts compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers présentés au bilan	Montants ne faisant pas l'objet d'une compensation au bilan			
				Impact des conventions - cadre de compensation et accords similaires	Cash collatéraux reçus	Instruments financiers reçus en garantie	
(en millions d'EUR)							
Instruments dérivés	13 680	(1 827)	11 853	(6 926)	(3 867)	0	1 060
Opérations de pension et accords similaires	1 502	0	1 502	0	(352)	(1 150)	0
<b>ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À LA PUBLICATION RELATIVE À LA COMPENSATION</b>	<b>15 182</b>	<b>(1 827)</b>	<b>13 355</b>	<b>(6 926)</b>	<b>(4 219)</b>	<b>(1 150)</b>	<b>1 060</b>

**b. Passifs financiers compensés ou faisant l'objet d'un accord de compensation globale exécutoire ou d'un accord similaire**

	31/12/2019						Montants nets
	Montants bruts des passifs financiers	Montants bruts compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers présentés au bilan	Montants ne faisant pas l'objet d'une compensation au bilan			
				Impact des conventions - cadre de compensation et accords similaires	Cash collatéraux donnés	Instruments financiers donnés en garantie	
(en millions d'EUR)							
Instruments dérivés	34 571	(1 827)	32 744	(6 926)	(20 445)	0	5 373
Opérations de pension et accords similaires	7 334	0	7 334	0	0	(7 334)	0
<b>PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À LA PUBLICATION RELATIVE À LA COMPENSATION</b>	<b>41 905</b>	<b>(1 827)</b>	<b>40 078</b>	<b>(6 926)</b>	<b>(20 445)</b>	<b>(7 334)</b>	<b>5 373</b>

**c. Actifs financiers compensés ou faisant l'objet d'un accord de compensation globale exécutoire ou d'un accord similaire**

	31/12/2020						Montants nets
	Montants bruts des actifs financiers	Montants bruts compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers présentés au bilan	Montants ne faisant pas l'objet d'une compensation au bilan			
				Impact des conventions - cadre de compensation et accords similaires	Cash collatéraux reçus	Instruments financiers reçus en garantie	
(en millions d'EUR)							
Instruments dérivés	12 311	(2 259)	10 052	(6 566)	(3 216)	0	269
Opérations de pension et accords similaires	936	0	936	0	(86)	(850)	0
<b>ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À LA PUBLICATION RELATIVE À LA COMPENSATION</b>	<b>13 247</b>	<b>(2 259)</b>	<b>10 987</b>	<b>(6 566)</b>	<b>(3 303)</b>	<b>(850)</b>	<b>269</b>

**d. Passifs financiers compensés ou faisant l'objet d'un accord de compensation globale exécutoire ou d'un accord similaire**

	31/12/2020						Montants nets
	Montants bruts des passifs financiers	Montants bruts compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers présentés au bilan	Montants ne faisant pas l'objet d'une compensation au bilan			
				Impact des conventions - cadre de compensation et accords similaires	Cash collatéraux donnés	Instruments financiers donnés en garantie	
(en millions d'EUR)							
Instruments dérivés	34 385	(2 259)	32 126	(6 566)	(20 203)	0	5 356
Opérations de pension et accords similaires	10 524	0	10 524	0	0	(10 524)	0
<b>PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À LA PUBLICATION RELATIVE À LA COMPENSATION</b>	<b>44 909</b>	<b>(2 259)</b>	<b>42 649</b>	<b>(6 566)</b>	<b>(20 203)</b>	<b>(10 524)</b>	<b>5 356</b>

## 4.4. Transactions avec des parties liées

### a. Transactions avec des parties liées

Depuis le 31 décembre 2012, en conséquence de l'augmentation de capital souscrite par les États belge et français, seuls ces deux actionnaires ont une influence significative sur Dexia.

Les transactions du groupe avec ces actionnaires sont décrites dans le point 4.4. c ci-après. En application de la norme IAS 24 § 25, le détail des prêts, emprunts ou engagements avec les États actionnaires ne fait pas l'objet d'une communication séparée.

En raison de la restructuration du groupe, Dexia n'a plus de transactions avec des parties liées.

### b. Rémunération des principaux dirigeants (\*)

(en millions d'EUR)

	2019	2020
<b>Avantages à court terme<sup>(1)</sup></b>	<b>4</b>	<b>4</b>

(\*) Les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration et du comité de direction

(1) Comprend le salaire et les autres avantages.

Les détails par personne sont fournis dans le rapport de rémunération, au chapitre « Déclaration de gouvernement d'entreprise » de ce rapport annuel.

### c. Transactions avec les états belge, français et luxembourgeois

#### Dispositifs de garantie des financements de Dexia

##### Convention de Garantie de 2013

Le 24 janvier 2013, les États belge, français, et luxembourgeois ont signé avec Dexia et Dexia Crédit Local (« DCL ») une Convention d'Émission de Garanties, et octroyé au bénéfice de DCL (principale entité opérationnelle et émettrice du groupe Dexia) une Garantie Autonome conformément à cette Convention d'Émission de Garanties (la « Garantie »), en vertu de l'arrêté royal du 19 décembre 2012 « modifiant l'arrêté royal du 18 octobre 2011 octroyant une garantie d'État à certains emprunts de Dexia et Dexia Crédit Local » (tel que ratifié par la Loi du 17 juin 2013 « portant des dispositions fiscales et financières et des dispositions relatives au développement durable », de la Loi d'habilitation française telle que modifiée par la loi n° 2012-1 510 du 29 décembre 2012 (« loi de finances rectificative pour 2012 »), et de la Loi d'habilitation luxembourgeoise. En vertu de cette Convention de Garantie de 2013, les trois États garantissent conjointement mais non solidairement l'exécution par DCL (agissant le cas échéant via ses succursales) de ses obligations de remboursement résultant de certains financements levés auprès d'investisseurs qualifiés, institutionnels ou professionnels tels que définis dans la Garantie, sous forme de titres et instruments financiers, de dépôts ou d'emprunts, entre le 24 janvier 2013 et le 31 décembre 2021 et ayant une maturité maximale de dix ans.

Cette Garantie est entrée en vigueur avec effet immédiat. Elle remplace la Convention de Garantie temporaire de 2011, qui est résiliée sans effet rétroactif et sans préjudice des droits nés en raison des obligations garanties conclues ou émises préalablement à l'entrée en vigueur de la Garantie. L'engagement de garantie des États en vertu de la Garantie ne peut excéder un plafond de EUR 85 milliards en principal, calculé sur la base des obligations garanties conformément à ladite Garantie, de la garantie temporaire de 2011, ou de toute autre garantie accordée conformément à la Convention d'Émission de Garanties, étant entendu que l'encours des obligations garanties en vertu de la Convention de Garantie de 2008 décrite ci-dessous n'est pas pris en considération pour les besoins du calcul dudit plafond.

Chacun des États garantit ces obligations de remboursement à hauteur de sa quote-part respective :

(i) 51,41 % (soit un maximum de EUR 43,6985 milliards) pour l'État belge ;

(ii) 45,59 % (soit un maximum de EUR 38,7515 milliards) pour l'État français ;

(iii) 3 % (soit un maximum de EUR 2,55 milliards) pour l'État luxembourgeois.

Aux termes de la Convention d'Émission de Garanties, Dexia doit verser la rémunération suivante aux États :

(i) une commission de mise en place de 50 points de base, calculée sur le plafond de EUR 85 milliards, sous déduction de la commission de mise en place déjà payée dans le cadre de la Convention de 2011, soit un solde de EUR 150 millions.  
 (ii) une commission mensuelle de 5 points de base sur une base annuelle, calculée sur les encours des financements garantis, tant en ce qui concerne les encours préexistants sous le régime de la Convention de 2011 que les nouveaux encours garantis sous le régime de ladite Convention d'Émission de Garanties, ceci sous réserve de la partie des encours qui serait détenue par la Banque de France Gestion, la Banque de France ou la Banque Nationale de Belgique sur laquelle la commission mensuelle continue d'être calculée sur la base de la Convention de Garantie Temporaire de 2011 (aussi longtemps que la BCE accepte le principe d'une rémunération all-in).

L'encours de dette garantie au titre de la Convention de Garantie de 2013 est publié quotidiennement sur le site de la Banque Nationale de Belgique (<http://www.nbb.be/DOC/DQ/warandia/index.htm>). Au 31 décembre 2020, l'encours total des obligations garanties par les trois États au titre de la Convention de Garantie de 2013 s'élevait à EUR 55,4 milliards.

En 2020, Dexia a versé des commissions mensuelles pour un montant total de EUR 29 millions pour ses financements garantis.

##### Prolongement de la garantie de financement

Le 27 septembre 2019, la Commission européenne a confirmé son approbation de la prolongation par les États belge et français de la garantie de financement de Dexia au-delà du 31 décembre 2021.

Afin d'anticiper l'échéance de la garantie en vigueur, les États belge et français ont notifié à la Commission européenne un projet d'extension de cette garantie pour une nouvelle période de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

La garantie de financement prolongée conservera la majeure partie de ses caractéristiques actuelles et restera donc conjointe, inconditionnelle, irrévocable et à première demande. Les modifications suivantes ont cependant été apportées au schéma :

- Le nouveau plafond de garantie sera de EUR 75 milliards, ce qui compte tenu de la forte réduction du besoin de finan-

cement du groupe, représente un niveau confortable pour mener à bien sa résolution ;

- L'État luxembourgeois ne prendra plus part au mécanisme de garantie. Sa quote-part de 3 % sera répartie entre les États belge et français en proportion de leur quote-part respective actuelle de 51,41 % et 45,59 %, soit 53 % pour la Belgique et 47 % pour la France ;
- La rémunération de la garantie restera de 5 points de base par an sur les encours garantis, payable mensuellement. Cette commission pourra être augmentée d'une commission différée conditionnelle, qui sera payable en cas de liquidation du groupe et pour autant que Dexia Crédit Local ne dispose plus de licence bancaire. La tarification de cette commission sera progressive dès 2022 et atteindra un taux annuel de 135 points de base sur les encours en 2027.

La commission différée conditionnelle est subordonnée aux droits des créanciers privilégiés, chirographaires ou subordonnés à un niveau « tier 2 » ou supérieur de Dexia Crédit Local. Elle prend rang cependant avant les titres hybrides « tier 1 » de Dexia Crédit Local (ISIN FRO010251421) et de Dexia (ISIN XS0273230572).

Une loi validant cette prolongation a été votée en France le 29 décembre 2020 et un projet de loi, approuvé en décembre 2020 par le Conseil des Ministres, sera soumis à l'approbation du Parlement fédéral belge dans les prochaines semaines.

Dexia Crédit Local continue à se refinancer sous le schéma de garantie actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et la dette déjà émise ou qui sera émise avant cette date est couverte jusqu'à sa maturité contractuelle par la convention de garantie du 24 janvier 2013.

### **Garantie du portefeuille « financial products »**

Le 14 novembre 2008, Dexia a signé une convention de cession du pôle assurance de Financial Security Assurance (FSA) à Assured Guaranty Ltd (Assured). L'opération a été finalisée le 1<sup>er</sup> juillet 2009. L'activité Financial Products de FSA, gérée par FSA Asset Management (FSAM), a été exclue du périmètre de la vente et reste donc logée au sein du groupe Dexia. Dans ce contexte, les États belge et français ont accepté d'apporter leur garantie aux actifs du portefeuille de Financial Products.

Cette garantie a été approuvée par la Commission européenne le 13 mars 2009.

Les dispositions de cette garantie sont exposées dans deux conventions, la Convention de Garantie Autonome relative au portefeuille « Financial Products » de FSA Asset Management LLC et la Convention de Garantie de Remboursement, conclues entre les États belge et français et Dexia. Les principales dispositions de ces conventions ont été décrites dans le Rapport Annuel 2011 page 170.

En vertu de ces conventions, les États belge et français se sont engagés à garantir conjointement, mais non solidairement, les obligations de Dexia SA au titre d'une convention d'option de vente en vertu de laquelle FSAM avait le droit de vendre à Dexia et/ou DCL certains actifs du portefeuille de FSAM au 30 septembre 2008 (les Actifs du Portefeuille de l'Option) en cas de survenance de certains événements déclencheurs dans la limite d'un montant global de USD 16,98 milliards et jusqu'à respectivement 62,3711 % et 37,6289 % de ce montant pour les États belge et français. En 2011, avec l'accord des États belge et français, FSAM a vendu à DCL la totalité des Actifs du Portefeuille de l'Option subsistant. DCL a ensuite vendu la quasi-totalité de ces actifs à des parties tierces. Au 31 décembre 2011, il n'y avait plus d'Actifs du Portefeuille de l'Option détenus par FSAM pouvant être vendus à Dexia SA et DCL et (si ces entités Dexia ne payaient pas le montant requis à FSAM) de nature à exiger que les États effectuent un paiement à FSAM. En outre, Dexia n'est plus redevable d'aucune rémunération de garantie envers les États à ce titre.

La garantie relative aux Actifs du Portefeuille de l'Option accordée par les États belge et français continue cependant d'exister d'un point de vue technique. Les États peuvent dès lors toujours recouvrer à charge de Dexia les montants qu'ils auraient payés au titre de leur garantie conformément aux dispositions de la Convention de Garantie de Remboursement.

Une description détaillée de la garantie du portefeuille de Financial Products figure dans le rapport spécial du conseil d'administration du 12 mai 2009, actualisé la dernière fois par le rapport spécial du conseil d'administration du 18 mars 2011. Ces rapports sont disponibles sur le site Internet de Dexia ([www.dexia.com](http://www.dexia.com)).

## 4.5. Acquisition et cession des sociétés consolidées

### a. Acquisition

Il n'y a pas eu d'acquisition en 2019 et en 2020.

### b. Cession

Dexia et Helaba ont conclu le 1<sup>er</sup> mai 2019 la vente de Dexia Kommunalbank Deutschland (DKD), filiale bancaire allemande de Dexia Crédit Local, à Helaba.

Les actifs et les passifs vendus ont été les suivants :

(en millions d'EUR)	<b>Dexia Kommunalbank Deutschland</b>	
	<b>2019</b>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie		17
Caisse et banques centrales		111
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (dérivés)		660
Instruments dérivés de couverture		3 373
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		121
Titres au coût amorti		2 793
Prêts et créances sur établissements de crédit au coût amorti		2 536
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti		14 861
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		314
Comptes de régularisation et actifs divers		8
Opérations intra groupe - position nette		(90)
Passifs financiers à la juste valeur par résultat (dérivés)		(538)
Instruments dérivés de couverture		(3 923)
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		(1 582)
Dettes envers la clientèle au coût amorti		(2 078)
Dettes représentées par un titre		(16 360)
Comptes de régularisations et passifs divers		(15)
Provisions		(7)
<b>ACTIF NET</b>		<b>203</b>
Prix de cession		352
Moins: coût de la transaction		(8)
Moins: Trésorerie et équivalents de trésorerie de la filiale vendue		(17)
Flux net de trésorerie sur la vente		<b>328</b>

Il n'y a pas eu de cession en 2020.

## 4.6 Information sur les activités destinées à être cédées et sur les activités abandonnées

### a. Actifs et passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés

Néant

### b. Compte de résultat

(en millions d'EUR)	<b>31/12/2019</b>	
	<b>DenizBank</b>	<b>Dexia Kommunalbank Deutschland</b>
<b>Produit net bancaire</b>		<b>(4)</b>
Charges générales d'exploitation		(15)
Coût du risque et autres		10
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(9)</b>
Impôts sur les bénéfices		
<b>Résultat net</b>		<b>(9)</b>
Résultat de cession	4	(106)
<b>Résultat net d'impôts des activités abandonnées</b>	<b>4</b>	<b>(115)</b>
Intérêts minoritaires		
Part du groupe	<b>4</b>	<b>(115)</b>

**c. Flux de trésorerie nets**

	31/12/2019
	Dexia Kommunalbank Deutschland
(en millions d'EUR)	
Flux net de trésorerie généré (consommé) par l'activité opérationnelle	(97)
Flux net de trésorerie généré (consommé) par l'activité d'investissement	340
<b>TOTAL</b>	<b>243</b>

**4.7. Actions**

	2019	2020
	Catégorie A	Catégorie A
Nombre d'actions autorisées	420 134 302	420 134 302
Nombre d'actions émises et libérées	420 134 302	420 134 302
Nombre d'actions émises et non libérées		
<b>Valeur nominale de l'action</b>	<b>pas de valeur nominale</b>	<b>pas de valeur nominale</b>
En circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	420 134 302	420 134 302
En circulation au 31 décembre	420 134 302	420 134 302
Nombre d'actions propres	112	112
Nombre d'actions réservées pour émission dans le cadre de stock options et de contrats de vente d'actions	112	112

voir la note 4.4.c Transactions avec les Etats belge, français et luxembourgeois.

Le capital social de Dexia s'élève, au 31 décembre 2020, à EUR 500 000 000.

Il est représenté depuis l'assemblée générale extraordinaire du 7 décembre 2017 par 420.134.302 actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1 / 420.134.302<sup>ème</sup> du capital social.

L'assemblée générale extraordinaire de Dexia SA qui s'est réunie le 16 octobre 2019 a validé la proposition de retrait des actions Dexia de la négociation sur le marché réglementé d'Euronext Bruxelles. La radiation est effective depuis le 2 décembre 2019. L'assemblée générale extraordinaire du 16 octobre 2019 a également décidé, afin de rationaliser et de simplifier la gestion administrative de la société, de supprimer la forme dématérialisée des actions. En conséquence, depuis le 2 décembre 2019, le capital de Dexia n'est plus représenté que par des actions nominatives.

**Conversion des actions de préférence**

Le 7 décembre 2017, une assemblée générale extraordinaire a approuvé la proposition de conversion des actions de préférence (actions de catégorie B), souscrites en 2012 par les États belge et français ainsi que l'émission de parts bénéficiaires.

Dans le cadre de cette conversion, toutes les actions de préférence émises le 31 décembre 2012 et détenues par les États belge et français ont été converties en actions ordinaires, selon un ratio de conversion de 14,446 actions ordinaires (c'est-à-dire les actions de catégorie A) contre une action de préférence (actions de catégorie B). En plus des actions ordinaires, des parts bénéficiaires portant des Contingent Liquidation

Rights (CLR) ont été octroyées aux États belge et français. Ces CLR ne représentent pas le capital de Dexia, mais confèrent aux États le droit de bénéficier d'une distribution préférentielle, lors de la liquidation de Dexia, après apurement des dettes et charges, d'un montant de 440 millions d'euros par an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'à la date de mise en liquidation. Ce droit à une distribution préférentielle en cas de liquidation ne pourra être exercé qu'une seule fois, à l'occasion de la liquidation de Dexia.

Le plan de conversion approuvé par l'assemblée générale extraordinaire s'inscrit dans le cadre du plan de résolution ordonnée de Dexia, approuvé par la Commission européenne le 28 décembre 2012. Il est mis en place en vue de se conformer aux exigences de la réglementation bancaire. En particulier, le plan de conversion poursuit le double objectif suivant :

- d'une part, assurer le respect par Dexia SA des ratios de fonds propres imposés par la Banque centrale européenne (BCE) dans sa décision du 8 décembre 2016 ;

- d'autre part, assurer le respect continu des exigences de « burden sharing » imposées par la Commission européenne dans sa décision du 28 décembre 2012 au titre de la réglementation des aides d'État qui, pour rappel, vise à ce que toute éventuelle amélioration de la situation financière de Dexia bénéficie en premier lieu et principalement aux États.

Il a été approuvé par la Commission européenne le 19 septembre 2017. Le 27 novembre 2017, la BCE a d'autre part donné son accord afin que les actions ordinaires issues de la conversion soient traitées comme fonds propres de base de catégorie 1.

## 4.8. Taux de change

Les principaux taux de change sont présentés dans le tableau ci-dessous.

		31/12/2019		31/12/2020	
		Taux de clôture <sup>(1)</sup>	Taux moyen <sup>(2)</sup>	Taux de clôture <sup>(1)</sup>	Taux moyen <sup>(2)</sup>
Dollar australien	AUD	1,5984	1,6084	1,5876	1,6579
Dollar canadien	CAD	1,4567	1,4813	1,5618	1,5384
Franc suisse	CHF	1,0862	1,1118	1,0804	1,0705
Couronne tchèque	CZK	25,4075	25,6608	26,2475	26,4943
Couronne danoise	DKK	7,4718	7,4659	7,4408	7,4532
Livre sterling	GBP	0,8486	0,8746	0,8995	0,8882
Dollar de Hong-Kong	HKD	8,7467	8,7700	9,5200	8,8999
Forint	HUF	330,4450	325,8375	363,2800	353,5913
Shekel	ILS	3,8831	3,9787	3,9470	3,9229
Yen	JPY	121,9200	121,9921	126,5250	121,9296
Won	KRW	1296,2950	1303,9483	1337,3250	1351,3429
Peso mexicain	MXN	21,1893	21,6307	24,3758	24,7425
Couronne norvégienne	NOK	9,8474	9,8481	10,4605	10,7790
Dollar néo-zélandais	NZD	1,6640	1,6963	1,6982	1,7599
Couronne suédoise	SEK	10,4754	10,5876	10,0372	10,4739
Dollar de Singapour	SGD	1,5096	1,5254	1,6214	1,5792
New Turkish Lira	TRY	6,6771	6,3580	9,1318	8,1618
Dollar américain	USD	1,1227	1,1195	1,2278	1,1475

(1) Cours observés sur Reuters à 16h45 le dernier jour ouvré de décembre.

(2) Moyenne des cours de clôture retenus par le groupe Dexia.

## 4.9. Gestion du capital

L'information relative à la gestion du capital est présentée dans le chapitre Informations sur le capital et la liquidité du rapport de gestion.

## 5. Notes sur le compte de résultat

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

5.1. Intérêts et produits assimilés - Intérêts et charges assimilés	125	5.6. Produits des autres activités	128
5.2. Commissions	126	5.7. Charges des autres activités	128
5.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	127	5.8. Charges générales d'exploitation	129
5.4. Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	128	5.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	130
5.5. Gains ou pertes nets sur actifs financiers au coût amorti	128	5.10. Coût du risque de crédit	130
		5.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs	132
		5.12. Impôts sur les bénéfices	132

### 5.1. Intérêts et produits assimilés - Intérêts et charges assimilées

(en millions d'EUR)	2019	2020
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>4 421</b>	<b>2 797</b>
<b>a) Revenus d'intérêts sur actifs non évalués à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 749</b>	<b>985</b>
Caisse et banques centrales	40	7
Prêts et créances sur établissements de crédit, au coût amorti	34	8
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti <sup>(3)</sup>	714	428
Titres au coût amorti	861	459
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	93	79
Autres	7	3
<b>b) Revenus d'intérêts sur actifs évalués à la juste valeur par résultat</b>	<b>2 461</b>	<b>1 548</b>
Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	155	173
Dérivés de trading <sup>(4)</sup>	802	356
Dérivés de couverture	1 504	1 019
<b>c) Revenus d'intérêts sur dettes financières</b>	<b>211</b>	<b>263</b>
Revenus d'intérêts sur dettes financières <sup>(2)(4)</sup>	211	263
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(4 390)</b>	<b>(2 785)</b>
<b>a) Intérêts payés sur passifs non évalués à la juste valeur</b>	<b>(1 311)</b>	<b>(769)</b>
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(276)	(90)
Dettes envers la clientèle	(69)	(13)
Dettes représentées par un titre	(932)	(637)
Montants garantis par les Etats <sup>(1)</sup>	(33)	(29)
Autres	(1)	(1)
<b>b) Intérêts payés sur passifs évalués à la juste valeur</b>	<b>(2 829)</b>	<b>(1 687)</b>
Passifs désignés à la juste valeur par résultat	(44)	(36)
Dérivés de trading <sup>(4)</sup>	(590)	(312)
Dérivés de couverture	(2 195)	(1 339)
<b>c) Intérêts payés sur actifs financiers</b>	<b>(250)</b>	<b>(329)</b>
Intérêts payés sur actifs financiers <sup>(2)(4)</sup>	(250)	(329)
<b>Marge d'intérêt</b>	<b>31</b>	<b>12</b>

(1) Il s'agit des commissions payées aux Etats pour la garantie qu'ils ont octroyée à des dettes de Dexia. Voir également la note 4.4.c Transactions avec des parties liées - Transactions avec les Etats belge, français et luxembourgeois.

(2) Dans le contexte actuel de taux très bas ou négatifs, Dexia a décidé de présenter séparément les intérêts positifs sur les passifs financiers et les intérêts négatifs sur les actifs financiers.

(3) Dont EUR 27 millions relatifs aux contrats de location au 31/12/2020 (EUR 30 millions au 31/12/2019).

(4) Depuis la dernière publication annuelle et afin de donner aux lecteurs des états financiers une image plus fidèle des impacts liés aux opérations économiques de Dexia, Dexia a changé la présentation au compte de résultat des produits et charges d'intérêts sur les instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat. Les dérivés de transaction détenus à des fins de gestion de risques (couvertures « économiques ») ne sont pas concernés par ce changement (voir 1.1.6.2.3). Selon ce nouveau choix de présentation, Dexia a reclassé les produits et charges d'intérêts relatifs à ces instruments des lignes de publication « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » vers la ligne « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». La définition des intérêts repris dans les lignes du compte de résultat est reprise dans la note 1.1.8 et les impacts de ce reclassement sont présentés dans le tableau chiffré ci-après.

Ce changement n'a pas d'impact sur le classement des intérêts dans le tableau des flux de trésorerie  
Voir notes 5.3 et 1.1.8.

Données de 2019	Données de 2019			Données de 2020		
	Avant changement de présentation	Après changement de présentation	Impacts nets du changement de présentation	Avant changement de présentation	Après changement de présentation	Impacts nets du changement de présentation
Intérêts et produits assimilés						
- dérivés de trading	3 566	802	(2 764)	2 433	356	(2 077)
- dettes financières	347	211	(136)	411	263	(148)
	<b>3 913</b>	<b>1 013</b>	<b>(2 900)</b>	<b>2 844</b>	<b>619</b>	<b>(2 225)</b>
Intérêts et charges assimilées						
- dérivés de trading	(3 404)	(590)	2 814	(2 530)	(312)	2 218
- actifs financiers	(379)	(250)	129	(485)	(329)	156
	<b>(3 783)</b>	<b>(840)</b>	<b>2 943</b>	<b>(3 015)</b>	<b>(641)</b>	<b>2 374</b>
<b>TOTAL</b>	<b>130</b>	<b>173</b>	<b>43</b>	<b>(171)</b>	<b>(22)</b>	<b>149</b>
<b>Note 5.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>						
- Résultat net du portefeuille de transaction	10	(33)	(43)	58	(91)	(149)

## 5.2. Commissions

(en millions d'EUR)	2019			2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Activité de crédit	6	(4)	2	3	(2)	1
Achat et vente de titres	0	(1)	(1)	0	0	0
Services de paiement	0	(3)	(3)	0	(5)	(5)
Services sur titres autres que la garde	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
Conservation	3	0	3	2	0	2
Compensation et règlement-livraison	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
Intermédiation sur prêts de titres et reverse repo	0	(7)	(7)	0	(7)	(7)
Autres	1	0	1	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>(17)</b>	<b>(7)</b>	<b>6</b>	<b>(17)</b>	<b>(11)</b>

Les honoraires et commissions relatifs aux actifs et passifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur par le résultat ne sont pas matériels.



### 5.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'EUR)	2019	2020
Dividendes sur instruments de capitaux propres autres que de transaction, obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	8	0
Résultat net du portefeuille de transaction <sup>(5) (6)</sup>	(33)	(91)
Résultat net de comptabilité de couverture	(219)	57
Résultat net de passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat <sup>(1)</sup>	10	18
Résultat net d'actifs financiers autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat <sup>(2)</sup>	50	(68)
Coût de financement associé aux dérivés non collatéralisés (FVA) <sup>(3)(4)</sup>	88	19
Variation de juste valeur des dérivés pour le risque de contrepartie (credit value adjustment) <sup>(3)</sup>	58	9
Variation de juste valeur des dérivés pour le risque de crédit propre (debit value adjustment) <sup>(3)</sup>	(8)	7
Résultat net sur opérations de change	(12)	18
<b>TOTAL</b>	<b>(58)</b>	<b>(31)</b>
<b>(1) dont dérivés utilisés dans le cadre de l'option de juste valeur</b>	<b>81</b>	<b>97</b>
<b>(2) dont dérivés utilisés dans le cadre de l'option de couverture économique</b>	<b>7</b>	<b>33</b>

(3) FVA, CVA et DVA sont comptabilisés dans le résultat des activités de trading.

(4) Conformément aux dispositions de la norme comptable IFRS 13 et en ligne avec les pratiques de marché, le groupe Dexia a développé une méthodologie pour calculer, à partir de juin 2015, un Funding Valuation Adjustment (FVA) visant à prendre en compte les coûts de financement associés aux instruments dérivés non collatéralisés.

(5) Voir note 5.1.

(6) Comprend un montant de EUR -149 millions (EUR - 43 millions en 2019) de produits et charges d'intérêts sur les dérivés de transaction.

Les intérêts reçus et payés sur les actifs, passifs et dérivés sont enregistrés dans la marge d'intérêts, à l'exception des intérêts sur les dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat (hors dérivés de couverture économique qui sont détenus à des fins de gestion de risques mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée).

Par conséquent, le résultat net de comptabilité de couverture, le résultat net de passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et le résultat net d'actifs financiers autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat incluent uniquement la variation de clean value des dérivés, la réévaluation des actifs et passifs inscrits dans une relation de couverture ainsi que la réévaluation du portefeuille évalués à la juste valeur par résultat.

#### Analyse du résultat net de la comptabilité de couverture

(en millions d'EUR)	2019	2020
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>(219)</b>	<b>57</b>
Changement de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert	(110)	2 365
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	(109)	(2 308)
<b>Couverture de portefeuilles couverts en taux</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Changement de juste valeur de l'élément couvert	(225)	(37)
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	225	37
<b>TOTAL</b>	<b>(219)</b>	<b>57</b>
<i>Montant recyclé en marge d'intérêt en provenance de la réserve de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie (lié aux instruments dérivés pour lesquels la relation de couverture a été interrompue)</i>	2	(2)

L'inefficacité est principalement liée à volatilité de la partie variable des dérivés de couverture.

Les changements de juste valeur sur les éléments couverts et les dérivés de couverture varient fortement en fonction de l'évolution des taux longs et la variation de ceux-ci, ainsi que des opérations de l'année (émissions de dettes LT et ventes d'actifs LT). L'inefficacité de couverture de juste valeur est principalement liée à l'évolution des taux de base, c'est-à-dire de la différence des taux spot – court terme (BOR-OIS et LIBOR-SONIA), et des Currency Basis Swaps lorsque des actifs sont couverts par des CIRS ou ont du collatéral versé dans une devise différente de l'élément couvert. Ces taux de base se sont inversés entre 2019 et 2020, raison du changement de signe de l'inefficacité résiduelle.

## 5.4. Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en millions d'EUR)	2019	2020
Gains ou pertes nets sur cessions de prêts à la juste valeur par capitaux propres <sup>(1)</sup>	9	(29)
Gains ou pertes nets sur cessions de titres à la juste valeur par capitaux propres <sup>(2)</sup>	(158)	(40)
<b>TOTAL</b>	<b>(149)</b>	<b>(69)</b>

(1) En 2020, le poste comprend principalement une perte de EUR -21 millions sur la cession d'un portefeuille de prêts sur le secteur public français de EUR 594 millions.

(2) En 2019, le poste comprenait principalement une perte de EUR -52 millions sur la cession d'un portefeuille d'actifs américains de EUR 1,2 milliard, majoritairement constitué de student loans, une perte de EUR -30 millions sur la cession de EUR 363 millions de titres japonais, ainsi qu'une perte de EUR -32 millions sur la cession d'un portefeuille de cedulas espagnols de EUR 432 millions.

## 5.5. Gains ou pertes nets sur actifs financiers au coût amorti

Sur le second semestre 2019, les cessions d'actifs financiers au coût amorti s'inscrivent en majeure partie dans le cadre d'un programme de ventes validé par le Conseil d'administration du 19 juillet 2019, dans la mesure où, conformément à la norme IFRS9, le changement de classement comptable reflétant le nouveau modèle de gestion du portefeuille n'est effectif qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020, premier jour de la période de reporting consécutive à la décision de changement de modèle économique.

Le seul actif au coût amorti significatif vendu en 2019 hors changement de modèle économique est un ABS anglais couvert par un CDS (NBT) émis par une banque européenne qui a décidé de fermer son siège à Londres dans le cadre du Brexit. Compte tenu des risques liés à la perte de la protection sur le CDS et de la proposition de rachat du titre émis, le titre et le CDS ont été cédés.

(en millions d'EUR)	2019	2020
Gains ou pertes nets sur cessions des prêts au coût amorti <sup>(1) (2)</sup>	(4)	1
Gains ou pertes nets sur cessions des titres au coût amorti <sup>(1)(3)</sup>	(231)	0
Résultats sur remboursement d'emprunts et de dépôts	(19)	(4)
<b>TOTAL</b>	<b>(254)</b>	<b>(3)</b>

(1) A l'exception des gains ou pertes sur des titres dépréciés, qui sont inclus dans le coût du risque de crédit.

(2) Relatifs principalement en 2019 à deux programmes de cessions de créances sur le secteur public local français de EUR 792 millions, ainsi qu'à la vente d'un encours de prêts social housing de GBP 708 millions.

(3) En 2019, le poste comprend principalement une perte de EUR -101 millions sur la cession d'un portefeuille de titres japonais de EUR 1 milliard, une perte de EUR -48 millions sur la cession d'une exposition de EUR 532 millions sur le souverain italien, et une perte de EUR -28 millions liée à la cession d'un portefeuille d'actifs américains de EUR 1,1 milliard. Une perte de EUR -4 millions a également été enregistrée sur la cession d'un ABS anglais couvert par un CDS.

La cession de ces actifs a nécessité de dénouer les dérivés désignés comme couverture de portefeuilles et d'enregistrer des pertes liées à la déqualification de ces dérivés pour EUR -37 millions.

## 5.6. Produits des autres activités

(en millions d'EUR)	2019	2020
Autres revenus bancaires	1	1
Litiges <sup>(1)</sup>	68	27
Autres revenus	3	2
<b>TOTAL</b>	<b>72</b>	<b>30</b>

(1) Les crédits structurés font l'objet d'analyses régulières en fonction de l'évolution des dossiers et de leur environnement (décisions des tribunaux, paramètres de constitution du fonds de soutien, ...). Ceci donne lieu à des dotations et reprises qui se lisent respectivement dans la note 5.6 Produits des autres activités et 5.7 Charges des autres activités, ainsi qu'à la comptabilisation, en 2019, d'une reprise de EUR +53 millions suite à la signature d'un protocole transactionnel avec 3 contreparties.

## 5.7. Charges des autres activités

(en millions d'EUR)	2019	2020
Litiges <sup>(1)</sup>	(31)	(40)
Autres dépenses <sup>(1)</sup>	(35)	0
<b>TOTAL</b>	<b>(67)</b>	<b>(40)</b>

(1) Les crédits structurés font l'objet d'analyses régulières en fonction de l'évolution des dossiers et de leur environnement (décisions des tribunaux, paramètres de constitution du fonds de soutien, ...). Ceci donne lieu à des dotations et reprises qui se lisent respectivement dans la note 5.6 Produits des autres activités et 5.7 Charges des autres activités, ainsi qu'à la comptabilisation, en 2019, d'une charge de EUR -35 millions suite à la signature d'un protocole transactionnel avec 3 contreparties.

## 5.8. Charges générales d'exploitation

(en millions d'EUR)	2019	2020
Frais de personnel	(118)	(95)
Frais généraux et administratifs	(232)	(208)
<b>TOTAL</b>	<b>(350)</b>	<b>(303)</b>

### a. Frais de personnel

(en millions d'EUR)	2019	2020
Rémunérations et salaires	(71)	(60)
Sécurité sociale et coûts d'assurance	(25)	(24)
Avantages au personnel	(7)	(5)
Coûts de restructuration	(14)	(2)
Autres	(1)	(3)
<b>TOTAL</b>	<b>(118)</b>	<b>(95)</b>

### b. Renseignements sur le personnel

	2019	2020
(Equivalent temps plein moyen)	Intégralement consolidé	Intégralement consolidé
Personnel de direction	22	22
Employés	586	516
<b>TOTAL</b>	<b>608</b>	<b>538</b>

	2019					
(Equivalent temps plein moyen)	Belgique	France	Italie	Autres Europe	USA	Total
Personnel de direction	8	6	2	2	4	22
Employés	48	407	74	18	39	586
<b>TOTAL</b>	<b>56</b>	<b>413</b>	<b>76</b>	<b>20</b>	<b>43</b>	<b>608</b>

	2020					
(Equivalent temps plein moyen)	Belgique	France	Italie	Autres Europe	USA <sup>(1)</sup>	Total
Personnel de direction	8	6	2	2	4	22
Employés	45	371	74	18	8	516
<b>TOTAL</b>	<b>53</b>	<b>377</b>	<b>76</b>	<b>20</b>	<b>12</b>	<b>538</b>

(1) Suite à la transformation de la succursale de New York en bureau de représentation le 30 novembre 2020, les effectifs aux USA ont été réduits et comptent 12 personnes à fin 2020.

### c. Frais généraux et administratifs

(en millions d'EUR)	2019	2020
Charges d'occupation des locaux	(5)	(5)
Locations simples <sup>(1)</sup>	(7)	(3)
Honoraires	(51)	(47)
Marketing, publicité et relations publiques	(1)	0
Charges informatiques	(84)	(71)
Coûts des logiciels et coûts de recherche et développement	(2)	(3)
Entretien et réparations	(2)	(1)
Assurances (sauf liées aux pensions)	(3)	(3)
Autres taxes <sup>(2)</sup>	(63)	(65)
Autres frais généraux et administratifs	(14)	(11)
<b>TOTAL</b>	<b>(232)</b>	<b>(208)</b>

(1) Ce montant n'inclut pas les charges de locations de matériel informatique qui se trouvent sur la ligne « charges informatiques ».

(2) Ce poste comprend notamment une charge (EUR -56 millions en 2020, et EUR -50 millions en 2019) correspondant à 85% du montant du versement à la contribution annuelle au Fonds de résolution unique (FRU) mis en place par les autorités européennes dans le cadre du Mécanisme de supervision unique, une charge de EUR - 3 millions correspondant aux frais de supervision de la BCE en 2019 et en 2020, et une charge de EUR -2 millions au titre de la contribution, en 2019 et en 2020, aux fonds de soutien aux collectivités locales et au secteur hospitalier mis en oeuvre en France.

## 5.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

Amortissements (en millions d'EUR)	2019	2020
Amortissements des autres immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	(11)	(20)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(18)	(11)
<b>TOTAL</b>	<b>(29)</b>	<b>(31)</b>

(1) En 2020, Dexia Crédit Local a payé une indemnité de EUR -11 millions au titre de la restitution anticipée d'une partie des locaux hébergeant son siège social.

En 2019, l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » a conduit à comptabiliser une charge d'amortissement de EUR - 9 millions au titre du droit d'utilisation des locaux hébergeant les sièges sociaux de Dexia et de Dexia Crédit Local.

### Dépréciations

Néant.

### Pertes ou gains

Néant

## 5.10. Coût du risque de crédit

(en millions d'EUR)	2019				Total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	POCI <sup>(1)</sup>	
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti		(17)	7	1	(9)
Titres sur les établissements de crédit au coût amorti		1			1
Titres sur la clientèle au coût amorti <sup>(2)</sup>	(1)	178	61		238
Prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par capitaux propres			30		30
Titres à la juste valeur par capitaux propres	1	4			5
Comptes de régularisation et actifs divers			(1)		(1)
Engagements hors bilan		1			1
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>167</b>	<b>97</b>	<b>1</b>	<b>265</b>

(1) POCI : Actifs financiers originés ou acquis en situation de défaut.

(2) Depuis la première application de l'IFRS 9, le groupe a décidé, au deuxième trimestre 2019, de procéder à un important plan de vente des actifs dans le cadre de la transformation de la succursale de Dexia Crédit Local à New York. Un important plan de vente d'actifs supplémentaire a également été mis en place au troisième trimestre 2019 pour faire face aux nouvelles contraintes réglementaires. De plus, le groupe a vendu sa filiale allemande DKD au deuxième trimestre 2019, ce qui a entraîné une diminution de EUR 24 milliards de son total du bilan. Ces décisions se traduisent par un changement important dans la composition du portefeuille existant au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En outre, le groupe a décidé d'évoluer de l'approche réglementaire « méthode avancée » à l'approche « standard » en 2020. Par conséquent, la méthodologie SICR a été mise à jour en 2019 pour prendre en compte tous ces changements. Cette mise à jour prend également en compte l'amélioration de la connaissance du risque de crédit qui a pu être acquise depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Si l'ancienne méthodologie avait été appliquée, le montant de la provision collective de phase 2 aurait été de EUR 316 millions avant le relèvement de la note du Portugal. La provision actuelle, basée sur la nouvelle formule, s'élève à EUR 166 millions et les principaux changements proviennent d'une diminution de la provision sur les expositions portugaises de EUR 164 millions et d'une augmentation sur les expositions italiennes pour EUR 12 millions. Si la méthode précédente avait été maintenue, la provision sur le Portugal aurait été reprise au premier trimestre 2020 en raison du relèvement de la note.

(en millions d'EUR)	2020				
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	POCI <sup>(1)</sup>	Total
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti		(12)			(12)
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti		(38)	(7)	(3)	(48)
Titres sur les établissements de crédit au coût amorti	(1)	(56)			(57)
Titres sur la clientèle au coût amorti	(14)	(51)	1		(65)
Prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par capitaux propres			5		5
Titres à la juste valeur par capitaux propres		9			9
Comptes de régularisation et actifs divers	(1)		3		2
Engagements hors bilan		(1)	(2)		(3)
<b>TOTAL</b>	<b>(16)</b>	<b>(149)</b>	<b>0</b>	<b>(3)</b>	<b>(169)</b>

(1) POCI : Actifs financiers originés ou acquis en situation de défaut.

Alors que l'année 2019 avait été marquée par des reprises de provisions consécutives au changement de méthode lié au calcul du SICR, s'inspirant de celle développée par l'ABE, et par des reprises importantes liées à des cessions d'actifs aux USA, l'année 2020 subit l'impact de la crise du Covid-19 avec l'enregistrement de EUR 96 millions de provisions liées à des changements de scénarios macro-économiques et à la revue des secteurs sensibles.

De plus, une provision collective de EUR 51 millions a été comptabilisée en Phase 2 sur la contrepartie Tunisie pour tenir compte des risques liés au Covid-19 et de la dégradation du souverain tunisien.

### Détail

Phase 1 (en millions d'EUR)	2019			2020		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	(1)	1	0			0
Titres sur les établissements de crédit au coût amorti				(1)		(1)
Titres sur la clientèle au coût amorti	(4)	3	(1)	(17)	3	(14)
Titres à la juste valeur par capitaux propres		1	1	(1)	1	0
Comptes de régularisation et actifs divers				(1)		(1)
<b>TOTAL</b>	<b>(5)</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>(20)</b>	<b>4</b>	<b>(16)</b>

Phase 2 (en millions d'EUR)	2019			2020		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti				(12)		(12)
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	(70)	53	(17)	(81)	42	(38)
Titres sur les établissements de crédit au coût amorti		1	1	(75)	19	(56)
Titres sur la clientèle au coût amorti	(12)	190	178	(72)	21	(51)
Prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par capitaux propres	(2)	2	0	(13)	13	0
Titres à la juste valeur par capitaux propres	(9)	13	4		9	9
Engagements hors bilan	(1)	2	1	(2)	1	(1)
<b>TOTAL</b>	<b>(94)</b>	<b>261</b>	<b>167</b>	<b>(255)</b>	<b>106</b>	<b>(149)</b>

Phase 3 (en millions d'EUR)	2019				Total
	Dotations	Reprises	Pertes	Recouvrements	
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	(5)	48	(53)	17	7
Titres sur la clientèle au coût amorti	(3)	91	(27)		61
Prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par capitaux propres		30			30
Comptes de régularisation et actifs divers	(1)				(1)
<b>TOTAL</b>	<b>(9)</b>	<b>169</b>	<b>(80)</b>	<b>17</b>	<b>97</b>

Phase 3 (en millions d'EUR)	2020				Total
	Dotations	Reprises	Pertes		
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	(17)	16	(6)		(7)
Titres sur la clientèle au coût amorti	(2)	3			1
Prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par capitaux propres	(3)	8			5
Comptes de régularisation et actifs divers	(1)	4			3
Engagements hors bilan	(2)				(2)
<b>TOTAL</b>	<b>(25)</b>	<b>31</b>	<b>(6)</b>		<b>0</b>

## 5.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en millions d'EUR)	2019	2020
Gains ou pertes nets sur cessions de titres consolidés <sup>(1)</sup>	0	101
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>101</b>

(1) En 2020, l'écart de conversion porté par les fonds propres de la succursale de New York a été recyclé en résultat consécutivement au transfert du bilan résiduel de l'entité vers le siège parisien le 30 avril 2020.

## 5.12. Impôts sur les bénéfices

Détail de la charge d'impôt (en millions d'EUR)	2019	2020
Impôts courants de l'exercice	(3)	20
Impôts différés	13	(21)
<b>IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (A)</b>	<b>9</b>	<b>(1)</b>
Impôts courants sur les résultats des exercices antérieurs	(35)	0
Provisions pour litiges fiscaux <sup>(1)</sup>	59	0
<b>AUTRES CHARGES D'IMPÔTS (B)</b>	<b>24</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (A) + (B)</b>	<b>33</b>	<b>(1)</b>

(1) 2019 : Comprend la reprise de la provision sur le contrôle fiscal de l'exercice 2013 chez Dexia Crédit Local.

### Charge d'impôt effective

Le taux normal d'imposition applicable en Belgique était de 29,58% % en 2019 et de 25% en 2020

Le taux d'imposition effectif de Dexia était de 1,07 % en 2019 et de -0,1% en 2020.

La différence entre le taux normal et le taux effectif peut s'analyser comme suit:

(en millions d'EUR)	2019	2020
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(860)</b>	<b>(618)</b>
<b>Base imposable</b>	<b>(860)</b>	<b>(618)</b>
Taux d'impôt en vigueur à la clôture	29,58 %	25,00 %
<b>Impôt théorique au taux normal</b>	<b>254</b>	<b>154</b>
Différentiel d'impôt lié aux écarts entre taux étrangers et taux belge	(40)	25
Complément d'impôt lié aux dépenses non déductibles	(100)	(75)
Economie d'impôt sur produits non imposables	62	2
Différentiel d'impôt sur éléments fiscalisés au taux réduit	(16)	(4)
Autres compléments ou économies d'impôt	(17)	(32)
Impact de la non comptabilisation d'impôts différés actifs	(134)	(72)
<b>Impôt comptabilisé</b>	<b>9</b>	<b>(1)</b>
<b>Taux d'impôt constaté</b>	<b>1,07 %</b>	<b>(0,10 %)</b>

## 6. Notes sur le hors bilan

Ces notes seront utilement complétées des informations reprises dans les notes suivantes :

- note 7.3 : Informations sur les garanties
- note 1.2.d. : paragraphe « Nature des risques associés aux intérêts de Dexia dans des entités structurées consolidées »
- note 2.14 : Transfert d'atifs financiers
- note 4.3. : Compensation des actifs et passifs financiers

### 6.1. Opérations en délai d'usage

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Passifs à recevoir	1 301	2 379

### 6.2. Garanties

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Garanties données à des établissements de crédit	308	277
Garanties données à la clientèle	471	475
Garanties reçues d'établissements de crédit	105	9
Garanties reçues de la clientèle	2 707	2 449
Garanties accordées par les Etats <sup>(1)</sup>	60 530	55 442

(1) Voir note 4.4.C. : « Transactions avec les états belge, français et luxembourgeois » et note 3.4. : « Dettes représentées par un titre »

### 6.3. Engagements de prêt

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Lignes de crédit non utilisées ouvertes à des établissements de crédit	9	8
Lignes de crédit non utilisées ouvertes à la clientèle	624	460
Lignes de crédit non utilisées obtenues d'établissements de crédit	5 676	5 985
Lignes de crédit non utilisées obtenues de la clientèle	756	732

### 6.4. Autres engagements

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Instruments financiers donnés en garantie et autres engagements donnés	35 228	32 757
Instruments financiers reçus en garantie et autres engagements reçus	8 533	6 139

## 7. Notes sur l'exposition aux risques

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

7.0. Expositions aux risques et stratégies de couverture	134	7.5. Risque de liquidité	146
7.1. Juste valeur	134	7.6. Risque de change	149
7.2. Exposition aux risques de crédit	137	7.7. Comptabilité de couverture	149
7.3. Information sur les garanties	145		
7.4. Sensibilité au risque de taux d'intérêt et aux autres risques de marché	145		

### 7.0. Expositions aux risques et stratégies de couverture

Nous renvoyons au chapitre Gestion des risques du rapport de gestion, pages 17 à 28.

#### 7.1. Juste valeur

##### a. Évaluation et hiérarchie des justes valeurs

Nous renvoyons à la note 1.1 « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés », paragraphe 1.1.7. Juste valeur des instruments financiers.

##### b. Composition de la juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les tableaux suivants comparent la juste valeur et la valeur comptable des instruments financiers non évalués à la juste valeur.

	31/12/2019			31/12/2020		
	Valeur comptable	Juste valeur	Ajustement de juste valeur non comptabilisé	Valeur comptable	Juste valeur	Ajustement de juste valeur non comptabilisé
(en millions d'EUR)						
Caisse et banques centrales	9 211	9 211	0	9 866	9 866	0
Titres au coût amorti	36 301	31 949	(4 352)	37 332	32 259	(5 073)
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	23 087	23 009	(78)	21 507	21 700	193
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	32 418	29 056	(3 363)	27 532	22 432	(5 100)
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11 778	11 788	11	9 831	10 009	178
Dettes envers la clientèle	3 851	3 852	1	6 824	6 793	(31)
Dettes représentées par un titre	62 728	63 335	608	57 360	57 998	638
Dettes subordonnées	20	20	0	19	19	0



### c. Méthodes ayant servi à la détermination de la juste valeur des instruments financiers

Les tableaux ci-dessous présentent une analyse de la juste valeur des actifs et des passifs financiers, en fonction du niveau d'observabilité de la juste valeur (niveau 1 à 3). L'évaluation de la juste valeur est récurrente pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur. L'évaluation non-récurrente à la juste valeur est non significative chez Dexia.

#### Juste valeur des actifs financiers

(en millions d'EUR)	31/12/2019				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Caisse et banques centrales		9 211		9 211		9 866		9 866
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		9 306	1 874	11 181		7 353	2 058	9 411
* Instruments dérivés de transaction		9 306	1 874	11 181		7 353	2 058	9 411
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	125	1 757	1 185	3 066		1 607	1 932	3 539
* Titres de créance	93	415	232	740		257	135	392
* Prêts et créances		1 328	936	2 264		1 350	1 789	3 139
* Instruments de capitaux propres	31	14	17	62			7	8
Instruments dérivés de couverture		1 235	144	1 378		1 149	114	1 263
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	420	1 579	838	2 837	108	2 352	909	3 369
* Titres de créance	412	690	546	1 648	104	937	23	1 064
* Prêts et créances		863	287	1 150		1 389	881	2 270
* Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	8	27	5	39	4	27	5	35
Titres au coût amorti	21 835	9 256	858	31 949	20 957	10 472	831	32 259
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti		22 005	1 003	23 009		20 702	998	21 700
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti		15 705	13 350	29 056		12 579	9 853	22 432
<b>TOTAL</b>	<b>22 379</b>	<b>70 054</b>	<b>19 253</b>	<b>111 686</b>	<b>21 065</b>	<b>66 081</b>	<b>16 694</b>	<b>103 840</b>

#### Juste valeur des passifs financiers

(en millions d'EUR)	31/12/2019				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		12 544	2 235	14 780		9 783	2 742	12 525
* Passifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		1 145		1 146		877		878
* Instruments dérivés de transaction		11 399	2 235	13 634		8 905	2 742	11 648
Instruments dérivés de couverture		9 452	9 732	19 184		9 444	11 103	20 548
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		5 071	6 718	11 788		6 612	3 397	10 009
Dettes envers la clientèle		2 620	1 233	3 852		5 845	948	6 793
Dettes représentées par un titre	96	47 263	15 976	63 335	96	42 805	15 097	57 998
Dettes subordonnées			20	20			19	19
<b>TOTAL</b>	<b>97</b>	<b>76 950</b>	<b>35 914</b>	<b>112 960</b>	<b>96</b>	<b>74 490</b>	<b>33 307</b>	<b>107 892</b>

### d. Transferts entre niveaux 1 et 2

Les tableaux ci-dessous présentent les montants des instruments financiers évalués à la juste valeur de façon récurrente, détenus à la fin de la période et dont la méthodologie de valorisation a été transférée entre niveau 1 et niveau 2.

(en millions d'EUR)	31/12/2019		31/12/2020	
	De 1 vers 2	De 2 vers 1	De 1 vers 2	De 2 vers 1
Titres de créance à la juste valeur par capitaux propres	0	56	63	104
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>0</b>	<b>56</b>	<b>63</b>	<b>104</b>
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Les montants de transfert entre niveaux sont les montants de juste valeur des instruments financiers à la date de clôture.

## e. Analyse du niveau 3

	2019								
	Ouverture	Total gains ou pertes en résultat	Total gains ou pertes latents ou différés	Règlements	Transferts en niveau 3 <sup>(1)(2)</sup>	Transferts hors du niveau 3 <sup>(2)</sup>	Autres variations <sup>(3)</sup>	Modification du périmètre de consolidation <sup>(4)</sup>	Clôture
(en millions d'EUR)									
Actifs détenus à des fins autres que de transaction, obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat									
<i>Titres de créances</i>	194	(37)		(1)			76		232
<i>Prêts et créances</i>	236	(25)		(18)	572		170		936
Instruments de capitaux propres	32	(11)		(3)					17
Instruments dérivés de transaction	3 772	(1 471)				(319)	(108)		1 874
Instruments dérivés de couverture	301	(110)	(20)		11	(37)	(2)		144
Actifs à la juste valeur par capitaux propres									
<i>Titres de créances</i>	62	(68)	3				549		546
<i>Prêts et créances</i>	9	2	(10)	(5)			292		287
<i>Instruments de capitaux propres</i>	5								5
Actifs financiers à la juste valeur et inclus en actifs non courants destinés à être cédés									
	428							(428)	
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>5 039</b>	<b>(1 720)</b>	<b>(28)</b>	<b>(28)</b>	<b>583</b>	<b>(356)</b>	<b>978</b>	<b>(428)</b>	<b>4 041</b>
Instruments dérivés de transaction	4 431	(1 634)				(573)	11		2 235
Instruments dérivés de couverture	10 564	379	(421)		434	(1 366)	142		9 732
Passifs financiers à la juste valeur inclus en dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés									
	795							(795)	0
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>15 790</b>	<b>(1 255)</b>	<b>(421)</b>	<b>0</b>	<b>434</b>	<b>(1 939)</b>	<b>152</b>	<b>(795)</b>	<b>11 967</b>

(1) Les transferts en niveau 3 des prêts résultent de l'évolution du paramètre de l'arbre de décision du score : input spreads

(2) Suite à la mise en place d'une nouvelle méthodologie d'attribution des niveaux IFRS, une grande proportion des dérivés a été reclassée entre le niveau 2 et le niveau 3.

(3) Les autres variations comprennent notamment les transferts d'actifs de New York à DCL Paris, qui étaient précédemment comptabilisés au coût amorti.

Elles comprennent également des écarts de change pour les sociétés en euros et des écarts de conversion pour les sociétés en devises. À l'actif, ils s'élevaient à EUR -107 millions reconnus en résultat et à EUR + 1 million comptabilisé en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Au passif, ceux-ci s'élevaient à EUR + 152 millions reconnus en résultat.

(4) Cession de Dexia Kommunalbank Deutschland

Les montants de transfert entre niveaux sont les montants de juste valeur des instruments financiers à la date de clôture.

	2020								
	Ouverture	Total gains ou pertes en résultat	Total gains ou pertes latents ou différés	Ventes	Règlements	Transferts en niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Autres variations <sup>(1)</sup>	Clôture
(en millions d'EUR)									
Actifs détenus à des fins autres que de transaction, obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat									
<i>Titres de créances</i>	232	(55)			(13)		(21)	(8)	135
<i>Prêts et créances</i>	936	(137)			(50)	7	(11)	1 044	1 789
Instruments de capitaux propres	17				(10)				7
Instruments dérivés de transaction	1 874	145				85		(46)	2 058
Instruments dérivés de couverture	144	(29)							114
Actifs à la juste valeur par capitaux propres									
<i>Titres de créances</i>	546	17	15	(126)			(393)	(36)	23
<i>Prêts et créances</i>	287	(17)	8		(212)			815	881
<i>Instruments de capitaux propres</i>	5								5
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>4 041</b>	<b>(77)</b>	<b>23</b>	<b>(126)</b>	<b>(284)</b>	<b>93</b>	<b>(425)</b>	<b>1 769</b>	<b>5 013</b>
Instruments dérivés de transaction	2 235	92	388			99		(72)	2 742
Instruments dérivés de couverture	9 732	1 813	45			3		(490)	11 103
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>11 967</b>	<b>1 906</b>	<b>434</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>102</b>	<b>0</b>	<b>(562)</b>	<b>13 846</b>

(1) Les autres variations comprennent notamment les écarts de change pour les sociétés en euros et les écart de conversion pour les sociétés en devises. À l'actif, ils s'élevaient à EUR -127 millions reconnus en résultat et à EUR - 1 millions comptabilisés en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Au passif, ceux-ci s'élevaient à EUR -534 millions reconnus en résultat et à EUR -28 millions comptabilisés en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Elles comprennent également les transferts d'actifs au coût amorti vers juste valeur par résultat et juste valeur par capitaux propres dans le cadre du RDP (Remedial Deleveraging Plan).

Les montants de transfert en niveau 3 ou hors du niveau 3 sont les montants de juste valeur des instruments financiers à la date de clôture.

### f. Sensibilité de la valeur de marché des instruments financiers de niveau 3 aux changements d'hypothèses raisonnablement possibles

Le groupe Dexia mesure la juste valeur des instruments financiers en utilisant partiellement des paramètres non observables. Ce caractère non observable induisant un certain degré d'incertitude sur la valorisation de ces instruments financiers, une analyse de la sensibilité de la juste valeur des instruments valorisés à partir de paramètres non observables

a été réalisée au 31 décembre 2020. L'analyse de la sensibilité a été faite soit en valorisant les instruments financiers à l'aide de paramètres raisonnablement possibles, soit en appliquant des hypothèses fondées sur la politique d'ajustements de valorisation de l'instrument financier concerné.

Le tableau ci-dessous présente de façon synthétique les actifs et passifs financiers classés en niveau 3 pour lesquels des changements d'hypothèses concernant un ou plusieurs paramètres non observables entraîneraient une variation significative de la valeur de marché.

(en millions d'EUR)		2019			
Instruments financiers	Paramètres non observables	Hypothèses alternatives		Impacts sur la juste valeur	
		Défavorables	Favorables	Défavorables	Favorables
Obligations	Spread de crédit	+ / - un écart-type		(7,2)	7,2
Prêts	Spread de crédit	280 bps	0 bps	(93,9)	50,7
CDS	Spread de crédit	+ / - un écart-type		(17,9)	17,0
Dérivés	Taux d'intérêt	+ / - un écart-type		(9,6)	9,6
	Spread de CBS	+ / - un écart-type		(3,6)	3,6
	Inflation	+ / - un écart-type		(1,2)	1,2
<b>TOTAL</b>				<b>(133,5)</b>	<b>89,3</b>

(en millions d'EUR)		2020			
Instruments financiers	Paramètres non observables	Hypothèses alternatives		Impacts sur la juste valeur	
		Défavorables	Favorables	Défavorables	Favorables
Obligations	Spread de crédit	+ / - un écart-type		(2,1)	2,1
Prêts	Spread de crédit	580 bps	50 bps	(354,7)	180,4
CDS	Spread de crédit	+ / - un écart-type		(17,9)	11,6
Dérivés	Taux d'intérêt	+ / - un écart-type		(10,4)	10,4
	Spread de CBS	+ / - un écart-type		(4,9)	4,9
	Inflation	+ / - un écart-type		(0,1)	0,1
<b>TOTAL</b>				<b>(390,2)</b>	<b>209,6</b>

Le paramètre inobservable dans la valorisation des obligations et des dérivés sur événement de crédit (CDS) classés en niveau 3 est le spread de crédit. Les hypothèses alternatives utilisées pour mesurer la sensibilité de ces instruments financiers se basent sur la dispersion des spreads utilisés pour leur valorisation, et consistent à appliquer aux spreads une variation correspondant à +/- un écart-type. La sensibilité de la juste valeur des obligations est ainsi estimée varier entre -2,1 millions EUR pour le scénario défavorable et +2,1 millions EUR pour le scénario favorable, et celle des CDS est estimée varier entre -17,9 millions EUR pour le scénario défavorable et +11,6 millions EUR pour le scénario favorable.

Pour les prêts classés en niveau 3, les hypothèses alternatives consistent en l'utilisation des spreads minimum et maximum observés lors de la valorisation des actifs similaires par Dexia. L'impact de ces hypothèses alternatives est estimé à -354,7 millions EUR pour le scénario défavorable et à +180,4 millions EUR pour le scénario favorable.

Pour les dérivés classés en niveau 3, les données de marché inobservables sont principalement le taux d'intérêt, l'inflation et le spread des swaps de devises (CBS). Les hypothèses alternatives utilisées par Dexia pour les dérivés se basent sur la dispersion des données de marchés disponibles par facteur de risque et par pilier, et la sensibilité de la juste valeur de chaque dérivé est ensuite déterminée pour une variation égale à +/- un écart-type. L'impact total est sur la juste valeur est estimée varier entre -15,5 millions EUR

pour le scénario défavorable et +15,5 millions EUR pour le scénario favorable.

### g. Différence entre les prix de transaction et les valeurs modélisées (gain ou perte au premier jour de la transaction, différé (Day One Profit))

Il n'y a pas de montant comptabilisé au titre de DOP (Day One Profit) différé.

## 7.2. Exposition au risque de crédit

L'exposition en cas de défaut (EAD) est l'un des paramètres utilisés pour le calcul des exigences en fonds propres en application de la réglementation (EU) No 575/2013. Elle correspond à la meilleure estimation de l'exposition au risque de crédit en cas de défaut et la définition varie selon l'approche retenue pour le calcul des exigences en fonds propres. Le groupe Dexia utilise pour le calcul de ses actifs pondérés des risques, à la fois l'approche standard et l'approche fondée sur les notations externes pour les titrisations.

- Pour les actifs financiers comptabilisés en coût amorti, l'EAD d'une exposition crédit au bilan correspond à la valeur comptable brute de provisions en tenant compte des intérêts courus et de l'impact de la comptabilité de couverture ;

- Pour les actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur, l'EAD d'une exposition crédit au bilan correspond à la valeur comptable avant provisions ;
- Pour les dérivés, l'EAD est calculée en application de la méthode d'évaluation au prix de marché (*mark-to-market*) en application de l'article 274 de la réglementation (EU) No. 575/2013 et comprend le coût de remplacement ainsi qu'un montant représentant l'exposition potentielle future, obtenue par le produit du montant notionnel et d'un coefficient fonction du type de dérivé et de sa durée résiduelle ;
- Pour les engagements hors bilan, l'EAD représente le produit des montants des engagements (nominal) et d'un facteur

de conversion de crédit (*Credit Conversion Factor - CCF*). Le groupe Dexia applique la méthode standard (art. 111 de la réglementation (EU) 575/2013) pour la détermination des facteurs de conversion de crédit.

En outre, les informations relatives au risque de crédit ne concernant que les instruments financiers générant une exposition de risque de crédit, le groupe Dexia a décidé d'exclure du périmètre de ce rapport les comptes de régularisation et actifs divers.

Au 31 décembre 2020, l'exposition au risque de crédit s'élève à EUR 82,858 milliards.

## a. Concentration par risque de crédit

### Concentration par zone géographique

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
France	17 730	20 962
Italie	19 478	18 643
Royaume-Uni	21 404	20 648
Allemagne	1 058	657
États-Unis	8 881	4 628
Espagne	5 418	4 646
Japon	3 804	3 083
Portugal	4 050	3 673
Autres pays européens <sup>(2)</sup>	1 628	2 551
Canada	1 182	601
Europe centrale et de l'Est <sup>(3)</sup>	905	858
Suisse	146	95
Amérique du Sud et Amérique Centrale	164	37
Pays scandinaves	81	92
Asie du Sud-Est	121	6
Autres <sup>(1)</sup>	1 857	1 680
<b>TOTAL</b>	<b>87 907</b>	<b>82 858</b>

(1) Inclut les entités supranationales

(2) Inclut la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Grèce et l'Irlande

(3) Inclut la Hongrie et l'Autriche

### Concentration par catégorie de contrepartie

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
États	25 871	28 595
Secteur public local <sup>(1)</sup>	37 809	33 251
Etablissements financiers	6 852	6 218
Entreprises	5 286	5 584
Rehausseurs de crédit	1 349	1 317
ABS/MBS	1 410	1 311
Financements de projets	9 329	6 581
Particuliers, PME, professions libérales	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>87 907</b>	<b>82 858</b>

(1) Au 31 décembre 2019, cette catégorie reprenait, EUR 1 million sur la Hongrie, EUR 8 612 millions sur l'Italie, EUR 1 006 millions sur le Portugal et EUR 3 584 millions sur l'Espagne alors qu'au 31 décembre 2020, le poste reprend EUR 0 million sur la Hongrie, EUR 8 275 millions sur l'Italie, EUR 553 millions sur le Portugal et EUR 3 059 millions sur l'Espagne.

### Exposition en cas de défaut (EAD) par notation

Les tableaux ci-dessous reprennent l'exposition en cas de défaut des actifs financiers soumis au modèle de dépréciation basé sur les pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9. (voir également la note 1.1.6.2.5).

Les expositions sont classées en fonction de l'évolution de leur qualité de crédit depuis leur comptabilisation initiale: les expositions sans augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale sont déclarées en phase 1, les expositions présentant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais sans événement de crédit avéré sont en phase 2 et les expositions dépréciées sont reprises en phase 3.

### Exposition en cas de défaut (EAD) par notation

Exposition en cas de défaut (EAD) (en millions d'EUR)	31/12/2019											
	AAA à AA <sup>-</sup>			A <sup>+</sup> à BBB <sup>-</sup>			Non "investment grade"			Non noté		
	Phase 1	Phase 2 <sup>(1)</sup>	Phase 3	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 1	Phase 2	Phase 3
États	11 112	54		13 958	469			135				
Secteur public local	7 077	853		15 656	5 885	39	142	4 504	121	10	98	2
Etablissements financiers	273			3 063	125		1					
Entreprises				4 981	25	4		24	4	14		
Rehausseurs de crédit				1 084	223	42						
ABS/MBS	1 304			1			40	16		35	11	
Financements de projets	21	11		5 635	568		61	1 178	332			
Particuliers, PME, professions libérales												1

(1) la notation intègre les effets d'atténuation du risque de crédit. La présence d'expositions (EAD) en phase 2 dans les classes AAA à AA<sup>-</sup> est liée à l'existence de garanties

Exposition en cas de défaut (EAD) (en millions d'EUR)	31/12/2020											
	AAA à AA <sup>-</sup>			A <sup>+</sup> à BBB <sup>-</sup>			Non "investment grade"			Non noté		
	Phase 1	Phase 2 <sup>(1)</sup>	Phase 3 <sup>(1)</sup>	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 1	Phase 2	Phase 3
États	13 910	32		13 895	446			128				
Secteur public local	4 436	670	2	15 416	5 008	34	69	4 360	161	6	10	1
Etablissements financiers	104			2 417	107		2			1		
Entreprises				4 506	702	12		25	4			
Rehausseurs de crédit				840	442	35						
ABS/MBS	1 211			1			96					
Financements de projets	18			1 981	1 421		65	843	257			

(1) la notation intègre les effets d'atténuation du risque de crédit. La présence d'expositions (EAD) en phase 2 ou phase 3 dans les classes AAA à AA<sup>-</sup> est liée à l'existence de garanties

### Actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI)

(en millions d'EUR)	31/12/2019		31/12/2020	
	AAA à AA <sup>-</sup>	Non "investment grade"	AAA à AA <sup>-</sup>	Non "investment grade"
États			40	
Secteur public local		22	20	17

**b. Exposition maximum au risque de crédit (EAD) par catégorie d'instruments financiers**

	31/12/2019			31/12/2020		
	Exposition au risque de crédit avant effet financier du collatéral	Effet financier du collatéral	Exposition au risque de crédit	Exposition au risque de crédit avant effet financier du collatéral	Effet financier du collatéral	Exposition au risque de crédit
(en millions d'EUR)						
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	3 017		3 017	3 537		3 537
Instruments dérivés de transaction	5 822	2 804	3 018	5 540	2 656	2 884
Instruments dérivés de couverture	746	164	582	594	144	451
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (hors instruments de capitaux propres)	2 811		2 811	3 397	35	3 362
Actifs financiers au coût amorti	76 910	1 108	75 802	70 052	102	69 950
Engagements de prêts	437		437	236		236
Actifs donnés en garantie <sup>(1)</sup>	11 835	9 595	2 240	8 535	6 096	2 440
<b>TOTAL</b>	<b>101 578</b>	<b>13 671</b>	<b>87 907</b>	<b>91 891</b>	<b>9 032</b>	<b>82 858</b>

(1) Les collatéraux sont principalement constitués par des actifs donnés en garantie dans le cadre de repurchase agreements.

Dexia détient des collatéraux financiers composés de nantissements de liquidités ou de dépôts à terme et, dans une moindre mesure, d'obligations *investment grade* (émetteurs souverains ou banques notés AAA-AA). La qualité des collatéraux ne s'est pas détériorée en 2020.

Seuls les nantissements éligibles au titre de la réglementation de Bâle et détenus directement par Dexia figurent dans ce tableau.

L'exposition au risque de crédit est présentée brute de provision. Le montant de provisions spécifiques par classe d'actif financier est présentée dans la note 2.12 *Qualité des actifs financiers*

**c. Encours restructurés pour cause de difficultés financières (Forbearance)**

En ce qui concerne les prêts restructurés, Dexia a identifié trois catégories de restructuration :

1. Les restructurations liées aux activités commerciales, qui représentaient la quasi-totalité des restructurations jusqu'en 2011 en dehors des litiges aux Pays-Bas;
2. Les restructurations liées à des litiges juridiques, avec des clients qui n'ont pas de difficultés financières;
3. Les restructurations liées à des difficultés financières de la contrepartie, que ce soit suite à des relations commerciales normales ou dans le cadre de litiges.

Conformément à la définition de Forbearance de l'EBA, seules les restructurations visées dans le 3ème cas sont considérées comme prêts restructurés dans le cadre de cette analyse.

Ces restructurations représentent des concessions faites à un débiteur faisant face à des difficultés pour respecter ses obligations financières.

Les encours forborne passent de EUR 333 millions en 2019 à EUR 421 millions en 2020 du fait de l'augmentation des mesures de forbearance accordées en 2020, notamment dans le contexte de la crise sanitaire. Cette augmentation est le résultat de l'application stricte de la réglementation Forbearance et concerne notamment les contreparties présentant des difficultés financières structurelles.

**d. Actifs obtenus par prise de possession de garanties au cours de la période**

Il n'y a pas d'actifs concernés en 2019 ni en 2020.

**e. Variation des dépréciations des actifs financiers**

	2019					
	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Transferts entre phases <sup>(3)</sup>	Décomptabilisations	Evolution du niveau de risque de crédit <sup>(3)</sup>	Autres <sup>(4)</sup>	Au 31 décembre
(en millions d'EUR)						
<b>Dépréciations pour instruments de créance sans augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (phase 1)</b>	<b>5</b>					<b>5</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>4</b>					<b>5</b>
- Titres de créance d'autres émetteurs	3			1		4
- Prêts et créances sur la clientèle	1			(1)		1
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1</b>					<b>0</b>
- Titres de créance	1					0
<b>Dépréciations pour instruments de créance présentant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non dépréciés (phase 2)<sup>(1)</sup></b>	<b>337</b>	<b>(130)</b>	<b>(1)</b>	<b>(35)</b>	<b>(12)</b>	<b>159</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>333</b>	<b>(131)</b>		<b>(31)</b>	<b>(24)</b>	<b>147</b>
- Titres de créance émis par des établissements de crédit	19			(1)	1	19
- Titres de créance d'autres émetteurs	223	(153)		(25)	(13)	31
- Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2					2
- Prêts et créances sur la clientèle	90	22		(5)	(11)	95
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>4</b>		<b>(1)</b>	<b>(4)</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
- Titres de créance	2		(1)	(3)	11	9
- Prêts et créances sur la clientèle	2				1	3
<b>Dépréciations pour instruments de créance dépréciés (phase 3)<sup>(2)</sup></b>	<b>292</b>	<b>(4)</b>	<b>(17)</b>	<b>(138)</b>	<b>0</b>	<b>131</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>281</b>	<b>(4)</b>	<b>(17)</b>	<b>(109)</b>	<b>(30)</b>	<b>121</b>
- Titres de créance d'autres émetteurs	93			(88)	(2)	3
- Prêts et créances sur la clientèle	187	(4)	(17)	(20)	(27)	118
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1</b>			<b>(30)</b>	<b>29</b>	<b>0</b>
- Prêts et créances sur la clientèle	1			(30)	29	0
<b>Autres actifs divers</b>	<b>10</b>			<b>1</b>		<b>11</b>
<b>Dépréciations sur les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI)</b>	<b>7</b>			<b>(1)</b>		<b>6</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>7</b>			<b>(1)</b>		<b>6</b>
- Prêts et créances sur la clientèle	7			(1)		6
<b>TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS POUR INSTRUMENTS DE CRÉANCE</b>	<b>641</b>	<b>(135)</b>	<b>(19)</b>	<b>(174)</b>	<b>(12)</b>	<b>302</b>
<b>Provisions pour engagements et garanties financières donnés</b>						
- Engagements et garanties financières donnés (phase 2)	2					2
- Engagements et garanties financières donnés (phase 3)	6					6
<b>TOTAL DES PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS ET GARANTIES FINANCIÈRES DONNÉS</b>	<b>8</b>					<b>8</b>

(1) En 2019, les dépréciations des instruments de créances en phase 2 diminuent essentiellement suite à la reclassification des expositions au souverain portugais de stage 2 à stage 1 après l'application de la méthodologie revue pour l'identification du SICR (Significant increase in credit risk) (EUR +164 millions). Cette évolution est en ligne avec l'amélioration de la notation externe du souverain portugais. Suivant cette même méthodologie, une partie des expositions au secteur public italien a été reclassée de phase 1 à phase 2 (EUR -13 millions).

(2) La diminution des dépréciations en phase 3 s'explique principalement par des reprises de provisions pour un montant de EUR 93 mio suite à la cession d'expositions provisionnées, notamment Chicago Board of Education.

(3) Ces mouvements impactent le compte de résultat.

(4) Inclut les écarts de change, ainsi que les impacts du reclassement d'un portefeuille d'actifs financiers de EUR 6,54 milliards de la succursale de Dexia Crédit Local à New York de la catégorie Coût amorti vers la catégorie Juste valeur par capitaux propres (EUR 1,24 milliard), et vers la catégorie Juste valeur par résultat (EUR 5,29 milliards). Dans le premier cas, l'impact total est nul : les dépréciations sont reclassées du portefeuille Coût amorti vers le portefeuille Juste valeur par capitaux propres. Dans le second cas, l'impact total est une diminution des dépréciations de EUR 18 millions, dont EUR 11 millions sur les prêts (encours reclassé de EUR 0,35 milliard) et EUR 7 millions sur les titres (encours reclassé de EUR 4,94 milliards).

En 2019, il n'y a eu ni recouvrement sur actifs préalablement passés en perte ni passage en perte.

	2020					
	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Transferts entre phases <sup>(2)</sup>	Décomptabilisations	Évolution du niveau de risque de crédit <sup>(2)</sup>	Autres <sup>(3)</sup>	Au 31 décembre
(en millions d'EUR)						
<b>Dépréciations pour instruments de créance sans augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (phase 1)</b>	<b>5</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>18</b>	<b>(1)</b>	<b>21</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>5</b>	<b>(1)</b>		<b>18</b>	<b>(1)</b>	<b>20</b>
- Titres de créance émis par des établissements de crédit	0			1		1
- Titres de créance d'autres émetteurs	4	(1)		15	(1)	17
- Prêts et créances sur la clientèle	1			1	(1)	1
<b>Dépréciations pour instruments de créance présentant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non dépréciés (phase 2) <sup>(1)</sup></b>	<b>159</b>	<b>42</b>	<b>(11)</b>	<b>118</b>	<b>(11)</b>	<b>296</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>147</b>	<b>37</b>	<b>(3)</b>	<b>123</b>	<b>(21)</b>	<b>283</b>
- Titres de créance émis par des établissements de crédit	19			56	(3)	72
- Titres de créance d'autres émetteurs	31	33		18	(1)	81
- Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2			12		14
- Prêts et créances sur la clientèle	95	4	(3)	37	(17)	117
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>(9)</b>	<b>(5)</b>	<b>10</b>	<b>13</b>
- Titres de créance	9		(9)			0
- Prêts et créances sur la clientèle	3	5		(5)	10	13
<b>Dépréciations pour instruments de créance dépréciés (phase 3) <sup>(2)</sup></b>	<b>131</b>	<b>(3)</b>	<b>(4)</b>	<b>(4)</b>	<b>(3)</b>	<b>117</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>121</b>		<b>(1)</b>	<b>2</b>	<b>(15)</b>	<b>106</b>
- Titres de créance d'autres émetteurs	3			(1)		2
- Prêts et créances sur la clientèle	118		(1)	2	(15)	104
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>(3)</b>		<b>(2)</b>	<b>12</b>	<b>7</b>
- Prêts et créances sur la clientèle	0	(3)		(2)	12	7
<b>Autres actifs divers</b>	<b>11</b>		<b>(4)</b>	<b>(3)</b>		<b>4</b>
<b>Dépréciations sur les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI)</b>	<b>6</b>			<b>3</b>		<b>9</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>6</b>			<b>3</b>		<b>9</b>
- Prêts et créances sur la clientèle	6			3		9
<b>TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS POUR INSTRUMENTS DE CRÉANCE</b>	<b>302</b>	<b>38</b>	<b>(16)</b>	<b>135</b>	<b>(14)</b>	<b>444</b>

<b>Provisions pour engagements et garanties financières donnés</b>						
- Engagements et garanties financières donnés (phase 2)	2	1				3
- Engagements et garanties financières donnés (phase 3)	6			2		8
<b>TOTAL DES PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS ET GARANTIES FINANCIÈRES DONNÉS</b>	<b>8</b>	<b>1</b>		<b>2</b>		<b>11</b>

(1) En 2020, les dépréciations des instruments de créances en phase 2 augmentent essentiellement du fait de la crise du Covid-19 avec l'enregistrement de EUR 96 millions de provisions liées à des changements de scénarios macro-économiques et à la revue des secteurs sensibles. Par ailleurs, une provision de EUR 51 millions a été comptabilisée sur la contrepartie Tunisie pour tenir compte des risques liés au Covid-19 et de la dégradation du souverain tunisien.

(2) Le total de la colonne « transferts » représente le montant passé en résultats suite aux revues des provisions lors des changements de stage.

(3) Inclut les écarts de change, ainsi que les impacts du reclassement d'un portefeuille d'actifs financiers du Remedial Deleveraging Plan de EUR 6,4 milliards de la catégorie Coût amorti vers la catégorie Juste valeur par capitaux propres (EUR 3 milliards), et vers la catégorie Juste valeur par résultat (EUR 3,4 milliards). Dans le premier cas, l'impact total est nul : les dépréciations sont reclassées du portefeuille Coût amorti vers le portefeuille Juste valeur par capitaux propres. Dans le second cas, l'impact total est une diminution des dépréciations de EUR 7 millions sur les prêts à la clientèle (encours reclassé de EUR 3 milliards).

En 2020, il n'y a eu ni recouvrement sur actifs préalablement passés en perte ni passage en perte

## f. Actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI)

(en millions d'EUR)	Montant total non actualisé des pertes de crédit attendues lors de la comptabilisation initiale reconnu pendant la période	
	2019	2020
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>(13)</b>	<b>(13)</b>



## g. Réconciliation de la variation de la valeur comptable brute

	2019							Autres variations	Au 31 décembre
	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Transferts entre phase 1 et phase 2		Transferts entre phase 2 et phase 3		Transferts entre phase 1 et phase 3			
		De phase 1 à phase 2	De phase 2 à phase 1	De phase 2 à phase 3	De phase 3 à phase 2	De phase 1 à phase 3	De phase 3 à phase 1		
(en millions d'EUR)									
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>104 938</b>							<b>(12 853)</b>	<b>92 085</b>
- Titres de créance <sup>(1)</sup>	45 840							(9 482)	36 357
* phase 1	33 477	(15)	3 468					(5 539)	31 391
* phase 2	11 908	15	(3 468)					(3 533)	4 922
* phase 3	455							(410)	45
- Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	23 672							(584)	23 088
* phase 1	23 473	(5)						(482)	22 987
* phase 2	199	5						(102)	102
- Prêts et créances sur la clientèle <sup>(2)</sup>	35 426							(2 788)	32 639
* phase 1 <sup>(4)</sup>	27 710	(1 935)	430				3	(1 895)	24 313
* phase 2	6 917	1 935	(430)		7			(640)	7 789
* phase 3	799				(7)		(3)	(253)	537
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>4 883</b>							<b>(2 073)</b>	<b>2 810</b>
- Titres de créance <sup>(3)</sup>	4 145							(2 488)	1 657
* phase 1	3 474							(1 981)	1 493
* phase 2	666							(503)	163
* phase 3	4							(4)	0
- Prêts et créances sur la clientèle	739							415	1 154
* phase 1	404	(65)	65					422	826
* phase 2	333	65	(65)	(2)	3			(9)	325
* phase 3	1			2	(3)			2	2
<b>Autres actifs divers</b>	<b>81</b>							<b>1</b>	<b>82</b>
* phase 1	70								70
* phase 2	1							1	2
* phase 3	10							1	11

(1) Diminution de EUR -9,48 milliards, essentiellement du fait du reclassement d'un portefeuille de titres au coût amorti de la succursale de Dexia Crédit Local à New York de EUR 5,77 milliards vers le portefeuille Juste valeur par capitaux propres (EUR 0,83 milliard) et vers le portefeuille à la Juste valeur par résultat (EUR 4,94 milliards), et du fait de ventes importantes réalisées dans le cadre de la stratégie proactive de réduction du bilan, dont notamment EUR 1,1 milliard de titres américains sur le second trimestre, et en lien avec le programme de ventes d'actifs validé par le Conseil d'administration du 19 juillet 2019, principalement EUR 1,1 milliard de titres japonais, EUR 0,53 milliard de souverain italien, et EUR 0,25 milliard sur le Portugal.

(2) Diminution de EUR -3,42 milliards, essentiellement du fait du reclassement d'un portefeuille de prêts au coût amorti de la succursale de Dexia Crédit Local à New York de EUR 0,76 milliard vers le portefeuille Juste valeur par capitaux propres (EUR 0,41 milliard) et vers le portefeuille à la Juste valeur par résultat (EUR 0,35 milliard), et du fait de ventes importantes réalisées dans le cadre de la stratégie proactive de réduction du bilan, dont notamment EUR 0,79 milliard relatif à deux programmes de cession de prêts au secteur public local français et GBP 0,71 milliard de prêts au logement social au Royaume-Uni.

(3) Diminution de EUR -2,49 milliards des titres à la juste valeur par capitaux propres, du fait notamment des cessions d'un portefeuille de EUR 1,2 milliard de titres américains, majoritairement constitué de student loans, de EUR 0,36 milliard de titres japonais, et EUR 0,43 milliard de cedulas espagnols.

(4) Les chiffres ont été revus : un montant de EUR 634 millions a été reclassé de la ligne Caisse et banques centrales vers la ligne Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti.

Les montants de transferts sont ceux au 31/12/2019.

	2020							Autres variations	Au 31 décembre	
	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Transferts entre phase 1 et phase 2		Transferts entre phase 2 et phase 3		Transferts entre phase 1 et phase 3				
		De phase 1 à phase 2	De phase 2 à phase 1	De phase 2 à phase 3	De phase 3 à phase 2	De phase 1 à phase 3	De phase 3 à phase 1			
	(en millions d'EUR)									
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>92 085</b>							<b>(5 295)</b>	<b>86 790</b>	
- Titres de créance <sup>(1)</sup>	36 357							1 148	37 506	
* phase 1	31 391	(1 959)	3 100					(1 777)	30 756	
* phase 2	4 922	1 959	(3 100)					2 932	6 713	
* phase 3	45							(7)	37	
- Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés <sup>(2)</sup>	23 088							(1 568)	21 521	
* phase 1	22 987	(3)						(1 554)	21 430	
* phase 2	102	3						(14)	91	
- Prêts et créances sur la clientèle <sup>(3)</sup>	32 639							(4 875)	27 763	
* phase 1	24 313	(777)	406				(1)	3	(2 646)	21 297
* phase 2	7 789	777	(406)	(47)	18				(2 128)	6 004
* phase 3	537			47	(18)		1	(3)	(101)	462
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>2 810</b>							<b>544</b>	<b>3 355</b>	
- Titres de créance <sup>(4)</sup>	1 657							(592)	1 065	
* phase 1	1 493							(452)	1 041	
* phase 2	163							(140)	23	
- Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	0							35	35	
* phase 1	0							35	35	
- Prêts et créances sur la clientèle <sup>(5)</sup>	1 154							1 101	2 255	
* phase 1	826	(539)	65				(2)	680	1 030	
* phase 2	325	539	(65)	(3)	3			387	1 187	
* phase 3	2			3	(3)		2	34	38	
<b>Autres actifs divers</b>	<b>82</b>							<b>13</b>	<b>96</b>	
* phase 1	70							22	92	
* phase 2	2							(2)	0	
* phase 3	11							(7)	4	

(1) Augmentation de EUR +1,14 milliard, liée notamment à l'achat d'OAT pour EUR 0,67 milliard et à l'incidence de l'évolution des taux d'intérêt sur les couvertures de juste valeur pour EUR 0,55 milliard. Ces effets favorables sont en partie compensés par le reclassement d'un portefeuille de titres au coût amorti du Remedial Deleveraging Plan de EUR 0,81 milliard vers le portefeuille Juste valeur par capitaux propres (EUR 0,38 milliard) et vers le portefeuille Juste valeur par résultat (EUR 0,43 milliard).

(2) Baisse de EUR -1,57 milliard, principalement liée à la baisse du cash collatéral versé de EUR 0,6 milliard et à la diminution des opérations de reverse repo de EUR 0,78 milliard.

(3) Baisse de EUR -4,87 milliards, essentiellement du fait du reclassement d'un portefeuille de prêts au coût amorti du Remedial Deleveraging Plan de EUR 5,57 milliards vers le portefeuille Juste valeur par capitaux propres (EUR 2,63 milliards) et vers le portefeuille à la Juste valeur par résultat (EUR 2,94 milliards). L'effet de ce reclassement est en partie compensé par l'augmentation du cash collatéral versé de EUR 1,42 milliard.

(4) Baisse de EUR -0,59 milliard, essentiellement du fait de ventes réalisées dans le cadre de la stratégie proactive de réduction du bilan pour EUR 0,58 milliard, l'effet du reclassement au 1<sup>er</sup> janvier 2020 de EUR 0,38 milliard de titres au coût amorti vers la catégorie Juste valeur par capitaux propres dans le cadre du Remedial Deleveraging Plan s'avérant neutre au 31 décembre 2020 compte tenu de la vente de la quasi-totalité de ce portefeuille sur l'année.

(5) Augmentation de EUR +1,1 milliard, essentiellement du fait des prêts reclassés au 1<sup>er</sup> janvier 2020 de la catégorie Coût amorti vers la catégorie Juste valeur par capitaux propres dans le cadre du Remedial Deleveraging Plan qui ne sont pas vendus au 31 décembre 2020 (EUR 1,9 milliard).

Les montants de transferts sont ceux au 31/12/2020

## h. Risque de crédit des prêts et créances désignés à la juste valeur par résultat

Dexia ne détient plus de prêts et créances désignés à la juste valeur par le résultat.

## i. Actifs financiers dont les flux de trésorerie contractuels ont été modifiés

L'impact des modifications est négligeable.

## j. Actifs sortis du bilan qui peuvent encore faire l'objet d'actions en recouvrement

Néant.

## 7.3. Information sur les garanties

### a. Nature des garanties pouvant être vendues ou redonnées en garantie

(en millions d'EUR)	31/12/2019		31/12/2020	
	Juste valeur des garanties détenues	Juste valeur des garanties détenues vendues ou redonnées en garantie	Juste valeur des garanties détenues	Juste valeur des garanties détenues vendues ou redonnées en garantie
Titres de créance	1 463	1 463	955	955
<b>TOTAL</b>	<b>1 463</b>	<b>1 463</b>	<b>955</b>	<b>955</b>

Les garanties sont obtenues dans le cadre des activités de cession temporaire de titres.

### b. Actifs financiers donnés en garantie de passifs ou de passifs éventuels

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
<b>Valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie de passifs</b>	55 217	53 713

Le montant de EUR 54 milliards en 2020 et de EUR 55 milliards en 2019 représente le montant des liquidités versées comme collatéral pour les dérivés et les actifs donnés en garantie des financements reçus de l'Eurosystème, de la Banque Européenne d'Investissement, d'accords de cession temporaire de titres ou d'autres financements sécurisés.

Ce montant ne reprend pas le montant des contrats d'investissement garanti (Guaranteed Investment Contracts ou GIC) de EUR 1 245 millions en 2020 et EUR 1 523 millions en 2019.

## 7.4. Sensibilité au risque de taux d'intérêt et aux autres risques de marché

Nous renvoyons également au Rapport de gestion, chapitre Gestion des risques.

### Mesure du risque

L'évaluation des risques de marché au sein du groupe Dexia repose principalement sur la combinaison de deux indicateurs de mesure, donnant lieu à un encadrement par des limites.

- La *Value at Risk* (valeur en risque – VaR) mesure la perte potentielle attendue pour un intervalle de confiance de 99 % et pour une période de détention de 10 jours. Dexia s'appuie sur une VaR paramétrique pour mesurer le risque de marché inhérent aux différents portefeuilles et activités. La méthode de cette VaR est basée sur une distribution normale des rendements des facteurs de risque.

- Des limites en termes de positions, de maturité, de marché et de produits autorisés sont mises en place par type d'activité. Elles assurent une cohérence entre les limites globales en risque et les seuils opérationnels utilisés par le front office.

Le dispositif de gestion des risques est complété par des exercices de stress tests, qui intègrent des événements sortant du cadre probabiliste des techniques de mesure de la VaR. Les différentes hypothèses de ces scénarios dégradés sont régulièrement révisées et mises à jour. Les résultats de stress tests consolidés et l'analyse correspondante sont présentés au comité des risques sur une base trimestrielle.

### Exposition au risque de marché

Le portefeuille de trading de Dexia est composé de deux groupes d'activités :

- Les opérations initiées par les activités de négoce d'instruments financiers jusqu'à la date de mise en résolution ordonnée du groupe, majoritairement couverts en back-to-back ;

- Les opérations destinées à couvrir des risques issus de désinvestissements ou de ventes d'actifs réalisés dans le cadre du plan de résolution ordonnée.

Les facteurs de risques principaux du portefeuille de trading sont :

- Le risque de taux d'intérêt, en particulier sur la zone euro et la zone dollar ;
- Le risque de base des swaps de devises (cross currency basis swap) ;;
- Le risque de base BOR-OIS dans une même devise.

Les ajustements de valeur (CVA, DVA, FVA) et leur variation ne sont pas intégrés dans le modèle de la VaR mais sont intégrés dans les scénarios de stress.

### Value at Risk (VaR)

Le détail de la VaR des portefeuilles de trading est présenté dans le tableau ci-dessous. Fin décembre 2020, la consommation totale en VaR s'élève à EUR 1,1 million contre EUR 1,0 million fin 2019.

(en millions d'EUR)

VaR (10 jours, 99 %)	2019	2020
Moyenne	1,4	1,5
Fin de période	1,0	1,1
Maximum	2,9	20,3
Minimum	0,8	1,0

### Sensibilité à l'évolution des marges de crédit des portefeuilles bancaires évalués à la juste valeur

Le 19 juillet 2019, le conseil d'administration a validé la mise en œuvre d'un nouveau programme de cessions d'actifs. Conformément à la norme IFRS 9, ce changement d'intention de gestion s'est traduit par un changement de modèle économique et donc par le reclassement des actifs concernés en date du 1er janvier 2020. Les actifs concernés, qui avaient été classés au coût amorti lors de la première application de la norme IFRS 9, ont fait l'objet d'un reclassement en juste valeur par résultat ou par capitaux propres, ce qui a augmenté la sensibilité du groupe aux variations de juste valeur des actifs concernés tant qu'ils ne sont pas cédés. La sensibilité au risque de crédit des actifs classés à juste valeur a néanmoins baissé au cours de l'année 2020, à la suite des ventes d'actifs et de l'amortissement naturel.

Ainsi, le portefeuille classé en juste valeur par capitaux propres présente une sensibilité à une augmentation des marges de crédit de EUR -2,2 millions au 31 décembre 2020 contre EUR -2,9 millions en janvier 2020. Le portefeuille classé en juste valeur par résultat présente une sensibilité à

une augmentation des marges de crédit de EUR -2,1 millions au 31 décembre 2020 contre EUR -3,4 millions en janvier 2020. Parmi ces actifs à la juste valeur par résultat, ceux ne répondant pas au critère SPPI présentent une sensibilité stable sur 2020 à EUR-1 million par point de base.

### Risque de transformation

La politique de gestion de Dexia en matière de risque actif-passif (ALM) vise à réduire au maximum le risque de liquidité et à limiter l'exposition au risque de taux et de change.

Les actions entreprises par Dexia en 2020 pour réduire la sensibilité de son bilan et de son résultat aux paramètres de taux et de change sont détaillées au chapitre « Faits marquants » de ce rapport annuel.

### Encadrement du risque de taux

#### Mesure du risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est mesuré au travers de sensibilités. Les mesures de sensibilité du risque reflètent l'exposition du bilan à un mouvement parallèle de 1 % sur la courbe de taux. La sensibilité de la valeur actuelle nette des positions mesurées en

intérêts courus à un mouvement des taux d'intérêt constitue l'indicateur principal de mesure du risque et de fixation des limites et de suivi des risques.

Les sensibilités globales et partielles par intervalle de temps sont les principaux indicateurs de risque sur lesquels le comité des risques actif-passif, organisé au sein de l'ALCO, s'appuie pour gérer les risques. Le risque de taux structurel du groupe Dexia se concentre principalement sur les taux d'intérêt européens à long terme et résulte du déséquilibre entre les actifs et les passifs de Dexia après couverture du risque de taux.

La sensibilité de l'ALM long terme s'élève à EUR -14,3 millions au 31 décembre 2020, contre EUR -27,7 millions au 31 décembre 2019. Elle est conforme à la stratégie ALM, qui vise à minimiser la volatilité de la marge nette d'intérêt.

(en millions d'EUR)	2019	2020
Sensibilité	(27,7)	(14,3)
Limite	+/-80	+/-130

## 7.5. Risque de liquidité

### A. Ventilation selon la durée résiduelle jusqu'à la date de remboursement

Une grande partie du bilan est constituée de réévaluations d'actifs, de passifs et de dérivés. Dans la mesure où ces éléments de réévaluation varient constamment et ne peuvent être liés à la maturité de l'instrument financier, ils sont présentés sous une colonne séparée.

Les dépôts à vue et les comptes épargne figurent sous l'échéance « à vue » bien que la date de remboursement soit indéterminée.

#### a. Ventilation de l'actif

	31/12/2019									
	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Dépréciation	Total
(en millions d'EUR)										
Caisse et banques centrales	9 211									9 211
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		97	179	732	1 613	14	788	10 824		14 247
<i>dont Instruments dérivés de transaction</i>							756	10 425		11 181
Instruments dérivés de couverture							234	1 144		1 378
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		364	77	254	2 064		15	74	(12)	2 837
Titres au coût amorti	1	122	663	2 578	22 447		265	10 282	(57)	36 301
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti <sup>(1)</sup>	799	501	597	542	40	20 604	(7)	11	(2)	23 087
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti <sup>(1)</sup>	634	1 081	1 101	4 178	15 150	4 882	108	5 505	(220)	32 418
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								576		576
Comptes de régularisation et actifs divers		148	1			19			(11)	157
<i>Sous-total actifs financiers utilisés pour calculer le gap</i>	<i>10 646</i>	<i>2 313</i>	<i>2 618</i>	<i>8 285</i>	<i>41 313</i>	<i>25 519</i>				
Actifs non financiers						114				114
<b>TOTAL</b>	<b>10 646</b>	<b>2 313</b>	<b>2 618</b>	<b>8 285</b>	<b>41 313</b>	<b>25 633</b>	<b>1 403</b>	<b>28 416</b>	<b>(302)</b>	<b>120 326</b>

(1) Les cash collatéraux payés sont déclarés en durée indéterminée car le montant peut varier en fonction de l'indice sous-jacent, principalement les taux d'intérêts. Ainsi, si les taux d'intérêts remontent au-dessus du taux fixe initial, pour un dérivé payeur taux fixe, le cash collatéral payé devient du cash collatéral reçu et est alors repris en dettes. L'échéance ultime est la date d'échéance du dérivé.

## b. Ventilation du passif, hors capitaux propres

	31/12/2019							Ajustement à la juste valeur	Total
	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Intérêts courus		
(en millions d'EUR)									
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		3		36	805		661	13 274	14 780
<i>dont Instruments dérivés de transaction</i>							653	12 981	13 634
Instruments dérivés de couverture							296	18 888	19 184
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés <sup>(1)</sup>	75	1 352	3 140	2 023	1 637	3 501	28	21	11 778
Dettes envers la clientèle <sup>(1)</sup>	230	2 671	572		233	145	(1)		3 851
Dettes représentées par un titre		12 085	12 445	30 047	6 979		329	843	62 728
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								7	7
Dettes subordonnées					20				20
Comptes de régularisation et passifs divers	1	276	17	11	28	3			336
<i>Sous-total passifs financiers utilisés pour calculer le gap</i>	<i>306</i>	<i>16 387</i>	<i>16 174</i>	<i>32 118</i>	<i>9 703</i>	<i>3 649</i>			
Passifs non financiers						280			280
<b>TOTAL</b>	<b>306</b>	<b>16 387</b>	<b>16 174</b>	<b>32 118</b>	<b>9 703</b>	<b>3 929</b>	<b>1 313</b>	<b>33 034</b>	<b>112 964</b>

(1) Les cash collatéraux reçus sont déclarés en durée indéterminée car le montant peut varier en fonction de l'indice sous-jacent, principalement les taux d'intérêts. Ainsi si les taux d'intérêts remontent au dessus du taux fixe initial, pour un dérivé receveur taux fixe, le cash collatéral reçu devient du cash collatéral payé et est alors repris en créances. L'échéance ultime est la date d'échéance du dérivé.

Gap de liquidité net au 31 décembre 2019 (en millions d'EUR)	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée
GAP DE LIQUIDITE au 31/12/2019	10 340	(14 074)	(13 556)	(23 833)	31 611	21 870

Ce tableau ne prend en compte ni la liquidité des actifs, ni la décision de refinancer un actif ; certains actifs à long terme peuvent être vendus pour faire face à une demande de liquidité.

## a. Ventilation de l'actif

	31/12/2020									
	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Dépréciation	Total
(en millions d'EUR)										
Caisse et banques centrales	9 866									9 866
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		101	239	1 104	1 805		613	9 088		12 950
<i>dont Instruments dérivés de transaction</i>							589	8 822		9 411
Instruments dérivés de couverture							231	1 033		1 263
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		383	169	671	2 102		13	51	(21)	3 369
Titres au coût amorti	1	129	664	1 598	23 978		267	10 870	(174)	37 332
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti <sup>(1)</sup>	692	470	293	61		20 002	(5)	8	(14)	21 507
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti <sup>(1)</sup>	637	602	700	2 566	10 502	6 288	66	6 402	(232)	27 532
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								426		426
Comptes de régularisation et actifs divers	1	88				13			(4)	99
<i>Sous-total actifs financiers utilisés pour calculer le gap</i>	<i>11 198</i>	<i>1 774</i>	<i>2 065</i>	<i>5 999</i>	<i>38 387</i>	<i>26 303</i>				
Actifs non financiers						83				83
<b>TOTAL</b>	<b>11 198</b>	<b>1 774</b>	<b>2 065</b>	<b>5 999</b>	<b>38 387</b>	<b>26 386</b>	<b>1 184</b>	<b>27 877</b>	<b>(444)</b>	<b>114 427</b>

(1) Les cash collatéraux payés sont déclarés en durée indéterminée car le montant peut varier en fonction de l'indice sous-jacent, principalement les taux d'intérêts. Ainsi, si les taux d'intérêts remontent au-dessus du taux fixe initial, pour un dérivé payeur taux fixe, le cash collatéral payé devient du cash collatéral reçu et est alors repris en dettes. L'échéance ultime est la date d'échéance du dérivé.

## b. Ventilation du passif, hors capitaux propres

	31/12/2020									
	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Total	
(en millions d'EUR)										
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		1		53	548		543	11 381		12 525
<i>dont Instruments dérivés de transaction</i>							539	11 108		11 648
Instruments dérivés de couverture							261	20 287		20 548
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés <sup>(1)</sup>		3 702	551	976	1 216	3 355	5	26		9 831
Dettes envers la clientèle <sup>(1)</sup>	216	6 310			253	48	(3)			6 824
Dettes représentées par un titre		11 234	11 396	28 867	4 563		248	1 053		57 360
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								5		5
Dettes subordonnées					19					19
Comptes de régularisation et passifs divers	1	312	19	9	24	6				371
<i>Sous-total passifs financiers utilisés pour calculer le gap</i>	<i>217</i>	<i>21 558</i>	<i>11 966</i>	<i>29 906</i>	<i>6 623</i>	<i>3 409</i>				
Passifs non financiers						257				257
<b>TOTAL</b>	<b>217</b>	<b>21 558</b>	<b>11 966</b>	<b>29 906</b>	<b>6 623</b>	<b>3 666</b>	<b>1 053</b>	<b>32 751</b>		<b>107 740</b>

(1) Les cash collatéraux reçus sont déclarés en durée indéterminée car le montant peut varier en fonction de l'indice sous-jacent, principalement les taux d'intérêts. Ainsi, si les taux d'intérêts remontent au-dessus du taux fixe initial, pour un dérivé receveur taux fixe, le cash collatéral reçu devient du cash collatéral payé et est alors repris en créances. L'échéance ultime est la date d'échéance du dérivé.

Gap de liquidité net au 31 décembre 2020 (en millions d'EUR)	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée
<b>GAP DE LIQUIDITÉ AU 31/12/2020</b>	10 981	(19 784)	(9 901)	(23 906)	31 764	22 895

Ce tableau ne prend en compte ni la liquidité des actifs, ni la décision de refinancer un actif ; certains actifs à long terme peuvent être vendus pour faire face à une demande de liquidité.

## B. Actions entreprises pour améliorer la liquidité du groupe Dexia

Les actions entreprises pour améliorer la liquidité du groupe Dexia sont exposées dans le rapport de gestion, chapitre *Information sur le capital et la liquidité*.

## 7.6. Risque de change

L'exposition au risque de change de Dexia est générée par :

- Les investissements et désinvestissements dans les filiales et succursales libellés en devises autres que l'euro
- Le Report à nouveau des entités en devises autres que l'euro
- Les déséquilibres entre les actifs, les passifs et les éléments de hors bilan libellés en devises autres que l'euro.

Une grande partie des éléments du bilan libellés en devises autres que l'euro sont micro-couverts dès l'origine par des dérivés d'échange de devises croisées (CIRS). L'exposition résiduelle au risque de change est suivie en mesurant l'évolution défavorable du P&L associée à une variation de taux de change.

La gestion actuelle du risque de change se concentre sur le risque résultant de la conversion du P&L cumulé et de la marge nette d'intérêts en devises. L'objectif principal de l'ALM est de couvrir un risque économique de change dès

qu'il est connu. Dans le cadre de risque actuel, les limites sur les positions de change locales sont inférieures à un équivalent de 1 MEUR sur chaque devise. En outre, il n'y a pas de position de change directionnelle dans le portefeuille de trading.

Même si les positions de change économiques sont proches de zéro, les ratios de fonds propres restent sensibles à l'évolution des taux de change. En particulier, une grande partie des actifs pondérés des risques du groupe sont liées à des actifs non libellés en EUR (GBP 41 %, USD 11 %, JPY 8 %). Ainsi, si l'euro se déprécie par rapport aux autres devises, les actifs pondérés des risques libellés dans une devise autre que l'euro pèseront davantage en parts relatives par rapport au capital du groupe. A titre d'exemple, une baisse de 1 % de l'EUR par rapport aux autres devises induirait une augmentation de l'exigence de fonds propres prudentiels de 14 millions d'EUR, sans impact économique.

Nous renvoyons également au rapport de gestion, chapitre *Gestion des risques*.

Classement par devises d'origine	31/12/2019					Total
	EUR	GBP	USD	JPY	En autres devises	
(en millions d'EUR)						
Total de l'actif	63 628	24 041	29 186	2 180	1 291	120 326
Total du passif	63 523	24 063	29 035	2 516	1 188	120 326
<b>POSITION NETTE AU BILAN</b>	<b>105</b>	<b>(22)</b>	<b>151</b>	<b>(336)</b>	<b>103</b>	<b>0</b>

Classement par devises d'origine	31/12/2020					Total
	EUR	GBP	USD	JPY	En autres devises	
(en millions d'EUR)						
Total de l'actif	64 777	25 998	20 366	2 131	1 155	114 427
Total du passif	65 144	25 898	20 454	2 088	842	114 427
<b>POSITION NETTE AU BILAN</b>	<b>(367)</b>	<b>99</b>	<b>(88)</b>	<b>43</b>	<b>313</b>	<b>0</b>

## 7.7. Comptabilité de couverture

### Dérivés détenus dans le cadre de la gestion des risques et de la comptabilité de couverture

Dexia a pour objectif de réduire les déséquilibres de bilan entre les actifs et les passifs afin de garantir la stabilité de son revenu, notamment contre le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Dexia a recours à la comptabilité de couverture dans le cadre de la gestion des risques liés à ses actifs et passifs financiers à taux fixe qui sont exposés à des variations de juste valeur en raison de fluctuations des taux d'intérêt de référence. Les opérations de couverture peuvent concerner des éléments de bilan individuels (micro-couverture) ou bien des portefeuilles d'actifs et des portefeuilles de passifs financiers (macro-couverture).

La juste valeur des obligations et des émissions à taux fixe respectivement à l'actif et au passif du bilan est généralement couverte dès l'origine par des dérivés documentés dans une relation de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge (FVH)). L'exposition résiduelle au risque de taux d'intérêt est notamment liée à des portefeuilles de prêts à long terme amortissables à taux fixe dont les notionnels sont faibles. Ce risque fait l'objet d'une macro-couverture, par un adossement

naturel entre les actifs et les passifs à taux fixe et par des dérivés de taux d'intérêt documentés dans une relation de couverture de juste valeur de portefeuille suivant les dispositions de la norme IAS 39 « carve out » telle qu'adoptée par l'Union européenne (European Portfolio Hedge (EPH)). Dexia couvre également le risque de taux d'une partie de ses émissions futures à taux variable au moyen de dérivés de taux d'intérêt, documentés dans une relation de couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge (CFH)).

L'exposition au risque de change résultant d'actifs ou de passifs financiers libellés en devises étrangères est microcouverte par Dexia à l'aide de swaps de devises (cross currency swaps) documentés en couverture de flux de trésorerie (CFH) du risque de change.

Par ailleurs, certains actifs évalués à la juste valeur par résultat (FVTPL) sont couverts de manière économique par des dérivés classés dans la catégorie « détenus à des fins de transaction » en normes IFRS mais inclus dans le Banking book pour les besoins prudentiels (couverture économique). Il s'agit principalement de dérivés couvrant des actifs financiers non « basiques » (non SPPI) comptabilisés à la juste valeur par résultat sous IFRS 9, et qui ne peuvent plus être considérés comme instruments de couverture comptable contrairement au traitement basé sur le classement de ces actifs sous

IAS 39. La volatilité liée aux taux d'intérêt de ces actifs est compensée par la variation de juste valeur des dérivés en couverture économique, mais la volatilité liée aux autres types de risque et notamment au risque de crédit demeure.

Conformément aux dispositions transitoires de la norme IFRS 9, Dexia a maintenu les règles actuelles de la norme IAS 39 de la comptabilité de couverture pour toutes ses relations de micro et macro-couverture jusqu'à l'entrée en vigueur de la future norme sur la macro-couverture.

#### **(i) Couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) du risque de taux d'intérêt**

Dexia utilise des swaps de taux d'intérêt ou des swaps combinés de taux d'intérêt et de devises pour couvrir son exposition au risque de variation de juste valeur des passifs financiers à taux fixe (émissions évaluées au coût amorti) et des actifs financiers à taux fixe ou structuré dits basiques (SPPI) (principalement des obligations évaluées au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global)) par rapport à un taux d'intérêt (variable) de référence. Des swaps de taux d'intérêt (taux variable / taux fixe ou taux variable /taux structuré) sont adossés aux éléments du bilan en s'alignant parfaitement sur les principaux termes de l'élément couvert. Seule la composante risque de taux d'intérêt de référence est couverte par les dérivés désignés dans une relation de couverture de juste valeur. Les autres risques, tels que le risque de crédit, sont suivis mais ne sont pas couverts par Dexia. La composante risque de taux d'intérêt est déterminée comme étant la variation de juste valeur des éléments du bilan à taux fixe résultant uniquement des fluctuations des courbes de taux d'intérêt de référence. Cette variation représente généralement la majeure partie de la variation globale de la juste valeur. Un dérivé désigné comme instrument de couverture doit être hautement efficace, à la fois de manière prospective et rétrospective, dans la compensation des variations de juste valeur ou de flux de trésorerie provenant du risque couvert. L'efficacité de la couverture est vérifiée en comparant les variations de la juste valeur des éléments couverts attribuables aux variations du taux d'intérêt de référence couvert avec les variations de la juste valeur des dérivés, le rapport attendu entre les deux variations devant être compris dans la fourchette 80 % à 125 %. La partie non efficace de la relation de couverture comptabilisée dans le « Résultat net de comptabilité de couverture » (voir note 5.3. « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ») est principalement liée à la différence d'actualisation des flux de l'élément couvert et de l'instrument de couverture dans la mesure où les swaps de taux d'intérêt sont actualisés avec la courbe des taux des swaps au jour le jour (Overnight Index Swaps (OIS)), tandis que les éléments de bilan sont actualisés avec la courbe des taux d'intérêt de référence documentés dans la relation de couverture de juste valeur. La variation de juste valeur des dérivés au titre des ajustements de valorisation pour le Credit Valuation Adjustment (CVA), le Debit Valuation Adjustment (DVA) et le Funding Valuation

Adjustment (FVA) est comptabilisée dans le résultat des activités de trading (voir note 5.3. « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat »).

#### **(ii) Couverture de flux trésorerie (Cash Flow Hedge) du risque de taux d'intérêt et des éléments de bilan en devise étrangère**

Dexia utilise des swaps de taux d'intérêt fixe/variable pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié au taux de référence, principalement le Libor et l'Euribor, et des swaps de devises (cross

currency swaps) pour couvrir le risque de change, principalement lié au dollar américain et à la livre sterling, provenant d'éléments du bilan libellés en devise étrangère. Les stratégies de couverture des flux de trésorerie sont mises en place :

- soit pour transformer des flux de trésorerie à taux variable en devise étrangère en flux de trésorerie à taux variable en euro par le biais de swaps de change, afin de réduire l'exposition existante de Dexia au risque de change ;
- soit pour transformer des flux de trésorerie à taux variable en euro en flux de trésorerie à taux fixe en euro. Afin de réduire la variabilité des flux de trésorerie, Dexia couvre son risque de taux d'intérêt à hauteur de son exposition au taux de référence sur ses obligations à taux variable ou sur ses émissions futures hautement probable à taux variable. La comptabilité de couverture est appliquée lorsque les relations de couverture répondent aux critères de la comptabilité de couverture. Les dérivés désignés comme instruments de couverture doivent être hautement efficaces, à la fois de manière prospective et rétrospective, dans la compensation des variations de juste valeur ou de flux de trésorerie attribuables au risque couvert. En outre, pour les couvertures de flux de trésorerie de ses émissions futures à taux variable, Dexia démontre le caractère hautement probable des flux de trésorerie prévisionnels.

#### **(iii) Macro-couverture du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille (European Portfolio Hedge)**

Dexia applique la macro-couverture de juste valeur afin de couvrir l'exposition de portefeuilles d'actifs ou de passifs financiers au taux d'intérêt suivant les dispositions de la norme IAS 39 « carve out » telle qu'adoptée par l'Union européenne. Le risque couvert correspond à l'exposition aux variations de la juste valeur attribuables au risque de taux lié au taux d'intérêt de référence, associé à un portefeuille ou à un montant identifié d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers. Dexia peut désigner différentes catégories d'actifs ou de passifs, notamment des prêts ou des titres évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global), comme éléments couverts.

Seuls les swaps de taux d'intérêt vanille sont utilisés en tant qu'instruments de couverture. Dexia justifie que la couverture est hautement efficace prospectivement et rétrospectivement en démontrant périodiquement que les notionnels des dérivés de couverture et des éléments couverts se compensent parfaitement et qu'il n'existe aucune situation de surcouverture. Dans la mesure où l'exposition du portefeuille peut changer, en raison par exemple de la décomptabilisation ou modification d'un élément couvert ou d'un instrument de couverture, et afin de se prémunir de tout risque de surcouverture, Dexia ajuste si nécessaire les stratégies existantes en dénouant les instruments de couverture ou en concluant de nouveaux dérivés de couverture du portefeuille.

#### **(iv) Réforme IBOR**

Les informations relatives à la réforme sur le remplacement des indices de référence IBOR par des indices de référence alternatifs et sur les impacts de cette réforme sur la comptabilité de couverture sont présentées dans les notes 1.1.27 *Recours à des estimations et jugements* et 1.1.2.2. *Textes de l'IASB et interprétations IFRIC adoptés par la Commission européenne durant l'année en cours mais pas encore applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2020*. Au 31 décembre 2020, le montant notionnel des instruments de couverture sur lesquels subsistent des incertitudes liées à la réforme des taux d'intérêts s'élève à 64 588 millions d'EUR.



## a. Instruments dérivés de couverture par type de couverture et catégorie de risque

### 1. Détail des instruments dérivés désignés comme couverture de juste valeur

	31/12/2019				31/12/2020			
	Montant notionnel	Valeur comptable - Actif	Valeur comptable - Passif	Variation de juste valeur de l'instrument de couverture utilisée pour la comptabilisation de l'inefficacité de couverture pour la période	Montant notionnel	Valeur comptable - Actif	Valeur comptable - Passif	Variation de juste valeur de l'instrument de couverture utilisée pour la comptabilisation de l'inefficacité de couverture pour la période
		Instru- ments dérivés de couver- ture	Instru- ments dérivés de couver- ture			Instru- ments dérivés de couver- ture	Instru- ments dérivés de couver- ture	
(en millions d'EUR)								
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>	<b>60 212</b>	<b>973</b>	<b>15 106</b>	<b>(109)</b>	<b>57 737</b>	<b>1 019</b>	<b>16 563</b>	<b>(2 312)</b>
Options de gré à gré	23		3	1	11		2	1
Autres instruments de taux de gré à gré	60 189	973	15 103	(110)	57 726	1 019	16 561	(2 313)
<b>Dérivés de taux et de change (*)</b>	<b>6 058</b>	<b>223</b>	<b>2 739</b>	<b>0</b>	<b>5 529</b>	<b>122</b>	<b>2 780</b>	<b>3</b>
Autres instruments de gré à gré	6 058	223	2 739	0	5 529	122	2 780	3
<b>TOTAL</b>	<b>66 270</b>	<b>1 196</b>	<b>17 845</b>	<b>(109)</b>	<b>63 266</b>	<b>1 141</b>	<b>19 343</b>	<b>(2 309)</b>

(\*) La ligne « dérivés de taux et de change » comprend les Cross Currency interest rate swaps désignés à la fois en couverture du risque de taux d'intérêt dans une relation de couverture de juste valeur et du risque de change dans une relation de couverture de flux de trésorerie. Seule la composante risque de taux d'intérêt est désignée dans une relation de couverture de juste valeur. La valeur comptable de ces dérivés relative à la composante risque de change est présentée dans le tableau « Détail des instruments désignés comme couverture de flux de trésorerie ».

### 2. Détail des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

	31/12/2019				31/12/2020			
	Montant notionnel	Valeur comptable - Actif	Valeur comptable - Passif	Variation de juste valeur de l'instrument de couverture utilisée pour la comptabilisation de l'inefficacité de couverture pour la période	Montant notionnel	Valeur comptable - Actif	Valeur comptable - Passif	Variation de juste valeur de l'instrument de couverture utilisée pour la comptabilisation de l'inefficacité de couverture pour la période
		Instru- ments dérivés de couver- ture	Instru- ments dérivés de couver- ture			Instru- ments dérivés de couver- ture	Instru- ments dérivés de couver- ture	
(en millions d'EUR)								
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>	<b>877</b>	<b>13</b>	<b>217</b>	<b>128</b>	<b>836</b>	<b>11</b>	<b>226</b>	<b>(11)</b>
Autres instruments de taux de gré à gré	877	13	217	128	836	11	226	(11)
<b>Dérivés de change (*)</b>	<b>1 022</b>	<b>94</b>	<b>346</b>	<b>17</b>	<b>1 190</b>	<b>65</b>	<b>408</b>	<b>58</b>
Autres instruments de gré à gré	1 022	94	346	17	1 190	65	408	58
<b>TOTAL</b>	<b>1 899</b>	<b>107</b>	<b>563</b>	<b>145</b>	<b>2 026</b>	<b>76</b>	<b>634</b>	<b>47</b>

(\*) La ligne « dérivés de change » comprend la valeur comptable relative à la composante risque de change des Cross Currency Interest rate swaps. Ces dérivés sont désignés à la fois en couverture du risque de taux d'intérêt dans une relation de couverture de juste valeur et du risque de change dans une relation de couverture de flux de trésorerie et sont présentés aussi sur la ligne « Dérivés de taux et de change » dans le tableau « Détail des instruments désignés comme couverture de juste valeur ».

(en millions d'EUR)	31/12/2019	31/12/2020
Montant repris des capitaux propres et inclus dans le montant comptable d'un instrument non financier (cas d'une couverture de flux de trésorerie d'une transaction hautement probable)	néant	néant

### 3. Détail des instruments dérivés désignés comme couverture de portefeuilles

	31/12/2019			31/12/2020		
	Montant notionnel	Valeur comptable - Actif	Valeur comptable - Passif	Montant notionnel	Valeur comptable - Actif	Valeur comptable - Passif
		Instruments dérivés de couverture	Instruments dérivés de couverture		Instruments dérivés de couverture	Instruments dérivés de couverture
(en millions d'EUR)						
Couverture de la juste valeur de l'exposition de portefeuilles au risque de taux d'intérêt	5 635	75	776	5 476	46	571
<b>TOTAL</b>	<b>5 635</b>	<b>75</b>	<b>776</b>	<b>5 476</b>	<b>46</b>	<b>571</b>

### 4. Détail des instruments dérivés désignés comme couverture d'un investissement dans une entité étrangère

Néant.

#### b. Eléments couverts, par catégorie de risque et stratégie de couverture

##### 1. Couvertures de juste valeur

	31/12/2019			31/12/2020		
	Valeur comptable de l'élément couvert	Ajustements de couverture de juste valeur inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert	Variation de valeur de l'élément couvert utilisée aux fins de la comptabilisation de l'inefficacité de couverture, pour la période	Valeur comptable de l'élément couvert	Ajustements de couverture de juste valeur inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert	Variation de valeur de l'élément couvert utilisée aux fins de la comptabilisation de l'inefficacité de couverture, pour la période
(en millions d'EUR)						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 164	149	(353)	1 001	125	21
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	1 164	149	(353)	1 001	125	21
Titres au coût amorti	30 720	10 282	(206)	31 089	10 869	1 338
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	30 702	10 279	(207)	31 089	10 869	1 338
<i>Risque de change</i>	18	3	1			
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	95	11	(2)	68	8	(2)
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	95	11	(2)	68	8	(2)
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	12 856	5 505	753	12 950	6 403	1 291
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	12 856	5 505	753	12 950	6 403	1 291
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	233	21	(139)	218	26	4
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	233	21	(139)	218	26	4
Dettes représentées par un titre	42 166	843	441	41 213	1 053	278
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	42 166	843	441	41 213	1 053	278
<b>TOTAL (ACTIFS FINANCIERS MOINS DETTES FINANCIÈRES)</b>	<b>2 436</b>	<b>15 083</b>	<b>(110)</b>	<b>3 677</b>	<b>16 326</b>	<b>2 366</b>

## 2. Couvertures de flux de trésorerie

	31/12/2019			31/12/2020		
	Variation de valeur de l'élément couvert utilisée aux fins de la comptabilisation de l'inefficacité de couverture, pour la période	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de couverture de flux de trésorerie relative à des relations de couverture interrompues	Variation de valeur de l'élément couvert utilisée aux fins de la comptabilisation de l'inefficacité de couverture, pour la période	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de couverture de flux de trésorerie relative à des relations de couverture interrompues
(en millions d'EUR)						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(15)	12	4	4	7	
<i>Risque de change</i>	(15)	12	4	4	7	
Titres au coût amorti	39	(179)		(44)	(135)	
<i>Risque de change</i>	39	(179)		(44)	(135)	
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	(49)	(65)		(22)	(44)	
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	4	54		(2)	55	
<i>Risque de change</i>	(53)	(119)		(20)	(99)	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(47)	(198)	41	(14)	(212)	(43)
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	(37)	(208)	41	(9)	(217)	(43)
<i>Risque de change</i>	(10)	10		(5)	5	
Dettes envers la clientèle	169					
<i>Risque de taux d'intérêt</i>	169					
<b>TOTAL (ACTIFS FINANCIERS MOINS DETTES FINANCIÈRES)</b>	<b>(147)</b>			<b>(48)</b>		
<b>TOTAL</b>		<b>(429)</b>	<b>45</b>		<b>(384)</b>	<b>(43)</b>

## 3. Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère

Néant.

## 4. Couverture de la juste valeur de l'exposition de portefeuilles au risque de taux d'intérêt

	31/12/2019	31/12/2020
	Valeur comptable de l'élément couvert	Valeur comptable de l'élément couvert
(en millions d'EUR)		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	178	432
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	4 026	4 240
Dettes représentées par un titre	385	290

## c. Profil de l'échéance du montant nominal de l'instrument de couverture et prix ou taux moyens

### 1. Instruments dérivés désignés comme couverture de juste valeur

	31/12/2019				31/12/2020			
	Échéance				Échéance			
(en millions d'EUR)	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Dérivés de taux d'intérêt								
* Montant notionnel (en millions d'EUR)	5 582	4 013	27 679	22 937	3 622	2 130	28 488	23 497
* Taux d'intérêt fixe moyen	1,19 %	2,55 %	1,23 %	3,12 %	1,06 %	1,52 %	1,11 %	3,10 %
Dérivés de taux et de change								
* Montant notionnel (en millions d'EUR)	31		2 763	3 263	1 281	8	1 231	3 009
* Taux de change moyen EUR-USD			1,1603	1,2398	0,8177		1,0989	1,2068
* Taux de change moyen EUR-JPY								
* Taux de change moyen USD-JPY	105,9996		117,6471	116,9825	117,6471			116,9825
* Taux de change moyen USD-GBP				0,5599				0,5600
* Taux d'intérêt fixe moyen	2,50 %		2,11 %	3,27 %	2,58 %	2,79 %	1,71 %	3,19 %

## 2. Instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

(en millions d'EUR)	31/12/2019		31/12/2020			
	Échéance		Échéance			
	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Dérivés de taux d'intérêt						
* Montant notionnel (en millions d'EUR)	171	706	16	110	71	638
* Taux d'intérêt fixe moyen	2,91 %	3,82 %	3,84 %	1,57 %	5,48 %	3,70 %
Dérivés de change						
* Montant notionnel (en millions d'EUR)	872	149			1 054	136
* Taux de change moyen EUR-GBP	0,8596					
* Taux de change moyen USD-GBP		0,5079				0,5079
* Taux de change moyen EUR-USD					1,0842	

## d. Effet de la comptabilité de couverture dans l'état de résultat global consolidé

### 1. Couvertures de juste valeur

(en millions d'EUR)	31/12/2019		31/12/2020	
	Inefficacité de couverture reconnue dans le compte de résultat	Inefficacité de couverture reconnue directement en capitaux propres	Inefficacité de couverture reconnue dans le compte de résultat	Inefficacité de couverture reconnue directement en capitaux propres
	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Risque de taux d'intérêt	(220)		53	
Risque de change	1		3	
<b>TOTAL</b>	<b>(219)</b>		<b>56</b>	

### 2. Couvertures de flux de trésorerie

(en millions d'EUR)	31/12/2019			31/12/2020		
	Variation de la valeur de l'instrument de couverture reconnue en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Inefficacité de couverture reconnue en résultat	Montant reclassé de réserve de couverture de flux de trésorerie au résultat net - discontinuité de la couverture	Variation de la valeur de l'instrument de couverture reconnue en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Inefficacité de couverture reconnue en résultat	Montant reclassé de réserve de couverture de flux de trésorerie au résultat net - discontinuité de la couverture
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat
Risque de taux d'intérêt	128			(11)		
Risque de change	17			58		
<b>TOTAL</b>	<b>145</b>			<b>47</b>		

### 3. Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère

Néant

## 8. Analyse par segment et répartition géographique

### a. Analyse par segment

Ayant finalisé la cession de l'ensemble des franchises commerciales prévues dans le cadre de son plan de résolution, Dexia se consacre désormais pleinement à la gestion de ses actifs résiduels tout en veillant à préserver les intérêts des États actionnaires et garants du groupe et à éviter tout risque

systématique avec la mission de l'entreprise. En ligne avec le profil du groupe, la performance de Dexia est désormais appréhendée au niveau consolidé sur la base d'une seule division appelée « Gestion des activités en extinction », sans allocation spécifique de financement et de charges opérationnelles par segment d'activité.

### b. Répartition géographique

(en millions d'EUR)	Belgique	France	Irlande	Italie	Etats-Unis	Autres	Total
Au 31 décembre 2019							
<b>PRODUIT NET BANCAIRE <sup>(1)</sup></b>	<b>0</b>	<b>(130)</b>	<b>(140)</b>	<b>(96)</b>	<b>(371)</b>	<b>(9)</b>	<b>(746)</b>
Au 31 décembre 2020							
<b>PRODUIT NET BANCAIRE <sup>(1)</sup></b>	<b>(3)</b>	<b>(92)</b>	<b>88</b>	<b>(195)</b>	<b>(2)</b>	<b>(11)</b>	<b>(216)</b>

(1) Voir note 1.3 « Eléments significatifs repris dans le compte de résultat ».

La répartition géographique est déterminée par le pays de la société qui a comptabilisé la transaction et non pas par le pays de la contrepartie à la transaction.

# Rapport du collège des commissaires à l'assemblée générale de Dexia SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 - Comptes consolidés

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de Dexia SA (« la société ») et de ses filiales (conjointement « le groupe »), nous vous présentons notre rapport du collège des commissaires. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable. Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 20 mai 2020, conformément à la proposition de l'organe d'administration émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2022. Deloitte Réviseurs d'Entreprises a exercé le contrôle légal des comptes consolidés de Dexia SA durant 13 exercices consécutifs. Mazars Réviseurs d'Entreprises a exercé le contrôle légal des comptes consolidés de Dexia SA durant 4 exercices consécutifs.

## Rapport sur les comptes consolidés

### Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du groupe, comprenant l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2020, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et un tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes, contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives, dont le total de l'état de la situation financière consolidé s'élève à 114 427 millions EUR et dont l'état consolidé du résultat net (part du Groupe), se solde par une perte de l'exercice de 618 millions EUR.

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

### Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du collège des commissaires relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Paragraphe d'observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de présentation au compte de résultat consolidé, des produits et charges d'intérêts sur les instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat tel qu'exposé dans les notes 1.1.2.6 et 5.1 des annexes des comptes consolidés

## Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité le point clé de l'audit
<p><b>Description point clé 1 - Convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés</b> (Se référer à la note 1.1.1.2 et 1.4.1 de l'annexe aux comptes consolidés)</p> <p>L'activité du Groupe Dexia intervient dans le contexte particulier de la mise en œuvre du plan de résolution ordonné validé par la Commission Européenne le 28 décembre 2012. Ce plan, ultimement réexaminé et approuvé par le conseil d'administration du 14 décembre 2020, prend notamment en compte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes au plan d'affaires sont révisées dans le cadre des revues d'ensemble biennuelles, y compris les dernières conditions de marché observables et les évolutions comptables et réglementaires connues. Dans sa dernière actualisation, le plan d'affaires intègre notamment un scénario macro-économique « central », basé sur le scénario de référence de la BCE publié le 4 juin 2020, et des données de marché observables au 30 juin 2020 ;</li> <li>• Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire Dexia Crédit Local, ainsi que celui de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang « Investment Grade » ;</li> <li>• La poursuite de la résolution suppose que le Groupe Dexia conserve une bonne capacité de financement, qui repose en particulier sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois, ainsi que sur la capacité du groupe Dexia à collecter des financements sécurisés ;</li> <li>– Le renouvellement de la garantie des États belge et français à partir du 1er janvier 2022, approuvé par la Commission Européenne en date du 27 septembre 2019. Une loi validant cette prolongation a été votée en France le 29 décembre 2020 et un projet de loi, approuvé par le Conseil des Ministres, sera soumis à l'approbation du Parlement fédéral belge ;</li> <li>• Enfin, le groupe Dexia est sensible à l'évolution de son environnement macroéconomique et aux paramètres de marché, dont notamment les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de juste valeur, comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres, sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.</li> </ul> <p>L'appréciation de l'ensemble des éléments sous-tendant le plan d'affaires doit par ailleurs se faire dans le contexte complexe et évolutif particulier de crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19, tel que mentionné dans la note annexe 1.4.1.</p>	<p>Nous avons apprécié la dernière évaluation par le comité de direction et le conseil d'administration du groupe Dexia de la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation sur une période de douze mois à compter de la clôture de l'exercice, tel que prévu par la norme IAS 1 « Présentation des États Financiers » ainsi que les éléments sur lesquels cette évaluation se fonde et la documentation qui les sous-tend.</p> <p>Nous avons mis en œuvre, notamment, les diligences suivantes en application de la norme d'audit ISA 570 « Continuité d'exploitation » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par entretiens avec la direction et sur la base de la documentation mise à notre disposition, nous avons apprécié les éléments sur lesquels se fondent les projections de liquidités établies par Dexia ;</li> <li>• Nous avons apprécié la conception et la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne au titre de l'établissement des projections de liquidité ;</li> <li>• Nous avons pris connaissance des principaux ratios réglementaires (Liquidity Coverage Ratio, Common Equity Tier 1) calculés au 31 décembre 2020 et les avons comparés aux exigences applicables à cette date ;</li> <li>• Nous nous sommes enquis auprès du comité de direction et du conseil d'administration des hypothèses sous-tendant le plan d'affaires dans sa dernière actualisation à fin juin 2020, approuvé par le Conseil d'administration du 14 décembre 2020.</li> <li>• Nous avons pris connaissance des rapports trimestriels sur la stratégie de financement et la continuité opérationnelle, établis par Dexia Crédit Local à la demande de ses autorités de supervision et de la correspondance avec ces autorités ;</li> <li>• Concernant la crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19, nous avons pris connaissance de l'évaluation faite par la direction de ses effets sur la continuité du groupe Dexia.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié et pertinent des informations fournies en matière de continuité d'exploitation dans les notes annexes, y compris sur les incertitudes associées aux principales hypothèses sous-tendant l'établissement des comptes consolidés selon le principe de continuité d'exploitation.</p>

Il reste à ce jour des incertitudes relatives à la réalisation du plan d'affaires sous-tendant la continuité d'exploitation du groupe Dexia, sur la durée de la résolution, notamment :

- les conditions d'accès aux facilités de l'Eurosystème après 2021 ;
- l'existence de nouvelles règles comptables ou prudentielles non connues à date par la Direction du groupe ;
- la structure organisationnelle et juridique à terme du groupe Dexia.

Toutefois, à ce stade, la direction du groupe estime que ces incertitudes ne remettent pas en cause les fondamentaux de la résolution et que le maintien du principe de continuité d'exploitation est approprié pour l'établissement des comptes consolidés en conformité avec la norme IAS 1. Considérant l'ensemble des éléments présentés ci-dessus, nous considérons l'appréciation de la continuité d'exploitation comme un point clé de l'audit.

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité le point clé de l'audit
<p><b>Description point clé 2 - Conséquences du plan de cessions d'actifs du Groupe</b> (Se référer aux notes 1.1.6.2.1, 1.3 et 2.13 de l'annexe aux comptes consolidés))</p>	
<p>La mise en œuvre d'un programme de cessions d'actifs appelé « Remedial Deleveraging Plan » a été approuvée par le conseil d'administration du Groupe Dexia le 19 juillet 2019, comme mentionnée dans la note annexe 2.13 dédiée aux reclassements d'actifs financiers</p> <p>Cette décision a été analysée en lien avec la norme IFRS 9 comme un changement de modèle de gestion intervenu sur le second semestre 2019.</p> <p>En application de principes comptables IFRS 9, le changement du modèle de gestion a conduit à reclasser, en date du 1er janvier 2020 (i.e. le premier jour de la période de reporting suivante), les portefeuilles d'actifs financiers concernés, anciennement comptabilisés au coût amorti, vers les catégories « actifs financiers à la juste-valeur par capitaux propres » ou « actifs financiers à la juste-valeur par résultat » en fonction des modèles de gestion définis par la direction et approuvés par le conseil d'administration. L'effet du reclassement de ce portefeuille d'actifs d'un nominal de EUR 6 375 millions s'élève à EUR -104 millions sur le résultat 2020 et à EUR -92 millions sur les capitaux propres du groupe.</p> <p>Compte tenu des impacts dans les comptes consolidés et des effets comptables des changements de modèles de gestion dans le référentiel comptable IFRS, nous avons considéré la traduction comptable de la mise en œuvre du programme de cession d'actifs « Remedial Deleveraging Plan » comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons apprécié au regard du référentiel comptable applicable les conséquences comptables des décisions des instances de gouvernance actant le changement de modèle économique de plusieurs portefeuilles d'actifs financiers. Nous avons par ailleurs mis en œuvre les diligences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lecture des procès-verbaux des principaux comités de gouvernance ;</li> <li>• Rapprochement entre le portefeuille d'actifs pour lequel la gouvernance a acté un changement de modèle économique et le portefeuille d'actifs effectivement reclassés comptablement en date du 1er janvier 2020 ;</li> <li>• Analyse des critères retenus par la gouvernance pour classer les actifs financiers dans les catégories comptables avec impact en résultat ou en capitaux propres, et examen de leur conformité avec les normes comptables ;</li> <li>• Revue des écritures comptables de reclassement des actifs selon les règles retenues et applicables ;</li> <li>• Recours à nos experts pour procéder à un examen critique, sur base d'échantillon, de la valorisation à la juste-valeur des portefeuilles d'actifs reclassés.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons examiné les informations présentées en annexe aux comptes consolidés relatives à la mise en œuvre du « Remedial Deleveraging Plan », notamment celles relatives à la norme IFRS7 'Instruments financiers : informations à fournir'.</p>



Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité le point clé de l'audit
<p><b>Description point clé 3 - Risques opérationnels en lien avec les systèmes d'information</b> (Se référer à la note 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés)</p> <p>Dexia est dépendant pour ses activités opérationnelles, de la fiabilité et de la sécurité de ses systèmes d'information.</p> <p>Ses activités s'inscrivent en outre dans un contexte particulier de gestion en extinction de son portefeuille d'actifs, encadrée par un plan de résolution ordonnée validé par la Commission Européenne le 28 décembre 2012.</p> <p>Dans ce cadre, et afin d'assurer la continuité opérationnelle, le groupe Dexia a procédé à l'externalisation de la fonction informatique (développements, production et infrastructure) et des back-offices à un prestataire de services externe. Le groupe Dexia a également choisi à partir de l'exercice 2018 de confier le renouvellement et la gestion de l'infrastructure de son système informatique à ce même prestataire.</p> <p>La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 a par ailleurs contraint l'ensemble des collaborateurs à faire usage du travail à distance pour assurer la continuité des activités. Les mesures prises par le Groupe à cet égard l'ont exposé à des nouveaux risques, notamment liés à l'ouverture des systèmes d'information, pour permettre l'accès à distance aux applications de traitement des opérations.</p> <p>Dans ce contexte spécifique, la maîtrise du risque opérationnel lié à la performance des systèmes d'information et aux traitements automatisés de l'information comptable et financière apparaît comme un point clé de notre audit.</p>	<p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques déployés tout au long des chaînes de traitement de l'information comptable et financière représente une étape importante de notre approche d'audit.</p> <p>Les travaux que nous avons mis en œuvre, pour certains, directement chez le prestataire de service, avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prendre connaissance de la cartographie des systèmes d'information, des processus et des contrôles qui sous-tendent la production de l'information comptable et financière ;</li> <li>• Examiner la manière dont le groupe Dexia a traité les impacts des principaux incidents informatiques de l'exercice ainsi que les plans d'action correctifs mis en place ;</li> <li>• Apprécier l'efficacité des contrôles généraux informatiques dans un contexte marqué par la crise sanitaire Covid-19 et le recours au télétravail des collaborateurs du Groupe (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique), et des contrôles automatiques clés dans les systèmes d'information significatifs ;</li> <li>• Réaliser des diligences approfondies sur les écritures comptables manuelles, portant notamment sur le contrôle des habilitations en saisie, et l'analyse des écritures et de leur documentation ;</li> <li>• Prendre connaissance du dispositif de contrôle et de supervision déployé par Dexia dans le cadre de cette prestation de service essentielle externalisée ;</li> <li>• Procéder à une revue de la gouvernance mise en place par le Groupe pour assurer la résilience des systèmes d'information dans le contexte de crise liée à la pandémie de Covid-19.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons également examiné les informations présentées en annexe aux comptes consolidés relatives aux risques opérationnels en lien avec les systèmes d'information.</p>

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité le point clé de l'audit
<p><b>Description point clé 4 - Appréciation du risque de crédit et évaluation des dépréciations</b> <i>(Se référer aux notes 1.1.6.2.5, 1.4.1, 2.4 à 2.7, 3.6, 5.10 et 7.2 de l'annexe aux comptes consolidés)</i></p> <p>Les dépréciations comptabilisées par le groupe Dexia pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités bancaires sont déterminées selon les dispositions de la norme IFRS 9, et donc le principe de provisionnement des pertes de crédit attendues.</p> <p>L'évaluation des pertes de crédit attendues pour les actifs financiers requiert l'exercice du jugement de la direction, en particulier dans le contexte d'incertitude relatif à la crise mondiale liée à la pandémie Covid-19, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprécier le niveau de risque de crédit et l'existence d'une éventuelle augmentation significative du risque de crédit pour classer les encours en phase 1 et phase 2 ;</li> <li>• Apprécier le niveau de risque de crédit et l'apparition d'une indication objective de perte pour classer les encours en phase 3 ;</li> <li>• Estimer pour chaque phase le montant des pertes attendues ;</li> <li>• Etablir, dans un environnement incertain, des projections macro-économiques qui sont intégrées à la fois dans les critères d'augmentation du risque de crédit, ainsi que dans la mesure des pertes attendues ;</li> <li>• Identifier les secteurs sensibles impactés par la crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 et apprécier l'effet de la crise sur l'appréciation du risque de crédit des contreparties concernées.</li> </ul> <p>Au 31 décembre 2020, le montant brut des actifs financiers exposés au risque de crédit s'élève à EUR 82 858 millions ; le montant total des dépréciations s'élève à EUR 455 millions, et le coût du risque de crédit du groupe Dexia sur l'exercice 2020 est une dotation nette de EUR 169 millions.</p> <p>Dans la mesure où le classement des encours dans les différentes phases de risque de crédit et la détermination des pertes attendues fait appel au jugement et aux estimations de la direction dans un contexte marqué par la crise sanitaire Covid-19, nous avons considéré que l'appréciation du niveau de risque de crédit constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons apprécié la conception et la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne au titre du risque de crédit du groupe Dexia et avons testé l'efficacité des contrôles clés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues.</p> <p>Nous avons mis en œuvre, notamment, les diligences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gouvernance : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne encadrant la définition et la validation des modèles de dépréciations et des paramètres retenus pour le calcul de ces dépréciations, des travaux et des conclusions de la direction des risques portant sur la validation interne des modèles de dépréciation IFRS 9 ;</li> <li>– Nous avons porté une attention particulière sur l'appréciation par le management des effets de la crise sanitaire sur le niveau de provisionnement des encours de crédit.</li> </ul> </li> <li>• Classement des encours par phase : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Nous avons procédé au contrôle du classement correct des encours ;</li> <li>– Nous avons apprécié l'évaluation faite par le Groupe des effets de la crise sanitaire sur le classement des actifs, et notamment la mise en place d'une provision collective sur les expositions sensibles à la crise sanitaire Covid-19 ;</li> <li>– Avec l'aide de nos experts en charge du risque de crédit, nous avons apprécié la méthodologie retenue par le groupe Dexia pour mesurer la dégradation du risque de crédit et sa correcte implémentation opérationnelle dans les systèmes d'information.</li> </ul> </li> <li>• Evaluation des pertes attendues : <ul style="list-style-type: none"> <li>– Nous avons apprécié les méthodologies de détermination des paramètres de calcul de pertes retenues et leurs évolutions dans le contexte de la crise, leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information, et l'efficacité des contrôles clés relatifs à la qualité des données ;</li> <li>– Pour les dépréciations spécifiques sur les actifs financiers classés en phase 3, nous avons apprécié, sur base d'un échantillon de dossiers, les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations.</li> <li>– Nous avons par ailleurs apprécié le caractère raisonnable et approprié des projections macro-économiques établies par la direction, la définition des différents scénarios et leur niveau de pondération retenu par le Groupe.</li> </ul> </li> </ul> <p>Enfin, nous avons examiné les informations publiées en annexe, notamment les éléments qualitatifs et quantitatifs relatifs aux effets de crise mondiale liée à la pandémie Covid-19 sur l'appréciation du risque de crédit.</p>

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité le point clé de l'audit
<p><b>Description point clé 5 - Valorisation des instruments financiers classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur</b> (Se référer aux notes 1.1.7, 2.3, 2.4, 3.1, 4.1, 5.3, 5.4, 7.1 de l'annexe aux comptes consolidés)</p> <p>Dans le cadre de ses activités de marché, le groupe Dexia détient des instruments financiers qui sont classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur. Ces instruments sont comptabilisés à la valeur de marché sur la base de modèles de valorisation, incluant des paramètres significatifs non observables ou ne pouvant être corroborés directement par des données de marché.</p> <p>Les valorisations obtenues peuvent faire l'objet d'ajustements de valeur complémentaires afin de prendre en compte certains risques de marché, de liquidité et de contrepartie, notamment pour les dérivés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Credit Value Adjustment (CVA) : prise en compte du risque de défaut de la contrepartie ;</li> <li>• Debit Value Adjustment (DVA) : prise en compte du risque de crédit propre de Dexia ;</li> <li>• Funding Value Adjustment (FVA) : prise en compte des coûts de financement pour les dérivés non collatéralisés ;</li> <li>• et l'utilisation d'une courbe d'actualisation fondée sur un taux jour le jour (OIS).</li> </ul> <p>Les techniques retenues par le groupe Dexia pour procéder à la valorisation des instruments financiers, ainsi qu'à la détermination des ajustements de valeur complémentaires, comportent une part significative de jugement quant aux méthodologies définies, aux choix des paramètres de valorisation et d'ajustements de juste valeur, ainsi que dans la sélection et l'utilisation de modèles de valorisation interne.</p> <p>Ces instruments financiers classés en niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur, détaillés en note annexe 7.1, représentent EUR 16 694 millions à l'actif et EUR 33 307 millions au passif du bilan consolidé au 31 décembre 2020.</p> <p>En raison du caractère matériel des encours, du recours significatif au jugement pour la détermination de la valeur de marché et des incertitudes liées aux effets de la crise sanitaire sur les marchés financiers, nous estimons que l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 3 constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence des contrôles clés définis et mis en œuvre par le groupe Dexia dans le cadre des processus de valorisation des instruments financiers classés en niveau 3, notamment ceux relatifs à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La gouvernance mise en place par la direction des risques en matière de contrôle des modèles de valorisation ;</li> <li>• La vérification indépendante des paramètres de valorisation : nous avons notamment analysé la pertinence des sources de données utilisées et nous avons apprécié le respect de la hiérarchie de ces sources ;</li> <li>• La détermination des ajustements de juste valeur : nous avons notamment analysé la pertinence des méthodologies mises en œuvre, procédé à une revue analytique des impacts, examiné la réconciliation avec les données comptables et apprécié le niveau des réserves comptabilisées.</li> </ul> <p>Nous nous sommes appuyés sur nos experts en valorisation pour procéder, sur la base d'échantillons, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La revue du niveau des réserves significatives comptabilisées au titre de l'incertitude portant sur les modèles de valorisation ;</li> <li>• L'analyse de la pertinence des paramètres de valorisation retenus ;</li> <li>• La revue indépendante des valorisations en utilisant nos propres modèles.</li> </ul> <p>Nous avons procédé à l'examen du dispositif de calcul et d'échange de collatéral sur les instruments dérivés et avons analysé les principaux écarts de calcul avec les contreparties pour ces instruments afin de conforter notre évaluation de la fiabilité des valorisations de Dexia.</p> <p>Par ailleurs, nous nous sommes assurés de l'absence d'évolution significative en matière de critères classement des instruments financiers retenus par le Groupe dans les niveaux de juste valeur tels que définis par la norme IFRS 13.</p> <p>Enfin, nous avons examiné les informations publiées en annexe aux comptes consolidés relatives à la valorisation des instruments financiers au regard des exigences de la norme IFRS 13.</p>

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité le point clé de l'audit
<p><b>Description point clé 6 – Identification et évaluation des provisions pour risques juridique relatif aux litiges</b>  <i>(Se référer à la note 3.6 Provisions de l'annexe aux comptes consolidés et à la section Litiges du chapitre « Gestion des Risques » du rapport de gestion auquel cette note 3.6 fait référence et où le conseil d'administration décrit les principaux litiges auxquels le groupe Dexia est exposé)</i></p>	
<p>Dans le cadre de ses activités, le groupe Dexia est impliqué dans un certain nombre de risques juridiques et de litiges.</p> <p>Les conséquences, telles qu'évaluées par le Groupe au vu des informations à sa disposition à la date de clôture, des principaux litiges, dont notamment ceux relatifs aux activités de « share leasing » aux Pays-Bas et aux enquêtes susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, les résultats ou les actifs du Groupe, sont reflétées dans les comptes consolidés.</p> <p>Le Groupe s'est conformé aux dispositions d'IAS 37 pour évaluer et enregistrer des provisions pour certains risques. La comptabilisation d'une provision ou d'un passif éventuel visant à couvrir ce risque juridique nécessite par nature l'utilisation du jugement en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges pouvant en découler.</p> <p>En raison de la nature des procédures en cours à l'encontre du groupe Dexia et compte tenu de ce caractère estimatif des provisions, nous considérons le risque juridique relatif aux litiges comme un point clé de notre audit.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle interne et testé l'efficacité des contrôles clés du processus d'estimation des provisions pour litiges.</p> <p>Ces contrôles concernent principalement l'identification des dossiers à provisionner selon les motifs du contentieux et la détermination des montants des provisions selon les méthodologies définies par le groupe Dexia.</p> <p>Nos travaux de clôture ont porté principalement sur les diligences suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mener des entretiens avec le comité de direction et plus particulièrement la direction juridique du groupe Dexia;</li> <li>• examiner les motifs des contentieux et nous assurer du caractère approprié de l'existence des provisions enregistrées selon les hypothèses retenues par le Groupe;</li> <li>• évaluer les principes et les hypothèses retenus par le Groupe pour l'estimation du montant des provisions pour litiges;</li> <li>• interroger les cabinets d'avocats avec lesquels le groupe Dexia est amené à travailler afin d'obtenir et de revoir l'évaluation des litiges faite par ceux-ci.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe 3.6 de l'annexe aux comptes consolidés au titre des provisions pour risques et charges.</p>

## Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes consolidés

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre le groupe en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

## Responsabilités du collège des commissaires relatives à l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du collège des commissaires contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes consolidés en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la société ni quant à l'efficacité ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-

détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du collège des commissaires sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du collège des commissaires. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le groupe à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle ;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du collège des commissaires, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

## Autres obligations légales et réglementaires

### Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

### Responsabilités du collège des commissaires

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés, la déclaration non financière annexée à celui-ci et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

### Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés et aux autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice et a été établi conformément à l'article 3:32 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

L'information non financière requise par l'article 3:32, § 2 du Code des sociétés et des associations est reprise dans une section distincte « Déclaration non financière – Responsabilité sociale, environnementale et sociétale des entreprises » dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés. Pour l'établissement de cette information non financière, le groupe Dexia s'est basé sur les dispositions de la loi du 3 septembre 2017, relative à la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés ou certains groupes, qui transpose la directive 2014/95/EU. Conformément à l'article 3:80 § 1, 5° du Code des sociétés et des associations, nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si cette information non financière est établie conformément aux dispositions de la loi du 3 septembre 2017 précitée.

### Mentions relatives à l'indépendance

- Nos cabinets de révision et nos réseaux n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et nos cabinets de révision sont restés indépendants vis-à-vis du groupe au cours de notre mandat.

### Autres mentions

Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Signé à Zaventem et Bruxelles

Le Collège des Commissaires

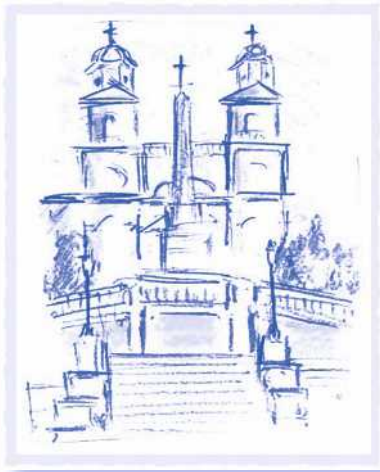
Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL  
Représentée par Franky Wevers

Mazars Réviseurs d'Entreprises SCRL  
Représentée par Xavier Doyen



168	Bilan
169	Hors bilan
170	Compte de résultat
171	Annexe aux comptes annuels
189	Rapport du collège des commissaires à l'assemblée générale de Dexia SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2020





Comptes sociaux  
États financiers au 31 décembre 2020

# Bilan

## (avant répartition du résultat)

<b>ACTIF</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2020</b>
(en EUR)		
<b>ACTIFS IMMOBILISÉS</b>	<b>93 278 440</b>	<b>93 221 512</b>
II. Immobilisations incorporelles	62 961	30 451
III. Immobilisations corporelles	72 540	49 622
B. Installations, machines et outillage	4 190	2 698
C. Mobilier et matériel roulant	60 264	43 660
E. Autres immobilisations corporelles	8 086	3 264
IV. Immobilisations financières	93 142 939	93 141 439
A. Entreprises liées	93 141 389	93 141 389
1. Participations	93 141 389	93 141 389
C. Autres immobilisations financières	1 550	50
2. Créances et cautionnements en numéraire	1 550	50
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>739 725 204</b>	<b>727 660 830</b>
V. Créances à plus d'un an	100 692 125	100 839 247
B. Autres créances	100 692 125	100 839 247
VII. Créances à un an au plus	1 840 405	1 293 587
A. Créances commerciales	1 108 764	772 461
B. Autres créances	731 641	521 126
VIII. Placements de trésorerie	633 677 126	622 486 420
B. Autres placements	633 677 126	622 486 420
IX. Valeurs disponibles	2 275 349	1 720 168
X. Comptes de régularisation	1 240 199	1 321 408
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>833 003 644</b>	<b>820 882 342</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2020</b>
(en EUR)		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>731 072 446</b>	<b>719 274 321</b>
I. Apport	2 400 000 000	2 400 000 000
A. Capital	500 000 000	500 000 000
1. Capital souscrit	500 000 000	500 000 000
B. En dehors du capital	1 900 000 000	1 900 000 000
1. Primes d'émission	1 900 000 000	1 900 000 000
IV. Réserves	322 880 172	322 880 172
A. Réserves indisponibles	50 000 000	50 000 000
1. Réserve légale	50 000 000	50 000 000
C. Réserves disponibles	272 880 172	272 880 172
V. Bénéfice (+) / Perte (-) reporté(e)	263 274 948	(1 991 807 726)
V. bis. Perte (-) de l'exercice <sup>(1)</sup>	(2 255 082 674)	(11 798 125)
<b>PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>	<b>53 338 694</b>	<b>52 447 499</b>
VII. A. Provisions pour risques et charges	53 338 694	52 447 499
5. Autres risques et charges	53 338 694	52 447 499
<b>DETTES</b>	<b>48 592 504</b>	<b>49 160 522</b>
VIII. Dettes à plus d'un an	39 788 000	39 788 000
A. Dettes financières	39 788 000	39 788 000
1. Emprunts subordonnés	39 788 000	39 788 000
IX. Dettes à un an au plus	8 406 651	9 158 588
C. Dettes commerciales	2 324 992	3 031 070
1. Fournisseurs	2 324 992	3 031 070
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	2 477 494	2 056 617
1. Impôts	93 638	161 106
2. Rémunérations et charges sociales	2 383 856	1 895 511
F. Autres dettes	3 604 165	4 070 901
X. Comptes de régularisation	397 853	213 934
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>833 003 644</b>	<b>820 882 342</b>

(1) Voir la note 1 de l'annexe aux comptes annuels.

## Hors bilan

(en EUR)	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>Droits et engagements divers:</b>		
Garantie des Etats français et belge relative au portefeuille Financial Products <sup>(1)</sup>	PM	PM
Garanties constituées par des tiers pour compte de l'entreprise	302 973	302 973
Garanties réelles constituées sur avoirs propres	308 889	308 889
Emission de participations bénéficiaires	PM	PM
Engagement envers Dexia Nederland NV	PM	PM
Engagement autres <sup>(2)</sup>	PM	PM

(1) Voir la note 4.4.C. des comptes consolidés

(2) Voir la note 4.4. « droits et engagements hors bilan »

# Compte de résultats

(en EUR)	31/12/2019	31/12/2020
I. Ventes et prestations	7 432 733	9 816 991
D. Autres produits d'exploitation	6 976 390	9 016 991
E. Produits d'exploitation non récurrents	456 343	800 000
II. Coût des ventes et des prestations	(23 844 773)	(19 063 811)
B. Services et biens divers	(12 474 129)	(9 806 505)
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	(8 871 181)	(8 629 159)
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	(174 135)	(68 898)
F. Provisions pour risques et charges : dotations (-)	(150 840)	(150 838)
G. Autres charges d'exploitation	(207 072)	(52 524)
I. Charges d'exploitation non récurrentes	(1 967 416)	(355 887)
III. Perte (-) d'exploitation	(16 412 040)	(9 246 820)
IV. Produits financiers	11 784 969	219 336
A. Produits financiers récurrents	7 567 917	219 336
2. Produits des actifs circulants	243 402	215 987
3. Autres produits financiers	7 324 515	3 349
B. Produits financiers non récurrents	4 217 052	0
V. Charges financières	(2 252 459 201)	(3 386 746)
A. Charges financières récurrentes	(1 709 550)	(3 291 174)
1. Charges des dettes	(31 199)	(30 892)
3. Autres charges financières	(1 678 351)	(3 260 282)
B. Charges financières non récurrentes	(2 250 749 651)	(95 572)
VI. Perte (-) de l'exercice avant impôts	(2 257 086 272)	(12 414 230)
VIII. Impôts sur le résultat	2 003 598	616 105
A. Impôts	(4 330 270)	(7 000)
B. Régularisation d'impôts et reprise de provisions fiscales	6 333 868	623 105
IX. Perte (-) de l'exercice	(2 255 082 674)	(11 798 125)
XI. Perte (-) de l'exercice à affecter	(2 255 082 674)	(11 798 125)
Bénéfice (perte) reporté(e) de l'exercice précédent	263 274 948	(1 991 807 726)
Perte (-) de l'exercice à affecter	(2 255 082 674)	(11 798 125)
<b>PERTE (-) A AFFECTER</b>	<b>(1 991 807 726)</b>	<b>(2 003 605 851)</b>

# Annexe aux comptes annuels

## 1. Présentation des comptes annuels

Dexia présente ses comptes annuels avant affectation. L'exercice 2020 clôture avec une perte de EUR -11,8 millions. La perte reportée de l'exercice précédent étant de EUR -1 991,8 millions, il en résulte que la perte totale à affecter est de EUR -2 003,6 millions.

## 2. Comptes annuels et plan comptable

Dexia est une société anonyme et compagnie financière de droit belge dont le capital est représenté par 420.134.302 actions sans désignation de valeur nominale exclusivement nominatives, non négociables sur le marché Euronext et non convertibles en actions dématérialisées, dont 418 408 714 sont détenues par les Etats belge et français au 31 décembre 2020 .

Dexia est soumise au droit commun des comptes annuels tel que déposé dans le nouveau Code des sociétés et des associations (CSA) du 23 mars 2019 et son arrêté royal d'exécution du 29 avril 2019.

Dès lors, le plan comptable de Dexia est conforme dans sa teneur, sa présentation et sa numérotation au plan comptable visé par l'arrêté royal du 29 avril 2019. Les comptes prévus au plan comptable qui sont sans objet pour l'entreprise ne figurent pas dans la publication.

Les comptes annuels sont présentés en EUR.

## 3. Règles d'évaluation

### 3.1. Règles générales

#### 3.1.1. LÉGISLATION

Les règles d'évaluation de Dexia sont conformes à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du CSA.

Si la législation prévoit des options ou autorise une dérogation, les règles d'évaluation figurant ci-dessous mentionnent l'option qui a été retenue ou si une telle dérogation a été appliquée.

#### 3.1.2. CONVERSION DES DEVICES EN EUR

Les avoirs, dettes, droits et engagements monétaires libellés en devises sont convertis en EUR en croisant les parités de l'EUR contre chacune des devises en fonction des cours moyens indicatifs du jour de clôture.

Les éléments non monétaires sont convertis en EUR en croisant les parités de l'EUR contre chacune des devises en fonction du cours de la date de l'opération.

Les produits et charges en devises sont convertis en EUR en croisant les parités de l'EUR contre chacune des devises en fonction du cours de la date de la prise en résultat.

### 3.2. Actif

#### 3.2.1. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT (RUBRIQUE I.)

Tous les frais d'établissement sont pris en charge à 100 % durant l'exercice de leur dépense.

#### 3.2.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (RUBRIQUE II.)

Les achats de licences, les coûts externes liés au développement de logiciels et à la confection du site web du groupe Dexia sont portés à l'actif en immobilisations incorporelles lorsque la valeur d'acquisition est au moins égale à EUR 1.000 hors tva par article ou, si la livraison s'effectue par livraisons partielles de moins de EUR 1.000, lorsque le montant global atteint le critère de EUR 1.000. A partir de l'exercice comptable 2021, ce seuil de EUR 1.000 hors tva sera ramené à EUR 500 tva comprise.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période maximale de cinq ans.

Par ailleurs, les frais internes afférents au développement et à l'exploitation des logiciels et du site web sont entièrement pris en charge lors de l'exercice comptable au cours duquel ils ont été exposés.

Des amortissements exceptionnels sont pratiqués afin d'aligner la valeur comptable des immobilisations incorporelles sur leur valeur d'utilisation pour l'entreprise et ce, en raison de leur altération ou de modifications des circonstances économiques ou technologiques. Les amortissements exceptionnels font l'objet de reprise s'ils ne sont plus justifiés.

#### 3.2.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (RUBRIQUE III.)

Les immobilisations corporelles figurent à l'actif pour autant que leur valeur d'acquisition atteigne le seuil de EUR 1 000 hors tva par article. A partir de l'exercice comptable 2021, ce seuil de EUR 1.000 est ramené à EUR 500 tva comprise.

Le cas échéant, des amortissements exceptionnels sont pratiqués afin d'aligner la valeur comptable des immobilisations sur leur valeur d'utilisation pour l'entreprise et ce, en raison de leur altération ou de modifications des circonstances économiques ou technologiques. Les amortissements exceptionnels font l'objet de reprise s'ils ne sont plus justifiés.

#### 3.2.4. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (RUBRIQUE IV.)

Les participations, actions et parts sont portées au bilan pour leur prix d'acquisition ou leur valeur d'apport. Les frais accessoires d'acquisition sont mis à charge de l'exercice d'acquisition.

Des réductions de valeur sont enregistrées si une moins-value ou une dépréciation durable apparaît. Celles-ci ressortent de la position, de la rentabilité ou des prévisions de la société dans laquelle les actions et/ou parts sont détenues.

Les participations, actions et parts peuvent également être réévaluées. Il faut pour cela que leur valeur, déterminée sur la base de leur utilité pour l'entreprise, présente un excédent certain et durable par rapport à leur valeur comptable.

Les créances figurant sous les immobilisations financières sont évaluées selon les mêmes principes que les créances à plus d'un an et à un an au plus.

### **3.2.5. CRÉANCES À PLUS D'UN AN ET À UN AN AU PLUS (RUBRIQUES V. ET VII.)**

Les créances doivent être inscrites au bilan à leur valeur nominale et font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est incertain.

### **3.2.6. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET VALEURS DISPONIBLES (RUBRIQUES VIII. ET IX.)**

Les avoirs en compte sont évalués à leur valeur nominale.

Les titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition tandis que les frais accessoires d'acquisition de ces titres sont mis à charge de l'exercice.

À la clôture de l'exercice, les placements de trésorerie et les valeurs disponibles font l'objet de réductions de valeur si leur valeur de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

Des réductions de valeur complémentaires sont actées pour tenir compte soit de l'évolution de la valeur de réalisation ou de marché, soit des aléas justifiés par la nature des avoirs en cause ou de l'activité exercée.

## **3.3. Passif**

### **3.3.1. PLUS-VALUES DE RÉÉVALUATION (RUBRIQUE III.)**

Les participations et actions qui font partie des immobilisations financières peuvent être réévaluées lorsque leur valeur, établie sur la base de leur utilité pour l'entreprise, excède de façon certaine et durable leur valeur comptable.

Les plus-values de réévaluation sont maintenues dans cette rubrique jusqu'à la réalisation des actifs concernés ou leur incorporation au capital.

### **3.3.2. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (RUBRIQUE VII.)**

À la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir tous les risques prévisibles ou pertes éventuelles nés au cours de l'exercice et des exercices antérieurs et, dans le cas d'une obligation, le montant estimé nécessaire afin de l'honorer à la date de clôture du bilan.

Les provisions afférentes aux exercices antérieurs sont régulièrement revues et reprises en résultat si elles sont devenues sans objet.

### **3.3.3. DETTES À PLUS D'UN AN ET À UN AN AU PLUS (RUBRIQUES VIII. ET IX.)**

Les dettes sont comptabilisées au bilan à leur valeur nominale.

## **3.4. Rubriques hors bilan**

Les rubriques hors bilan sont mentionnées pour la valeur nominale des droits et engagements figurant au contrat ou, à défaut, pour leur valeur estimée.

## **4. Note sur les comptes annuels**

Dexia est une société de tête transfrontalière qui dispose d'un établissement stable situé à Paris, 1, passerelle des Reflets, Tour CBX – La Défense 2, F-92919 Paris. D'un point de vue comptable, les comptes statutaires de Dexia intègrent les comptes de Bruxelles, siège social de Dexia, ainsi que ceux de l'établissement stable français.

### **CONTINUITÉ D'EXPLOITATION (GOING CONCERN)**

Les états financiers statutaires de Dexia au 31 décembre 2020 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (going concern). Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe ayant fait l'objet d'une décision par la Commission européenne en décembre 2012 et réévaluées sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Les principales hypothèses retenues par le management pour la préparation des comptes statutaires au 31 décembre 2020 et les zones d'incertitude, renforcées en particulier par la situation liée à la pandémie de Covid-19, sont résumées ci-dessous :

- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire de Dexia Crédit Local ainsi que le maintien de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang Investment Grade.
- La poursuite de la résolution suppose que Dexia conserve une bonne capacité de financement qui repose notamment sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés. La confirmation par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de liquidité accordée par les États belge et français au-delà du 31 décembre 2021, pour un montant maximal de EUR 75 milliards, constitue un élément de soutien essentiel à la poursuite de la résolution ordonnée du groupe. Une loi validant cette prolongation a été votée en France le 29 décembre 2020 et un projet de loi, approuvé en décembre 2020 par le Conseil des Ministres, sera soumis à l'approbation du Parlement fédéral belge dans les prochaines semaines.
- Bien que gérant ces risques de façon très proactive, le groupe Dexia demeure très sensible à l'évolution de l'environnement macro-économique et aux paramètres de marché tels que les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres et sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.

- En particulier, compte tenu des décisions prises par le conseil d'administration en 2019, relatives à la mise en œuvre d'un plan de cession d'actifs pour un total d'environ EUR 13 milliards<sup>(1)</sup>, Dexia est exposé à l'évolution de juste valeur de ces actifs jusqu'à leur cession effective.

- Le groupe est par ailleurs exposé à certains risques opérationnels, propres à l'environnement de résolution dans lequel il opère et qui ont été renforcés par le contexte de travail à distance imposé par la pandémie de Covid-19.

- Enfin, des incertitudes résiduelles liées, par exemple, à de nouvelles évolutions des règles comptables et prudentielles sur la durée de la résolution du groupe pourraient provoquer une modification significative de la trajectoire de résolution initialement anticipée.

Lors de son appréciation de la pertinence de la continuité d'exploitation, la direction a examiné chacune de ces hypothèses et zones d'incertitudes.

- Depuis l'entrée du groupe en résolution ordonnée, Dexia a continuellement réduit son besoin de financement et rallongé la maturité des financements levés, dans une optique de gestion prudente de sa liquidité. L'accélération des ventes d'actifs décidée au cours de l'été 2019 a notamment permis une baisse de EUR 4,6 milliards des besoins de financement du groupe par rapport à fin décembre 2019, confortée par la réduction rapide du besoin de financement en dollar US.

En 2020, malgré le contexte de crise particulièrement sévère lié à la pandémie de Covid-19, Dexia a exécuté l'intégralité de son programme de refinancement à long terme à des conditions proches de son objectif budgétaire. Le groupe a également démontré sa capacité à mobiliser d'importantes réserves de liquidité sur le marché de la dette sécurisée, resté actif, sans faire appel aux facilités de la Banque centrale européenne (BCE). Ainsi, Dexia a pu maintenir une réserve de liquidité jugée adéquate avec la restriction de l'accès au financement de la BCE annoncé le 21 juillet 2017<sup>(2)</sup> et qui, au 31 décembre 2020, s'élève à EUR 18,5 milliards, dont EUR 11 milliards sous forme de cash.

Par ailleurs, en 2021, Dexia a exécuté deux transactions publiques à long terme en euro et en livre sterling, pour des montants respectifs de EUR 1,5 milliard et GBP 750 millions, représentant près de la moitié du programme de refinancement à long terme prévu pour l'année.

- Dans le cadre des revues semestrielles de la trajectoire financière du groupe, et dans le contexte spécifique lié à la pandémie de Covid-19, une mise à jour des projections financières a été présentée au conseil d'administration de Dexia le 14 décembre 2020. Elle intègre notamment un scénario macro-économique « central », basé sur le scénario de référence de la BCE, globalement comparable aux prévisions publiées par la Commission européenne en novembre 2020. Ce scénario prévoit une reprise économique graduelle à partir de 2021, sans retour à la situation d'avant-crise avant 2023 et une période prolongée de taux d'intérêt très bas, ce qui se traduit par une augmentation du coût du risque et du besoin de financement du groupe par rapport au scénario pré-crise, et par une érosion continue de son résultat de transformation. Afin de refléter l'incertitude macro-économique autour du scénario central, Dexia a également construit un scénario amélioré et un scénario dégradé. Ceux-ci prennent en compte une déviation de deux écarts type sur les indicateurs macro-économiques pour un horizon de projection de 3 ans.

Cette déviation est calibrée en comparant les projections macro-économiques des années passées avec les évolutions macro-économiques réellement constatées. Les pertes de crédit attendues résultantes sont ainsi obtenues en pondérant le scénario central avec le scénario amélioré et le scénario dégradé, dans cette plage d'incertitude. Pour le portefeuille de crédit de Dexia, les pertes attendues étant globalement plus sensibles au scénario dégradé qu'au scénario amélioré, la prise en compte des incertitudes autour du scénario central se traduit par une augmentation nette des provisions, comparativement au scénario central seul.

À la date d'arrêt des états financiers du groupe, l'impact sur le coût du risque du groupe Dexia demeure contenu, à EUR -169 millions. L'augmentation des provisions collectives attribuable au Covid-19 se concentre essentiellement et par ordre décroissant, sur les souverains les moins bien notés, les secteurs « financement de projets » et « grandes entreprises » fragilisés par la crise sanitaire et les établissements financiers les moins bien notés. À ce stade, Dexia ne prévoit pas de hausse significative de provisions sur les souverains de la zone euro.

- La Direction a également tenu compte des contraintes et incertitudes de son modèle opérationnel ainsi que des risques liés à la continuité d'exploitation, inhérents au caractère de banque en résolution de Dexia. Dans le contexte spécifique lié à la pandémie de Covid-19, la Direction a notamment pris des mesures appropriées pour atténuer ce risque, en particulier via la mise en place d'une cellule de crise et le déploiement du télétravail afin de protéger ses équipes. L'ensemble des travaux menés sur les systèmes d'information depuis 2017, en particulier le projet ambitieux de rénovation de l'infrastructure informatique, ont permis d'assurer le déploiement rapide et généralisé du télétravail à l'ensemble des collaborateurs et d'assurer ainsi pleinement la continuité opérationnelle de la banque.

- Bien que ralentie par le contexte de la crise du Covid-19, l'exécution du plan de cession d'actifs s'est poursuivie en 2020. La sensibilité au risque de crédit liée aux actifs classés à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par capitaux propres, a été réduite au cours de l'année, passant de EUR 6,4 millions en janvier 2020 à EUR 4,3 millions par point de base au 31 décembre 2020, pour l'ensemble des actifs évalués à la juste valeur.

En conséquence, après avoir tenu compte de l'ensemble de ces éléments et incertitudes développés en partie à l'annexe 4 aux comptes statutaires du présent rapport annuel, la direction de Dexia confirme qu'au 31 décembre 2020, ils ne remettent pas en cause les fondamentaux de la résolution ordonnée du groupe ni l'appréciation de l'application de la convention de continuité d'exploitation. Par conséquent, les états financiers peuvent être préparés selon les règles applicables à la continuité d'exploitation.

(1) Impact sur la réduction de la dette en 2022 du plan validé par le conseil d'administration le 19 juillet 2019.

(2) La BCE a annoncé le 21 juillet 2017 la fin de l'accès à l'Eurosystème pour les structures de liquidation à partir du 31 décembre 2021.

## 4.1. Total du bilan (avant affectation)

Le total du bilan est stable vu qu'il se maintient à EUR 820,9 millions au 31 décembre 2020 en regard de EUR 833 millions au 31 décembre 2019.

## 4.2. Actif

### ACTIFS IMMOBILISÉS

#### 4.2.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles s'élevaient à EUR 0,1 million et concernent l'acquisition et le développement de logiciels. Ces immobilisations sont amorties de manière linéaire sur trois ans.

#### 4.2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les actifs corporels dont la valeur comptable nette est de EUR 0,1 million ont une valeur d'acquisition brute de EUR 3,3 millions.

Les installations, les machines et le mobilier contribuent à cette valeur d'acquisition brute pour EUR 1,4 million et sont amortis linéairement sur une période de dix ans.

Le matériel bureautique, informatique et audiovisuel représente un investissement brut de EUR 0,6 million amorti au taux linéaire de 25 %.

Les autres immobilisations corporelles concernent l'aménagement des locaux pris en location à la Tour Bastion à Bruxelles (valeur d'acquisition brute de EUR 1,2 million) dont l'amortissement s'étale linéairement sur la durée des baux.

#### 4.2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

##### Participations dans les entreprises liées

La rubrique « Participations » n'a subi aucune modification en 2020 et représente EUR 93,1 millions au 31 décembre 2020

La rubrique « Participations » est constituée des participations suivantes :

- EUR 0 million : 100 % dans Dexia Crédit Local (DCL), Paris, France.

La valeur d'acquisition brute de DCL qui est de EUR 17 203,8 millions, a été ramenée à zéro. En effet, comme mentionné dans le rapport annuel de 2019, en date du 27 septembre 2019, la Commission européenne a approuvé la prolongation par les Etats belge et français de la garantie de financement de Dexia, laquelle est cependant assortie de nouvelles conditions dont l'instauration d'une commission différée conditionnelle ayant pour conséquence que tout produit net de liquidation de DCL ne pourra être que négatif après paiement aux Etats de la partie différée de la commission de garantie susmentionnée.

- EUR 93,0 millions : 100 % dans Dexia Nederland BV, Amsterdam, Pays-Bas.
- EUR 0,1 million : 100 % dans Dexiarail SA, Paris, France.

### ACTIFS CIRCULANTS

#### 4.2.4. CRÉANCES À PLUS D'UN AN

##### Autres créances

Depuis 2002, l'établissement stable parisien de Dexia est la tête de groupe du périmètre d'intégration fiscale en France, lequel réunit, au 31 décembre 2020, les sociétés suivantes :

- DCL Evolution
- Dexia CLF Régions Bail
- Dexia Crédit Local
- Dexia Établissement Stable Paris
- Dexia Flobail
- Dexiarail
- Genebus Lease.

Étant donné que les engagements souscrits par Dexia Crédit Local et ses filiales permettent à Dexia, par l'intermédiaire de son établissement stable, de réaliser des économies d'impôt temporaires, il a été convenu que les ressources ainsi dégagées par l'établissement stable seraient prêtées aux différentes filiales du groupe d'intégration fiscale, ayant permis de dégager ces économies d'impôt et ce, par le biais d'avances dites de « différé fiscal ».

Le total des avances de différé fiscal accordées par l'établissement stable dont l'échéance contractuelle est postérieure au 31 décembre 2021 s'élève à EUR 87,9 millions au 31 décembre 2020.

Afin d'assurer la continuité opérationnelle de Dexia et de mener à bien le plan de résolution ordonné du groupe, une fondation Hyperion a été créée le 29 novembre 2012 avec comme objectif de payer, en lieu et place de Dexia, les indemnités de départ issues de la convention collective de travail fixant les conditions de départ anticipé, conclue le 21 décembre 2011 pour autant que les collaborateurs aient accepté de rester au sein de Dexia Belgique au moins jusqu'à octobre 2014. Un prêt destiné au financement de ses activités a été octroyé à Hyperion, le solde de celui-ci dont l'échéance est supérieure à un an est de EUR 12,9 millions au 31 décembre 2020.

#### 4.2.5. CRÉANCES À UN AN AU PLUS

##### Créances commerciales

La rubrique « Créances commerciales » (EUR 0,8 million) concerne des créances commerciales à charge de filiales du groupe essentiellement (EUR 0,8 million).

##### Autres créances

L'établissement stable de Dexia à Paris est la tête de groupe du périmètre d'intégration fiscale en France. Il est, à ce titre, seul redevable de l'impôt sur les sociétés dû par le groupe dans le cadre de l'intégration fiscale, étant entendu que les impôts dus par les sociétés prenant part à la consolidation fiscale doivent être versés à l'établissement stable. Au 31 décembre 2020, l'établissement stable de Paris a une créance de EUR 0,2 million vis-à-vis des autorités fiscales françaises en tant que tête de groupe de l'intégration fiscale française concernant les années 2015 à 2019.

En outre, Dexia dispose d'une créance de EUR 0,3 million correspondant à une échéance court terme du prêt octroyé à Hyperion.



Le solde est constitué de diverses créances de montants non significatifs.

#### 4.2.6. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE

##### Autres placements

La modification en avril 2019 de la loi du 21 décembre 2013 portant des dispositions fiscales et financières diverses prévoit en son article 115 que Dexia doit investir ses disponibilités directement auprès du Trésor belge. Ainsi, au 31 décembre 2020, Dexia dispose d'un dépôt 48 heures de EUR 622,5 millions auprès de l'Agence fédérale de la dette.

#### 4.2.7. VALEURS DISPONIBLES

Le montant disponible des avoirs en compte et en caisse s'élève à EUR 1,7 million.

#### 4.2.8. COMPTES DE RÉGULARISATION

Il s'agit de charges à reporter s'élevant à EUR 1,2 million et relatives à des assurances (EUR 0,1 million), des bases de données (EUR 0,6 million), des licences informatiques (EUR 0,4 million) ainsi que d'autres frais généraux (EUR 0,1 million).

Figurent aussi sous cette rubrique des produits acquis (EUR 0,1 million) constitués d'intérêts sur avances de différé fiscal.

### 4.3. Passif

#### CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2020, les fonds propres de la société de tête, tenant compte du résultat 2020 avant affectation, s'élèvent à EUR 719,3 millions et se composent des éléments suivants :

##### 4.3.1. CAPITAL

Au 31 décembre 2020, le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à EUR 500 millions et est représenté par 420 134 302 actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1/420 134 302ème du capital social. Suite au retrait de la négociation de 1 948 984 actions Dexia cotées sur le marché réglementé d'Euronext Bruxelles en date du 2 décembre 2019, les actions représentant le capital de Dexia sont désormais exclusivement nominatives et ne pourront être converties en actions dématérialisées.

On notera qu'au 31 décembre 2020, 221 749 916 actions sont détenues par l'Etat belge au travers de la Société fédérale de participations et d'investissement, soit 52,78 % et 196 658 798 actions par l'Etat français par le biais de l'Agence des Participations de l'Etat, soit 46,81 %.

Par ailleurs, le 7 décembre 2017, Dexia a émis 28 947 368 parts bénéficiaires portant des Contingent Liquidation Rights (CLR), qui ont été octroyées aux Etats belge et français. Ces CLR ne confèrent pas de droit de vote et ne représentent pas le capital de Dexia, mais donnent aux Etats le droit de bénéficier d'une distribution préférentielle, lors de la liquidation de Dexia, après apurement des dettes et charges, d'un montant de EUR 440 millions par an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'à la date de mise en liquidation.

##### 4.3.2. PRIMES D'ÉMISSION

Les augmentations de capital ayant eu lieu ont généralement été assorties d'une prime d'émission et le total de ces primes s'élève à EUR 1 900 millions au 31 décembre 2020.

##### 4.3.3. RÉSERVES ET RÉSULTAT REPORTÉ

La rubrique « Réserves » comprend la réserve légale (EUR 50 millions) et une réserve disponible s'élevant à EUR 272,9 millions.

Lors de l'assemblée générale du 20 mai 2020, la perte de l'exercice 2019 qui s'élevait à EUR - 2 255,1 millions ainsi que le bénéfice reporté s'élevant à EUR 263,3 millions au 31 décembre 2018 ont été affectés en perte reportée, ce qui porte la perte reportée à 1 991,8 millions au 31 décembre 2019.

##### 4.3.4. RÉSULTAT DE L'EXERCICE

L'exercice 2020 se clôture avec une perte qui s'élève à EUR -11,8 millions. Cette perte est la résultante des résultats financiers récurrents (EUR -3,1 millions) et non récurrents (EUR -0,1 million) ainsi que des résultats d'exploitation non récurrents (EUR +0,4 million) dont sont déduits les coûts nets de fonctionnement de la société de tête (EUR -9 millions)

#### PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

##### 4.3.5. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

###### Provisions pour autres risques et charges

Succédant au 1<sup>er</sup> janvier 2002 à Dexia Crédit Local au titre de tête de groupe du périmètre d'intégration fiscale en France, Dexia, par l'intermédiaire de son établissement stable, a repris vis-à-vis de l'ancienne tête de groupe des engagements initialement souscrits par Dexia Crédit Local dans le cadre d'opérations à effet de levier fiscal réalisées en France et agréées par les autorités fiscales françaises. Depuis, de nouvelles opérations à effet de levier fiscal ont été réalisées par Dexia Crédit Local, logées dans des filiales du groupe d'intégration fiscale ; ces opérations ont eu pour incidence la dotation d'une provision d'un montant de EUR 0,1 million en 2020. Le total de ces engagements s'élève ainsi à EUR 1,9 million au 31 décembre 2020.

Par ailleurs, les provisions exceptionnelles en relation avec la cession des filiales, lesquelles s'élevaient à EUR 37,5 millions au 31 décembre 2019 sont maintenues au 31 décembre 2020

L'annonce du démantèlement du groupe en octobre 2011 a eu pour conséquence la prise en charge en 2011 et en 2017 de provisions exceptionnelles pour un montant total de EUR 56 millions, destinées à couvrir les frais d'indemnités de rupture. Ces provisions qui étaient de EUR 13,7 millions au 31 décembre 2019 ont été utilisées à concurrence de EUR 0,7 million pour s'établir à EUR 13 millions au 31 décembre 2020.

En outre, le solde de la provision non récurrente dotée en 2018 dans le cadre d'une résiliation de contrat, laquelle s'élevait encore à EUR 0,4 million au 31 décembre 2019, a pu faire l'objet d'une reprise dans son intégralité.

Tenant compte de ce qui précède, le solde des provisions pour autres risques et charges au 31 décembre 2020 est de EUR 52,4 millions en lieu et place de EUR 53,3 millions au 31 décembre 2019.

## DETTES

### 4.3.6. DETTES À PLUS D'UN AN

#### Emprunts subordonnés

Dexia Funding Luxembourg (DFL), filiale à 100 % de Dexia, avait émis en 2006 des titres taux fixe/taux variable garantis perpétuels non cumulatifs pour EUR 500 millions, garantis par Dexia (titres DFL). Suite à la cession de Dexia Banque Belgique (DBB) le 20 octobre 2011 à la Société Fédérale de Participations et d'Investissement, DBB a lancé deux offres publiques d'achat sur les titres DFL et Dexia a convenu d'acheter à DBB les titres DFL apportés aux offres. À la suite de l'absorption de DFL par Dexia décidée lors de l'AGE du 9 mai 2012, les titres DFL acquis de DBB pour un montant total de EUR 460,2 millions ont été annulés par Dexia. Il subsiste donc à présent dans les comptes de Dexia les titres n'ayant pas été apportés par les détenteurs à l'offre, lesquels représentent EUR 39,8 millions au 31 décembre 2020.

### 4.3.7. DETTES À UN AN AU PLUS

#### Dettes commerciales

Les factures des fournisseurs non encore payées s'élèvent à EUR 1,1 million et les factures à recevoir à EUR 1,9 million, dont EUR 1,3 million dû à des sociétés liées.

#### Dettes fiscales, salariales et sociales

Sont inventoriées sous cette rubrique :

- le précompte professionnel et les autres impôts (EUR 0,2 million) ;
- les dettes relatives aux rémunérations et charges sociales (EUR 1,9 million).

#### Autres dettes

Comme déjà précisé, l'établissement stable de Dexia est la tête de groupe du périmètre d'intégration fiscale en France. L'établissement stable est donc seul redevable auprès des autorités fiscales françaises de l'impôt sur les sociétés dû par le groupe fiscal en France.

Pour les filiales, l'appartenance au groupe d'intégration fiscale est neutre par rapport à la situation fiscale qui aurait été la leur en l'absence d'intégration. En effet, les sociétés filiales se doivent de verser à l'établissement stable leur contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés. Pour l'année 2020, les acomptes versés par les filiales (EUR 0,9 million) sont supérieurs à l'impôt estimé dont elles sont redevables envers la tête de groupe (EUR -0,6 million). En outre, concernant les exercices 2015 à 2019, la tête de groupe est redevable aux filiales de crédits d'impôts pour un total de EUR 0,2 million.

Le solde des dividendes restant à payer pour les exercices antérieurs s'élève à EUR 3,6 millions.

### 4.3.8. COMPTES DE RÉGULARISATION

Il s'agit de charges à imputer telles que des loyers, taxes d'exploitation et autres frais généraux (EUR 0,1 million) ainsi que de produits à reporter (EUR 0,1 million).

## 4.4. Droits et engagements hors bilan

Dexia a donné des garanties dans le cadre de la cession de ses participations.

En outre, Dexia a des engagements significatifs qui sont mentionnés en hors bilan :

**4.4.1.** Le 2 novembre 2006, Dexia a émis une garantie subordonnée dans le cadre d'une émission subordonnée « hybrid Tier 1 » de Dexia Funding Luxembourg SA (DFL), filiale à 100 % de Dexia (titres perpétuels non cumulatifs à taux fixe/flottant garantis, pour un montant global de EUR 500 millions). Cette garantie subordonnée a été émise au profit des détenteurs de titres qui ont souscrit lesdits titres subordonnés et couvre le paiement par DFL (i) de tout coupon auquel il n'a pas été renoncé conformément aux conditions de l'émission ainsi que (ii) du prix de remboursement en cas de liquidation ou de faillite de DFL (ou de situations similaires) ou (iii) du prix de remboursement en cas de rachat conformément aux conditions de l'émission. À la suite de la fusion de DFL et de Dexia en date du 9 mai 2012, la garantie a pris automatiquement fin (Dexia devenant l'émetteur).

**4.4.2.** Le 18 mai 2005, Dexia a racheté 100 % des titres de Dexia Nederland Holding NV (aujourd'hui dénommée Dexia Nederland BV) à Dexia Financière SA sur la base d'une valorisation de ceux-ci à EUR 93 millions sous réserve d'une clause de retour à meilleure fortune consentie à Banque Internationale à Luxembourg et à Belfius Banque, autres actionnaires de Dexia Financière à cette date, au cas où la valeur de Dexia Nederland Holding, comprenant la participation dans Dexia Bank Nederland (DBnl), devait être revue à la hausse à la suite des décisions favorables en faveur de DBnl.

**4.4.3.** Le 5 décembre 2002, Dexia s'est engagé envers sa filiale Dexia Bank Nederland NV et envers chacune des entités qui seraient issues de la scission de Dexia Bank Nederland, à l'exclusion de toute autre personne, à faire en sorte que Dexia Bank Nederland ou les entités soient à tout moment en mesure de faire face à leurs engagements vis-à-vis de tiers et à poursuivre leurs activités, en ce compris le maintien de leurs relations avec les titulaires de compte et les autres clients ; cet engagement avait notamment pour but d'empêcher que des tiers soient préjudiciés du fait de la scission de Dexia Bank Nederland ; la modification ou le retrait de cet engagement était soumis à l'accord préalable de la DNB (De Nederlandsche Bank) ; la vente de Kempen & Co NV à un groupe d'investisseurs financiers et au management a été finalisée le 15 novembre 2004 ; dans le cadre de cette vente, Dexia a reconfirmé par une lettre datée du même jour son engagement envers Dexia Bank Nederland, laquelle reste une filiale à 100 % de Dexia à l'exclusion de toute autre personne ; outre les garanties habituelles données aux acheteurs auxquelles Dexia est également tenu, Dexia tiendra Kempen & Co indemne des risques relatifs aux contrats de leasing d'actions vendus par Dexia Bank Nederland NV, anciennement Labouchere, et s'est engagé à indemniser Kempen & Co pour les dommages résultant d'un nombre limité et identifié d'éléments.

#### 4.4.4. TRANSACTIONS AVEC LES ÉTATS BELGE, FRANÇAIS ET LUXEMBOURGEOIS

Voir la note 4.4.c. « Transactions avec les États belge, français et luxembourgeois » des comptes consolidés.

#### 4.4.5. GARANTIE LOCATIVE

Le transfert du siège social de Dexia à la Tour Bastion, Place du Champ de Mars 5 à 1 050 Bruxelles a nécessité la mise en place d'une garantie inconditionnelle payable à première demande de EUR 0,3 million en faveur du propriétaire des locaux.

#### 4.4.6. GARANTIES RÉELLES SUR AVOIRS PROPRES

Des liquidités bloquées sur un compte ad hoc ont été données en gage à Belfius Banque dans le cadre de la garantie octroyée pour un contrat de location (EUR 0,3 million).

#### 4.4.7. GARANTIE DONNÉE PAR DEXIA À DEXIA CRÉDIT LOCAL (« DCL ») DANS LE CADRE DE LA CESSIION DE DHI À DCL

Le 13 mars 2014, Dexia s'est engagé irrévocablement envers DCL au titre des montants de dommages, d'intérêts et ou de frais qui pourraient être encourus par DCL, dans le cadre des enquêtes en cours aux États-Unis liées aux contrats d'investissement garantis (Guaranteed Investment Contracts) conclus avec des émetteurs d'obligations municipales américaines

#### 4.4.8. ÉMISSION DE PARTS BÉNÉFICIAIRES (CONTINGENT LIQUIDATION RIGHTS)

Comme mentionné au point 4.3.1., en date du 7 décembre 2017, lors de la conversion des actions de préférence de catégorie B en actions ordinaires, des parts bénéficiaires CLR ont été émises et octroyées aux détenteurs d'actions de catégorie B, à savoir les États belge et français. Ces derniers bénéficient ainsi d'une distribution préférentielle lors de la liquidation de Dexia à certaines conditions. Par ailleurs, les porteurs de ces parts bénéficiaires CLR n'ont pas de droit de vote en cette qualité, sauf dans les hypothèses et aux conditions prévues par le Code des sociétés et des associations.

#### 4.4.9. LITIGES

À l'instar de nombreuses institutions financières, Dexia est poursuivie en tant que défendeur dans le cadre de plusieurs litiges. Sauf indication contraire, le statut de ces litiges et enquêtes au 31 décembre 2020 est résumé ci-après et repose sur les informations dont Dexia dispose à cette date.

Sur la base de ces informations, les autres litiges et enquêtes dans lesquels une entité du groupe Dexia est citée comme défendeur devraient soit ne pas avoir une incidence significative sur la situation financière du groupe, soit il est encore trop tôt pour évaluer précisément s'ils peuvent ou non avoir un impact significatif.

Les comptes consolidés du groupe reflètent les conséquences, telles qu'évaluées par Dexia sur la base des informations à sa disposition à la date précitée, des principaux litiges et enquêtes susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, les résultats ou les activités du groupe et des provisions ont été comptabilisées quand nécessaire.

#### Dexia Nederland BV

La filiale néerlandaise de Dexia, Dexia Nederland BV (DNL), est toujours confrontée à un important contentieux impliquant plusieurs procédures judiciaires introduites par des clients ayant souscrit il y a longtemps des contrats de leasing d'actions. Au fil des ans, DNL a clôturé les litiges en cours avec la plupart des clients. À la fin de 2020, plusieurs clients (environ 10 000) s'opposaient toujours au système d'indemnisation résultant des décisions de la Cour d'appel d'Amsterdam et de la Cour Suprême. DNL continue de tenter de diminuer le nombre de revendications en cours en concluant des transactions extrajudiciaires et en demandant aux tribunaux de confirmer que DNL a satisfait à ses obligations envers les clients concernés. En 2019, La Cour Suprême a confirmé que, d'une manière générale, DNL a un intérêt à demander de telles confirmations. Depuis 2019, DNL a intensifié ses efforts de transactions extrajudiciaires avec ses anciens clients et recherche activement des solutions optimales afin de prendre en compte les spécificités de chaque situation particulière.

Comme mentionné dans les précédents rapports annuels de Dexia, la Cour Suprême des Pays-Bas a établi, en 2009, une distinction entre deux catégories de clients : les clients dont le contrat souscrit constituait une charge financière supportable et ceux dont le contrat souscrit constituait une charge financière déraisonnable. D'autres décisions de la Cour Suprême des Pays-Bas et de la Cour d'appel d'Amsterdam ont clarifié la manière dont devait se dérouler l'évaluation de ces dossiers en pratique. Lorsqu'un intermédiaire était impliqué, la Cour Suprême a décidé en 2016 que, moyennant le respect de certaines conditions, les plaignants étaient autorisés à demander une indemnisation supérieure. Ce principe était reconfirmé par la Cour Suprême des Pays-Bas en 2018. L'issue des litiges en question reste tributaire des faits relatifs à chaque dossier et en particulier de la capacité des plaignants à prouver devant les tribunaux que certaines obligations de diligence n'ont pas été remplies. D'autres litiges, y inclus concernant le rôle d'intermédiaires, sont toujours pendants devant les juridictions supérieures.

Comme indiqué dans les rapports annuels antérieurs de Dexia, la Cour Suprême des Pays-Bas a décidé, en 2008, que le consentement écrit de l'époux (ou du partenaire enregistré) était nécessaire pour conclure un contrat de leasing d'actions. À défaut d'un tel consentement, l'époux est autorisé à annuler le contrat. D'autres décisions de la Cour Suprême ont précisé qu'une telle annulation devait intervenir dans les trois ans suivant la signature du contrat ou le moment auquel l'époux a pris connaissance de l'existence dudit contrat, sous réserve de toute suspension applicable, et à la condition qu'un retrait (opt-out) ait été introduit au moment du règlement collectif. Des litiges sont toujours pendants devant les juridictions supérieures sur certains aspects techniques de cette catégorie de dossiers.

Au 31 décembre 2020, DNL était toujours concernée par quelque 1 500 procédures civiles actives (soit le même nombre qu'à la fin 2019). Elles ont principalement trait à des questions de devoir de diligence. Fin 2020, sept procédures liées au leasing d'actions étaient toujours à l'étude au Klachteninstituut Financiële Dienstverlening (KiFiD), l'institution néerlandaise chargée des plaintes liées aux services financiers (les mêmes dossiers en cours à la fin 2019). Elles ont principalement trait à des questions de devoir de diligence.

À l'heure actuelle, Dexia n'est raisonnablement pas en mesure de se prononcer sur la durée ou l'issue des actions toujours en cours, ni sur leurs éventuelles conséquences financières.

### Dexia Crediop

Dexia Crediop, à l'instar d'autres établissements bancaires en Italie, a fait l'objet de recours judiciaires en Italie et au Royaume-Uni portant sur (i) des opérations de couverture (impliquant de recourir à des instruments dérivés) conclues dans le cadre d'accords de restructuration de dette et/ou de transactions de financement avec des autorités locales ainsi que sur (ii) des opérations à des fins autres que de couverture. Comme indiqué dans les rapports annuels antérieurs, en 2017, la Cour d'appel de Londres a rendu un arrêt dans l'affaire Prato par lequel elle a confirmé (i) la validité des contrats dérivés conclus par Dexia Crediop, (ii) que Prato avait la pleine capacité de conclure les contrats dérivés et (iii) que la marge appliquée sur les contrats dérivés était nécessaire pour couvrir ses risques et les coûts attendus. Prato a été condamné, entre autres, à rembourser les frais de justice de Dexia Crediop et à payer des intérêts moratoires sur les montants impayés. La Cour Suprême a confirmé la décision de la Cour d'Appel.

À la suite de ces décisions, Dexia Crediop et Prato ont conclu en 2018 un accord extrajudiciaire. Depuis 2018, Dexia Crediop a conclu d'autres règlements avec d'autres parties qui ont confirmé de manière explicite le caractère légal, valide et contraignant des contrats sur dérivés qu'elles avaient conclus avec Dexia Crediop. D'autres affaires civiles relatives à la prétendue invalidité des swaps conclus par Dexia Crediop sont toujours en cours.

Une procédure pénale devant la Cour d'appel de Florence concernant l'affaire Prato est toujours en cours.

### Dexia Crédit Local

Dexia Crédit Local (DCL) est impliqué dans un certain nombre de litiges l'opposant à des collectivités locales auxquelles des crédits structurés ont été consentis. Au 31 décembre 2020, 18 clients avaient assigné Dexia Crédit Local pour des crédits structurés, dont 10 concernent des prêts structurés détenus par la Société Française de Financement Local (SFIL), la société holding de la Caisse Française de Financement Local (CAFFIL) et 8 concernent des prêts structurés détenus par DCL.

Le 28 mars 2018, la Cour de Cassation française a validé la décision favorable de la Cour d'Appel de Versailles qui réforme le jugement du Tribunal de Grande Instance de Nanterre concernant des prêts structurés détenus par CAFFIL et a confirmé la validité de ces prêts structurés, qui n'ont pas été qualifiés de « produits financiers et spéculatifs » et ont été souscrits par un emprunteur informé. La Cour de Cassation a également décidé que DCL n'encourt aucune responsabilité pour la vente de ces prêts structurés. Cette jurisprudence a été confirmée par plusieurs décisions rendues par la suite.

Comme expliqué dans les précédents rapports annuels, DCL a également été cité en justice pour des prêts consentis à des entités de droit privé et pour lesquels certains tribunaux continuent d'annuler les clauses liées au taux d'intérêt du prêt en raison de l'absence de référence au taux effectif global (TEG) dans le fax de confirmation avant de conclure le contrat de prêts. Des décisions diverses ont été prises par les cours dans ces dossiers.

Le 17 juillet 2019, une ordonnance du gouvernement français a modifié le régime de sanction applicable en cas d'absence ou d'erreur dans le TEG en supprimant la conversion automatique de ce taux en taux d'intérêt légal. Cette dernière modification pourrait avoir un impact sur certains litiges en cours. Cette ordonnance favorise aussi le développement de négociations avec les emprunteurs en litige.

### Demandes d'indemnisation résultant de la cession d'entités opérationnelles du groupe

Au cours de ces dernières années, Dexia a procédé à plusieurs cessions d'entités opérationnelles.

Comme il est d'usage pour ce type de transactions, les conventions de cession comprennent des déclarations, des garanties et des obligations d'indemnisation dans le chef du vendeur, soumises aux restrictions et limitations usuelles pour ce type d'opérations. Ainsi, en cas d'appel à la garantie relatif à un élément affectant l'entité vendue et trouvant son origine préalablement à la cession effective des actions de l'entité, Dexia peut – conformément aux dispositions du contrat de vente – être amené à devoir indemniser l'acquéreur.

Des demandes d'indemnisation ont été notifiées concernant certaines cessions effectuées par Dexia dans le passé, notamment dans le cadre des cessions de Banque Internationale à Luxembourg, de DenizBank et de Dexia Kommunalbank Deutschland. Dexia conteste la plupart de ces réclamations, autres que celles anticipées par Dexia au moment de la cession en question.

À l'heure actuelle, Dexia n'est raisonnablement pas en mesure de se prononcer sur la durée ou l'issue de ces demandes, ni sur leurs éventuelles conséquences financières.

## 4.5. Compte de résultats

### 4.5.1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Les **autres produits d'exploitation** (EUR +9 millions) comprennent les prestations rendues par les équipes du holding aux autres entités du groupe et ce, dans le cadre du pilotage intégré des filières adapté à la nouvelle dimension du groupe Dexia (EUR +8,8 millions). Sont aussi inclus dans ce poste, les récupérations de frais auprès de sociétés du groupe (EUR +0,2 million) suite à des contrats d'achats négociés au niveau du holding pour l'ensemble du groupe

Les **produits d'exploitation non récurrents** (EUR +0,8 million) sont relatifs à la reprise du solde (EUR +0,4 million) d'une provision dotée en 2018 suite à une résiliation de contrat commercial ainsi qu'à la reprise de dettes échues depuis plus de 10 ans (EUR +0,4 million).

Les **services et biens divers** s'élevant à EUR -12,5 millions au 31 décembre 2019 sont réduits à EUR -9,8 millions au 31 décembre 2020. Cette réduction significative des coûts est en partie due à la pandémie du Covid-19 qui sévit depuis la mi-mars 2020. Tous les déplacements ont dû être suspendus et le télétravail a été rendu obligatoire à 100%.

Dans cette rubrique, on recense les honoraires payés aux consultants, experts, réviseurs de même que les rétributions aux membres du comité de direction et administrateurs, lesquels sont stables puisqu'ils s'élèvent à EUR -3,3 millions en 2020 en regard de EUR -3,2 millions en 2019.

Les frais d'assurance, qui sont relatifs à la responsabilité D&O des administrateurs et dirigeants de Dexia, couvrent aussi Dexia des conséquences de fraudes commises par ses employés ainsi que les tiers victimes de certains dommages causés par Dexia (« BBB/PI »). Ces couvertures voient encore leur coût ramené de EUR -0,4 million en 2019 à EUR -0,3 million en 2020 suite à la diminution du nombre de filiales du groupe et à la réduction des risques. Les autres frais de fonctionnement (location immeubles, télécommunications, dépla-

cements, formations...), sont réduits à EUR -6 millions en 2020 par rapport à EUR -8,3 millions en 2019 en raison du Covid-19 mais aussi d'une réduction des coûts d'infrastructure informatique.

Les frais liés au plan de transformation du groupe ont diminué à EUR -0,2 million en 2020 versus EUR -0,6 million en 2019

Le **coût des rémunérations et charges sociales** régresse de EUR -8,9 millions en 2019 à EUR -8,6 millions en 2020 en phase avec les effectifs qui diminuent de 54,1 ETP en 2019 à 52,4 ETP en 2020.

Les **amortissements** sont de EUR -0,1 million et concernent essentiellement les actifs incorporels.

Les **provisions pour risques et charges** sont commentées au premier paragraphe de la note 4.3.5. « Provisions pour risques et charges ».

Les **autres charges d'exploitation** (EUR -0,1 million) comprennent la contribution annuelle payée à l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) et à la Banque Nationale de la Belgique ainsi que des taxes foncières.

Les **charges d'exploitation non récurrentes** (EUR -0,4 millions) (voir note 4.20.) incluent dans la sous-rubrique « provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels » l'utilisation de la provision correspondant aux coûts de licenciements provisionnés à la suite de l'annonce du démantèlement en octobre 2011 (EUR +0,6 million).

La sous-rubrique « autres charges d'exploitation non récurrentes » (EUR -1 million) concerne les indemnités de rupture et frais analogues essentiellement liés au démantèlement du groupe (EUR -0,7 million), de même que les frais engagés suite à la cession des participations détenues ainsi que dans le cadre d'analyses stratégiques sur l'évolution du groupe (EUR -0,3 million).

#### 4.5.2. RÉSULTAT FINANCIER

Les **produits des actifs circulants** (EUR +0,2 million) sont relatifs aux intérêts générés par les avances de différé fiscal (EUR +0,2 million).

Les **autres charges financières** (EUR -3,3 millions) intègrent une charge d'intérêt négatif liée aux placements à court terme d'excédents de trésorerie auprès de l'Agence fédérale de la Dette (EUR -3,2 millions) et d'autres coûts (EUR -0,1 million) liés à la gestion du service titres ainsi qu'à des droits de garde.

Les **charges financières non récurrentes** (EUR -0,1 million) sont en lien avec la radiation de l'action Dexia d'Euronext Bruxelles.

#### 4.5.3. IMPÔTS SUR LE RESULTAT

Les régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales sont relatives à des produits d'impôt qui trouvent leur origine dans le fait que l'établissement stable de Paris est tête de groupe du périmètre d'intégration fiscale en France, générant ainsi une économie d'impôt représentant un gain fiscal de EUR +0,6 million pour l'exercice 2020.

#### 4.5.4. PERTE DE L'EXERCICE

Tenant compte des éléments qui précèdent, le résultat de l'exercice 2020 clôture avec une perte s'élevant à EUR -11,8 millions.

### 4.6. Autres informations

#### 4.6.1. GESTION DU RISQUE OPÉRATIONNEL PENDANT LA PÉRIODE DE RÉOLUTION

Le groupe Dexia a poursuivi en 2020 l'adaptation de sa structure et de ses processus opérationnels à son mandat de résolution ordonnée. Cette phase de résolution est par nature propice au développement de risques opérationnels, notamment du fait d'éléments tels que le départ de personnes-clés, une éventuelle démotivation des collaborateurs ou la modification des processus de traitement. En particulier, les projets d'externalisation de certaines activités peuvent représenter une source de risque opérationnel pendant les phases de mise en œuvre mais doivent permettre à moyen terme d'assurer la continuité opérationnelle de la banque et de limiter les risques opérationnels associés aux systèmes, aux processus et aux personnes.

La migration complète vers une nouvelle infrastructure informatique, gérée par le prestataire CHFS (Groupe Cognizant), a notamment été achevée au début de l'exercice 2020 ; elle contribue à la stabilisation de l'environnement informatique et à la sécurisation des processus opérationnels. Sur ces bases, le déploiement dans des délais courts d'un dispositif de travail à distance généralisé à l'ensemble des collaborateurs, en réponse à la crise sanitaire, a été grandement facilité.

Dans le contexte de crise sanitaire, en complément de la gouvernance permanente relative à la gestion des prestations externalisées, les dispositifs de suivi ont été renforcés au cours de l'exercice, en étroite coordination avec CHFS, pour d'une part piloter la continuité opérationnelle, y compris pour la part des processus externalisés, et d'autre part adapter le cadre de contrôle à la gestion à distance.

#### 4.6.2. EVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, NON REPRIS EN COMPTE DANS LE BILAN OU LE COMPTE DE RÉSULTATS

##### Prolongation de la garantie de liquidité

La confirmation par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de liquidité accordée par les États belge et français au-delà du 31 décembre 2021, pour un montant maximal de EUR 75 milliards, constitue un élément de soutien essentiel à la poursuite de la résolution ordonnée du groupe. Une loi validant cette prolongation a été votée en France le 29 décembre 2020 et un projet de loi, approuvé en décembre 2020 par le Conseil des Ministres, sera soumis à l'approbation du Parlement fédéral belge dans les prochaines semaines.

De plus amples informations sur la garantie des financements de Dexia sont fournies dans l'annexe 4.4.c. des comptes consolidés de ce rapport annuel.

## 4.7. Immobilisations incorporelles (licences)

(en EUR)	Montants
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31/12/19</b>	<b>650 139</b>
Mutations de l'exercice:	
- acquisitions, y compris la production immobilisée	12 100
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31/12/20</b>	<b>662 239</b>
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/19</b>	<b>587 178</b>
Mutations de l'exercice:	
- actés	44 610
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/20</b>	<b>631 788</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/20</b>	<b>30 451</b>

## 4.8. Immobilisations corporelles

(en EUR)	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31/12/19</b>	<b>288 348</b>	<b>1 749 483</b>	<b>1 217 401</b>
Mutations de l'exercice:			
- acquisitions, y compris la production immobilisée	0	1 370	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31/12/20</b>	<b>288 348</b>	<b>1 750 853</b>	<b>1 217 401</b>
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/19</b>	<b>284 158</b>	<b>1 689 219</b>	<b>1 209 315</b>
Mutations de l'exercice:			
- actés	1 492	17 974	4 822
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/20</b>	<b>285 650</b>	<b>1 707 193</b>	<b>1 214 137</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/20</b>	<b>2 698</b>	<b>43 660</b>	<b>3 264</b>

## 4.9. Immobilisations financières

### 1. PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS

(en EUR)	1. Entreprises liées	2. Autres entreprises
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31/12/19</b>	<b>17 296 965 606</b>	<b>0</b>
Mutations de l'exercice:	0	0
<b>VALEUR D'ACQUISITION AU 31/12/20</b>	<b>17 296 965 606</b>	<b>0</b>
<b>REDUCTIONS DE VALEUR AU 31/12/19</b>	<b>17 203 824 217</b>	<b>0</b>
Mutations de l'exercice:	0	0
<b>REDUCTIONS DE VALEUR AU 31/12/20</b>	<b>17 203 824 217</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/20</b>	<b>93 141 389</b>	<b>0</b>

### 2. CRÉANCES

(en EUR)	1. Entreprises liées	2. Autres entreprises
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/19</b>	<b>0</b>	<b>1 550</b>
Mutations de l'exercice:	0	0
- remboursements	0	(1 500)
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/20</b>	<b>0</b>	<b>50</b>
<b>REDUCTIONS DE VALEUR CUMULEES SUR CREANCES AU 31/12/20</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### 4.10. Participations et droits sociaux détenus dans d'autres entreprises

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux représentant 10% au moins du capital, de capitaux propres ou d'une classe d'actions de la société.

Dénomination, adresse complète du siège et, pour les entreprises de droit belge, mention du numéro d'entreprise	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres (+) ou (-) (en unités)	Résultat net
	Nombre	%					
Dexia Crédit Local SA - SE <sup>(1)</sup> 1, passerelle des Reflets, Tour CBX - La Défense 2 F-92919 Paris	279 213 332	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	3 662 537 529	393 202 645
Dexia Nederland BV - SE <sup>(1)</sup> Parnassusweg 819 NL-1082 LZ Amsterdam	50 000	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	127 954 000	( 12 619 000)
Dexiarail SA - SE <sup>(1)</sup> 1, passerelle des Reflets, Tour CBX - La Défense 2 F-92919 Paris	9 166	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	95 186	(4 190)

(1) SE: société étrangère

#### 4.11. Placements de trésorerie : autres placements

(en EUR)	Exercice précédent	Exercice
Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe	0	0
Titres à revenu fixe	0	0
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit avec une durée résiduelle ou de préavis:	0	0
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant	633 677 126	622 486 420

#### 4.12. Comptes de régularisation de l'actif

(en EUR)	Exercice
Charges à reporter : services et biens divers	1 275 778
Produits acquis: intérêts	45 630

## 4.13. État du capital et structure de l'actionnariat

### A. CAPITAL

	Montants (en EUR)	Nombre d'actions
<b>CAPITAL SOUSCRIT AU 31/12/19</b>	<b>500 000 000</b>	<b>420 134 302</b>
Modifications au cours de l'exercice:	0	0
<b>CAPITAL SOUSCRIT AU 31/12/20</b>	<b>500 000 000</b>	<b>420 134 302</b>

### B. REPRÉSENTATION DU CAPITAL

	Montants (en EUR)	Nombre d'actions
Catégories d'actions		
Actions sans désignation de valeur nominale, représentant 1/420 134 302 <sup>e</sup> de capital social	500 000 000	420 134 302
Actions nominatives		420 134 302
Actions dématérialisées		0

### C. ACTIONS PROPRES DÉTENUES PAR

	Montant du capital détenu (en EUR)	Nombre d'actions correspondantes
- la société elle-même	0	0
- ses filiales	133	112

### D. CAPITAL AUTORISÉ NON SOUSCRIT

	Montant (en EUR)
	500 000 000

### E. PARTS NON REPRESENTATIVES DU CAPITAL

	Exercice (en EUR)
Répartition	
- Nombre de parts	28 947 368
- Nombre de voix qui y sont attachées	0
Ventilation par actionnaire	
- Nombre de parts détenues par la société elle-même	0
- Nombre de parts détenues par les filiales	0

### F. STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE A LA DATE DE CLOTURE DE SES COMPTES

Telle qu'elle résulte des déclarations reçues par la société en vertu de l'article 7:225 du CSA, l'article 14, alinéa 4 de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes ou l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation, art. 14 alinéa 4 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation.

Dénomination des personnes détenant des droits sociaux dans la société avec mention de l'adresse (du siège pour les personnes morales) et, pour les entreprises de droit belge, mention du numéro d'entreprise	Droits sociaux détenus			%
	Nature	Nombre de droits de vote attachés à des titres	non liés à des titres	
Société Fédérale de Participations et d' Investissement (SFPI) Avenue Louise 32, boîte 4 1050 Bruxelles - Belgique N° d'entreprise : 0253.445.063	Actions	221 749 916	0	52,78
Agence des Participations de l'Etat Rue de Bercy 139 75572 Paris Cédex 12 - France Socété étrangère	Actions	196 658 798	0	46,81



#### 4.14. Provisions pour autres risques et charges

(en EUR)	Exercice
Provision pour garanties liées à la cession de participations	37 500 000
Indemnités de rupture et frais connexes	13 036 882
Engagement en qualité de tête de groupe d'intégration fiscale (France)	1 910 617

#### 4.15. État des dettes

Ventilation des dettes ayant plus de 5 ans à courir (en EUR)	Dettes ayant plus de 5 ans à courir
<b>Dettes financières</b>	<b>39 788 000</b>
Emprunts subordonnés	39 788 000

#### 4.16. Dettes fiscales, salariales et sociales

(en EUR)	Exercice
<b>Impôts</b>	
a) Dettes fiscales échues	0
b) Dettes fiscales non échues	153 269
c) Dettes fiscales estimées	7 837
<b>Rémunérations et charges sociales</b>	
a) Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	0
b) Autres dettes salariales et sociales	1 895 511

#### 4.17. Comptes de régularisation du passif

(en EUR)	Exercice
Charges à imputer : loyers	55 011
Charges à imputer : taxes et charges locatives	53 757
Charges à imputer : assurances et location voiture	22 501
Produits à reporter : récupération frais bases de données	82 665

#### 4.18. Résultats d'exploitation

(en EUR)	Exercice précédent	Exercice
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Autres produits d'exploitation</b>		
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	2 958	171
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
<b>Travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel en Belgique</b>		
a) Nombre total à la date de clôture	60	56
b) Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	54,1	52,4
c) Nombre d'heures effectivement prestées	75 149	75 122
<b>Frais de personnel</b>		
a) Rémunérations et avantages sociaux directs	6 539 665	6 351 003
b) Cotisations patronales d'assurances sociales	1 663 997	1 640 273
c) Primes patronales pour assurances extralégales	589 203	470 166
d) Autres frais de personnel	70 925	160 142
e) Pensions de retraite et de survie	7 391	7 575
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Constitutions	150 840	150 838
<b>Autres charges d'exploitation</b>		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	73 912	42 137
Autres	133 160	10 387

## 4.19. Résultats financiers

(en EUR)	Exercice précédent	Exercice
<b>PRODUITS FINANCIERS RECURRENTS</b>		
<b>Ventilation des autres produits financiers</b>		
Plus-value sur remboursement titres à revenus fixes	445 728	0
Plus-value sur vente titres à revenus fixes	6 878 787	0
Différences de change réalisées	0	3 349
<b>CHARGES FINANCIERES RECURRENTES</b>		
<b>Ventilation des autres charges financières</b>		
Différences de change réalisées	5 220	0
Frais liés à la cotation du titre	26 862	20 850
Droits de garde	29 040	36 300
Intérêts négatifs	1 603 951	3 191 962
Autres charges financières diverses	13 278	11 170

## 4.20. Produits et charges de taille ou d'incidence exceptionnelle

(en EUR)	Exercice précédent	Exercice
<b>PRODUITS NON RECURRENTS</b>	<b>4 673 395</b>	<b>800 000</b>
<b>Produits d'exploitation non récurrents</b>	456 343	800 000
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels	429 930	400 000
Autres produits d'exploitation non récurrents	26 413	400 000
<b>Produits financiers non récurrents</b>	4 217 052	0
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels	4 000 000	0
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières	217 052	0
<b>CHARGES NON RECURRENTES</b>	<b>2 252 717 067</b>	<b>451 459</b>
<b>Charges d'exploitation non récurrentes</b>	1 967 416	355 887
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (+) / utilisations (-)	( 875 404)	(642 033)
Autres charges d'exploitation non récurrentes	2 842 820	997 920
<b>Charges financières non récurrentes</b>	2 250 749 651	95 572
Réduction de valeur sur immobilisations financières	2 249 999 960	
Autres charges financières non récurrentes	749 691	95 572

## 4.21. Impôts sur le résultat

(en EUR)	Exercice
<b>Impôts sur le résultat de l'exercice</b>	<b>7 000</b>
a) Impôts et précomptes dus ou versés	7 000
<b>Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé</b>	
a) Intégration fiscale en France (PM)	1
b) Dotation (+) et reprises (-) de provisions non déductibles	(1 010 257)
c) Dépenses non admises	386 273
<b>Incidence des résultats non-récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice</b>	
Ne sont pas fiscalisées: les reprises de provisions (-1.042.033 EUR) et d'autres dépenses (+99.864 EUR).	942 169
<b>Sources de latences fiscales</b>	
Latences actives	4 916 846 224
- Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	4 733 323 829
Autres latences actives	
- Excédents d'amortissements	91 848
- Excédents de revenus définitivement taxés	183 430 547

## 4.22. Taxes sur la valeur ajoutée et impôts à charge de tiers

(en EUR)	Exercice précédent	Exercice
<b>Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte:</b>		
1. à l'entreprise (déductibles)	38 663	38 024
2. par l'entreprise	43	0
<b>Montants retenus à charge de tiers, au titre de:</b>		
1. précompte professionnel	2 230 042	2 283 760
2. précompte mobilier	0	0

## 4.23. Droits et engagements hors bilan

(en EUR)	Exercice
<b>Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de la société</b>	
Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs	
1. Le valeur comptable des actifs grevés	308 889
2. Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	302 973

### Montant, nature et forme des litiges et autres engagements importants

Voir note 4.4.9.

### Régimes complémentaires de pension de retraite ou de survie instaurés au profit du personnel ou des dirigeants.

#### Description succincte

Les membres du personnel bénéficient d'un régime complémentaire de pension de retraite et de survie auprès d'une assurance groupe. Les primes sont patronales et personnelles. Identiquement, Dexia prend à sa charge l'alimentation de régimes de pension de retraite et de survie complémentaires, au bénéfice de certains membres du Comité de Direction. (Voir note "Rémunérations des membres du comité de direction" dans le chapitre "Déclaration de gouvernement d'entreprise" du rapport de gestion).

### Nature et impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats.

Voir note 4.6.2.

## 5. Relations

### 5.1. Relations avec les entreprises liées

(en EUR)	Entreprises liées	
	Exercice précédent	Exercice
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>93 141 389</b>	<b>93 141 389</b>
Participations	93 141 389	93 141 389
<b>CRÉANCES</b>	<b>88 633 780</b>	<b>88 660 383</b>
A plus d'un an	87 473 705	87 897 366
A un an au plus	1 160 075	763 017
<b>DETTES</b>	<b>55 927</b>	<b>1 810 159</b>
A un an au plus	55 927	1 810 159
<b>RÉSULTATS FINANCIERS</b>		
Produits des actifs circulants	219 178	215 987
Autres charges financières	265 300	0

### 5.2. Transactions avec des parties liées effectuées dans des conditions autres que celles du marché

Néant.

### 5.3. Relations financières avec les administrateurs et gérants, les personnes physiques ou morales qui contrôlent directement ou indirectement la société sans être liées à celle-ci ou les autres entreprises contrôlées directement ou indirectement par ces personnes

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultat, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs	1 199 853
Aux anciens administrateurs	0

### 5.4. Relations financières avec les commissaires et les personnes avec lesquelles ils sont liés

<b>Emoluments des commissaires</b>	<b>409 590</b>
------------------------------------	----------------

## 6. Déclaration relative aux comptes consolidés

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion

## 7. Bilan social

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise : 200

### 7.1. Etat des personnes occupées en 2020

#### A. TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DECLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL

1. Au cours de l'exercice	Total	1. Hommes	2. Femmes
<b>a. Nombre moyen de travailleurs</b>			
Temps plein	45,8	26,8	19,0
Temps partiel	11,8	9,8	2,0
<b>TOTAL EN EQUIVALENTS TEMPS PLEIN (ETP)</b>	<b>52,4</b>	<b>31,6</b>	<b>20,8</b>
<b>b. Nombre d'heures effectivement prestées</b>			
Temps plein	64 653	37 713	26 940
Temps partiel	10 469	7 850	2 619
<b>TOTAL</b>	<b>75 122</b>	<b>45 563</b>	<b>29 559</b>
<b>c. Frais de personnel</b>			
Temps plein	7 330 011	4 826 724	2 503 287
Temps partiel	1 291 573	1 018 650	272 923
<b>TOTAL</b>	<b>8 621 584</b>	<b>5 845 374</b>	<b>2 776 210</b>
<b>2. Au cours de l'exercice précédent</b>			
	<b>P. Total</b>	<b>1P. Hommes</b>	<b>2P. Femmes</b>
Nombre moyen de travailleurs en ETP	54,1	34,4	19,7
Nombre d'heures effectivement prestées	75 149	49 316	25 833
Frais de personnel	8 863 790	6 143 728	2 720 062
<b>3. À la date de clôture de l'exercice</b>			
	<b>Temps plein</b>	<b>Temps partiel</b>	<b>Total en équivalents temps plein</b>
<b>a. Nombre de travailleurs</b>			
	46	10	51,5
<b>b. Par type de contrat de travail</b>			
Contrat à durée indéterminée	46	10	51,5
<b>c. Par sexe et niveau d'études</b>			
<b>Hommes</b>			
	27	8	30,9
de niveau secondaire	3	-	3,0
de niveau supérieur non universitaire	3	1	3,5
de niveau universitaire	21	7	24,4
<b>Femmes</b>			
	19	2	20,6
de niveau secondaire	2,0	-	2,0
de niveau supérieur non universitaire	4,0	-	4,0
de niveau universitaire	13	2	14,6
<b>d. Par catégorie professionnelle</b>			
Personnel de direction	10	-	10,0
Employés	36	10	41,5

## 7.2. Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice

### A. ENTRÉES

	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
<b>a. Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel en Belgique au cours de l'exercice</b>	11		11
<b>b. Par type de contrat de travail</b>			
Contrat à durée indéterminée	5		5
Contrat à durée déterminée	6		6

### B. SORTIES

	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
<b>a. Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel en Belgique au cours de l'exercice</b>	13	3	13,7
<b>b. Par type de contrat de travail</b>			
Contrat à durée indéterminée	7	3	7,7
Contrat à durée déterminée	6	-	6,0
<b>c. Par motif de fin de contrat</b>			
Pensions	0	1	0,5
Licenciement	1	0	1,0
Autres motifs	12	2	12,2
dont le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de la société comme indépendants	-	-	-

## 7.3. Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur	Hommes	Femmes
Nombre de travailleurs concernés	10	12
Nombre d'heures de formation suivies	120	146
Coût net pour la société (en EUR)	40 709	30 975
- dont coût brut directement lié aux formations	24 148	17 310
- dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	16 561	13 665
<b>Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel et informel à charge de l'employeur</b>		
Nombre de travailleurs concernés	1	2
Nombre d'heures de formation suivies	1	34
Coût net pour la société (en EUR)	138	3 398

## 8. Rapport de rémunération

Pour les sociétés dans lesquelles les pouvoirs publics ou une ou plusieurs personnes morales de droit public exercent un contrôle (article 100. §1. 6°/3 du Code des sociétés).

Voir rapport de gestion.

# Rapport du collège des commissaires à l'assemblée générale de Dexia SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 - Comptes annuels

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Dexia SA (la « société »), nous vous présentons notre rapport du collège des commissaires. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 20 mai 2020, conformément à la proposition de l'organe d'administration émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2022. Deloitte Réviseurs d'Entreprises a exercé le contrôle légal des comptes annuels de Dexia SA durant 13 exercices consécutifs. Mazars Réviseurs d'Entreprises a exercé le contrôle légal des comptes annuels de Dexia SA durant 4 exercices consécutifs.

## Rapport sur les comptes annuels

### Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société, comprenant le bilan au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 820 882 (000) EUR et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de 11 798 (000) EUR.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

### Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du collège des commissaires relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité les points clés de l'audit ?
<p><b>Description point clé 1 – Convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels</b> (Nous référons à l'annexe C-cap 6.20 des comptes annuels)</p> <p>L'activité du groupe Dexia intervient dans le contexte particulier de la mise en œuvre du plan de résolution ordonnée validé par la Commission Européenne le 28 décembre 2012.</p> <p>Ce plan, ultimement réexaminé et validé par le conseil d'administration du 14 décembre 2020, prend notamment en compte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes au plan d'affaires sont révisées dans le cadre des revues d'ensemble biennuelles du plan, y compris les dernières conditions de marché observables et les évolutions comptables et réglementaires connues. Dans sa dernière actualisation, le plan d'affaires intègre notamment un scénario macro-économique « central », basé sur le scénario de référence de la BCE publié le 4 juin 2020, et des données de marché observables au 30 juin 2020 ;</li> <li>• le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire des différentes entités constituant le Groupe, ainsi que celui de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang « Investment Grade » ;</li> <li>• la poursuite de la résolution suppose que le groupe Dexia conserve une bonne capacité de financement, qui repose en particulier sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois, ainsi que sur la capacité du groupe Dexia à collecter des financements sécurisés ;</li> <li>• le renouvellement de la garantie des États belge et français à partir du 1er janvier 2022, conformément à l'approbation de la Commission Européenne en date du 27 septembre 2019. Une loi validant cette prolongation a été votée en France le 29 décembre 2020 et un projet de loi, approuvé par le Conseil des Ministres, sera soumis à l'approbation du Parlement fédéral belge ;</li> <li>• enfin, le groupe Dexia est sensible à l'évolution de son environnement macroéconomique et aux paramètres de marché, dont notamment les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de juste valeur, comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres, sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.</li> </ul> <p>L'appréciation de l'ensemble des éléments sous-tendant le plan d'affaires doit par ailleurs se faire dans le contexte complexe et évolutif particulier de la crise sanitaire liée à la propagation du coronavirus Covid-19 à travers le monde et particulièrement en Europe, tel que mentionné dans l'annexe C-cap 6.20 .</p>	<p>Nous avons apprécié la dernière évaluation par le comité de direction et le conseil d'administration de Dexia de la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation sur une période de douze mois à compter de la clôture de l'exercice, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que les éléments sur lesquels cette évaluation se fonde et la documentation qui les sous-tend.</p> <p>Nous avons mis en œuvre, notamment, les diligences suivantes en application de la norme d'audit ISA 570 « Continuité de l'exploitation » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par entretiens avec la direction et sur la base de la documentation mise à notre disposition, nous avons apprécié les éléments sur lesquels se fondent les projections de liquidités établies par Dexia ;</li> <li>• Nous avons apprécié la conception et la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne au titre de l'établissement des projections de liquidité ;</li> <li>• nous avons pris connaissance des principaux ratios réglementaires (Liquidity Coverage Ratio, Common Equity Tier 1) calculés au 31 décembre 2020 au regard des exigences applicables à cette date;</li> <li>• nous nous sommes enquis auprès du comité de direction et du conseil d'administration des hypothèses sous-tendant le plan d'affaires dans sa dernière actualisation à fin juin 2020, validé par le conseil d'administration du 14 décembre 2020.</li> <li>• nous avons pris connaissance des rapports trimestriels sur la stratégie de financement et la continuité opérationnelle, établis par Dexia à la demande de ses autorités de supervision et de la correspondance avec ces autorités ;</li> <li>• concernant la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19, nous avons pris connaissance de l'évaluation faite par la direction de ses effets sur la continuité du groupe Dexia.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons examiné la conformité aux exigences légales et réglementaires des informations fournies en matière de continuité d'exploitation dans les annexes y compris sur les incertitudes associées aux principales hypothèses sous-tendant l'établissement des comptes annuels selon le principe de continuité d'exploitation.</p>



<p>Il reste à ce jour des incertitudes relatives à la réalisation du plan d'affaires sous-tendant la continuité d'exploitation du groupe Dexia, sur la durée de la résolution, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les conditions d'accès aux facilités de l'Eurosystème après 2021 ;</li> <li>– l'existence de nouvelles règles comptables ou prudentielles non connues à date par la Direction du groupe Dexia ;</li> <li>– la structure organisationnelle et juridique à terme du groupe Dexia.</li> </ul> <p>Toutefois, à ce stade, la direction du groupe estime que ces incertitudes ne remettent pas en cause les fondamentaux de la résolution et que le maintien du principe de continuité d'exploitation est approprié pour l'établissement des comptes annuels en conformité avec le référentiel comptable applicable en Belgique.</p> <p>Considérant l'ensemble des éléments présentés ci-dessus, nous considérons l'appréciation de la convention de continuité comme un point clé de l'audit.</p>	
--	--

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité les points clés de l'audit ?
<p><b>Description point clé 2 – Identification et évaluation des provisions pour risque juridique relatif aux litiges</b> (Nous référons aux annexes C-cap 6.8, C-cap 6.20 et C-cap 7 des comptes annuels)</p>	
<p>Dans le cadre de ses activités, Dexia SA est impliquée dans un certain nombre de risques juridiques et de litiges.</p> <p>Les conséquences, telles qu'évaluées par la société au vu des informations à sa disposition à la date de clôture, des principaux litiges, dont notamment ceux relatifs aux activités de « share leasing » aux Pays-Bas et aux enquêtes susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, les résultats ou les actifs de la société, doivent être reflétées dans les comptes annuels.</p> <p>La comptabilisation d'une provision ou d'un passif éventuel visant à couvrir ce risque juridique nécessite par nature l'utilisation du jugement en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges pouvant en découler.</p> <p>En raison de la nature des procédures en cours à l'encontre de la société et compte tenu de ce caractère estimatif des provisions, nous considérons le risque juridique relatif aux litiges comme un point clé de notre audit.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle interne et testé l'efficacité des contrôles clés du processus d'estimation des provisions pour litiges.</p> <p>Nos contrôles concernent principalement l'identification des dossiers à provisionner selon les motifs du contentieux et la détermination des montants des provisions selon les méthodologies définies par la société.</p> <p>Nos travaux de clôture ont porté principalement sur les diligences suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mener des entretiens avec le comité de direction et plus particulièrement avec la direction juridique de la société;</li> <li>• examiner les motifs des contentieux et nous assurer du caractère approprié de l'existence et des montants des provisions enregistrées selon les hypothèses retenues par la société;</li> <li>• évaluer les principes et les hypothèses retenus par la société pour l'estimation du montant des provisions pour litiges ;</li> <li>• Interroger les cabinets d'avocats avec lesquels la société est amenée à travailler afin d'obtenir et de revoir l'évaluation des litiges faite par ceux-ci.</li> </ul> <p>Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe des comptes annuels au titre des provisions pour risques et charges.</p>

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité les points clés de l'audit ?
<p><b>Description point clé 3 – Evaluation des titres de participation</b> (Nous référons aux annexes C-cap 6.4.1, C-cap 6.5.1, C-cap 6.17, C-cap 6.19 et C-cap 6.20 des comptes annuels)</p>	
<p>Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2020 pour un montant net de 93 millions EUR. Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et dépréciés en cas de moins-value ou dépréciation durable.</p> <p>La moins-value ou dépréciation durable est estimée par le conseil d'administration sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions de résultat.</p> <p>L'estimation de la valeur de ces titres requiert l'exercice d'un jugement de la part du conseil d'administration dans son choix des éléments à considérer qui peuvent correspondre à des éléments prévisionnels.</p> <p>Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participations constituait un point clé de notre audit.</p>	<p>Pour apprécier le caractère raisonnable de l'évaluation des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par le conseil d'administration est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• obtenir les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation et apprécier la cohérence avec les données prévisionnelles issues du dernier plan stratégique;</li> <li>• vérifier la cohérence des hypothèses retenues à la date de clôture des comptes annuels;</li> <li>• comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés.</li> </ul> <p>Nous avons enfin examiné la conformité aux exigences légales et réglementaires des informations fournies en matière d'immobilisations financières dans les annexes.</p>

### Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

### Responsabilités du collège des commissaires relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du collège des commissaires contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la société ni quant à l'efficacité ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du collège des commissaires sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du collège des commissaires. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du collège des commissaires, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

## Autres obligations légales et réglementaires

### Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, de la déclaration non financière annexée à celui-ci et des autres informations contenues dans le rapport annuel, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la société.

### Responsabilités du collège des commissaires

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, la déclaration non financière annexée à celui-ci et les autres informations contenues dans le rapport annuel, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

### Aspects relatifs au rapport de gestion et aux autres informations contenues dans le rapport annuel

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

L'information non financière requise par l'article 3:6, § 4 du Code des sociétés et des associations est reprise dans le rapport de gestion sous la section « Déclaration non financière – responsabilité sociale, environnementale et sociétale des entreprises » du rapport annuel. Pour l'établissement de cette information non financière, la société s'est basée sur les dispositions de la loi du 3 septembre 2017, relative à la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés et certains groupes, qui transpose la directive 2014/95/EU. Conformément à l'article 3 :75, § 1, 6° du Code des sociétés et des associations, nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si cette information non financière est établie conformément aux dispositions de la loi précitée.

### Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque Nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

### Mentions relatives à l'indépendance

- Nos cabinets de révision et nos réseaux n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et nos cabinets de révision sont restés indépendants vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.

### Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Codes des sociétés et des associations.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Zaventem et Bruxelles,  
Le Collège des Commissaires

Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL  
Représentée par Franky Wevers

MAZARS Réviseurs d'Entreprises SCRL  
Représentée par Xavier Doyen

# Informations complémentaires

## Attestation de la personne responsable

Je soussigné, Pierre Crevits, administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia, atteste que, à ma connaissance :

a) les états financiers, établis conformément aux normes comptables applicables, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation ;

b) le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de la société et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Bruxelles, le 6 avril 2021

Pour le comité de direction

Pierre Crevits  
Administrateur délégué et président du comité de direction  
Dexia

## Données générales

### Dénomination

La société est dénommée « Dexia ».

### Siège social

Le siège de la société est établi en Belgique à l'adresse suivante : Place du Champ de Mars, 5 à 1050 Bruxelles (RPM Bruxelles TVA BE 0458.548.296).

### Forme juridique, constitution, durée

La société est une société anonyme de droit belge qui fait publiquement appel à l'épargne. Elle a été constituée le 15 juillet 1996 pour une durée illimitée. La société a un établissement stable, situé à Paris.

### Objet social

L'article 3 des statuts est libellé comme suit :

« La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger :

**1.** l'acquisition, la détention, la gestion et la cession, de quelque manière que ce soit, de toutes participations dans des sociétés ou toutes autres personnes morales, quelle que soit leur forme juridique, existantes ou à constituer, qui exercent des activités d'établissement de crédit, d'entreprises d'assurance ou de réassurance ou qui exercent des activités financières, industrielles, commerciales ou civiles, administratives ou techniques, de même que de toutes sortes d'actions, d'obligations, de fonds publics et tous autres instruments financiers de quelque nature que ce soit ;

**2.** la fourniture de services d'assistance ou de gestion administrative, commerciale et financière et l'accomplissement de tous travaux d'étude au bénéfice de tiers et en particulier au bénéfice de sociétés et autres personnes morales, quelle que soit leur forme juridique, dans lesquelles elle détient directement ou indirectement une participation, de même que la fourniture de prêts, avances, garanties ou cautions, sous quelque forme que ce soit ;

**3.** l'accomplissement de toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles, en ce compris l'acquisition, la gestion, la location et la cession de tous biens mobiliers et immobiliers, qui se rapportent directement ou indirectement à la réalisation de son objet social ou qui sont de nature à en favoriser la réalisation. »

### Lieux où peuvent être consultés les documents destinés au public

Les statuts de la société sont disponibles au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles et au siège de la société.

Les rapports sur l'exercice ainsi que les comptes annuels et les comptes consolidés sont déposés à la Banque nationale de Belgique. Ces documents peuvent également être obtenus au siège de la société.

Les décisions relatives aux nominations et démissions des membres du conseil d'administration sont publiées à l'Annexe au Moniteur belge. Les avis financiers concernant la société sont publiés sur son site internet ([www.dexia.com](http://www.dexia.com)). Les convocations aux assemblées générales sont publiées sur le site internet et dans les journaux financiers, la presse quotidienne et périodique.

*Le rapport annuel 2020 de Dexia est une publication de la direction de la Communication du groupe.*

*Ce document est également disponible en néerlandais et en anglais.*

*Dans un souci de préservation de l'environnement et de maîtrise des coûts opérationnels, Dexia a décidé de ne plus imprimer son rapport annuel.*

*Il peut être téléchargé sur le site internet : [www.dexia.com](http://www.dexia.com).*

### **Dexia**

Place du Champ de Mars, 5  
B-1050 Bruxelles  
IBAN BE61-0682-1136-2017  
BIC GKCC BE BB  
RPM Bruxelles TVA BE 0458.548.296

### **À Paris**

1, passerelle des Reflets  
Tour CBX  
F-92913 La Défense Cedex

## **CONTACTS**

### **Service presse**

E-mail : [pressdexia@dexia.com](mailto:pressdexia@dexia.com)  
Tél. Bruxelles : + 32 2 213 57 39  
Tél. Paris : + 33 1 58 58 58 49

### **Investor Relations**

E-mail : [investor.relations@dexia.com](mailto:investor.relations@dexia.com)  
Tél. Bruxelles : + 32 2 213 57 66  
+ 32 2 213 57 39  
Tél. Paris : + 33 1 58 58 58 53  
+ 33 1 58 58 58 49

### **Site Internet**

[www.dexia.com](http://www.dexia.com)

## **CALENDRIER FINANCIER**

### **Assemblée générale pour l'exercice 2020**

19 mai 2021

### **Résultats au 30 juin 2021**

8 septembre 2021











